

RAPPORT ANNUEL SUR LA GESTION DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT 2021 // 2022



MBPE
MINISTÈRE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

A series of horizontal dotted lines for writing notes, spanning the width of the page.



PRÉFACE

Le présent rapport a pour objet de présenter les activités majeures menées par la Direction Générale du Portefeuille de l'Etat (DGPE), au cours de l'exercice 2021, dans le cadre de la gestion des participations publiques. Aussi, en vue de fournir des informations à jour lors de sa publication, il prend en compte certaines évolutions survenues dans la mise en œuvre de ces activités jusqu'au 30 juin 2022.

Ce rapport présente également la situation économique et financière des entreprises du portefeuille de l'Etat au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021, communiquée à l'Assemblée Nationale, en annexe à la loi des Finances conformément aux lois n°2020-626 du 14 août 2020 et n°2020-886 du 21 octobre 2020 relatives respectivement aux sociétés d'Etat et aux sociétés à participation Financière Publique.

06

MOT DU MINISTRE

09

PANORAMA GLOBAL

Chiffres clés et
Faits marquants

17

DGPE : ACCÉLÉRATEUR
DE DÉVELOPPEMENT

Mise en oeuvre de la stratégie
(2021-2025) de gestion
du portefeuille de l'état

Présentation de la nouvelle
organisation et organigramme

Un portefeuille diversifié
présent dans tous les secteurs

29

GESTION DU PORTEFEUILLE
EN 2021 : L'INSTAURATION
CONTINUE DES MEILLEURES
PRATIQUES DE GOUVERNANCE

Opérations en capital

Signature des contrats de performance
avec les entreprises publiques

Suivi de la politique d'endettement
des entreprises publiques

Modulation des audits des entreprises
publiques

Réforme du cadre juridique des
entreprises publiques

La 3^{ème} édition du prix de l'excellence, de
la gouvernance des entreprises publiques

35

PERFORMANCE DU
PORTEFEUILLE : VERS
L'ATTEINTE DES OBJECTIFS CLÉS
DE L'ÉTAT ACTIONNAIRE

Un impact réaffirmé sur le développement
et les conditions de vie des populations

Une accélération de la performance
économique et financière

Une gestion améliorée des enjeux liés aux
finances publiques

61

PERFORMANCE PRÉVISIONNELLE
DES ENTREPRISES PUBLIQUES
EN AMÉLIORATION EN 2021

64

PRÉSENTATIONS SECTORIELLES
ET FICHES ENTREPRISES

181

ANNEXES





A large area of the page is filled with horizontal dotted lines, providing space for handwritten notes.





**CHER FIDÈLE LECTEUR,
CHER PARTENAIRE,**

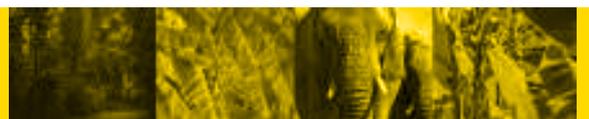
A travers ce rapport annuel d'activités, le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat (MBPE) a le plaisir de mettre à votre disposition des informations relatives à la gestion du portefeuille de l'Etat au titre de l'exercice 2021.

Cette année 2021 aura été l'occasion de mettre en œuvre d'importantes réformes en matière de gestion du portefeuille de l'Etat.

Ces réformes ont concerné, entre autres, la révision du cadre juridique du portefeuille de l'Etat, la signature de contrats d'objectifs et de performance avec les entreprises publiques ainsi que le renforcement du dispositif de contrôle des entreprises publiques.

Par ailleurs, l'exercice 2021 a constitué la première année de mise en œuvre de la nouvelle stratégie de gestion du portefeuille de l'Etat 2021-2025. Cela s'est traduit par le lancement et la mise en œuvre de nouvelles initiatives incluant notamment :

- le renforcement organisationnel de la Direction Générale du Portefeuille de l'Etat (DGPE) ;
- le lancement du programme de certification des Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Adjointes des entreprises publiques ;





- le démarrage d'un important processus d'échange visant à aligner la vision des Ministères de tutelle avec celle des organes de gouvernance des entreprises publiques, pour une meilleure mise en œuvre des stratégies sectorielles de portefeuille sur la période 2021-2025 ;
- le lancement des travaux relatifs à la deuxième édition du programme d'excellence dénommé «Graduate program», étendu aux entreprises publiques ;
- la signature de «Lettres de Missions», permettant la fixation, par chaque Conseil d'Administration, d'objectifs de performance au Directeur Général.

Il faut ajouter à ces réformes la poursuite de la promotion de la bonne gouvernance et la culture de performance au sein des entreprises publiques, avec la tenue de la 3^{ème} édition du «Prix d'Excellence de la Gouvernance et de la Performance des Entreprises Publiques».

Je me réjouis de noter que ces actions ont eu un impact positif sur les performances des sociétés du portefeuille de l'Etat. En effet, elles ont enregistré un chiffre d'affaires cumulé de 5 478 milliards FCFA, en hausse de 11,5% par rapport aux résultats enregistrés en 2020. En outre, le résultat net consolidé du portefeuille de l'État a connu une hausse de 10,4% pour se fixer à 528 milliards FCFA.

L'année 2021 a, parallèlement, vu une amplification de l'impact développemental des entreprises publiques, notamment en matière d'accès à l'électricité et à l'eau potable, de développement des infrastructures routières, d'accompagnement du monde agricole, etc.

Ces résultats constituent un encouragement à garder le cap et à accélérer la dynamique positive déjà amorcée. Sur un autre plan, les défis majeurs que représentent, entre autres, l'optimisation des ressources de nos entreprises, la mise en œuvre des stratégies sectorielles de portefeuille pour la période 2021-2025 ainsi que la mise en œuvre de recommandations spécifiques en matière de bonne gouvernance, demanderont une attention particulière.

Je ne doute point que ce rapport puisse être d'un support notable pour toutes les parties prenantes qui interagissent de manière directe ou indirecte dans la gestion du portefeuille de l'Etat.

Bonne lecture !

Moussa Sanogo

**Ministre du Budget
et du Portefeuille de l'État**





2

PANORAMA GLOBAL 2021

CHIFFRES CLÉS

FAITS MARQUANTS

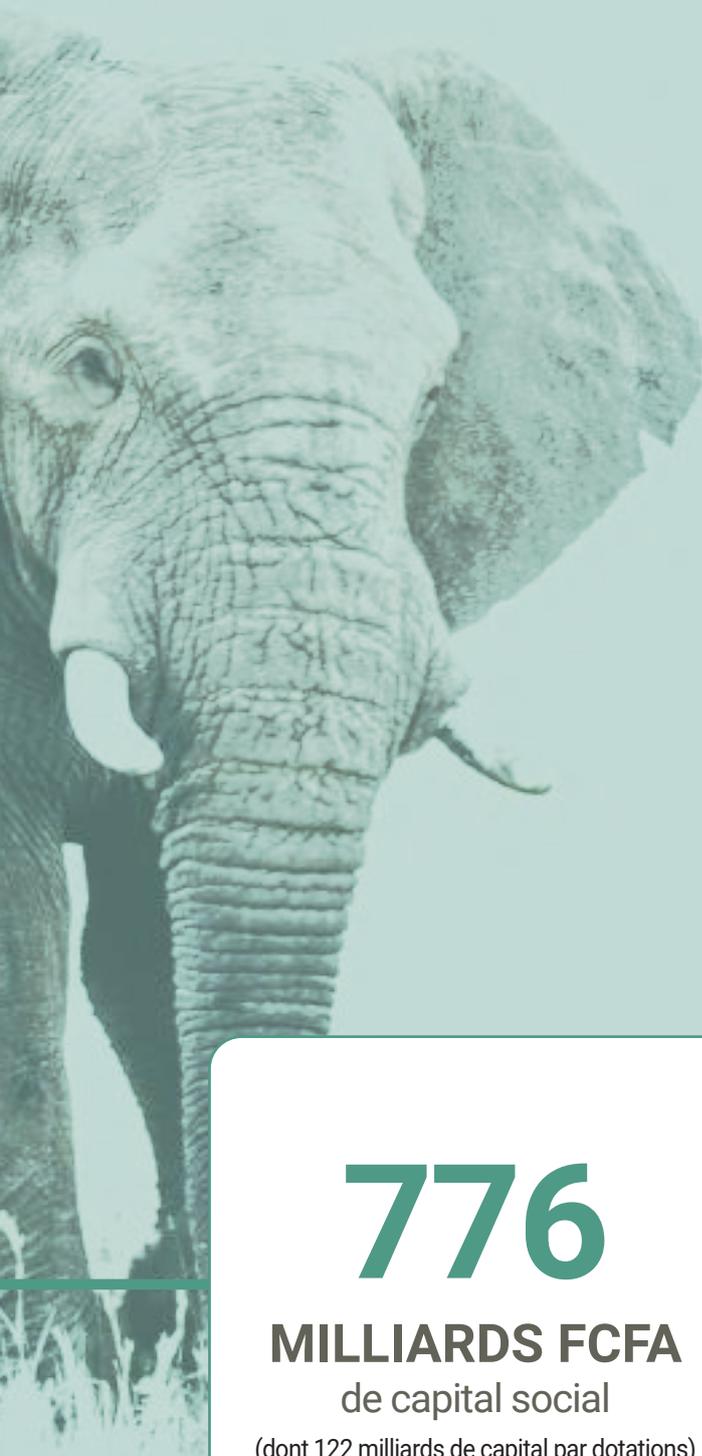
82**ENTREPRISES À
CAPITAUX PUBLICS**

(SODE et SPFP)

32,8***MILLIARDS FCFA
de Dividendes à percevoir**(Vs 33,9 milliards FCFA en 2020
en baisse de 3,2%)

* Hors dividendes à recevoir de PETROCI

117,3**MILLIARDS FCFA
de Subvention-État**(Vs 93,97 milliards FCFA en 2020,
en hausse de 24,8%)**528****MILLIARDS FCFA
de résultats nets cumulés**(Vs 478 milliards FCFA en 2020,
en hausse de 10,4%)



01

NOUVELLE PRISE
de participation

2763

MILLIARDS FCFA
de valeur - du
portefeuille

(Vs 1 818 milliards FCFA en 2020,
en hausse de 52%)

776

MILLIARDS FCFA
de capital social

(dont 122 milliards de capital par dotations)
avec 72% de participations publiques

5478

MILLIARDS FCFA
de Chiffres d'affaires
cumulés

(Vs 4 913 milliards FCFA en 2020,
en hausse de 11,5%)



01

20 JANVIER

DÉFINITION DU RÉGIME JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Le Conseil des Ministres a adopté deux décrets : le premier détermine les règles d'administration, de gestion et de contrôle, de dissolution et de liquidation des Sociétés d'État, et le second définit les règles de représentation de la participation financière publique, de gouvernance et de contrôle des sociétés à participation financière publique. Ces textes visent à mettre en conformité la gestion des sociétés d'État et des sociétés à participation financière publique aux évolutions des textes communautaires relatifs au droit des affaires ainsi qu'aux mutations internes intervenues en matière de gestion des finances publiques. Ils réorganisent leurs modalités d'organisation et de fonctionnement ainsi que leurs modalités de contrôle et de suivi.

20 JANVIER

BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU CASP

Le Conseil des Ministres a adopté une communication relative au bilan de la mise en œuvre de la première édition du Programme de Certification des Administrateurs des Sociétés Publiques (CASP) et à ses perspectives. Cette édition, lancée en juillet 2019 en partenariat avec l'Institut National des Administrateurs de Côte d'Ivoire (INAD-CI), a été clôturée en août 2020. Elle a permis d'assurer la formation et la certification de 282 administrateurs, avec un taux de participation de 82%.



06

09 JUIN

LANCLEMENT DE LA 2^{ème} ÉDITION DU « GRADUATE PROGRAM »

Compte tenu des résultats probants de la première édition de ce Programme d'Excellence qui vise à renforcer le capital humain du service en charge du pilotage de la performance des entités du portefeuille de l'État, le Conseil des Ministres a adopté une communication relative au lancement de la 2^{ème} édition du « Graduate Program » de la DGPE en l'étendant à l'ensemble des entreprises publiques.

07

07 JUILLET

CONCESSION D'EXPLOITATION DES JEUX DE HASARD ENTRE L'ÉTAT ET LA LONACI

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant approbation de la Convention de concession d'exploitation des jeux de hasard entre l'État de Côte d'Ivoire et la Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI). Ainsi cette convention, qui actualise les liens contractuels entre les parties, répond aux exigences de réformes prescrites par la loi n°2020-480 du 27 mai 2020 portant régime juridique des jeux de hasard en Côte d'Ivoire ainsi que par la loi n°2020-886 du 21 octobre 2020 relative aux sociétés à participation financière publique. Cette nouvelle convention est signée pour une durée de 15 ans.

06 JANVIER

FLUX PHYSIQUES ET FINANCIERS DE L'ÉNERGIE AU 30 SEPTEMBRE 2020

Le Conseil des Ministres a adopté une communication relative aux informations sur les flux physiques et financiers de l'énergie au 30 septembre 2020. Les productions de pétrole brut et de gaz naturel connaissent une évolution mitigée par rapport à l'exercice précédent et sont respectivement estimées à 7 967 465 barils (-22,5%) et 57 322 976 MMBTU (+3,55%). Ces variations sont dues aux effets combinés de la baisse des prix de valorisation du pétrole brut et du gaz naturel et de la chute de la production de pétrole brut et de gaz naturel sur les blocs CI-26 et CI-40. Par ailleurs, les ventes totales de la SIR (y compris les ventes à la SMB) ont enregistré une baisse respectivement de 10,56% en volume et de 32,41% en valeur par rapport à l'exercice 2019.

20 JANVIER

CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIÈGE DE LA BNI

Le Conseil des Ministres a adopté une communication relative au projet de construction du siège de la Banque Nationale d'Investissement (BNI), en vue d'optimiser le fonctionnement de ses services, de renforcer son image commerciale et de réduire les coûts immobiliers directs. Le nouveau siège de la banque coûtera 13,5 milliards F CFA.41% en valeur par rapport à l'exercice 2019.



02

03 FÉVRIER

APPROBATION DE LA CONVENTION DU SYSTÈME DE TRANSPORT INTELLIGENT ENTRE L'ÉTAT ET QUIPUX AFRIQUE S.A

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant approbation de la Convention de concession pour la conception, le financement, la mise en place, l'exploitation et la maintenance d'un système de gestion intégrée de l'ensemble des activités des transports routiers en Côte d'Ivoire, d'un système de transport intelligent et d'une fourrière administrative. Cette convention, signée entre l'État et la société QUIPUX AFRIQUE S.A, porte sur la mise en œuvre d'un système de gestion électronique des infractions au Code de la route en vue d'améliorer significativement la sécurité routière, de doter l'administration d'un système d'information sur les accidents de la route et de maîtriser au mieux la mobilité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire.

07 JUILLET

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DU PAA

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant autorisation d'augmentation du capital social de la société d'État dénommée Port Autonome d'Abidjan (PAA) de seize milliards (16 000 000 000) FCFA à cent milliards (100 000 000 000) FCFA, entièrement libéré et détenu par l'État de Côte d'Ivoire. Cette opération vise à harmoniser l'actif immobilisé de l'entreprise avec son capital social et corrélativement à raffermir la confiance des partenaires financiers et autres bailleurs de fonds internationaux qui accompagnent le PAA sur ses différents projets.





12

15 DÉCEMBRE

TRANSFORMATION DE LA SICOGI EN UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT DÉNOMMÉE AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT

Le Conseil des Ministres a adopté quatre (04) décrets, dont le premier portant transformation de la SICOGI en une Société d'État dénommée Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), le deuxième portant dissolution du Compte des Terrains Urbains, le troisième se rapportant à la dissolution du Fonds de Soutien à l'Habitat et enfin le quatrième relatif à la dissolution du Compte de Mobilisation pour l'Habitat.

15 DÉCEMBRE

CRÉATION D'UN FONDS DE GARANTIE DU LOGEMENT SOCIAL

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Fonds de Garantie du Logement Social. Ce décret est pris en application de la loi n°2019-576 du 26 juin 2019 portant Code de la Construction et de l'Habitat, qui prévoit une structure chargée de la mise en œuvre de la politique nationale de l'Habitat. Créé en appui aux activités de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), le Fonds de Garantie du Logement Social est chargé de financer les activités de l'Agence qui a remplacé la SICOGI. Ce fonds est appelé à faciliter les conditions d'accès au crédit-acquéreur aux couches sociales les plus défavorisées et de contribuer au financement de toutes les actions favorisant le développement de l'habitat social.

10

20 OCTOBRE

ABROGATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AU TRANSFERT D'UNE PARTIE DU CAPITAL DE PETROCI HOLDING À SES EMPLOYÉS

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant abrogation des dispositions des articles 2 et 3 du décret n°2001-580 du 12 septembre 2001 portant extension de l'objet social de la société d'État dénommée PETROCI Holding et transformation en société anonyme à participation financière publique par cession d'une partie de son capital à son personnel. Ainsi ce décret abroge ces dispositions désuètes et entérine le statut de PETROCI Holding comme société d'État, en vue de lever toute confusion et interprétations judiciaires.

10 NOVEMBRE

NOMINATION DES REPRÉSENTANTS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS INS, PCI ET CI-ENERGIES

Le Conseil des Ministres a adopté un ensemble de décrets portant nomination de Dr Mamadou COULIBALY, Monsieur WOUADJA Essay et Monsieur KONAN Yves en qualité de Représentants du Président de la République, respectivement au sein des Conseils d'Administration de l'Institut National de la Statistique (INS), de la Poste Côte d'Ivoire (PCI) et de Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES).

20 OCTOBRE

AUTORISATION DE CESSIION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN DE LA BPCI

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant autorisation de cession d'une parcelle de terrain située à AKOUAI SANTAI (commune de Bingerville) appartenant à la Banque Populaire de Côte d'Ivoire (BPCI). Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de restructuration et de recapitalisation de la banque qui prévoit notamment la cession de terrains en vue d'obtenir une plus-value de 42 milliards FCFA.

09

08 SEPTEMBRE

LÉGALISATION DU RÉGIME FISCAL ET DOUANIER DE LA CONVENTION DE CONCESSION DE LA LIGNE 1 DU MÉTRO D'ABIDJAN

Le Conseil des Ministres a adopté une ordonnance portant légalisation du régime fiscal et douanier de la convention de concession de la Ligne 1 du Métro d'Abidjan ainsi que sa loi de ratification. Pour rappel, l'État de Côte d'Ivoire avait signé, le 21 décembre 2019, avec la Société de Transports Abidjanais par Rail (STAR), une convention relative à la construction et à l'exploitation de la Ligne 1 du Métro d'Abidjan devant relier les communes d'Anyama et de Port-Bouët, sur un linéaire de 37,5 kilomètres.

07 JUILLET

COÛTS DES EXONÉRATIONS FISCALES ET DOUANIÈRES ACCORDÉES À FIN MARS 2021

Le Conseil des Ministres a adopté une communication relative aux coûts des exonérations fiscales et douanières accordées à fin mars 2021. Les exonérations accordées, au titre de la fiscalité de porte, se chiffrent à 55,3 milliards de FCFA, soit 63,4% de la dépense fiscale, et en régime intérieur à 31,8 milliards de FCFA, soit 36,6%. Ces exonérations ont été particulièrement importantes en matière de TVA, de droits de douane et de taxes sur les produits pétroliers. Les secteurs d'activités ayant bénéficié des exonérations les plus importantes sont l'Industrie, les Services, l'Administration et les BTP.



15 DÉCEMBRE

CRÉATION D'UN FONDS DE GARANTIE DU LOGEMENT SOCIAL

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Fonds de Garantie du Logement Social. Ce décret est pris en application de la loi n°2019-576 du 26 juin 2019 portant Code de la Construction et de l'Habitat, qui prévoit une structure chargée de la mise en œuvre de la politique nationale de l'Habitat. Créé en appui aux activités de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), le Fonds de Garantie du Logement Social est chargé de financer les activités de l'Agence qui a remplacé la SICOGL. Ce fonds est appelé à faciliter les conditions d'accès au crédit-acquéreur aux couches sociales les plus défavorisées et de contribuer au financement de toutes les actions favorisant le développement de l'habitat social.



15 DÉCEMBRE

RECAPITALISATION DE LA BHCI ET SON RÔLE DANS LE FINANCEMENT DU LOGEMENT SOCIAL

Le Conseil des Ministres a adopté une communication relative à l'état d'avancement de la recapitalisation de la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) et à son rôle dans le financement du logement social. Au titre de la recapitalisation, le Conseil a noté que trois (3) (État de Côte d'Ivoire, NSIA VIE et BNI) sur les sept (7) actionnaires de la banque ont souscrit à cette augmentation de capital et que les libérations des montants souscrits sont en cours.

Au terme de cette opération, la participation financière de l'État de Côte d'Ivoire s'établira à 46,14 milliards FCFA, soit 86,76% du capital social de la Banque. S'agissant du rôle de la BHCI dans le financement du logement, au regard de la nouvelle structuration de son capital social, majoritairement détenu par l'État, le Conseil a décidé d'orienter la stratégie de la banque sur son cœur de métier initial, à savoir le financement de l'immobilier, en devenant l'instrument privilégié de financement du secteur de l'habitat de façon à combler le déficit structurel en logements.

15 DÉCEMBRE

AUTORISATION EXCLUSIVE D'EXPLOITATION D'UN GISEMENT PÉTROLIER

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant autorisation exclusive d'exploitation du gisement pétrolier et gazier « Baleine » du bloc CI-101 ainsi qu'une communication relative au plan de développement dudit gisement. Le gisement pétrolier et gazier « Baleine », est situé dans le bloc CI-101 et les volumes en place sont estimés environ à 2 milliards de barils de pétrole brut et à 2 400 milliards de pieds cube de gaz naturel associé. Ainsi le développement du gisement sera opéré par le consortium constitué des sociétés ENI et PETROCI Holding, suivant une approche progressive. La première production est prévue au deuxième trimestre 2023. La deuxième phase de développement consistera au développement complet du gisement en 2026.

22 DÉCEMBRE

FINANCEMENT DU SOUS-SECTEUR ASSAINISSEMENT ET DRAINAGE

Le Conseil des Ministres a adopté une communication relative aux besoins de financement du sous-secteur Assainissement et Drainage pour la réalisation des investissements du Budget 2022 et aux mesures de prévention à court terme, des pertes en vies humaines en saisons de pluies. Aussi, en vue de faire face à cette situation de manière efficace et durable, le Conseil a-t-il arrêté diverses mesures autant pour le District d'Abidjan et l'intérieur du pays que pour les zones urbaines et rurales. En outre, le Conseil a instruit le Ministre chargé de l'assainissement et l'ensemble des Ministres concernés à l'effet de mettre en place un système plus efficace et fiable de prévisions météorologiques à la SODEXAM et un système de surveillance et d'alerte dans les zones inondables à l'ONAD. Le coût global de l'ensemble de ces mesures nécessite un financement supplémentaire de 43,14 milliards FCFA.







3

DGPE : ACCÉLÉRATEUR DE DEVELOPPEMENT

MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE (2021-2025)
DE GESTION DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

UN CADRE ORGANISATIONNEL OPTIMISÉ POUR
L'ATTEINTE DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

UN PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ PRÉSENT
DANS TOUS LES SECTEURS

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE (2021-2025) DE GESTION DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

A la suite d'importants travaux, la DGPE s'est dotée d'une nouvelle stratégie pour la période 2021-2025 dont la vision est «**DGPE, ACCÉLÉRATEUR DE DEVELOPPEMENT**», visant 3 objectifs, à savoir :

- accélérer l'amélioration de la performance du portefeuille ;
- renforcer la diffusion des principes de bonne gouvernance et de bonne gestion ;
- amplifier l'impact des entreprises publiques sur les secteurs productifs et catalyser leur développement.



UNE STRATÉGIE 2021-2025 INCLUANT TROIS GRANDES DIMENSIONS

En vue d'assurer la mise en œuvre effective et optimale des différentes recommandations de la nouvelle stratégie, un plan de transformation a été conçu. Ce plan de transformation se décline en cinq (5) programmes majeurs qui sont (i) la gouvernance, (ii) la stratégie sectorielle du portefeuille, (iii) l'organisation et capacités internes, (iv) l'opérationnalisation juridique du positionnement institutionnel, et (v) le PMO, change management, la communication et la syndication. Au cours de l'exercice 2021, 1^{ère} année de mise en œuvre de la stratégie, des plans d'actions ont été mis en œuvre en lien avec les cinq (5) programmes majeurs. Ce sont au total 144 actions qui ont été finalisées sur 217, soit un taux de réalisation de 66%.

GOVERNANCE

Ce programme a mis en exécution trois (3) projets majeurs à savoir (i) la gestion de la performance et formation des administrateurs, (ii) le processus de nomination et de gestion de la performance des dirigeants et (iii) le dispositif de coordination des tutelles technique et financière. Ces projets ont permis :

- le renforcement du dispositif de formation des administrateurs avec la systématisation de la certification des administrateurs de sociétés publiques ;
- la mise en place d'un modèle d'évaluation de la performance des administrateurs ;
- la structuration du processus de gestion des administrateurs indépendants ;

- 
- la systématisation de l'intervention de la tutelle financière dans le processus de nomination ;
 - l'évaluation de la performance des directeurs généraux à travers l'instauration de lettres de mission ;
 - la formalisation d'une commission spécialisée de revue sectorielle dédiée à la préparation de la position étatique en amont des conseils d'administration.

ORGANISATION ET CAPACITÉS INTERNES

L'implémentation de l'organisation et capacités internes au sein de la DGPE repose sur quatre (4) projets majeurs, notamment (i) la mise en œuvre de la nouvelle organisation - recrutements et déploiements, (ii) l'optimisation du dispositif de gestion des ressources humaines, (iii) la mise en œuvre du schéma directeur IT et (iv) la mise en œuvre de la nouvelle gouvernance interne.

Les acquis du programme sur la période incluent notamment :

- la structuration des modalités de mise en œuvre de la seconde édition du Graduate Program de la DGPE ;
- le renforcement de la gestion RH en termes de gestion de carrière et mise en place de programmes innovants de «secondment» / mobilités interservices ;
- la structuration du programme de gestion de la performance et de gestion des hauts potentiels ;
- la mise en place d'un plan de formation pour maximiser l'impact de l'apprentissage des collaborateurs ;
- la sécurisation du déploiement du nouveau schéma directeur SI intégrant une refonte de l'infrastructure et de l'architecture réseau et la mise à niveau des outils (système collaboratif des applications supports, application métier et décisionnelle, etc.) ;
- le renforcement de la comitologie interne avec l'instauration de nouveaux comités respectivement en charge des ressources humaines, et des investissements/ désinvestissements.

OPÉRATIONNALISATION JURIDIQUE DU POSITIONNEMENT INSTITUTIONNEL

La concrétisation du nouveau positionnement DGPE et des processus institutionnels cibles, se traduisent par la mise en œuvre des implications juridiques permettant de sécuriser l'évolution du positionnement institutionnel. Ces implications sont liées au renforcement des missions de la DGPE ainsi qu'à l'élargissement ciblé de son périmètre.

Aussi, la sécurisation du traitement des prérequis juridiques émanant des programmes stratégiques de la DGPE a permis de mettre en place une syndication et une opérationnalisation des stratégies sectorielles de portefeuille, ainsi qu'une organisation et capacités internes.

PILOTAGE ET GESTION DES ENTITÉS

Le pilotage et la gestion des entités sont axés autour de quatre (4) chantiers majeurs à savoir (i) la syndication avec les parties prenantes, (ii) la mise en œuvre des contrats de performance de deuxième génération, (iii) la réalisation des études stratégiques et (iv) l'intégration des nouvelles entités au suivi du portefeuille. Ces chantiers ont permis :

- la tenue des réunions de syndications avec vingt-sept (27) sociétés en vue d'échanger sur les modalités de mise en œuvre des stratégies sectorielles de portefeuille pour la période 2021-2025 ;
- le lancement des travaux pour l'élaboration et la signature des contrats de performance de deuxième génération sur un périmètre de seize (16) entreprises ;
- le cadrage des modalités de renforcement du suivi des filiales des entreprises publiques ;
- la refonte des indicateurs de performances financière et opérationnelle des entreprises publiques.

PMO, CHANGE MANAGEMENT, SYNDICATION ET COMMUNICATION

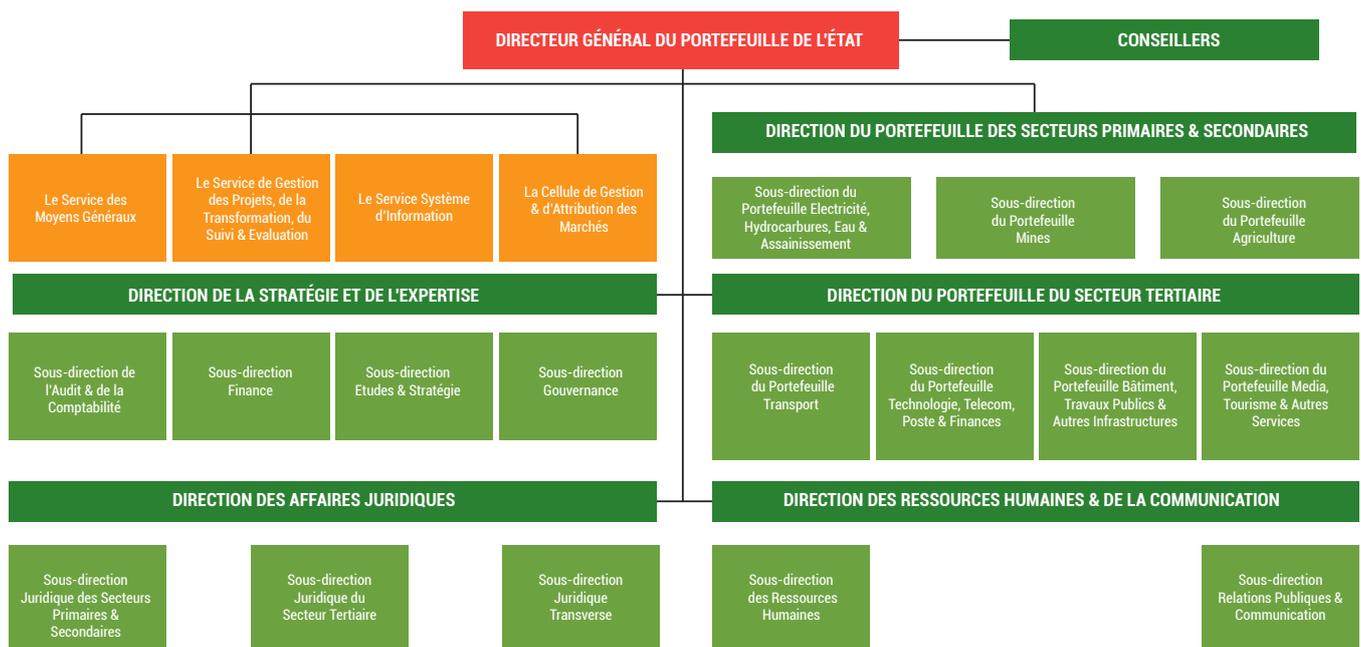
Ce programme met en exécution trois (3) chantiers majeurs notamment (i) la mise en place des équipes, les outils et la gouvernance PMO/ transformation, (ii) la communication interne et accompagnement au changement des collaborateurs DGPE et (iii) la consolidation & pilotage du plan de syndication et communication externe. Ces chantiers ont permis :

- la mise en place des équipes, des outils et la gouvernance PMO/transformation ;
- l'organisation du Townhall meeting destiné à la présentation de la nouvelle stratégie de la DGPE ;
- la réalisation d'un sondage d'engagement et de satisfaction dans le but d'améliorer les conditions de mise en œuvre de la stratégie ;
- la réalisation d'un sondage dans le but d'évaluer le niveau d'appartenance, de responsabilité, de collaboration au sein de la DGPE, et de compréhension de la nouvelle vision de la stratégie ;
- le renforcement de la communication interne avec l'implémentation de la Newsletter

UN CADRE ORGANISATIONNEL OPTIMISÉ POUR L'ATTEINTE DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Afin de jouer pleinement son rôle de «gestionnaire» du portefeuille de l'État en ligne avec son nouveau positionnement institutionnel, la DGPE, structure en charge de la gestion dudit portefeuille, a initié un renforcement de ses capacités internes sur plusieurs dimensions incluant entre autres le développement de nouveaux pôles d'expertise techniques (ingénierie financière, gestion des risques et restructuration), le renforcement des fonctions support (gestion du savoir et gestion RH), l'affinement des outils et indicateurs de pilotage et la consolidation des actions de montée en compétence des agents.

Cela s'est traduit par l'adoption d'un nouvel organigramme, à travers le décret N° 2021-800 du 8 décembre 2021 portant organisation du Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat (MBPE),





Ainsi, la Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE) a arboré une nouvelle organisation plus harmonieuse, à travers l'entrée en lice de deux (2) nouvelles directions centrales, et un réaménagement des trois (3) directions centrales existantes ainsi que de ses services rattachés.

DEUX (2) NOUVELLES DIRECTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET RENFORCEMENT DE L'EXPERTISE JURIDIQUE

La Direction des Ressources Humaines et de la Communication (DRHC) a été créée en vue d'appréhender les nouveaux enjeux en matière de gestion du capital humain incluant entre autres la gestion de la performance et des hauts potentiels, la gestion de carrière et la mise en place de programmes innovants de renforcements de capacités. En outre la création de cette direction permettra une mise en œuvre efficace des plans de communication et de syndication prévus dans le cadre de la stratégie 2021-2025.

La Direction des Ressources Humaines et de la Communication (DRHC) dispose de deux (2) sous-directions que sont :

- **la Sous-Direction des Ressources Humaines ;**
- **la Sous-Direction Relations Publiques et Communication.**

La Direction des Affaires Juridiques (DAJ) a également été créée afin d'apporter un appui juridique à l'ensemble des directions et services de la DGPE, de mener des études et de proposer toutes réformes juridiques susceptibles de simplifier et d'améliorer les règles de gestion du portefeuille de l'État.

Afin d'assurer pleinement sa mission de conseil, d'expertise et d'assistance juridique auprès des quatre (4) autres directions centrales, la Direction des Affaires Juridiques comprend trois (3) Sous-Directions. Ce sont :

- la Sous-Direction Juridique des Secteurs Primaire et Secondaire ;
- la Sous-Direction Juridique du Secteur Tertiaire ;
- la Sous-Direction Juridique Transverse.

DES DIRECTIONS EXISTANTES ET DES SERVICES RENFORCÉS POUR ADRESSER DES PROBLÉMATIQUES DE PLUS EN PLUS POINTUES

La Direction du Portefeuille des Secteurs Primaire et Secondaire (DPSPS) a fait une mue complète à travers un changement de dénomination de ses sous-directions et la création d'une troisième sous-direction. Cette sous-direction est dénommée **Sous-Direction du Portefeuille Mines**. Ainsi on a donc désormais :

- la Sous-Direction du Portefeuille Electricité, Hydrocarbures, Eau et Assainissement ;
- la Sous-Direction du Portefeuille Agriculture ;
- la Sous-Direction du Portefeuille Mines.

La Direction du Portefeuille du Secteur Tertiaire (DPST) n'a elle aussi pas dérogé à la règle et a subi un changement tant au niveau de l'organigramme que de la dénomination de ses sous-directions. En effet, le secteur du Transport est sorti de la Sous-Direction intitulée autrefois Transport, BTP et Autres Infrastructures et est devenu une Sous-Direction à part entière, portant ainsi les Sous-Directions de la DPST au nombre de **quatre (4)**.

On a donc :

- la Sous-Direction du Portefeuille Transport ;
- la Sous-Direction du Portefeuille Bâtiment, Travaux Publics et Autres Infrastructures ;
- la Sous-Direction du Portefeuille Technologie, Telecom, Poste et Finances ;
- la Sous-Direction du Portefeuille Média, Tourisme, et Autres Services.

La Direction de la Stratégie et de l'Expertise (DSE), chargée d'apporter un appui technique aux directions sectorielles, sur l'ensemble des problématiques d'ordre comptable, financier et stratégique, a vu la création en son sein, d'une sous-direction en charge de la gestion des relations avec les administrateurs et dirigeants sociaux des entreprises publiques. Par ailleurs, la Sous-Direction Finances a été créée en vue de développer le pôle d'ingénierie financière, de gestion des risques, et de suivi de l'endettement des entreprises publiques. La DSE compte à ce titre **quatre (4) sous-directions** qui sont :

- la Sous-Direction de l'Audit et de la Comptabilité ;
- la Sous-Direction Finance ;
- la Sous-Direction Etudes et Stratégie ;
- la Sous-Direction Gouvernance.

En sus des changements opérés a sein des directions, le nouvel organigramme a permis la mise en place de nouveaux services rattachés à la direction générale, incluant **le Service de Gestion des Projets, de la Transformation, du Suivi et Evaluation** pour un suivi de la mise en œuvre de la stratégie de la DGPE ainsi que **le Service Système d'Information** pour la mise en œuvre du schéma directeur du système d'information.

UN PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ PRÉSENT DANS TOUS LES SECTEURS

UN PORTEFEUILLE COMPOSÉ DE 25 SOCIÉTÉS D'ÉTAT

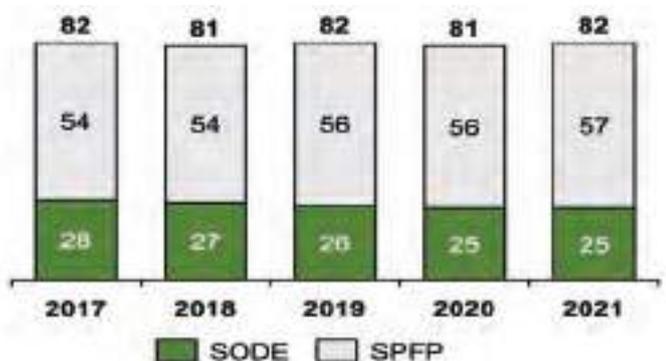
Au 31 décembre 2021, **le portefeuille de l'État était constitué de 82 sociétés contre 81 en 2020**. L'année 2021 a vu la création de la Société des Mines de Floleu (SMF). Par ailleurs, la société Newcrest Hiré Côte d'Ivoire (NHCI) a changé de dénomination pour devenir Hiré Gold Mine (HGM).

Sur la période 2017 - 2021, le nombre de sociétés dans le portefeuille de l'État est resté quasi constant. L'État est :

- sorti du capital social de 8 sociétés, à savoir :
 - 2017 : Sils Technology, Société Abidjanaise de la Salubrité, SN SOSUCO et NSIA Banque ;
 - 2018 : Palmafrique ;
 - 2019 : Yaouré Mining ;
 - 2020 : WFCI et NDCI ;
- entré dans le capital de 8 sociétés, à savoir :
 - 2017 : Lagune Exploitation Bongouanou (LEB), Compagnie Minière du Bafing (CMB), Bondoukou Manganèse (BMSA) et Société Ivoirienne de Télédiffusion (IDT) ;
 - 2019 : Société des Mines de Daapleu (SMD) et Perseus Mining Yaouré (PMY) ;
 - 2020 : Guichet Unique pour le Commerce Extérieur de Côte d'Ivoire (GUCE CI) ;
 - 2021 : Société des Mines de Floleu (SMF).



GRAPHIQUE 1 ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE DE 2017 À 2021



UN NIVEAU DE PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MOYEN DE 75% DANS UN CAPITAL SOCIAL CUMULÉ D'ENVIRON 776,22 MILLIARDS FCFA

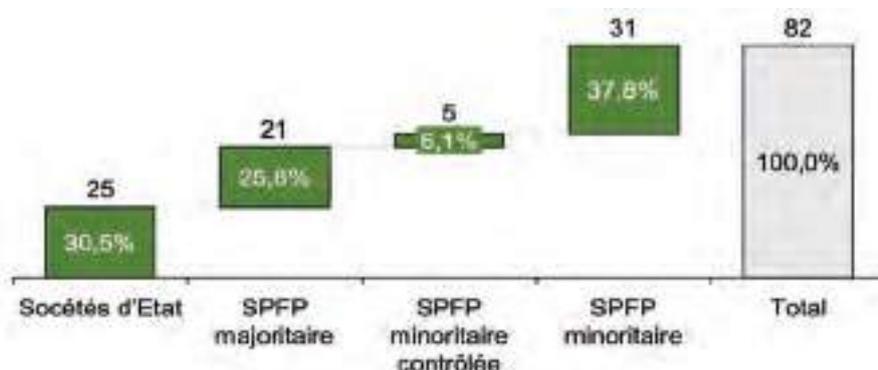
Le montant total du capital social cumulé des sociétés du portefeuille de l'État s'élève à 776,22 milliards FCFA contre 644,65 milliards FCFA en 2020.

La **quote-part publique** dans ce capital s'élève à 585,58 milliards FCFA, soit un niveau de participation moyen de 75%, contre 457,45 milliards FCFA en 2020.

UN PORTEFEUILLE CONSTITUÉ EN MAJORITÉ DE SOCIÉTÉS À PARTICIPATION MINORITAIRE

Le portefeuille de l'Etat est constitué de vingt-cinq (25) sociétés d'Etat (SODE) et cinquante-sept (57) sociétés à participation financière publique (SPFP), dont vingt et un (21) majoritairement détenues, cinq (5) à participations minoritaires, mais contrôlées par l'Etat et trente et un (31) participations minoritaires.

GRAPHIQUE 2 RÉPARTITION DES SOCIÉTÉS SELON LE NIVEAU DE PARTICIPATION DE L'ÉTAT, EN 2021



*SPFP : société à participation financière publique

Le nombre de SODE est resté constant entre 2020 et 2021 (25 sociétés). Le capital social

des SODE est entièrement détenu par l'État, conformément à la loi n°2020-626 du 14 août 2020, portant définition et organisation des sociétés d'État.

Le nombre de SPFP est passé de cinquante-six (56) sociétés à cinquante-sept (57) sociétés, avec l'entrée dans le portefeuille de la SMF.

Les SPFP sont régies par la loi n°2020-886 du 21 octobre 2020 relative aux dites sociétés. En fonction du niveau de la participation financière publique et de l'influence de l'État, l'on distingue :

- **Les SPFP majoritaire** - participation supérieure à 50% du capital social et inférieure à 100% - au nombre de vingt et un (21) en 2021 ;
- **les SPFP minoritaire contrôlées par l'État** - Participation inférieure à 50% sur lesquelles les pouvoirs publics exercent une influence dominante à travers la structure du Conseil d'Administration, le choix des dirigeants sociaux ou d'autres aspects directs du fonctionnement de la société - au nombre de cinq (5) en 2021 ;
- **les SPFP minoritaire** - participation autre que les SPFP majoritaire et minoritaire contrôlées - au nombre de trente et un (31) en 2021.

La participation financière publique se répartit comme suit :

- **SODE** : 353,16 milliards FCFA ;
- **SPFP majoritaire** : 196,76 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire contrôlées par l'État** : 19,18 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire** : 16,48 milliards FCFA.

DES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES PUBLIQUES CONCENTRÉES DANS LE SEGMENT «CHAMPIONS NATIONAUX»

Pour rappel, les sociétés du portefeuille de l'État sont classées en cinq (5) segments. Il s'agit des segments «Champions nationaux», «Gestion patrimoniale», «Opérateurs publics de service public», «Opportunités de Délégation de Service Publique», et «Structures à caractère non commercial».

Comme présenté dans le graphique, ci-après, le nombre de sociétés par segment est resté quasi-inchangé à l'exception de l'augmentation du nombre de sociétés dans le segment «Gestion patrimoniale» à la suite de l'entrée dans le portefeuille de la SMF.

GRAPHIQUE 3 SITUATION DU PORTEFEUILLE
SELON LES SEGMENTS



Malgré leur nombre relativement peu élevé (8), les sociétés du segment «Champions nationaux» se répartissent le tiers (33%) de la participation financière publique. En effet, la participation financière publique par segment et par ordre décroissant, se répartit comme suit :

1. **Champions nationaux** : 161,49 milliards FCFA ;
2. **Gestion patrimoniale** : 146,45 milliards FCFA ;
3. **Structures non commerciales** : 129,66 milliards FCFA ;
4. **Opportunité de délégation de SP** : 123,67 milliards FCFA ;
5. **Opérateurs publics de service public** : 24,31 milliards FCFA.

... ET DANS LES SOUS-SECTEURS «TRANSPORTS», «FINANCES» ET «HYDROCARBURES»

Le portefeuille de l'Etat est subdivisé en cinq (5) secteurs, à savoir les secteurs «Agriculture et Mines», «Hydrocarbures, Electricité, Eau et Assainissement», «Média et Autres Services», «Technologie, Télécom, Poste et Finance», et «Transports, BTP et Autres Infrastructures».

Ces cinq (5) secteurs se subdivisent à leur tour, en douze (12) sous-secteurs présentés dans le tableau ci-après. Comme indiqué dans ce tableau, la majeure partie des sociétés du portefeuille de l'Etat évolue dans les sous-secteurs «Mines» (17), «Transports» (12), « Agriculture et agro-industrie» (9) et «Technologies, Telecom et Poste» (8).

**TABLEAU 1 ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE DE 2020 À 2021
SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉS**

| SECTEURS /SOUS-SECTEURS | 2020 | 2021 |
|--|-----------|-----------|
| AGRICULTURE ET MINES | 25 | 26 |
| AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | 9 | 9 |
| MINES | 16 | 17 |
| HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU ET ASSAINISSEMENT | 11 | 11 |
| EAU ET ASSAINISSEMENT | 3 | 3 |
| ELECTRICITÉ | 3 | 3 |
| HYDROCARBURES | 5 | 5 |
| MÉDIA ET AUTRES SERVICES | 11 | 11 |
| MÉDIA | 4 | 4 |
| SERVICES | 5 | 5 |
| TOURISME ET HÔTELLERIE | 2 | 2 |
| TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE ET FINANCE | 15 | 15 |
| FINANCE | 7 | 7 |
| TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE | 8 | 8 |
| TRANSPORT, BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES | 19 | 19 |
| BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES | 7 | 7 |
| TRANSPORT | 12 | 12 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 81 | 82 |

La participation publique est dominée par le sous-secteur « Transports », qui contribue un peu plus du tiers (41%) à la formation du capital public.

La participation financière publique se répartit comme suit :

Transports : 198,65 milliards FCFA ;
Finances : 139,38 milliards FCFA ;
Technologie, Télécom et Poste : 116,41 milliards FCFA ;
Hydrocarbures : 51,91 milliards FCFA ;
Electricité : 26,39 milliards FCFA ;
Tourisme et Hôtellerie : 17,14 milliards FCFA
Média : 11,41 milliards FCFA ;
Bâtiment et Infrastructures : 8,98 milliards FCFA ;
Agriculture et agro-Industrie : 7,65 milliards FCFA ;
Autres Services : 4,48 milliards FCFA ;
Mines : 1,88 milliard FCFA ;
Eau et assainissement : 1,30 milliard FCFA.

LE NOMBRE TOTAL DE SOCIÉTÉS UTILISÉES POUR ÉVALUER LA PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT S'ÉLÈVE À QUATRE-VINGT-DEUX (82) DONT SEIZE (16) AYANT TRANSMIS DES DONNÉES PROVISOIRES, À SAVOIR : ANADER, CI-ENGINEERING, SODEFOR, BM, LEB, PETROCI HOLDING, RTI, ANSUT, GUCE CI, SNDI, PCI, VITIB SA, AGEF, FODI, SEMGB ET SONITRA.

³ Valorisation du Portefeuille hors structures non commerciales







4

GESTION DU PORTEFEUILLE EN 2021 : L'INSTAURATION CONTINUE DES MEILLEURES PRATIQUES DE GOUVERNANCE

OPÉRATIONS EN CAPITAL

SIGNATURE DES CONTRATS DE PERFORMANCE
AVEC LES ENTREPRISES PUBLIQUES

SUIVI DE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT
DES ENTREPRISES PUBLIQUES

MODULATION DES AUDITS
DES ENTREPRISES PUBLIQUES

RÉFORME DU CADRE JURIDIQUE
DES ENTREPRISES PUBLIQUES

LA 3^{ème} EDITION DU PRIX DE L'EXCELLENCE,
DE LA GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

OPÉRATIONS EN CAPITAL

QUATRE (04) OPÉRATIONS D'AUGMENTATION ET DOTATION COMPLÉMENTAIRE DE CAPITAL

En 2021, la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) a procédé à l'augmentation de son capital social, qui est passé de 6,78 milliards FCFA à 53,18 milliards FCFA. Le Port Autonome d'Abidjan a procédé également à l'augmentation de son capital, lequel est passé de 16 milliards FCFA à 100 milliards FCFA.

Par ailleurs, le capital social de la Bourse Régionale des Valeurs Immobilières (BRVM) a enregistré une dotation complémentaire de 14,7 millions FCFA pour se fixer à 3,06 milliards de FCFA en 2021. Celui du Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) a également enregistré une dotation complémentaire de 5,3 millions FCFA pour se fixer à 1,55 milliard FCFA.

UNE (01) PRISE DE PARTICIPATION

En 2021, la Société minière de Floleu (SMF) a fait son entrée dans le portefeuille de l'État avec un capital social de 600 millions FCFA, dont 10% détenu par l'État.

SIGNATURE DES CONTRATS DE PERFORMANCE AVEC LES ENTREPRISES PUBLIQUES

Le processus de contractualisation concerne quarante-quatre (44) entreprises dont vingt-cinq (25) sociétés d'État, quatorze (14) sociétés à participation financière publique majoritaire, cinq (5) sociétés contrôlées par l'État ou bénéficiant de son concours financier. Il permet de définir des objectifs de performance opérationnels, techniques, économiques et financiers à atteindre par les entreprises publiques à une échéance pluriannuelle, sous la forme d'un programme d'actions de 3 à 5 ans.

Le processus de contractualisation entre l'État et les entreprises publiques a permis, à la date de rédaction de ce rapport, la signature de trente-cinq (35) Contrats de Performance (COP) sur un total de quarante-quatre (44) prévus, soit un taux de réalisation de 75%. Les entreprises ayant déjà procédé à cette signature sont les suivantes : ONEP, SODEFOR, ONAD, CI-ENERGIES, SODEXAM, PAA, ANSUT, RTI, BNETD, AGEROUTE, SOTRA, I2T, PETROCI, SIR, LBTP, BNI, VERSUS BANK, AIGF, PASP, BPCI, LONACI, ANADER, INIE, SIPIF, COTE D'IVOIRE ENGINEERING, FODI, SNDI, OIC, CNRA, POSTE CI, IDT, FER, GUCE-CI, SODEMI et CML.

SUIVI DE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Le suivi de l'endettement des entreprises publiques constitue un axe majeur des attributions du Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État. Un arrêté fixant le seuil d'emprunt et de garanties des sociétés d'État (Cf. arrêté N°399/MPMB/DPP du 1er juin 2015) a été pris à cet effet. Avec l'opérationnalisation du nouveau cadre juridique, l'encadrement du seuil d'emprunt a été étendu aux sociétés à participation financière publique majoritaire par Arrêté n°0037/MBPE/DGPE du 25 février 2022 ce qui a permis d'améliorer le suivi trimestriel effectué par la DGPE.





En ce qui concerne la situation au 31 décembre 2021, le stock de la dette des entreprises publiques s'est situé à 2 297,7 milliards FCFA contre 2 285,3 milliards FCFA en 2020, soit une légère hausse de 0,5%.

Cette dette contractée par les entreprises publiques a principalement été affectée aux projets de (i) construction de barrages hydro-électriques et réhabilitation du réseau électrique, (ii) à l'élargissement du canal de Vridi et construction de terminaux portuaires, et (iii) aux autres projets tels que l'entretien routier, le renforcement de la flotte de la compagnie nationale aérienne Air CI, etc.

L'exercice 2021 a également vu l'accélération des travaux en vue de renforcer le cadre de suivi trimestriel opéré par la DGPE et permettre ainsi la détection rapide et l'anticipation sur les déséquilibres futurs liés à l'endettement

MODULATION DES AUDITS DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Depuis 2018, des principes ont été définis pour la modulation des missions d'audit des entreprises publiques. Ainsi, il a été décidé de réaliser :

- un audit comptable, financier, de gestion et/ou de fraude, au moins une fois tous les trois (3) ans, dans chaque entreprise où l'État détient la majorité du capital social et/ou apporte un concours financier ;
- un audit comptable, financier, de gestion et organisationnel pour toute entreprise publique ayant une exécution budgétaire déséquilibrée de sorte à réaliser un résultat budgétaire inférieur à celui prévu depuis deux (2) ans ou qui a une situation financière qui pourrait nécessiter une intervention budgétaire de l'État ;
- une mission d'audit de gestion systématique pour toute entreprise déficitaire depuis deux (2) ans ou en difficulté financière, couplée avec une mission de réduction des coûts ;
- la communication annuelle, en Conseil des Ministres, sur les conclusions et recommandations des audits réalisés au cours de l'année écoulée.

Ainsi, sur la période 2021 à juin 2022, quinze (15) entreprises publiques ont été identifiées. Les conclusions définitives de ces missions feront l'objet de présentation en Conseil des Ministres à fin 2022.

RÉFORME DU CADRE JURIDIQUE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Dans le cadre de l'opérationnalisation du nouveau cadre juridique du portefeuille de l'État régissant les entreprises publiques, le Gouvernement a adopté, le 20 janvier 2021, les deux (2) principaux décrets d'application des nouvelles lois issues de la réforme du cadre juridique, à savoir :

- le décret n°2021-28 du 20 janvier 2021 déterminant les règles d'administration, de contrôle, de dissolution et de liquidation des sociétés d'État ;
- le décret n°2021-29 du 20 janvier 2021 définissant les règles de représentation de la participation financière publique, de gouvernance et de contrôle des sociétés à participation financière publique.

4 | GESTION DU PORTEFEUILLE EN 2021 : L'INSTAURATION CONTINUE DES MEILLEURES PRATIQUES DE GOUVERNANCE

De manière générale, ces décrets d'application apparaissent comme une étape importante de l'entrée en vigueur du nouveau cadre juridique du Portefeuille de l'État dans la mesure où ils permettent de combler les lacunes dues à l'absence de textes d'applications des défuntés lois de 1997.

De manière pratique, ces textes apportent des précisions sur les problématiques se rapportant :

- aux modalités de conservation des titres, procès-verbaux des réunions et des documents liés aux participations financières publiques ;
- à la tenue de la liste des dirigeants sociaux des entreprises publiques par la DGPE ;
- au fonctionnement des conseils d'administration et de leurs comités spécialisés ;
- à la procédure de désignation des dirigeants sociaux ;
- à la clarification de la procédure d'élaboration et de suivi des modalités du contrôle contractuel ;
- à la précision des attributions de chacune des tutelles ;
- à la clarification du contenu des nouveaux documents de reporting des informations financières (bilan de gouvernance, rapport d'activités semestriel) ;
- à l'affectation d'une quote-part des ressources liées au portefeuille de l'État au développement des PME ainsi qu'au financement de la politique de prise de participation et de gestion des entreprises publiques.

LA 3^{ème} EDITION DU PRIX DE L'EXCELLENCE, DE LA GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

La troisième édition du Prix d'Excellence de la gouvernance et de la performance des entreprises publiques a été organisée le mercredi 9 septembre 2021. Cette cérémonie, qui s'inscrit dans le cadre de la promotion de la bonne gouvernance et la culture de la performance au sein des dites entreprises, a permis de distinguer les meilleures entreprises publiques de l'année 2021 suivant quatre (4) distinctions : à savoir :

- le **Prix de la Performance Economique et Financière**

- Secteur non marchand
 - 1^{ère} : la Société Ivoirienne de Gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF)
 - 2^{ème} : l'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD)
 - 3^{ème} : la Société Ivoirienne de Télédiffusion (SIDT)
- Secteur Marchand
 - 1^{ère} : La Banque Nationale d'Investissement (BNI)
 - 2^{ème} : Le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD)
 - 3^{ème} : La Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI)

- le **Prix de l'Efficacité du Conseil d'Administration** qui récompense l'entreprise dont le Conseil d'Administration a eu le meilleur fonctionnement au regard des dispositions légales et réglementaires :

- 1^{er} : la Versus Bank (VERSUS BANK)
- 2^{ème} : l'Office Nationale de l'Eau Potable (ONEP)
- 3^{ème} : la Banque Nationale d'Investissement (BNI)

- le **Prix de l'Encouragement** décerné à la SICOGI ;

- le **Prix d'Excellence de la Gouvernance ou Super prix**, qui récompense une entreprise nominée dans l'une des deux premières catégories mentionnées, ayant obtenu une bonne note au regard de certains indicateurs bien déterminés et n'ayant aucune réserve relevant du management dans ses états financiers des trois derniers exercices.

• La Banque Nationale d'Investissement (BNI)





DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



5

PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE : VERS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS CLÉS DE L'ÉTAT ACTIONNAIRE

UN IMPACT RÉAFFIRMÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS

UNE ACCÉLÉRATION DE LA PERFORMANCE
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

UNE GESTION AMÉLIORÉE DES ENJEUX LIÉS
(AUX FINANCES PUBLIQUES)

IMPACT RÉAFFIRMÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS

L'État de Côte d'Ivoire s'est doté d'un nouveau Plan National de Développement (PND) (2021-2025) qui pose les jalons de la politique publique de développement sur la période de référence. Cette stratégie nationale s'articule autour de la vision de l'État qui est de «**Placer l'Ivoirien au cœur du développement économique et social de notre pays**».

Pour ce faire, le PND 2021-2025 se décline en six (6) piliers, à savoir :

- **Pilier 1** : Accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes ;
- **Pilier 2** : Développement du capital humain et promotion de l'emploi ;
- **Pilier 3** : Développement du secteur privé et de l'investissement ;
- **Pilier 4** : Renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale
- **Pilier 5** : Développement régional équilibré, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique ;
- **Pilier 6** : Renforcement de la gouvernance, modernisation de l'État et transformation culturelle.

Ce plan estimé à 59 000 milliards FCFA, en hausse de 97% par rapport au PND 2016-2020 dont le budget initial était estimé à 29 881 milliards FCFA.

Cette évolution significative du budget global traduit la volonté affirmée de l'État de Côte d'Ivoire d'accélérer le développement économique national et de consolider les acquis du précédent Plan National de Développement (PND 2016-2020) dont la mise en œuvre s'est ressentie, notamment, au travers de (i) la croissance de l'économie réelle ressortie en moyenne à 6,9% sur la période 2016-2019, (ii) du revenu par habitant en hausse de 13,8% sur la même période pour atteindre 1 704 USD et (iii) la baisse du taux de pauvreté de 46,3% à 39,41%.

Ce nouveau plan national a également été décliné en projets à mettre en œuvre et effets attendus. De manière spécifique, le financement requis pour la mise en œuvre de l'ensemble des projets portés par le secteur public au titre du nouveau PND est estimé à 15 353,3 milliards de FCFA sur la période 2021-2025, soit un peu plus du quart du budget global estimé pour la mise en œuvre des projets du PND 2021-2025. En conséquence, l'État a réaffirmé le rôle des entreprises publiques comme véhicule privilégié pour la mise en œuvre de la politique publique de développement.

L'action des entreprises est attendue, non seulement à travers le développement des infrastructures pour favoriser la mobilité des populations et leur accès aux services publics de base, mais également à travers le renforcement de la gouvernance ainsi que de l'interconnexion et de l'intégration régionale.

En effet, près de 50% des financements à mettre en œuvre par les entreprises publiques sont orientés dans les secteurs «Infrastructures routières» et «Electricité et énergies renouvelables». De même, les secteurs du transport des biens et des personnes et le secteur de l'hydraulique occupent respectivement 19% et 12% des projets sectoriels impliquant le concours des entreprises publiques. De manière générale, il est attendu un impact significatif des entreprises publiques quasiment au niveau de tous les secteurs clés de l'économie ivoirienne.

A ce titre, au cours de l'exercice 2021, les entreprises publiques se sont inscrites dans le cadre macroéconomique posé par le PND 2021-2025, tout en intégrant également d'autres





dimensions spécifiques à la réglementation et autres obligations en matière sociétale.

Au niveau du secteur agricole et agro-industriel, l'action des entreprises publiques s'inscrit principalement dans le cadre du pilier 1 (Accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes). A ce titre, le CNRA a développé un portefeuille d'innovations technologiques dont la vulgarisation a été réalisée par l'ANADER dans le cadre de la professionnalisation des exploitants et des organisations. Au cours de l'exercice 2021, 600 000 exploitants agricoles ont bénéficié du conseil agricole de l'ANADER. Cela impacte positivement les rendements des principales productions agricoles, notamment le cacao (0,5 tonnes/ha), le palmier à huile (6 tonnes/ha), le manioc (6,5 tonnes/ha), l'ananas (40 tonnes/ha) et l'igname (12 tonnes/ha). Les revenus générés par ces cultures notamment le cacao d'un montant de 2 379,51 milliards FCFA en 2021 facilitent l'accès aux soins de santé, à des habitations décentes et aux infrastructures socio-économiques de base. Dans la filière du coton, la CIDT a, pour la campagne 2021-2022, assuré l'encadrement de 32 469 producteurs, pour une superficie emblavée de 100 002 hectares. La production totale de coton graine s'élève à 110 707 tonnes ; ce qui a généré, pour les producteurs, des revenus estimés à 37 milliards FCFA en 2021. Enfin, la TRCI a également mené des activités de conseil agricole en faveur de 22 000 producteurs villageois avec pour objectif d'améliorer les revenus de ces derniers par la promotion des bonnes pratiques agricoles.

En ce qui concerne les infrastructures routières (FER et AGEROUTE), le portefeuille de projets d'investissements a connu un taux d'avancement physique de 54,92%, notamment avec la poursuite des travaux de renforcement de l'autoroute du Nord - Taabo (12 km), les travaux de bitumage Bouaflé-Sinfra (53 km), les travaux de renforcement de la Côtière section Fresco-Sassandra (66 km), etc.

Dans le domaine des transports, le renforcement de la capacité opérationnelle de la SOTRA, entamé depuis 2017, a permis d'accroître le parc d'autobus en ligne qui compte, en 2021, 1 228 autobus, soit une augmentation de 275 véhicules par rapport à 2020. En conséquence, le nombre de passagers transportés a connu une hausse de 9% s'établissant à 260 millions de passagers, contre 238 millions de passagers en 2020.

En ce qui concerne le secteur aérien, AIR CI a consolidé sa position d'acteur majeur de la sous-région avec l'acquisition de nouveaux aéronefs et l'ouverture de nouvelles lignes pour faciliter le déplacement des populations. S'agissant de la SODEXAM, les actions mises en œuvre au cours de l'exercice 2021 se rapportent à (i) la finalisation de la phase conceptuelle du projet du Centre Médical Régional (Action 3.05.2.2.7 du PND), (ii) la réalisation d'un réseau de données climatiques dans les zones de Bouaké, Man, Korhogo, Odienné, San Pedro, Yamoussoukro (Action 3.05.2.2.4 du PND), (iii) la réhabilitation des bâtiments de la Direction Générale et certains bâtiments de quelques plateformes telles que Bouaké, Man, San Pedro, Yamoussoukro et des stations météo isolées, (iv) la mise en place d'un dispositif anti-foudre et de prévention de la foudre et (v) la modernisation et l'extension de l'aérogare fret d'Abidjan (Action 3.05.2.2.5 du PND). Les études réalisées permettront la poursuite des projets en cours (extension et modernisation de l'Aéroport d'Abidjan, ...) et le lancement des projets non entamés.

Au niveau du secteur portuaire, les actions des entreprises en lien avec le PND se sont inscrites principalement dans le cadre du développement des infrastructures et de l'investissement, afin d'améliorer la compétitivité générale de l'économie (pilier 3). En effet, les ports d'Abidjan et de San Pedro, en vue d'améliorer la qualité de leurs services et accroître leur compétitivité, mènent depuis plusieurs années, un vaste chantier d'extension et de modernisation de leurs infrastructures. Au niveau du PAA, les travaux de création de terrains industriels sont en cours, le terminal céréalier est réalisé à 72% et les travaux de superstructure du 2^{ième} terminal à conteneur sont à 60% de mise en œuvre. Au niveau du PASP, les travaux de construction du Terminal Industriel Polyvalent sont en cours de finalisation. Par ailleurs, des actions ont été mises en œuvre, en

accord avec les différents concessionnaires, pour renforcer l'outillage de manutention. Ainsi, en février 2021, le terminal à conteneur a réceptionné trois (3) grues mobiles.

Dans le secteur de l'électricité, l'action de CI-ENERGIES a également eu un impact significatif sur la population par la poursuite du Programme Electricité Pour Tous (PEPT), qui pour rappel, a été reconduit dans le PND 2021-2025. De manière spécifique, le PEPT affiche 1,22 million d'abonnés à fin 2021 contre 1,02 million en 2020 et à peu près 767 000 abonnés à fin 2019, soit une hausse de 59% entre 2019 et 2021. Aussi, CI-ENERGIES a procédé à l'électrification de 774 localités portant le nombre total de localités électrifiées à 6 855. Les 774 localités électrifiées correspondent à une population estimée à 987 620 habitants. Ces différents travaux ont contribué à améliorer l'accès des populations à l'électricité. Ainsi, le taux d'accès est passé de 88,4% à fin décembre 2020 à 92% à fin décembre 2021.

Dans le secteur de l'eau potable, l'ONEP a achevé cinq (5) projets majeurs inscrits au PND 2021-2025 pour un budget cumulé de 325 milliards FCFA, à savoir (i) les branchements subventionnés ; (ii) l'alimentation de la ville d'Abidjan à partir de la Mé ; (iii) la protection des sites de production et exhaure de l'eau potable ; (iv) l'équipement des nouvelles localités éligibles en HU ; et (v) la réalisation de nouveaux réservoirs. Les différentes actions de l'Office ont permis (i) de réaliser 120 000 branchements sociaux pour 24 000 prévus au titre de l'année 2021, soit un taux de réalisation de 500% ; (ii) d'améliorer la desserte en eau potable de la ville d'Abidjan à travers la fourniture et pose de 24 000 mètres de conduite, ainsi que 120 000 m³/j de volume d'eau produit à partir de l'usine de la Mé ; (iii) de mettre en service la nouvelle station de 500 m³/h de traitement d'eau potable de la ville d'Adzopé et ;(iv) d'améliorer l'accès à l'eau potable en milieu rural par la maintenance de 10 960 pompes à motricité humaine sur tout le territoire, de même que la réalisation de 347 forages dans le district des montagnes. Par ailleurs, le suivi et le contrôle de la distribution urbaine d'eau potable ont favorisé la réduction des pertes d'eau dans huit (8) établissements publics, permettant ainsi de réaliser une économie de 531 237 m³, soit un gain monétaire de 225 millions FCFA. Enfin, au 31 décembre 2021, les localités desservies sont au nombre de 1 224 avec une population estimée à 19 millions d'habitants, soit un taux de couverture de 76% de la population nationale.

Concernant les infrastructures d'assainissement, l'ONAD a engagé vingt-sept (27) projets, pour un montant total d'environ 18 milliards FCFA. Ces projets présentent un taux de réalisation global de 72% au 31 décembre 2021. Il s'agit de la construction de réseaux et d'ouvrages de drainage des eaux pluviales afin de protéger les populations et contribuer efficacement à la réduction des risques d'inondation : le District d'Abidjan a enregistré 7 km de linéaires supplémentaires et la ville de Man, 4km de linéaires supplémentaires. Il en est de même pour plusieurs villes de l'intérieur dont Odienné, Grand Bassam, San Pedro, Daloa et Séguéla. Par ailleurs, l'exploitation des stations de traitement des boues de vidange (Korhogo, San-Pédro et Bouaké) et des postes de dépotage des boues de vidange d'Abidjan, ont permis de traiter un volume de 486 864 m³ en 2021, contre une réalisation de 452 500 m³ en 2020.

Quant au BNETD, il a également contribué à la réalisation de plusieurs projets dans divers domaines en lien avec le PND 2021-2025, dont les plus significatifs sont : (i) la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le contrôle d'études ainsi que le suivi et le contrôle d'exécution des travaux de réalisation des infrastructures sportives et d'hébergement de la CAN 2023 ; (ii) l'assistance à la maîtrise d'ouvrage du projet de mise en œuvre d'un Système Intégré de Gestion des Applications et Procédures de la Police (SIGAPP) ; (iii) le suivi et le contrôle des travaux de bitumage de voiries dans les villes de la Côte d'Ivoire et (iv) la mission d'assistance technique à maître d'ouvrage pour la construction des logements sociaux.

Au titre de l'économie numérique et de la poste, l'ambition inscrite au PND est de garantir un taux de 65% d'accès des populations aux services numériques à horizon 2025. Pour ce faire, l'AIGF s'est vu confier plusieurs projets dont (i) la création et l'exploitation d'un centre





de tests de conformité et d'interopérabilité, devant protéger les populations contre l'exposition aux ondes électromagnétiques, (ii) l'installation de six (6) stations côtières permettant de lutter contre la piraterie et la pêche illégale, ainsi que (iii) l'acquisition et l'exploitation d'un nouveau Spectre de Gestion Automatisé de Fréquences (Spectra). Les actions réalisées au cours de l'exercice 2021 ont essentiellement porté sur la phase d'étude conceptuelle et l'élaboration de projets de TDR en vue d'inscrire lesdites actions au Programme d'Investissement Public (PIP) et d'en suivre l'exécution au cours des exercices à venir.

En ce qui concerne le secteur des médias, la réhabilitation des installations électriques de la RTI sur les sites de Cocody et Plateau, le déploiement effectif de la Télévision Numérique Terrestre (TNT) et le déploiement de nouvelles stations émettrices ont eu pour effet d'augmenter la couverture médiatique de la population nationale. En outre, il convient de souligner qu'en dehors du cadre des projets définis par le PND, les entreprises du portefeuille de l'État ont également mis en œuvre des actions à fort impact sur le bien-être des populations en vertu des missions de responsabilité sociale ou obligations spécifiques inscrites dans la réglementation de leurs secteurs d'activités.

C'est le cas, notamment de la LONACI, qui sur l'exercice 2021, a réalisé des œuvres sociales pour un montant cumulé qui se chiffre à 2,72 milliards FCFA (contre 2,5 milliards FCFA en 2020) avec un accent particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'hydraulique en milieu villageois (installation de pompes), et de programmes ciblés au profit des populations vulnérables.

De même au niveau du secteur minier, quatorze (14) sociétés en exploitation (ayant effectivement une activité commerciale) ont financé les Fonds de Développement Locaux Miniers (FDLM) à hauteur de 4,1 milliards FCFA en 2021. Conformément à l'article 7 de l'ordonnance n° 2014-148 du 26 mars 2014 fixant les redevances superficielles et les taxes proportionnelles relatives aux activités régies par le Code Minier, 0,5% du chiffre d'affaires des sociétés d'exploitation minière, diminué des frais d'affinage et de transport, doit être alloué au financement de la mise en œuvre des plans de développement miniers locaux.

Les trois (3) plus importants pourvoyeurs sont SMI (1,14 milliard FCFA, 28%), Agbaou Gold Operations (543,8 millions FCFA, 13,3%) et Tongon SA (536 millions FCFA, 13,1%), cumulant 2,22 milliards FCFA, soit 54% des ressources mobilisées par les FDLM en 2021.

Ces ressources ont permis de financer plusieurs projets notamment dans les quatre (4) secteurs clés que sont :

- **l'éducation** à travers (i) la réhabilitation des logements d'enseignants, (ii) la construction de vingt-deux (22) salles de classe ainsi qu'un bureau de Directeur d'école, (iii) la construction d'un collège à Lauzoua et (iv) la construction de logements pour instituteurs ;
- **l'accès aux services de santé** à travers (i) la construction d'une (1) maternité et d'un (1) dispensaire, et (iii) l'acquisition d'une ambulance médicalisée ;
- **l'eau potable** à travers le raccordement de 400 ménages au réseau d'eau potable et la construction à Hiré et à Souatiesso d'un (1) château d'eau de 200 m³ ;
- **l'agriculture** à travers (i) la réalisation de projet de pisciculture, de production de riz et de maïs, (ii) la construction d'un (1) centre d'affaires pour les femmes de Sissingue (Moulin et magasin de stockage de produits agricoles) et (iii) l'aménagement de 35 hectares pour la riziculture à Bonikro.

Les sept (7) régions qui ont bénéficié de ces financements sont :

- le FOLON (1,7 million FCFA) ;
- le TONPKI (1,6 milliard FCFA) ;
- le LOH-DJIBOUA (1,03 milliard FCFA) ;
- le KABADOUGOU (494,7 millions FCFA) ;
- le PORO (554,4 millions FCFA) ;
- le BAFING (223,2 millions FCFA) ;
- le GONTOUGO (14,2 millions FCFA).

En somme, en plus de contribuer à la réalisation des objectifs du PND 2021-2025, les entreprises du portefeuille de l'État ont également mené des actions ayant un impact positif sur les populations, notamment en ce qui concerne le renforcement des infrastructures, la prestation de services publics, et l'amélioration des conditions de vie des populations, en particulier celles des populations rurales et couches vulnérables à travers diverses actions sociales.

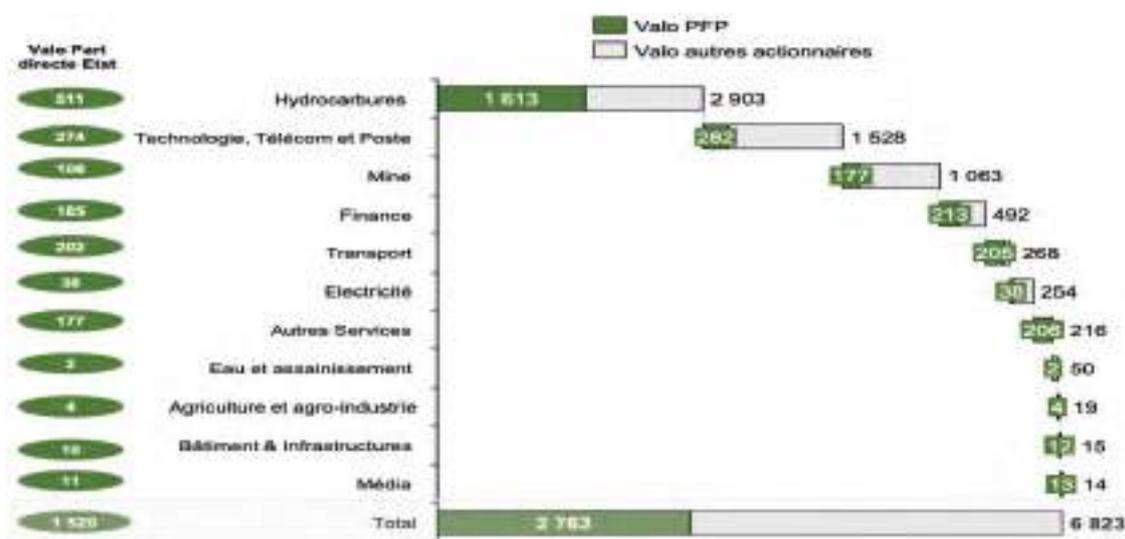
UNE ACCÉLÉRATION DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

La valeur patrimoniale des entreprises du portefeuille de l'État est estimée à 6 823 milliards FCFA en 2021 dont 1 520 milliards FCFA au regard de la participation directement détenue par l'État de Côte d'Ivoire.

La valeur des actions détenues par l'État dans les entreprises qui composent son portefeuille est estimée à 2 763 milliards FCFA contre 1 818 milliards FCFA en 2020. Cette hausse résulte, d'une part, de l'amélioration globale de la performance financière des entreprises du portefeuille, et d'autre part, de l'entrée de SMF et Bondoukou Manganèse dans le périmètre de valorisation.

Cette valeur patrimoniale est portée par le sous-secteur «Hydrocarbures», estimée à 1 612,63 milliards FCFA, soit 58% de la valeur du portefeuille au regard de la participation financière publique de l'Etat. Les portefeuilles «Technologie, Télécom et Poste» et «Finance» occupent les deuxième et troisième places avec respectivement 282,01 milliards FCFA (10% de la valeur patrimoniale) et 212,52 milliards FCFA (8% de la valeur patrimoniale).

GRAPHIQUE 4 CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS SOUS-SECTEURS À LA VALORISATION DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT EN 2021 (EN MILLIARDS FCFA)





UNE HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU RÉSULTAT NET GLOBAL

A périmètre identique, le chiffre d'affaires global réalisé par les sociétés du portefeuille de l'État s'est établi à 5 478 milliards FCFA en 2021, contre 4 913 milliards FCFA en 2020, 5 084 milliards FCFA en 2019 et 4 552 milliards FCFA en 2018. L'ensemble des sous-secteurs ont vu leur chiffre d'affaires évoluer positivement avec la reprise des activités post COVID-19 : «Tourisme et Hôtellerie» (+79%), «Hydrocarbures» (+47%), «Agriculture et agro-industrie» (+33%), «Transports» (+33%), «Autres services» (+25%), «Bâtiment et Infrastructures» (+14%), «Mines» (+13%), «Média» (+8%), «Finance» (+8%), «Eau et assainissement» (+6%) et «Technologie, Télécom et Poste» (+6%). Seul le sous-secteur «Electricité» enregistre une baisse de 61% de son chiffre d'affaires cumulé avec l'entrée en vigueur de la nouvelle convention de concession qui implique une séparation entre ressources propres de la CIE et ressources collectées pour le compte du secteur électricité.

Les sociétés qui enregistrent les performances commerciales les plus significatives, au sens de la croissance de leur chiffre d'affaires entre 2020 et 2021, sont : I2T (+409%), ADCI (+321%), SODEMI (+182%), SODEXAM (+158%), TRCI (+113%), CI-ENGINEERING (+101%), SODERTOUR-LACS (+87%), SPDC (+76%), SIFAL (+66%) et AIR CI (+65%).

En termes de contribution individuelle, les sociétés SIR, ORANGE CI, LONACI-SEM, Vivo Energies CI et PETROCI HOLDING enregistrent les chiffres d'affaires les plus importants, cumulant 3 008 milliards FCFA, soit plus de la moitié (55%) du chiffre d'affaires global réalisé par le portefeuille de l'État en 2021.

Par ailleurs, la quote-part publique dans le chiffre d'affaires global a augmenté de 29%, pour se fixer à 2 256 milliards FCFA.

Les entreprises du portefeuille de l'État ont maintenu la bonne dynamique observée ces dernières années, avec un résultat net consolidé qui se chiffre à 528 milliards FCFA, contre 478 milliards FCFA en 2020, 400 milliards FCFA en 2019 et 197 milliards FCFA en 2018.

Par rapport au résultat de 2020, la performance du portefeuille a été particulièrement portée par les sous-secteurs «Transports», «Technologie, Télécom et Poste» et «Finance», dont les résultats nets ont respectivement progressé de 47 milliards FCFA (+451%), 33 milliards FCFA (+46%) et 10 milliards FCFA (+22%).

Pour ce qui est de l'amélioration du résultat net du portefeuille comparativement à l'exercice précédent, cinq (5) sociétés ont enregistré une contribution particulièrement significative, cumulant 170,82 milliards d'augmentation de leur résultat net en 2021. Il s'agit de : Perseus Mining Yaouré (+71,57 milliards FCFA), Société des Mines de Daapleu (+36,79 milliards FCFA), ORANGE CI (+25,19 milliards FCFA), BONIKRO GOLD MINE (+19,08 milliards FCFA) et de la BNI (+18,19 milliards FCFA).

Par ailleurs, la quote-part publique dans ce résultat net s'établit à 130 milliards FCFA, en hausse de 6% par rapport à 2020.

CONTRIBUTIONS PAR NIVEAU DE PARTICIPATION

LES SODE CONTRIBUENT LE PLUS À LA FORMATION DE LA QUOTE-PART PUBLIQUE DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES...

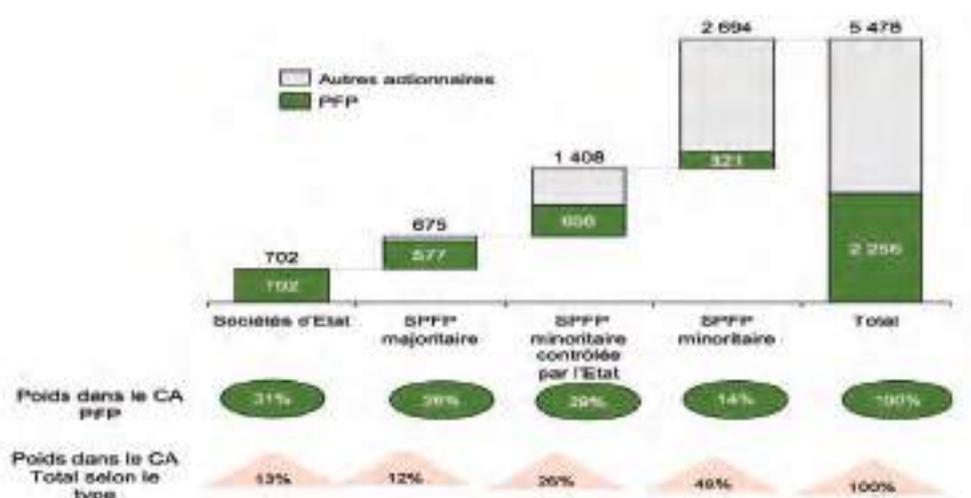
Comme illustré sur le graphique 6 ci-après, les SPFP minoritaire et les SPFP minoritaire contrôlées par l'État comptent pour environ 75% du chiffre d'affaires global du portefeuille de l'État. Ces deux (2) catégories de sociétés ont réalisé respectivement des chiffres d'affaires

de 2 694 milliards FCFA et 1 408 milliards FCFA en 2021. Cette situation s'explique par le fait que la plupart de ces sociétés évoluent dans des secteurs marchands, contrairement aux SODE et aux SPFP majoritaire qui évoluent généralement dans des secteurs non marchands.

La quote-part publique dans le chiffre d'affaires par niveau de participation se répartit comme suit :

- **SODE** 702 milliards FCFA ;
- **SPFP majoritaire** 577 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire contrôlée par l'État** 656 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire** 321 milliards FCFA.

GRAPHIQUE 5 SITUATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR NIVEAU DE PARTICIPATION EN 2021 (EN MILLIARDS FCFA)



... TANDIS QU'AU NIVEAU DU RÉSULTAT NET GLOBAL, CE SONT LES SPFP MINORITAIRE QUI CONTRIBUENT LE PLUS À LA QUOTE-PART PUBLIQUE

Les participations minoritaires contribuent à hauteur d'environ 84% (443 milliards FCFA) du résultat net global du portefeuille de l'État, pour les mêmes raisons énoncées ci-avant, tandis que les SODE ne contribuent qu'à hauteur de 6% et les deux (2) autres types de sociétés, à hauteur chacun de 5% (voir graphique 6).

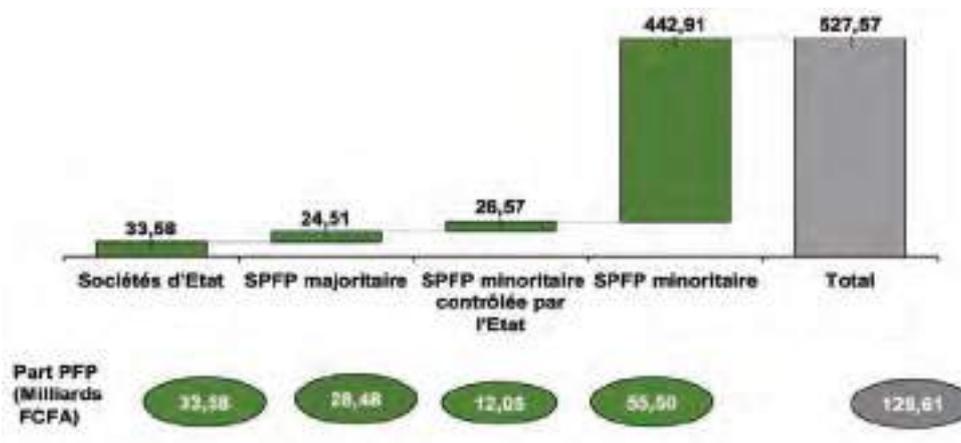
Les résultats nets des SPFP minoritaire et majoritaire ont connu des hausses respectives de 56 milliards FCFA et 30 milliards FCFA en 2021, tandis que les autres types de sociétés ont vu leur résultat net cumulé se détériorer de 36 milliards FCFA durant la même période. La quote-part publique dans le résultat net est portée par les SPFP minoritaire et les SODE qui cumulent 69% de ce résultat.

Plus spécifiquement, la quote-part publique dans le résultat net, par niveau de participation de l'État, a évolué de la manière suivante :

- **SODE** : d'un bénéfice de 52,43 milliards FCFA en 2020 à un bénéfice de 33,58 milliards FCFA ;
- **SPFP majoritaire** : d'un bénéfice de 1,46 milliard FCFA en 2020 à un bénéfice de 28,48 milliards FCFA ;

- **SPFP minoritaire contrôlée par l'État** : d'un bénéfice de 20,58 milliards FCFA en 2020 à un bénéfice de 12,05 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire** : d'un bénéfice de 48,04 milliards FCFA en 2020 à un bénéfice de 55,53 milliards FCFA.

GRAPHIQUE 6 SITUATION DU RÉSULTAT NET PAR NIVEAU PAR NIVEAU DE PARTICIPATION EN 2021 (EN MILLIARDS DE FCFA)



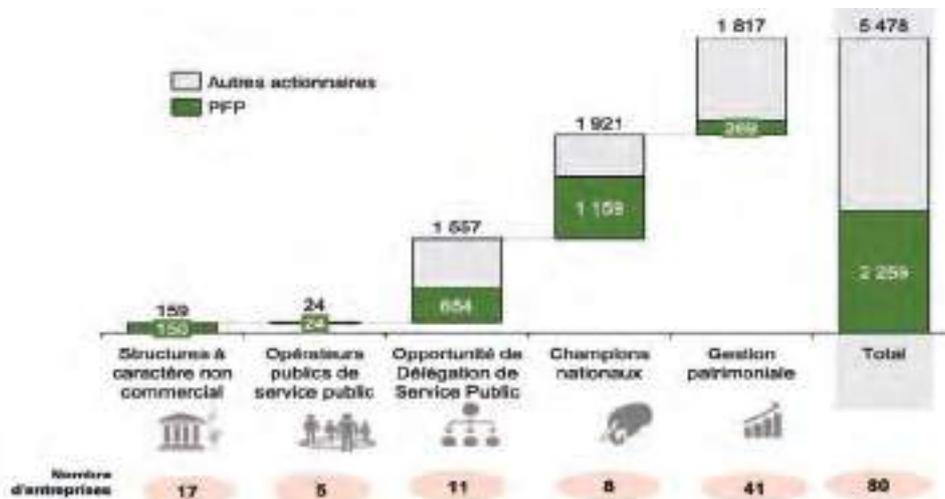
CONTRIBUTIONS PAR SEGMENTS

LE SEGMENT «CHAMPIONS NATIONAUX» REPRÉSENTE UN PEU PLUS DE LA MOITIÉ DE LA QUOTE-PART PUBLIQUE DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES...

Les sociétés du segment «Champions Nationaux» cumulent 35% du chiffre d'affaires global du portefeuille de l'État au 31 décembre 2021.

Le segment «Gestion patrimoniale» se classe en deuxième position (33%), tandis que le segment «Opérateurs publics de service public» enregistre la plus faible contribution au chiffre d'affaires global du portefeuille de l'État en 2021 (1%).

GRAPHIQUE 7 SITUATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SEGMENT, EN 2021 (EN MILLIARDS FCFA)



...TANDIS QUE LE RÉSULTAT NET DU PORTEFEUILLE EST DOMINÉ PAR LE SEGMENT «GESTION PATRIMONIALE»

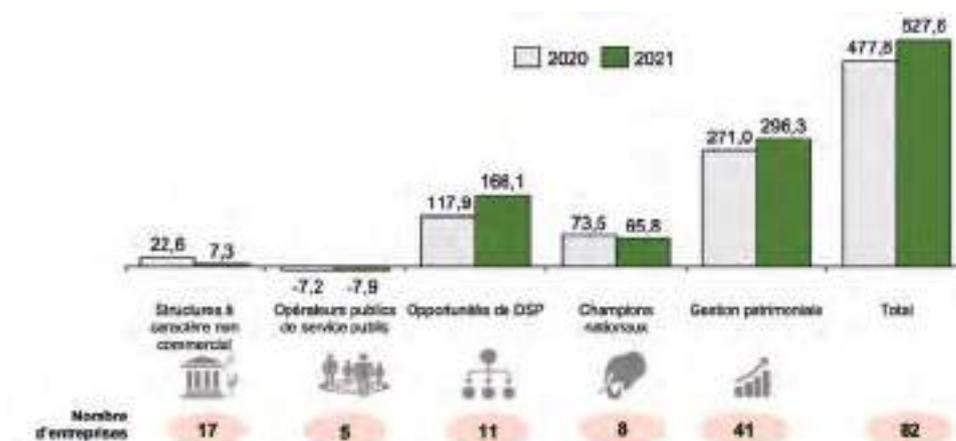
Le résultat net des sociétés du segment «Gestion patrimoniale» représente plus de la moitié (56%) du résultat net global du portefeuille de l'État en 2021. La contribution des sociétés du segment «Opportunité de Délégation de Service Public» se situe à 31% (166,12 milliards FCFA) du résultat net global, pendant que celle des sociétés du segment «Champions nationaux» représente 12% (65,78 milliards FCFA).

En outre, seul le segment «Opérateurs Publics de Service Public» affiche un résultat net déficitaire au titre de l'exercice 2021, qui se situe à -7,88 milliards FCFA.

De 2020 à 2021, les résultats nets cumulés par segment ont évolué de la manière suivante :

- **baisse de 15,35 milliards FCFA pour le segment «Structures non commerciales»,** imputable, en grande partie, à la baisse cumulée de 26,27 milliards FCFA du résultat net des sociétés SODEMI, ANADER, et CNRA, malgré la hausse de 10,42 milliards FCFA du résultat net de la société ANSUT ;
- **baisse de 675,6 millions FCFA pour le segment «Opérateurs publics de service public»,** imputable, en grande partie, à la baisse cumulée de 2,46 milliards FCFA du résultat net des sociétés PCI et RTI en dépit de la hausse de 2,92 milliards FCFA du résultat net de la société AGEF ;
- **hausse de 48,18 milliards FCFA pour le segment «Opportunité de Délégation de Service Public»,** attribuable principalement à la hausse cumulée de 48,87 milliards FCFA du résultat net des sociétés ORANGE CI et PAA ;
- **baisse de 7,76 milliards FCFA pour le segment «Champions nationaux»,** occasionnée principalement par la baisse de 41,20 milliards FCFA des résultats nets de la SIR et du BNETD, malgré la hausse de 18,2 milliards FCFA du résultat net de la BNI et la réduction du déficit de Air CI de 17,8 milliards FCFA ;
- **hausse de 25,31 milliards FCFA pour le segment «Gestion patrimoniale»,** imputable, principalement, à l'effet combiné de la hausse cumulée de 127,44 milliards FCFA des résultats nets des sociétés PMY, SMD et AGOLD BONIKRO, et de la baisse cumulée de 102,45 milliards FCFA des résultats nets des sociétés TONGON SA, HIRE GOLD MINE, PMCI et SMI.

GRAPHIQUE 8 SITUATION DU RÉSULTAT NET PAR SEGMENT
EN 2020 ET 2021 (EN MILLIARDS FCFA)

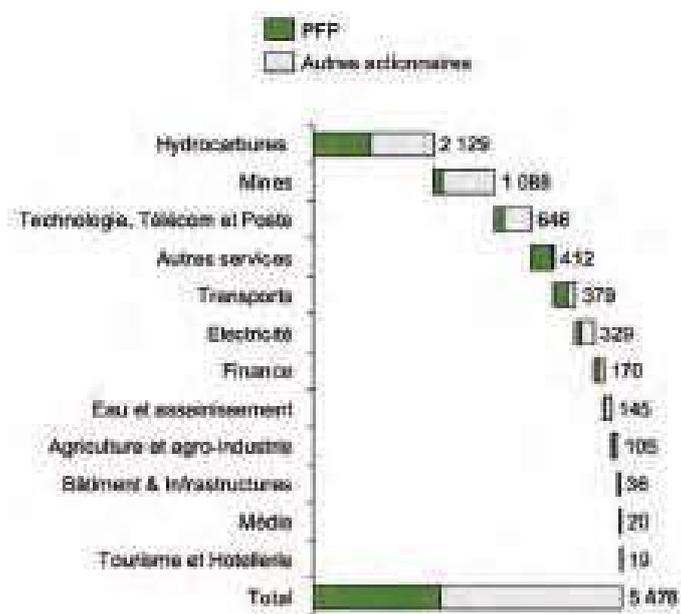


CONTRIBUTIONS PAR SECTEUR

UN CHIFFRE D'AFFAIRES DOMINÉ PAR LE SOUS-SECTEUR «HYDROCARBURES»

Le sous-secteur «Hydrocarbures», avec un chiffre d'affaires de 2129,13 milliards FCFA, représente 39% du chiffre d'affaires global des douze (12) sous-secteurs que compte le portefeuille de l'État. Il est suivi des sous-secteurs «Mines» et «Technologie, Télécom et Poste», dont les chiffres d'affaires sont respectivement de 1 088,36 milliards FCFA (20% du chiffre d'affaires global) et 646,23 milliards FCFA (12%) (voir graphique 10).

GRAPHIQUE 9 SITUATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SOUS-SECTEUR EN 2021 (EN MILLIARDS FCFA)



LE RÉSULTAT NET GLOBAL DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT EST PORTÉ PAR LES ENTREPRISES DU SOUS-SECTEUR «MINES»

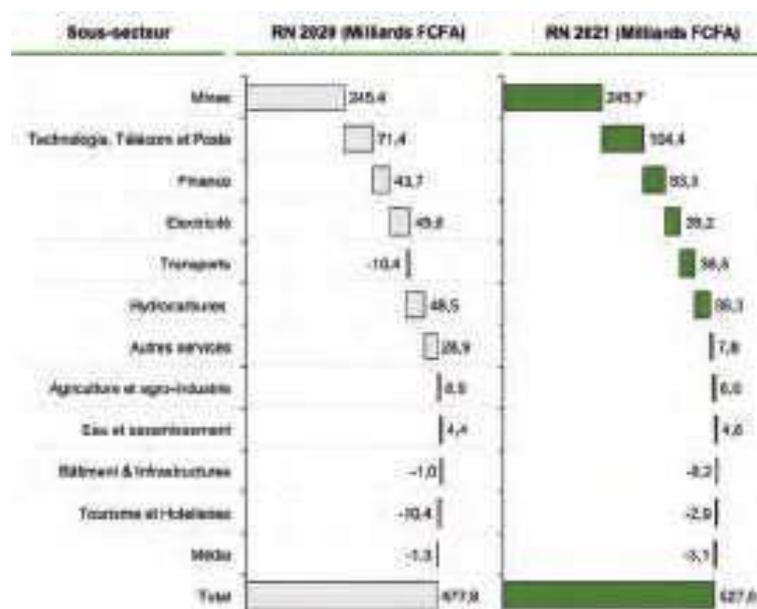
Le résultat net varie selon le sous-secteur d'activité, mais reste dominé par le sous-secteur «Mines» qui cumule près de la moitié (245,70 milliards FCFA) du résultat net global du portefeuille de l'État. Les autres sous-secteurs qui contribuent le plus à la formation du résultat net global sont les suivants : «Technologie, Télécom et Poste» (104,46 milliards FCFA), «Finance» (53,29 milliards FCFA), «Electricité» (39,18 milliards FCFA) et «Transports» (36,51 milliards FCFA).

L'évolution du résultat net par sous-secteur d'activités en 2021, comparativement à 2020, se présente comme suit :

- **Transports - une hausse de 46,91 milliards FCFA**, due principalement à la hausse cumulée de 35,46 milliards FCFA des résultats nets des sociétés PAA et AIR CI, qui a réduit son déficit de 17,79 milliards FCFA ;
- **Technologie, Télécom et Poste - une hausse de 32,97 milliards FCFA**, grâce à la hausse cumulée de 35 milliards FCFA des résultats nets des sociétés ORANGE CI et ANSUT, en dépit de la baisse cumulée de 2,98 milliards FCFA des résultats nets de POSTE CI et GUCE-CI ;

- **Finance - une hausse de 9,6 milliards FCFA**, imputable en grande partie à l'effet combiné de la hausse cumulée de 21,96 milliards FCFA des résultats nets des sociétés BNI et SIB, et de la baisse cumulée de 13,75 milliards FCFA de BPCI et BHCI ;
- **Tourisme et Hôtellerie - une hausse de 7,56 milliards FCFA**, due essentiellement à la hausse 7,56 milliards FCFA des résultats nets de SODERTOUR-LACS et SPDC, qui a réduit son déficit de 5 milliards FCFA ;
- **Bâtiment et Infrastructures - une hausse de 783,7 millions FCFA**, due principalement à la hausse cumulée de 6,59 milliards FCFA des résultats nets de LBTP et AGEF en dépit de la baisse de 5,74 milliards FCFA des résultats nets de SICOGL et SONITRA ;
- **Mines - une hausse de 263 millions FCFA**, due essentiellement à la hausse cumulée de 128,93 milliards FCFA des résultats nets des sociétés PMY, SMD, AGOLD BONIKRO et CML, en dépit de la baisse cumulée de 121,08 milliards FCFA des résultats nets des sociétés TONGON SA, HIRE GOLD MINE, SODEMI, SMI, PMCI et du déficit de 4,76 milliards FCFA de SMF ;
- **Eau et assainissement - une amélioration de 188 millions FCFA**, due en grande partie à la hausse de 136,9 millions FCFA du résultat net de la société ONEP ;
- **Média - une baisse de 1,8 milliard FCFA**, due à l'effet combiné de la baisse cumulée de 2 milliards FCFA des résultats nets des sociétés IDT, SNPECI et RTI, et de la hausse de 278,2 millions FCFA du résultat net de la société EDIPRESSE ;
- **Agriculture et agro-industrie - une baisse de 2,6 milliards FCFA**, imputable en grande partie à l'effet combiné de la baisse de 6,56 milliards FCFA du résultat net de l'ANADER et de la hausse de 3,78 milliards FCFA du résultat net de la CIDT ;
- **Electricité - une baisse de 10,41 milliards FCFA**, due en grande partie à la baisse de 6,43 milliards FCFA du résultat net de la CIE ;
- **Hydrocarbures - une baisse de 12,25 milliards FCFA** occasionnée principalement par la baisse de 18,66 milliards FCFA du résultat net de la SIR nonobstant la hausse de 7,15 milliards FCFA du résultat net de la société VECI ;
- **Autres services - une baisse de 21,1 milliards FCFA**, imputable en grande partie à la baisse de 22,54 milliards FCFA du résultat net de la société BNETD nonobstant la hausse cumulée de 1,33 milliard FCFA des résultats nets des sociétés LONACI-SEM et INS-SODE.

GRAPHIQUE 10 SITUATION DU RÉSULTAT NET PAR SOUS-SECTEUR D'ACTIVITÉS, EN 2021 (EN MILLIARDS FCFA)



LES MEILLEURS PERFORMANCES

LES MEILLEURS PERFORMANCES EN TERMES DE RESULTATS GLOBAUX

Au 31 décembre 2021, les meilleures performances en termes de résultat net ont été réalisées principalement par Orange CI, quatre (4) sociétés d'exploitation minière, la BNI et la SIB. (Voir tableau 2).

TABLEAU 2 LES 10 MEILLEURES PERFORMANCES DE 2021
EN TERMES DE RÉSULTAT NET (EN MILLIONS FCFA)

| SOCIÉTÉS | CAPITAL | PFP ⁶ | RN 2020 | RN 2021 |
|-----------|---------|------------------|---------|---------|
| ORANGE CI | 6 026 | 15,00% | 79 087 | 104 279 |
| PMY | 606 | 10,00% | -48 | 71 519 |
| SMD | 600 | 15,00% | 22 271 | 59 060 |
| TONGON SA | 10 | 10,00% | 90 789 | 48 388 |
| SMI | 600 | 15,00% | 49 218 | 36 763 |
| BNI | 25 359 | 100,00% | 17 396 | 35 583 |
| SIB | 10 000 | 5,00% | 30 261 | 34 031 |
| CIPREL | 29 200 | 14,70% | 28 977 | 27 593 |
| PAA | 100 000 | 100,00% | 9 247 | 26 926 |
| SIR | 39 000 | 47,28% | 43 330 | 24 673 |

Les dix (10) meilleures performances, en termes de résultats nets, se répartissent comme suit :

- **par type de société** : sept (7) SPFP minoritaire (ORANGE CI, PMY, SMD, TONGON SA, SMI, SIB et CIPREL), une (1) Société d'État (PAA), une (1) SPFP majoritaire (BNI) et une (1) SPFP minoritaire contrôlé par l'État (SIR) ;
- **par segment** : six (6) sociétés du segment «Gestion patrimoniale» (PMY, SMD, TONGON SA, SMI, SIB et CIPREL), deux (2) sociétés du segment «Opportunités de DSP» (ORANGE CI et PAA) et deux (2) sociétés du segment «Champions nationaux» (SIR et BNI).

Au niveau des performances individuelles et indépendamment du niveau de participation de l'État, les sociétés ORANGE CI, PMY, SMD, TONGON SA et SMI ont généré les meilleurs résultats nets, avec une contribution cumulée de 61% à la formation du résultat net du portefeuille de l'État (voir tableau 2).

Les dix (10) sociétés présentant les déficits les plus importants cumulent une perte de 58,54 milliards FCFA.

LES PERTES LES PLUS IMPORTANTES EN TERMES DE RESULTATS GLOBAUX

Les pertes les plus importantes ont été réalisées principalement par les entreprises des secteurs «Mines» et «Finance» (voir tableau 3).

**TABLEAU 3 LES DIX (10) DÉFICITS LES PLUS IMPORTANTS
DE 2021 (EN MILLIONS FCFA)**

| SOCIÉTÉS | CAPITAL | PFP | RN 2020 | RN 2021 |
|---------------|---------|---------|---------|---------|
| BHCI | 53 176 | 94,86% | -10 535 | -13 530 |
| BPCI | 53 000 | 100,00% | 1 685 | -9 071 |
| AIR CI | 130 000 | 57,54% | -26 797 | -9 010 |
| SMF | 600 | 10,00% | 0 | -4 760 |
| PCI | 12 664 | 100,00% | -3 114 | -4 704 |
| SICOGI | 6 777 | 84,18% | 958 | -4 077 |
| AGOLD BONIKRO | 400 | 10,00% | -22 596 | -3 512 |
| CMB | 100 | 15,00% | -1 510 | -3 430 |
| ANADER | 500 | 59,00% | 3 188 | -3 372 |
| SPDC | 7 140 | 100,00% | -8 111 | -3 074 |

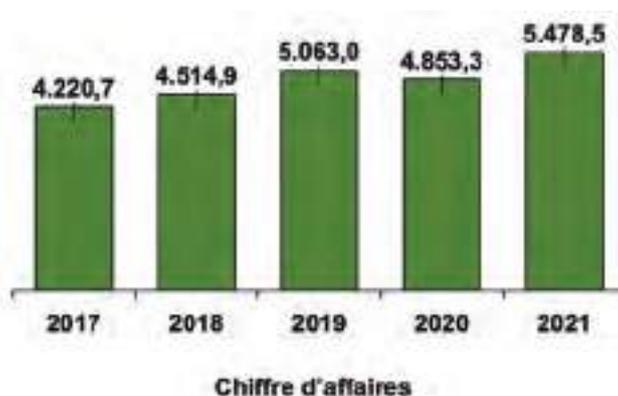
Par niveau de participation, les dix (10) sociétés les moins performantes du portefeuille de l'État, au sens du résultat net en 2021, se répartissent comme suit :

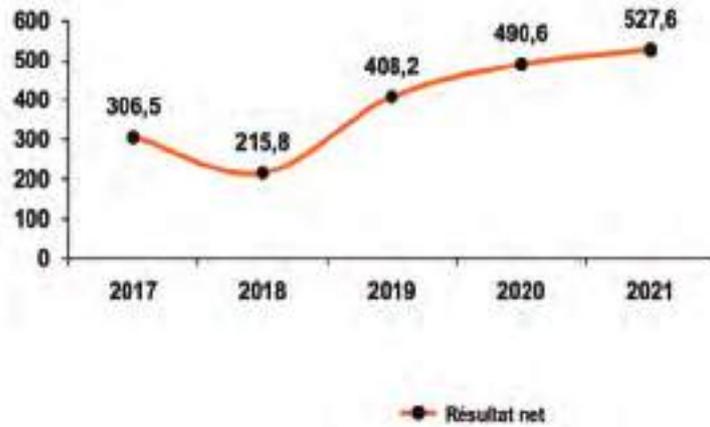
- **par type de société** : quatre (4) SPFP majoritaire (BHCI, AIR CI, SICOGI et ANADER), trois (3) sociétés d'État (BPCI, PCI et SPDC) et trois (3) SPFP minoritaire (SMF, AGOLD BONIKRO et CMB);
- **par segment** : six (6) sociétés du segment « Gestion patrimoniale » (BHCI, BPCI, SMF, AGOLD BONIKRO, CMB, et SPDC), deux (2) sociétés du segment « Champions nationaux » (AIR CI et SICOGI), une (1) société du segment « Opérateurs publics de services publics » (PCI) et une (1) société du segment « Structures non commerciales » (ANADER).

Les sociétés BHCI, BPCI, AIR CI, SMF et PCI ont enregistré les plus importantes pertes pour un total de 41,07 milliards FCFA.

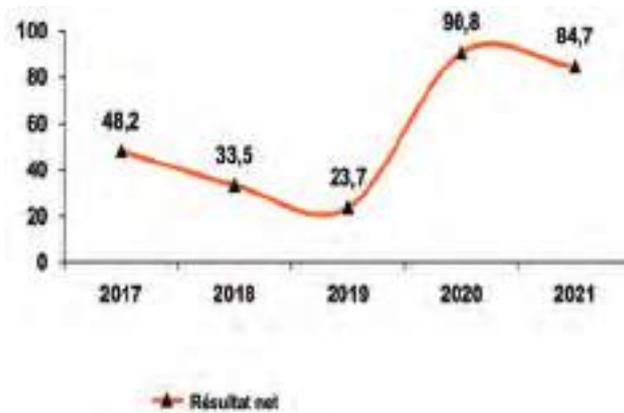
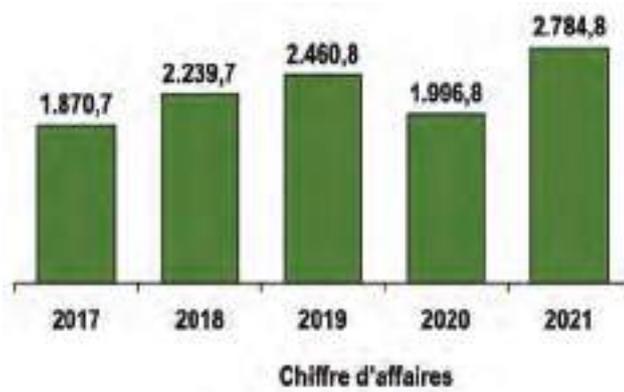
Le graphique, ci-dessous, résume l'évolution des performances du portefeuille de l'État à périmètre non constant.

**GRAPHIQUE 11 PERFORMANCE GLOBALE DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT
À PÉRIMÈTRE NON CONSTANT (EN MILLIARDS FCFA)**

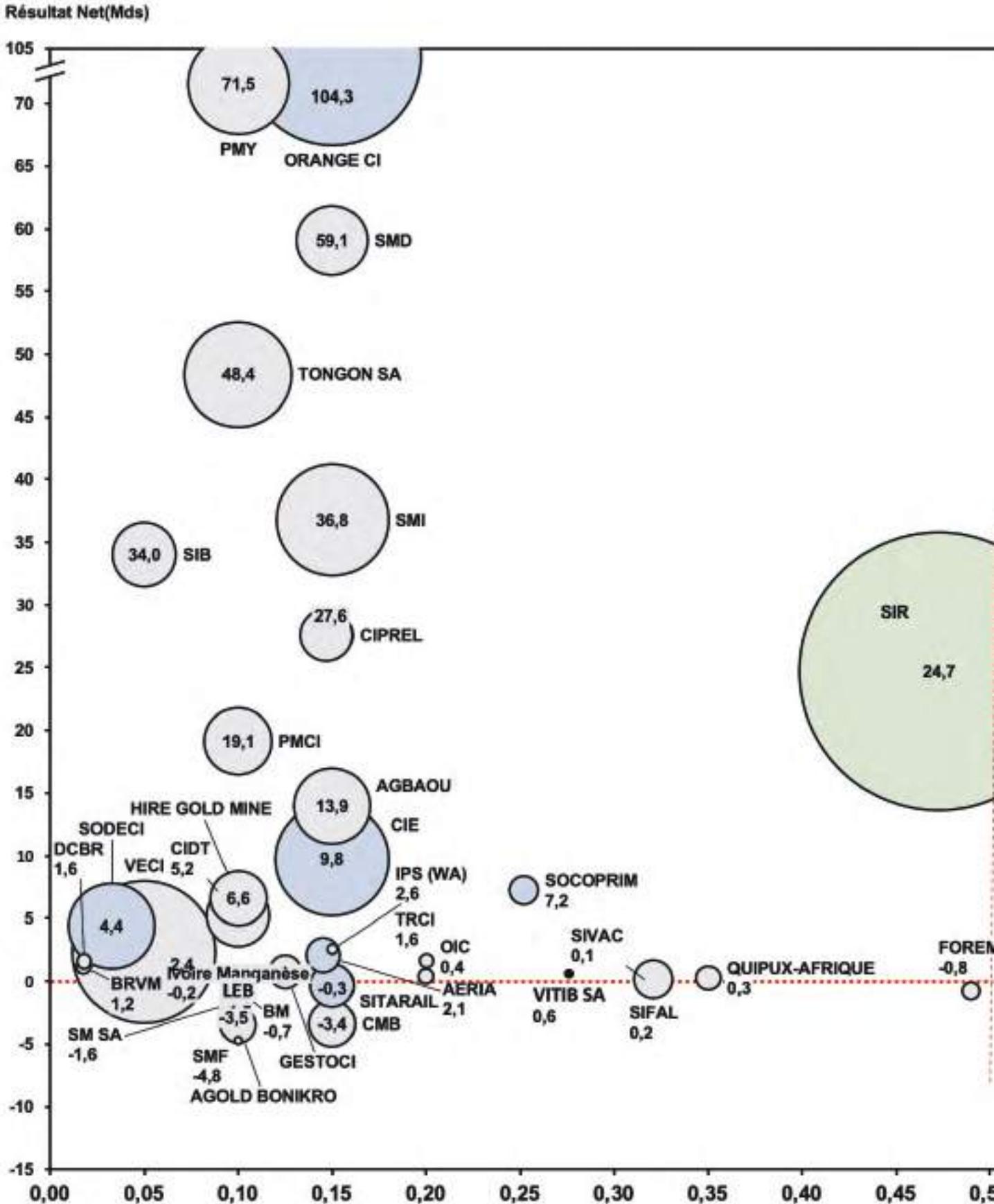




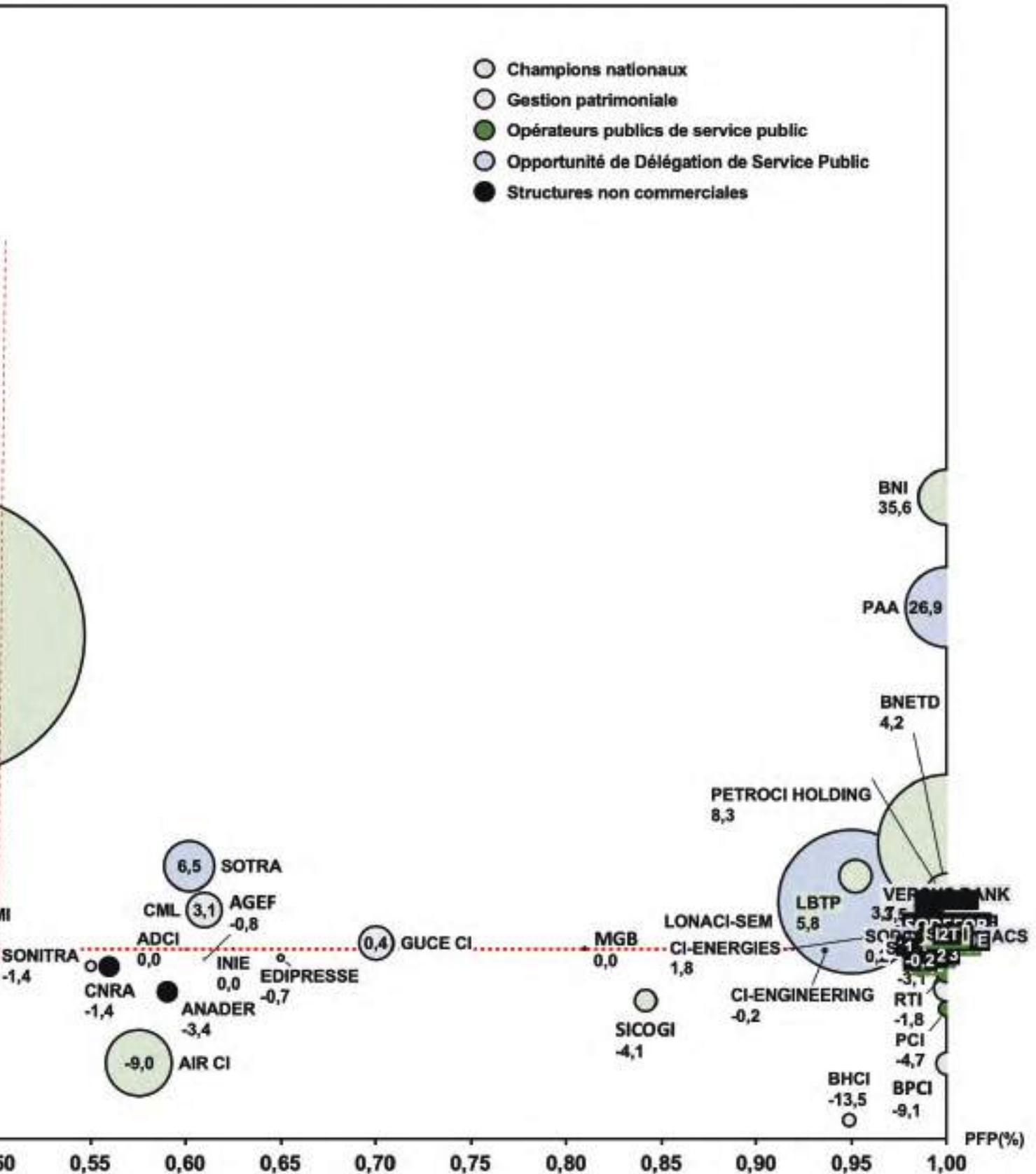
GRAPHIQUE 12 PERFORMANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES À PÉRIMÈTRE NON CONSTANT (EN MILLIARDS FCFA)



GRAPHIQUE 13 PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT EN 2021



Taille du cercle : représente le Chiffre d'affaires de l'entreprise



UNE GESTION AMÉLIORÉE DES ENJEUX LIÉS AUX FINANCES PUBLIQUES

SUBVENTIONS-ÉTAT

Au titre de l'exercice 2021, **Vingt-cinq (25) sociétés du portefeuille ont bénéficié de subventions de l'État.**

Le montant total des subventions s'est établi à 117,34 milliards FCFA contre 93,97 milliards FCFA en 2020.

Ce montant se décompose comme suit :

- **subventions d'exploitation et d'équilibre** : 74,64 milliards FCFA contre 66,92 milliards FCFA en 2020 ;
- **subventions d'investissement** : 42,70 milliards FCFA contre 27,05 milliards FCFA en 2020.

Le niveau des subventions octroyées aux entreprises publiques s'explique notamment par la volonté de l'État d'accompagner le développement de certaines d'entre elles, qui ont une mission de service public.

Sur les vingt-deux (22) entreprises bénéficiaires des subventions d'exploitation et d'équilibre, la SOTRA, la SOCOPRIM et l'ANADER sont celles qui ont bénéficié des montants les plus élevés, représentant respectivement 36%, 15% et 12% de la subvention d'exploitation totale accordée par l'État.

La SOTRA a perçu une subvention d'équilibre d'un montant de 26,92 milliards FCFA, d'une part, en compensation des tarifs sociaux pratiqués et, d'autre part, pour le transport gratuit des écoliers, policiers, gendarmes et militaires.

La SOCOPRIM a reçu, quant à elle, une subvention de 11,48 milliards FCFA, en application de la garantie de revenu prévue par la Convention de Concession conclue avec l'État.

L'ANADER, dont la mission principale consiste en l'encadrement du monde paysan, a bénéficié de subventions d'exploitation pour le financement de son activité, à hauteur de 9,3 milliards FCFA.

En ce qui concerne les **subventions d'investissement accordées par l'État, sur les douze (12) sociétés bénéficiaires**, la SOTRA a perçu 78% du montant total de subvention d'investissement accordé en 2021.

Au titre des participations, les SPFP majoritaire et les SODE ont le plus bénéficié de subventions, avec des montants respectifs de 81,26 milliards FCFA et de 23,78 milliards FCFA, soit 69% et 20% des subventions totales.

Au niveau des segments, les entreprises du segment «Opportunité de Délégation de Service Public» ont bénéficié des subventions les plus importantes, avec un cumul de 78,25 milliards FCFA en 2021, soit 67% du montant global des subventions.

Sur le plan sectoriel, les entreprises du secteur «Transports» ont bénéficié des subventions les plus importantes, avec un cumul de 80,69 milliards FCFA, soit 69% du montant global des subventions.



**TABLEAU 4 SOCIÉTÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DES SUBVENTIONS
DE L'ÉTAT EN 2021 (EN MILLIONS FCFA)**

| SOCIÉTÉS | PFP | CAPITAL | SUBVENTION TOTALE 2020 | SUBVENTION TOTALE 2021 |
|----------------|-----|----------------|------------------------|------------------------|
| SOTRA | 0% | 17 038 | 20 600 | 60 121 |
| SOCOPRIM | 7% | 18 367 | 13 380 | 11 480 |
| ANADER | 24% | 500 | 9 300 | 9 300 |
| SODEXAM | 0% | 1 415 | 2 400 | 6 650 |
| CNRA | 16% | 500 | 4 500 | 5 650 |
| SIDT | 0% | 4 575 | 21 353 | 3 938 |
| PCI | 0% | 12 664 | 1 980 | 2 426 |
| INS-SODE | 0% | 2 000 | 9 366 | 2 425 |
| RTI | 0% | 6 000 | 955 | 2 115 |
| AIR CI | 0% | 130 000 | 2 000 | 1 945 |
| ONEP | 0% | 150 | 302 | 1 902 |
| INIE | 0% | 120 | 1 163 | 1 764 |
| BNETD | 0% | 2 000 | 1 428 | 1 628 |
| SODERTOUR-LACS | 10% | 10 000 | 612 | 1 626 |
| I2T | 0% | 250 | 1 141 | 1 148 |
| SNPECI | 0% | 821 | 154 | 542 |
| VITIB SA | 19% | 2 176 | 280 | 500 |
| SIPF | 0% | 3 000 | 23 | 495 |
| CI-ENGINEERING | 0% | 5 864 | 440 | 407 |
| SPDC | 0% | 7 140 | 150 | 397 |
| ADCI | 20% | 50 | 158 | 368 |
| SIVAC | 0% | 38 | 286 | 318 |
| SODEFOR | 0% | 50 | 204 | 120 |
| AGEF | 25% | 400 | 140 | 81 |
| SICOGI | 1% | 6 777 | 1 652 | - |
| TOTAL | | 231 895 | 93 967 | 117 345 |

Certains impôts prélevés par l'État sont affectés directement à des entités qui exercent des missions de service public pour son compte. Il s'agit, de manière générale, d'impôts ou de contributions que la loi ou un texte réglementaire rendent obligatoires et qui sont affectés à des organismes autres que l'État ou l'administration centrale.

Au titre de l'exercice 2021, dix (10) entreprises (GESTOCI, FER, SIR, CI-ENERGIES, ANSUT, ONAD, FODI, AIGF, ONEP et SODEFOR) ont bénéficié de fiscalités affectées d'un montant global de 374,234 milliards FCFA contre 320,154 milliards FCFA en 2020.

Le FER est la société qui a perçu le plus de ressources au titre de la fiscalité affectée, avec 162,76 milliards FCFA en 2021.

TABLEAU 5 FISCALITÉS AFFECTÉES EN 2020 ET 2021
(EN MILLIONS FCFA)

| SOCIÉTÉS | PPF | 2 020 | 2 021 | VAR (%) |
|--------------|------|----------------|----------------|------------|
| FER | 100% | 128 243 | 162 760 | 27% |
| SIR | 47% | 71 100 | 84 100 | 18% |
| CI-ENERGIES | 100% | 56 850 | 56 730 | -0,21% |
| ANSUT | 100% | 21 792 | 22 830 | 5% |
| FODI* | 100% | 13 378 | 15 513 | 16% |
| ONAD | 100% | 8 000 | 11 319 | 41% |
| GESTOCI | 13% | 9 715 | 9 910 | 2% |
| AIGF | 100% | 9 511 | 9 206 | -3% |
| ONEP | 100% | 1 401 | 1 548 | 10% |
| SODEFOR | 100% | 164 | 318 | 93% |
| TOTAL | | 320 154 | 374 234 | 17% |

* Les données 2021 du FODI sont provisoires

RECETTES FISCALES

Les ressources fiscales dues à l'État par les sociétés du portefeuille de l'État proviennent :

1. des impôts et taxes ;
2. des impôts sur le résultat (BIC).

En 2021, les impôts dus par les sociétés du portefeuille de l'État se sont établis à 318,85 milliards FCFA contre 371,77 milliards FCFA en 2020. Ce montant est réparti comme suit :

1. au titre des impôts et taxes, 174,48 milliards FCFA contre 194,85 milliards FCFA en 2020 ;
2. au titre des impôts sur le résultat, 144,37 milliards FCFA contre 176,92 milliards FCFA en 2019.

SITUATION FISCALE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE

En 2021, le montant des impôts dus par le sous-secteur «Agriculture et agro-industrie» s'est établi à 3,74 milliards FCFA contre 3,25 milliards FCFA en 2020. Cette hausse est imputable principalement à la hausse cumulée de 858,1 millions FCFA des impôts dus par les sociétés CNRA et CIDT, dans un contexte de baisse de 416,6 millions FCFA des impôts dus par l'ANADER. La contribution de ce sous-secteur à la formation des impôts dus à l'État est passée de 0,87% en 2020 à 1,17% en 2021.

AUTRES SERVICES

Les impôts dus par le sous-secteur «Autres Services» ont légèrement baissé, passant de 11,7 milliards FCFA en 2020 à 11,2 milliards FCFA en 2021. Cette baisse résulte de la baisse de 4,01 milliards FCFA des impôts dus par le BNETD nonobstant la hausse de 3,58 milliards des impôts dus par la LONACI-SEM. La contribution de ce sous-secteur aux impôts dus à l'État est passée de 3,15% en 2020 à 3,51% en 2021.

BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES

En 2021, les impôts dus par le sous-secteur d'activités «Bâtiment & Infrastructures» se sont



établis à 2,61 milliards FCFA contre 1,56 milliards FCFA enregistré en 2020, occasionné par l'effet combiné de la hausse de 1,31 milliard FCFA des impôts dus par le LBTP et de la baisse cumulée de 234,6 millions FCFA des impôts dus par les sociétés AGEF, SICOI et SONITRA. La contribution de ce sous-secteur à la formation des impôts dus à l'État est passé de 0,42% en 2020 à 0,82% en 2021.

EAU ET ASSAINISSEMENT

Les impôts dus à l'État par les entreprises du sous-secteur «Eau et Assainissement» se sont fixés à 4,50 milliards FCFA en 2021 contre 5,28 milliards FCFA enregistrés en 2020, en raison principalement de la baisse de 797,6 millions FCFA des impôts dus par la SODECI nonobstant la hausse cumulée de 13,9 millions des impôts dus par les sociétés ONAD et ONEP. La contribution de ce sous-secteur à la formation des impôts dus à l'État, au titre de l'exercice 2021, s'établi à 1,41% contre 1,42% en 2020.

ELECTRICITÉ

Au titre de l'exercice 2021, les impôts dus à l'État par ce sous-secteur se sont établis à 15,94 milliards FCFA contre 58,93 milliards FCFA en 2020, imputable en grande partie par la baisse de 45,5 milliards FCFA des impôts dus par la CIE malgré la hausse de 2,65 milliards FCFA des impôts dus par la CIPREL. La contribution de ce sous-secteur à la formation des impôts dus est passée de 15,85% en 2020 à 5% en 2021.

FINANCE

En 2021, le montant des impôts dus par le sous-secteur «Finance» s'est situé à 7,91 milliards FCFA contre 5,85 milliards FCFA enregistrés en 2020, due essentiellement à la hausse de 2,1 milliards FCFA des impôts dus par la SIB. La contribution de ce sous-secteur à la formation des impôts dus à l'État s'élève à 2,48% en 2021 contre de 1,57% en 2020.

HYDROCARBURES

Les impôts dus par le sous-secteur «Hydrocarbures» sur l'exercice 2021 se sont fixés à 43,66 milliards FCFA contre 46,88 milliards FCFA en 2020, en raison de la chute de 5,02 milliards FCFA des impôts dus par PETROCI HOLDING en dépit de la hausse cumulée de 1,78 milliard FCFA des impôts dus par les sociétés VECI, SIR et GESTOCI. La contribution de ce sous-secteur à la formation des impôts dus à l'État est ressortie à 13,69% en 2021 contre 12,61% en 2020.

MÉDIAS

Les impôts dus par le sous-secteur «Médias» sont passés de 1,56 milliard FCFA en 2020 à 1,26 milliard FCFA en 2021, imputable essentiellement à la baisse de 316,1 millions FCFA des impôts dus par la IDT, nonobstant la hausse de 44,1 millions FCFA des impôts dus par la RTI. La contribution de ce sous-secteur à la formation des impôts dus à l'État est égale à 0,4% en 2021 contre 0,42% en 2020.

MINES

Le sous-secteur «Mines» a enregistré, en 2021, des impôts évalués à 90,79 milliards FCFA contre 121,63 milliards FCFA en 2020. Cette régression est imputable en grande partie à la baisse cumulée de 29,64 milliards FCFA des impôts dus des sociétés SMI et TONGON SA. La contribution de ce sous-secteur aux impôts dus à l'État s'est fixée à 28,47% contre 32,72% en 2020.

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE

Les impôts dus à l'État par le sous-secteur «Technologie, Télécom et Poste» sont passés de 99 milliards FCFA en 2020 à 120,7 milliards FCFA en 2021, en raison, principalement de la hausse de 19,6 milliards FCFA des impôts dus par ORANGE CI. La contribution de ce sous-secteur aux impôts dus à l'État est passée de 26,63% en 2020 à 37,85% en 2021.

TOURISME ET HÔTELLERIE

Les impôts dus par le sous-secteur «Tourisme et Hôtellerie» sont passés de 825,6 millions FCFA en 2020 à 1,31 milliard FCFA en 2021. Cette augmentation fait suite à la hausse des impôts dus en 2021 des sociétés SODERTOIRS LACS et SPDC, respectivement de 337,5 millions FCFA et 146,7 millions FCFA. La contribution du secteur au montant total des impôts dus se fixe à 0,41% en 2021 contre 0,22% en 2020.

TRANSPORTS

En 2021, les impôts dus par le sous-secteur «Transports» se sont établis à 15,22 milliards FCFA contre 15,32 milliards FCFA en 2020, en raison de la baisse de 4,58 milliards FCFA des impôts dus par la SOTRA, nonobstant la progression de 3,33 milliards FCFA des impôts dus par le PAA.

La contribution de ce sous-secteur aux impôts dus à l'État se fixe à 4,77% en 2021 contre 4,12% en 2020.

TABLEAU 6 IMPÔTS PAR SOUS-SECTEUR D'ACTIVITÉS
(EN MILLIONS FCFA)

| *ANNÉE | IMPÔTS ET TAXES | | | IMPÔT BIC | | | TOTAL IMPÔT DUS | | |
|---------------------------------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|-----------------|----------------|---------------|
| | 2020 | 2021 | VAR% | 2020 | 2021 | VAR% | 2020 | 2021 | VAR% |
| AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | 2 551 | 3 545 | 38,94 | 694 | 197 | -71,57 | 3 246 | 3 742 | 15,30 |
| PROPORTION (%) | 1,31 | 2,03 | | 0,39 | 0,14 | | 0,87 | 1,17 | |
| BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES | 725 | 599 | -17,29 | 833 | 2 015 | 141,96 | 1 557 | 2 614 | 67,87 |
| PROPORTION (%) | 0,37 | 0,34 | | 0,47 | 1,40 | | 0,42 | 0,82 | |
| EAU ET ASSAINISSEMENT | 3 026 | 2 384 | -21,20 | 2 256 | 2 114 | -6,30 | 5 281 | 4 498 | -14,84 |
| PROPORTION (%) | 1,55 | 1,37 | | 1,28 | 1,46 | | 1,42 | 1,41 | |
| ELECTRICITÉ | 53 675 | 8 499 | -84,17 | 5 253 | 7 445 | 41,71 | 58 928 | 15 943 | -72,94 |
| PROPORTION (%) | 27,55 | 4,87 | | 2,97 | 5,16 | | 15,85 | 5,00 | |
| FINANCE | 59 | 24 | -59,67 | 5 790 | 7 886 | 36,20 | 5 849 | 7 910 | 35,23 |
| PROPORTION (%) | 0,03 | 0,01 | | 3,27 | 5,46 | | 1,57 | 2,48 | |
| HYDROCARBURES | 12 419 | 15 013 | 20,89 | 34 460 | 28 644 | -16,88 | 46 880 | 43 657 | -6,87 |
| PROPORTION (%) | 6,37 | 8,60 | | 19,48 | 19,84 | | 12,61 | 13,69 | |
| MÉDIA | 1 299 | 1 192 | -8,20 | 257 | 70 | -72,93 | 1 556 | 1 262 | -18,90 |
| PROPORTION (%) | 0,67 | 0,68 | | 0,15 | 0,05 | | 0,42 | 0,40 | |
| MINES | 55 184 | 62 712 | 13,64 | 43 819 | 57 985 | 32,33 | 99 003 | 120 697 | 21,91 |
| PROPORTION (%) | 28,32 | 35,94 | | 24,77 | 40,17 | | 26,63 | 37,85 | |
| SERVICES | 48 201 | 62 307 | 29,26 | 73 429 | 28 485 | -61,21 | 121 630 | 90 792 | -25,35 |
| PROPORTION (%) | 24,74 | 35,71 | | 41,50 | 19,73 | | 32,72 | 28,47 | |
| TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE | 4 806 | 7 783 | 61,96 | 6 891 | 3 420 | -50,38 | 11 697 | 11 203 | -4,22 |
| PROPORTION (%) | 2,47 | 4,46 | | 3,90 | 2,37 | | 3,15 | 3,51 | |
| TRANSPORTS | 12 113 | 9 147 | -24,49 | 3 206 | 6 072 | 89,41 | 15 319 | 15 219 | -0,65 |
| PROPORTION (%) | 6,22 | 5,24 | | 1,81 | 4,21 | | 4,12 | 4,77 | |
| TOURISME ET HÔTELLERIE | 791 | 1 275 | 61,24 | 35 | 35 | 0,00 | 826 | 1 310 | 58,65 |
| PROPORTION (%) | 0,41 | 0,73 | | 0,02 | 0,02 | | 0,22 | 0,41 | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 194 848 | 174 480 | -10,45 | 176 924 | 144 367 | -18,40 | 371 772 | 318 847 | -14,24 |

SITUATION FISCALE EN FONCTION DU NIVEAU DE PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE

En 2021, les impôts dus, en fonction du niveau de participation se présentent de la manière suivante :

- **Sociétés d'État** : 53,73 milliards FCFA, contre 54,71 milliards FCFA en 2020. Ces impôts représentent 16,85% du total des impôts dus contre 14,71% en 2020. Le plus important contributeur est PETROCI HOLDING avec 31,07 milliards FCFA d'impôts ;
- **SPFP majoritaire** : 23,06 milliards FCFA en 2021 contre 25,59 milliards FCFA en 2020. La LONACI a été la plus importante société contributrice avec 8,51 milliards FCFA d'impôts. Les participations majoritaires ont contribué à hauteur de 7,23 % du total des impôts dus en 2021 contre 6,88% en 2020 ;
- **SPFP minoritaires contrôlées par l'État** : 9,17 milliards FCFA en 2021 contre 7,82 milliards FCFA en 2020. Ces impôts représentent 2,88% du total des impôts dus en 2021 contre 2,1% en 2020. Le plus important contributeur au niveau de ce type de sociétés est la SIR avec un montant de 5,15 milliards FCFA d'impôts ;
- **SPFP minoritaire** : 232,88 milliards FCFA en 2021 contre 283,65 milliards FCFA en 2020. Ces impôts représentent 73,04% du total des impôts dus en 2021 contre 76,30% en 2020. Le plus important contributeur est ORANGE CI avec 109,22 milliards FCFA d'impôts.

TABLEAU 7 IMPÔTS PAR NIVEAU DE PARTICIPATION
(EN MILLIONS FCFA)

| *ANNÉE | IMPÔTS ET TAXES | | | IMPÔT BIC | | | TOTAL IMPÔT DUS | | |
|---------------------------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|
| | 2020 | 2021 | VAR | 2020 | 2021 | VAR | 2020 | 2021 | VAR% |
| SOCIÉTÉS D'ÉTAT | 11 095 | 18 763 | 69,11 | 43 611 | 34 967 | -19,82% | 54 706 | 53 730 | -1,78 |
| PROPORTION (%) | 5,69 | 10,75 | | 24,65 | 24,22 | | 14,71 | 16,85 | |
| SPFP MAJORITAIRE | 12 892 | 12 057 | -6,47 | 12 700 | 11 001 | -13,37% | 25 592 | 23 059 | -9,90 |
| PROPORTION (%) | 6,62 | 6,91 | | 7,18 | 7,62 | | 6,88 | 7,23 | |
| SPFP MINORITAIRE | 163 329 | 135 626 | -16,96 | 120 326 | 97 259 | -19,17% | 283 655 | 232 885 | -17,90 |
| PROPORTION (%) | 83,82 | 77,73 | | 68,01 | 67,37 | | 76,30 | 73,04 | |
| SPFP MINORITÉ DE BLOCAGE | 7 531 | 8 034 | 6,67 | 288 | 1 140 | 295,88% | 7 819 | 9 174 | 17,32 |
| PROPORTION (%) | 3,87 | 4,60 | | 0,16 | 0,79 | | 2,10 | 2,88 | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 194 848 | 174 480 | -10,45 | 176 924 | 144 367 | -18,40% | 371 772 | 318 847 | -14,24 |

SITUATION FISCALE EN FONCTION DU SEGMENT

En 2021, les impôts dus, en fonction des segments d'activités se présentent de la manière suivante :

- **Champions Nationaux** : 42,23 milliards FCFA en 2021 contre 49,28 milliards FCFA en 2020. Ces impôts représentent 13,24% du total des impôts dus en 2021 contre 13,26% en 2020. Le plus important contributeur est PETROCI HOLDING avec 36,08 milliards FCFA ;
- **Gestion Patrimoniale** : de 147,19 milliards FCFA en 2020 à 120,92 milliards FCFA en 2021. La société TONGON a été la plus importante société contributrice avec 24,88 milliards FCFA.

Le segment «Gestion Patrimoniale» a contribué à hauteur de 37,92% du total des impôts dus en 2021 contre 39,59% en 2020 ;

- **Opérateurs Publics de Service Public** : 1,62 milliard FCFA en 2021 contre 2 milliards FCFA en 2020. Ces impôts représentent 0,51% du total des impôts dus en 2021 contre 0,54% en 2020. Le plus important contributeur au niveau de ce type de société est la RTI avec un montant de 752,3 millions FCFA ;
- **Opportunités de Délégation de Service Public** : 144,38 milliards FCFA en 2021 contre 168,19 milliards FCFA en 2020. Ces impôts représentent 45,28% du total des impôts dus en 2021 contre 45,24% en 2020. Le plus important contributeur au niveau de ce type de société est ORANGE CI avec un montant de 109,22 milliards FCFA ;
- **Structures à caractère non Commercial** : 9,69 milliards FCFA en 2021 contre 5,1 milliards FCFA en 2020. Ces sociétés ont contribué à hauteur de 3,04% au total des impôts dus en 2021 contre 1,37% en 2020. Le plus important contributeur est la société ANSUT, avec 4,64 milliards FCFA.

TABLEAU 8 IMPÔTS PAR SEGMENTS D'ACTIVITÉS
(EN MILLIONS FCFA)

| *ANNÉE | IMPÔTS ET TAXES | | | IMPÔT BIC | | | TOTAL IMPÔT DUS | | |
|--|-----------------|---------|--------|-----------|---------|-------|-----------------|---------|-------|
| | 2020 | 2021 | VAR % | 2020 | 2020 | VAR % | 2019 | 2020 | VAR % |
| CHAMPIONS NATIONAUX | 9 016 | 11 468 | 27,20 | 40 278 | 30 762 | - | 49 283 | 42 230 | - |
| PROPORTION (%) | 4,63 | 6,57 | | 22,82 | 21,31 | 23,61 | 13,26 | 13,24 | 14,31 |
| GESTION PATRIMONIALE | 60 446 | 74 174 | 22,71 | 86 608 | 46 744 | - | 147 188 | 120 919 | - |
| PROPORTION (%) | 31,02 | 42,51 | - | 49,08 | 32,38 | 46,11 | 39,59 | 37,92 | 17,85 |
| OP. PUBLICS DE SERVICE PUBLIC | 1 596 | 1 515 | 5,12 | 332 | 105 | - | 2 004 | 1 619 | - |
| PROPORTION (%) | 0,82 | 0,87 | | 0,19 | 0,07 | 74,35 | 0,54 | 0,51 | 19,21 |
| OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC | 120 411 | 78 916 | - | 47 714 | 65 470 | 37,01 | 168 195 | 144 385 | - |
| PROPORTION (%) | 61,80 | 45,23 | 34,46 | 27,04 | 45,35 | - | 45,24 | 45,28 | 14,16 |
| STRUCTURES NON COMMERCIALES | 3 378 | 8 407 | 148,86 | 1 546 | 1 286 | 25,36 | 5 102 | 9 693 | 90,01 |
| PROPORTION (%) | 1,73 | 4,82 | - | 0,88 | 0,89 | - | 1,37 | 3,04 | - |
| TOTAL | 194 848 | 174 480 | 10,45 | 176 478 | 144 367 | 18,40 | 371 772 | 318 847 | 14,24 |

RECETTES NON FISCALES

En plus des impôts, l'État collecte des ressources non fiscales provenant des entreprises de son portefeuille. Il s'agit principalement des dividendes.

Au titre de l'exercice 2021, **les dividendes (nets d'IRVM) à collecter par l'État se sont élevés à un montant de 32,83 milliards FCFA** contre 39,61 milliards FCFA enregistrés en 2020. Le niveau des dividendes à recevoir de PETROCI HOLDING n'était pas encore disponible à la date d'élaboration du présent rapport.

Les principaux contributeurs sont les sociétés ORANGE CI, TONGON et la LONACI, avec une estimation cumulée de 23,08 milliards FCFA de dividendes en 2021 contre 15,99 milliards en 2020

TABLEAU 9 DIVIDENDES PERÇUS PAR L'ÉTAT ACTIONNAIRE
(EN MILLIONS FCFA)

| SOCIÉTÉS | PFP ⁵ | RN 2020 | DIVIDENDE NET D'IVRM 2020 | RN 2021 | DIVIDENDE NET D'IVRM 2020 |
|-----------------|------------------|----------------|------------------------------|----------------|------------------------------|
| PETROCI HOLDING | 100,00% | 9 538 | 6 000 | 8 302 | |
| ORANGE CI | 15,00% | 79 087 | 9 268 | 104 279 | 15 881 |
| TONGON SA | 10,00% | 90 789 | 5 363 | 48 388 | 5 495 |
| LONACI-SEM | 95,00% | 2 751 | 1 360 | 3 721 | 1 700 |
| SMD | 15,00% | 22 271 | 568 | 59 060 | 1 506 |
| CIPREL | 14,70% | 28 977 | 4 538 | 27 593 | 1 504 |
| CIE | 15,00% | 16 170 | 1 402 | 9 757 | 1 287 |
| SIB | 5,00% | 30 261 | 900 | 34 031 | 1 013 |
| GUCE CI | 70,00% | 1 840 | 1 012 | 444 | 1 012 |
| SMI | 15,00% | 49 218 | 850 | 36 763 | 937 |
| AGBAOU | 15,00% | 14 290 | - | 13 941 | 592 |
| SOCOPRIM | 25,20% | 5 365 | 612 | 7 216 | 515 |
| SODEMI | 100,00% | 20 553 | 500 | 3 646 | 340 |
| PMCI | 10,00% | 37 459 | 680 | 19 103 | 272 |
| IPS (WA) | 15,00% | 4 862 | 646 | 2 582 | 266 |
| CML | 61,00% | 1 569 | 102 | 3 062 | 170 |
| HIRE GOLD MINE | | 35 848 | - | 6 609 | 140 |
| SODECI | 3,25% | 4 307 | 99 | 4 352 | 126 |
| AERIA | | -1 578 | - | 2 077 | 43 |
| DCBR | 1,80% | 959 | 14 | 1 586 | 18 |
| BRVM | 1,80% | 865 | 14 | 1 183 | 17 |
| SM SA | 10,00% | 137 | - | -1 590 | - |
| TOTAL | | 455 538 | 33 928 | 396 104 | 32 834 |

⁵ PFP : Participation financière publique

A series of horizontal dotted lines for taking notes, spanning the width of the page.





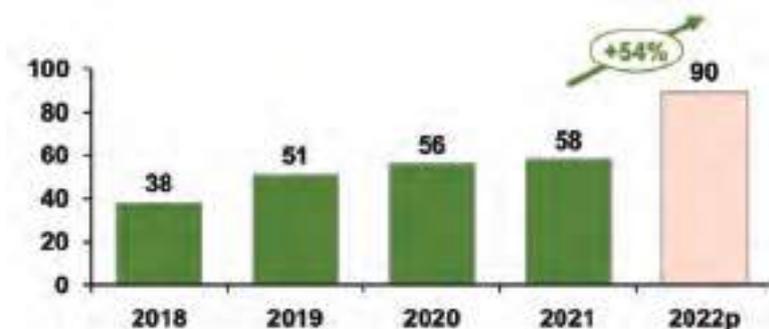
6

PERFORMANCE PRÉVISIONNELLE DES ENTREPRISES PUBLIQUES EN AMÉLIORATION EN 2021

SITUATION GLOBALE

La situation globale prévisionnelle des SODE et SPFP majoritaire se caractérise par une hausse du résultat net.

GRAPHIQUE 14 ÉVOLUTION DU RÉSULTAT NET DES SODE ET DES SPFP MAJORITAIRE DE 2018 À 2022 (EN MILLIARDS FCFA)



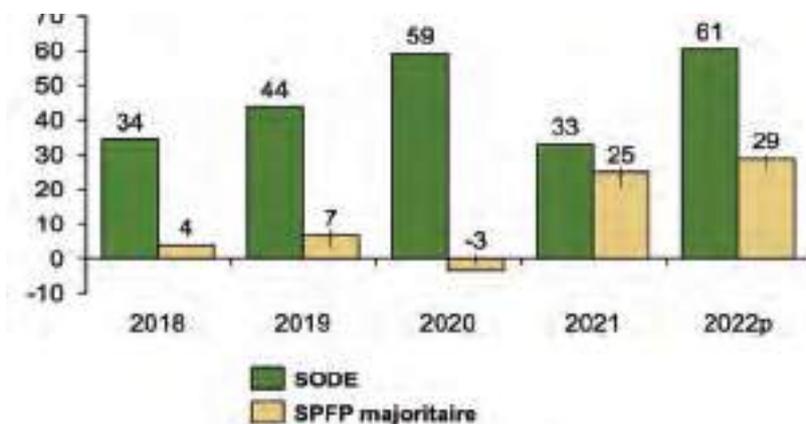
Le résultat net prévisionnel des SODE et SPFP majoritaire ressortirait bénéficiaire de 90 milliards FCFA en 2022 contre une réalisation de 58 milliards FCFA en 2021. Cette hausse attendue devrait être portée, en grande partie, par les performances prévisionnelles de la BNI et du PAA qui cumulent près de la moitié (48%) du résultat net global projeté pour 2022.

CONTRIBUTIONS PAR NIVEAU DE PARTICIPATION

Les SODE prévoient solder l'année 2022 avec un résultat net bénéficiaire de 61 milliards FCFA, contre 33 milliards FCFA en 2021, notamment du fait des performances attendues du PAA et de la SODEMI, qui représentent à eux deux plus de la moitié (58%) du résultat net projeté pour les SODE.

Les SPFP majoritaire, quant-à-elles, annoncent un résultat net prévisionnel excédentaire de 29 milliards FCFA, contre une réalisation de 25 milliards FCFA en 2021. La BNI devrait dégager un résultat net excédentaire de 22 milliards FCFA, soit plus des trois quarts du résultat net consolidé attendu pour les SPFP majoritaire.

GRAPHIQUE 15 ÉVOLUTION DU RÉSULTAT NET DES SODE ET DES SPFP MAJORITAIRE (EN MILLIARDS FCFA)



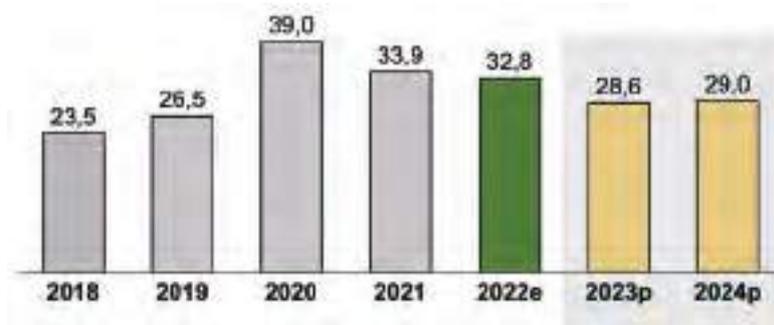
DIVIDENDES PRÉVISIONNELS

Les dividendes nets à percevoir en 2022, au titre de l'exercice 2021, sont estimés à 32,8⁶ milliards FCFA, contre 33,9 milliards FCFA perçus en 2021 (voir graphique 17). Cette situation pourrait s'améliorer avec la prise en compte des dividendes de PETROCI HOLDING dont le montant n'est pas encore connu à la date de rédaction de ce rapport.

ORANGE CI représente près de la moitié (15,9 milliards FCFA) des dividendes à percevoir par l'État, au titre de l'exercice 2021, suivie des sociétés TONGON SA, LONACI-SEM et SMD, qui contribuent pour environ 26% (8,7 milliards FCFA) du montant total des dividendes à percevoir par l'État.

En outre, le montant des dividendes à recevoir pourrait connaître une baisse en 2023 pour se situer à 28,6 milliards FCFA imputable principalement à la chute des dividendes de la société ORANGE CI, qui pourrait s'établir à 3,9 milliards FCFA contre 15,9 milliards FCFA en 2022⁷.

GRAPHIQUE 16 HISTORIQUE DES DIVIDENDES PERÇUS ET PROJECTION DES DIVIDENDES À PERCEVOIR (EN MILLIARDS FCFA)

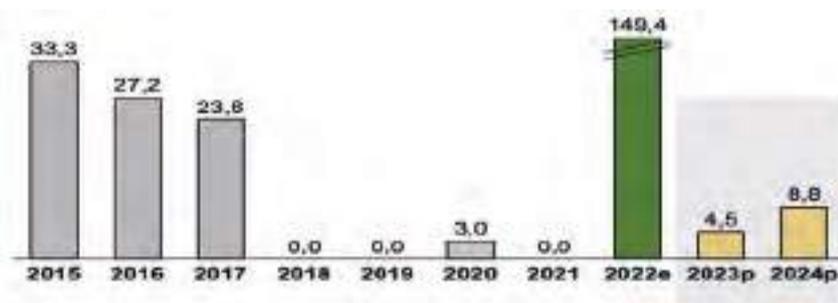


RECETTES PRÉVISIONNELLES DE PRIVATISATION

Au cours de la période 2015 à 2020, l'État a collecté des recettes de privatisation d'un montant total de 87,16 milliards FCFA, réparties comme suit : SIB (45,60 milliards FCFA) ; NEI-CEDA (236,1 millions FCFA) ; les Villas attenantes à l'Hôtel Indénié d'Abengourou (43 millions FCFA) ; SUCRIVOIRE (14,65 milliards FCFA) ; NSIA (18 milliards FCFA) ; CIDT (5,50 milliards FCFA) ; SN SOSUCO (169,7 millions FCFA) ; PALMAFRIQUE (3,04 milliards FCFA).

Par ailleurs, les cessions des parts de l'État dans les sociétés ORANGE CI et CI-ENGINEERING devraient être finalisées en 2022, celles de SONITRA et IPS WA sont programmés pour 2023, tandis que celle de TRCI est envisagée pour 2024.

GRAPHIQUE 17 HISTORIQUE ET PROJECTION DES RECETTES DE PRIVATISATION (EN MILLIARDS FCFA)



⁶ Pour plus de détails, voir l'annexe 9 : Société AYANT DISTRIBUE DES DIVIDENDES A L'État EN 2021

⁷ due à la réduction de la participation de l'État dans l'actionariat de ORANGE CI



7

PANORAMA & FICHES ENTREPRISES

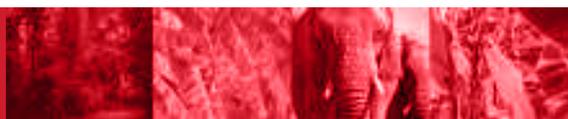
AGRICULTURE & MINES

HYDROCARBURES, ÉLECTRICITÉ, EAU
& ASSAINISSEMENT

MÉDIA, TOURISME & AUTRES SERVICES

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES



AGRICULTURE & MINE

| | |
|--------------------------------------|-----------|
| AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | 66 |
| ANADER | 68 |
| CIDT | 69 |
| CI-ENGINEERING | 70 |
| CNRA | 71 |
| I2T | 72 |
| IPS (WA) | 73 |
| SIVAC | 74 |
| SODEFOR | 75 |
| TRCI | 76 |
| MINES | 78 |
| AGBAOU | 80 |
| BONIKRO GOLD MINE | 81 |
| BONDOUKOU MANGANESE | 82 |
| HIRE GOLD MINE | 83 |
| CMB | 84 |
| CML | 85 |
| FOREMI | 86 |
| IMMSA | 87 |
| LEB | 88 |
| PMCI | 89 |
| PMY | 90 |
| SMSA | 91 |
| SMD | 92 |
| SMF | 93 |
| SMI | 94 |
| SODEMI | 95 |
| TONGON | 96 |

HYDROCARBURES, ÉLECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT

| | |
|------------------------------|------------|
| EAU ET ASSAINISSEMENT | 98 |
| ONAD | 100 |
| ONEP | 101 |
| SODECI | 102 |
| ÉLECTRICITÉ | 104 |
| CIE | 106 |
| CI-ENERGIE | 107 |
| CIPREL | 108 |
| HYDROCARBURES | 110 |
| GESTOCI | 112 |
| PETROCI | 113 |
| SIFAL | 114 |
| SIR | 115 |
| VECI | 116 |

MÉDIA & AUTRES SERVICES

| | |
|--------------|------------|
| MÉDIA | 118 |
| IDT | 120 |
| EDIPRESSE | 121 |
| RTI | 122 |
| SNPECI | 123 |

| | |
|-------------------------------|------------|
| TOURISME ET HÔTELLERIE | 124 |
| SODERTOURSLAC | 126 |
| SPDC | 127 |
| AUTRES SERVICE | 128 |
| ADCI | 130 |
| BNETD | 131 |
| INIE | 132 |
| INS-SODE | 133 |
| LONACI | 134 |

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCE

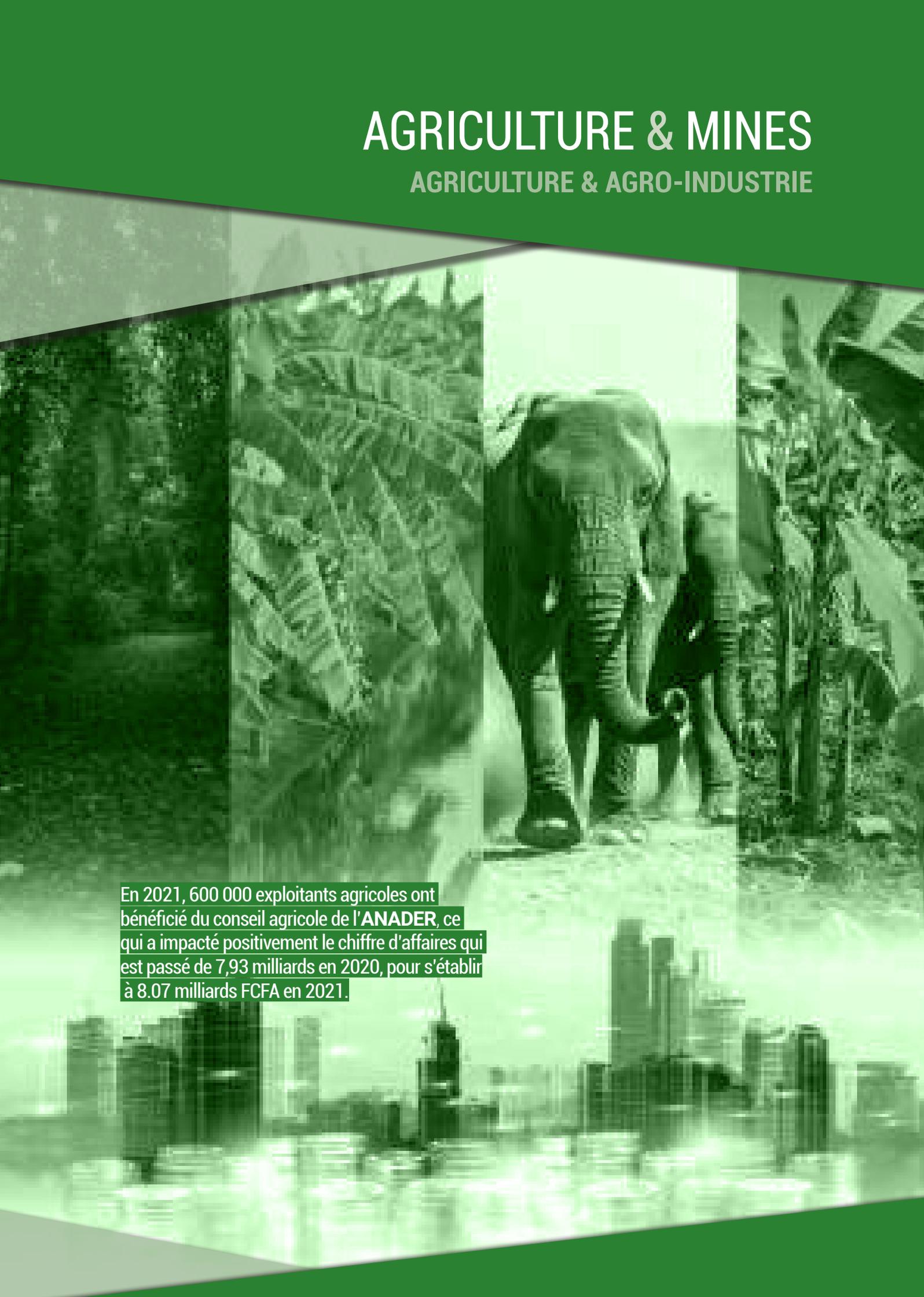
| | |
|--------------------------------------|------------|
| TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE | 136 |
| AIGF | 138 |
| ANSUT | 139 |
| GUCECI | 140 |
| OCI | 141 |
| PCI | 142 |
| QUIPUX | 143 |
| SNDI | 144 |
| VITIB | 145 |
| FINANCE | 146 |
| BHCI | 148 |
| BNI | 149 |
| BPCI | 150 |
| BRVM | 151 |
| DCBR | 152 |
| SIB | 153 |
| VERSUSBANK | 154 |

TRANSPORT, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES

| | |
|-------------------------------------|------------|
| TRANSPORTS | 156 |
| ACI | 158 |
| AERIA | 159 |
| AGEROUTE | 160 |
| FER | 161 |
| OIC | 162 |
| PAA | 163 |
| PASP | 164 |
| SIPF | 165 |
| SITARAIL | 166 |
| SOCOPRIM | 167 |
| SODEXAM | 168 |
| SOTRA | 169 |
| BÂTIMENTS ET INFRASTRUCTURES | 170 |
| AGEF | 172 |
| FODI | 173 |
| LBTP | 174 |
| SEMGB | 175 |
| SGMT | 176 |
| SICOGI | 177 |
| SONITRA | 178 |

AGRICULTURE & MINES

AGRICULTURE & AGRO-INDUSTRIE



En 2021, 600 000 exploitants agricoles ont bénéficié du conseil agricole de l'**ANADER**, ce qui a impacté positivement le chiffre d'affaires qui est passé de 7,93 milliards en 2020, pour s'établir à 8.07 milliards FCFA en 2021.

LE RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES DU SECTEUR AGRICOLE EST EN RECUL DE 32,75%. LES RÉSULTATS DE 2020 INTÉGRAIENT DES APPUIS EXCEPTIONNELS ACCORDÉS À CERTAINES ENTREPRISES PAR L'ÉTAT MATÉRIALISÉS PAR DES REPRISES ET ABANDONS DE DETTES SOCIALES. LA NON-RECONDUCTION DE CES APPUIS EXCEPTIONNELS EN 2021 EXPLIQUE EN PARTIE LE RECUL DU RÉSULTAT NET EN 2021.

Selon le rapport sur la situation économique et financière de l'État de Côte d'Ivoire à fin 2021, le PIB du secteur agricole est en hausse de 2,2%, porté par la valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation, qui a augmenté de 4,9%.

En effet, la production agricole est marquée par un accroissement de la production de la plupart des principales cultures d'exportation à l'exception des productions de café (-25,6%) et de sucre (-12,9%). Les productions de cacao (+2,6%), de régime de palme (+17,7%), de coton graine (+10,5%), de noix de cajou (+14,1%), d'ananas (+18,6%), banane dessert (+5,6%) sont en hausse.

En ce qui concerne l'agriculture vivrière, la production recule de 0,4% en volume par rapport à la réalisation de l'année précédente.

Cette tendance positive dans un environnement difficile (fermeture de frontières terrestres, déficit pluviométrique, crise sanitaire, etc.) s'explique par la poursuite des investissements dans ce secteur à travers notamment la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole, 2^{ème} génération (PNIA II) et du Programme d'Urgence Agricole (PURGA).

Cette performance est en cohérence avec certains agrégats financiers des neuf (9) entreprises publiques opérant dans ce secteur. En effet, le chiffre d'affaires de ces entreprises a enregistré une hausse de 32,68% pour s'établir à 105,4 milliards FCFA. Aussi, les subventions directes et les ressources fiscales affectées aux entreprises du secteur se sont fixées à 27 milliards FCFA en 2021, soit une hausse de 4,3% par rapport à 2020.

En conséquence, les entreprises du secteur agricole soldent l'année 2021 avec un résultat net bénéficiaire de 6,01 milliards FCFA, en baisse de 32,75% par rapport à l'exercice 2020. La baisse observée au niveau du résultat net résulte des contreperformances enregistrées par les sociétés support au développement agricole, à savoir :

- ANADER : - 3,37 milliards FCFA contre un bénéfice de 3,19 milliards FCFA en 2020 ;
- CNRA : -1,41 milliard FCFA contre un excédent de 1,72 milliard FCFA en 2020.

En 2020, ces sociétés ont bénéficié d'un appui financier de l'État qui s'est traduit par le financement, par titrisation d'une partie de leurs dettes sociales d'un montant de 9,5 milliards FCFA.

Par ailleurs, trois (3) entreprises ont enregistré une hausse significative de leur résultat net. Il s'agit de : I2T (+266%), CIDT (+262%) et SIVAC (+215%).

Au demeurant, le secteur agro-industriel a généré, en 2021, au titre des impôts, un montant de 3,2 milliards FCFA (dont 2,96 milliards FCFA d'impôts et taxes et 197,4 millions FCFA d'impôt BIC) contre 3,16 milliards FCFA en 2020.

Il convient, enfin, de relever qu'à l'instar de l'exercice précédent, seule la société IPS WA a distribué des dividendes bruts d'un montant de 1,77 milliard FCFA, dont 241,5 millions FCFA revenant à l'État de Côte d'Ivoire au regard de son niveau de participation.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 septembre 1993
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres -3,5 milliards FCFA (-676%)
Besoin en recapitalisation 3,75 milliards FCFA (dont 1,31 milliard à la charge de l'État)
Participation publique 59% (dont 24% d'actionariat indirect)

CA 8,07 milliards FCFA (+1,8%)
Résultat Net -3,37 milliards FCFA (-206%)
Subv. d'expl. 9,3 milliards FCFA (+0%)
PCA COULIBALY Adama
DG SIDIKI Cissé
Adm MBPE TRAORE Seydou
Adm. MINADER YAO N'Guettia René
Effectif 2 437 (+2%)

L'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) est une société anonyme dont la mission est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie du monde rural par la professionnalisation des exploitants et des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA). A cet effet, elle conçoit et met en œuvre des outils et programmes appropriés pour l'accomplissement de sa mission.

En 2021, l'ANADER a mené plusieurs activités, notamment l'encadrement de 600 000 exploitants évoluant dans divers sous-secteurs du domaine agricole.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires de l'ANADER a connu une hausse de 1,8%, pour s'établir à 8,07 milliards FCFA. Cette progression s'explique en grande partie par les ressources d'un montant de 1,1 milliard FCFA encaissées dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH) 2021-2023.

En outre, compte tenu de sa mission de service public, l'ANADER a bénéficié d'une subvention d'exploitation de 9,3 milliards FCFA en 2021, identique à celle de 2020.

En somme, les produits d'exploitation se sont établis à 23,98 milliards FCFA, contre 21,53 milliards FCFA en 2020.

Quant aux charges d'exploitation, elles s'établissent à 27,36 milliards FCFA, contre 24,04 milliards FCFA en 2020. Cette hausse s'explique principalement par celle des postes «autres charges» et «dotations aux amortissements» qui se sont établis respectivement à 5,99 milliards FCFA (+99,7%) et 4,14 milliards FCFA (+15,76%).

L'activité d'exploitation s'est ainsi soldée par un résultat déficitaire de 3,37 milliards FCFA, plus prononcé que le déficit d'exploitation de 2,51 milliards FCFA enregistré en 2020.

Le résultat hors activités ordinaires (HAO) est, quant à lui, ressorti bénéficiaire de 19,6 millions FCFA, contre un bénéfice de 6,16 milliards FCFA en 2020. Pour rappel, l'État avait procédé au rachat d'une partie de la dette sociale de l'ANADER au cours de l'exercice 2020, d'où le résultat HAO exceptionnel enregistré sur ledit exercice. Les impôts et taxes dus à l'État au titre de l'exercice 2021 s'établissent à 292 millions FCFA, contre 269,3 millions FCFA en 2020.

En définitive, l'ANADER a enregistré un résultat net déficitaire de 3,37 milliards FCFA, contre un résultat exceptionnel bénéficiaire de 3,19 milliards FCFA sur l'exercice 2020.

En perspective, l'ANADER prévoit la poursuite de la mise en œuvre du PSESH 2021-2023 devant contribuer à l'amélioration de la situation financière de la société.

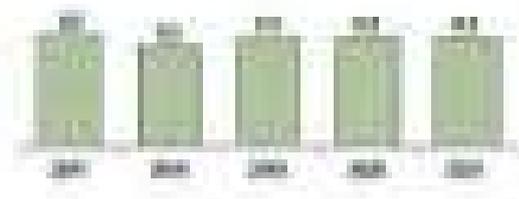
FAITS MARQUANTS

- Mise en œuvre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH) 2021-2023.

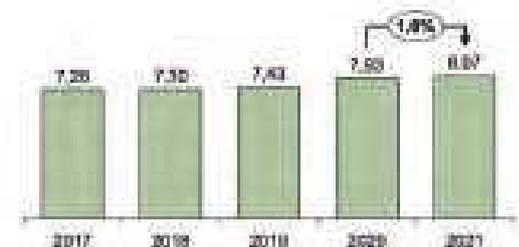
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|--------------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE CI | 5 |
| OCAB | 5 |
| INTERAVI | 2 |
| KASSOUM COULIBALY | 0,50 |
| APPH | 0,40 |
| APROCASUD | 0,20 |
| AUTRES | 56,90 |

SUBVENTIONS (en Milliards FCFA)



CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN/ BILAN (%)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 20 juin 1974
Capital social 7,2 milliards FCFA
Capitaux propres 11,4 milliards FCFA (+84%)
Participation publique 10%
CA 72,33 milliards FCFA (+34%)
Résultat Net 5,21 milliards FCFA (+262%)

PCA KONE Daouda Soukpafo
DG SILUE Navigué René
Adm MBPE FANNY Ibrahima
Effectif 398 (+21,7%)
Filiales & participations UTEXI (26,60%), OIC (1,66%), ANADER (1,00%)

La **Compagnie Ivoirienne pour le Développement du Textile (CIDT)** est une société agro-industrielle exerçant dans la filière coton en Côte d'Ivoire. Elle a pour principale activité, l'égreinage du coton graine ainsi que la commercialisation de la fibre et de la graine de coton. La CIDT a aussi la charge de l'encadrement des exploitants agricoles.

L'exercice 2021 a été marqué par une baisse de près de 7% de la production de coton graine, s'établissant à 110 707 tonnes. Cette baisse s'explique principalement par les effets non maîtrisés de la pluviométrie, des variétés de semences non encore stabilisées et l'apparition de parasites non encore identifiés par le CNRA. Ainsi, le niveau du rendement moyen des parcelles a baissé de 15% passant de 1 306 kg/ha au titre de la campagne agricole 2020/2021 à 1107 kg/ha au terme de la campagne 2021/2022.

Toutefois, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 34% pour se fixer à 72,32 milliards FCFA. Cette progression est due, d'une part, à l'amélioration du prix moyen de vente de la fibre de coton passant de 885 FCFA/kg en 2020 à 905 FCFA/kg en 2021 et, d'autre part, à l'amélioration de la capacité d'égreinage qui a eu pour effet une hausse de 41% du coton fibre vendu pour s'établir à 54 949 tonnes en 2021. Aussi, la CIDT a-t-elle bénéficié de subventions d'exploitation à hauteur de 8,3 milliards FCFA, en hausse de 40% par rapport aux appuis captés sur l'exercice précédent. Le poste «produits stockés» quant à lui, est ressorti négatif, représentant un déstockage à hauteur de 3,7 milliards FCFA. En somme, les produits d'exploitation se sont fixés à 78,7 milliards FCFA, en hausse de 12% par rapport à 2020. De même, les charges d'exploitation ont enregistré une hausse de 7% pour se fixer à 72,9 milliards FCFA. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des postes «autres achats» et «services extérieurs» qui se sont respectivement fixés à 4,4 milliards FCFA (+34%) et 6,1 milliards FCFA (+28%). Le résultat d'exploitation ressort bénéficiaire de 5,75 milliards FCFA, en hausse de 165% par rapport à l'exercice précédent.

En définitive, le **résultat net ressort excédentaire de 5,21 milliards FCFA**, contre un bénéfice de 1,44 milliard FCFA en 2020. Les impôts dus à l'État au titre de l'exercice 2021 ont connu une hausse de 13% pour atteindre 1,77 milliard FCFA en 2021 (dont 1,7 milliard FCFA d'impôts/taxes et 35 millions FCFA d'impôts BIC).

En perspective, la CIDT prévoit (i) le développement de la culture attelée et la gestion durable des sols, (ii) la construction de nouveaux magasins, et (iii) le renforcement des capacités des agents.

FAITS MARQUANTS

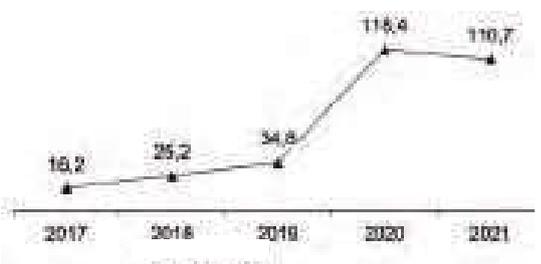
- Baisse de la pluviométrie et apparition de parasites non encore identifiés par le CNRA ;
- Amélioration de la capacité d'égreinage par l'acquisition de deux (2) télescopes supplémentaires ;
- Hausse du prix de vente de la fibre dans un contexte marqué par la crise de la COVID-19 ;
- Approbation du projet de financement de 10 milliards FCFA par la Société Financière Internationale (SFI) ;
- Subvention de 2,39 milliards FCFA reçue de l'Agence Française de Développement (AFD) en soutien à la filière coton en vue d'amortir le manque à gagner.

RÉPARTITION DU CAPITAL

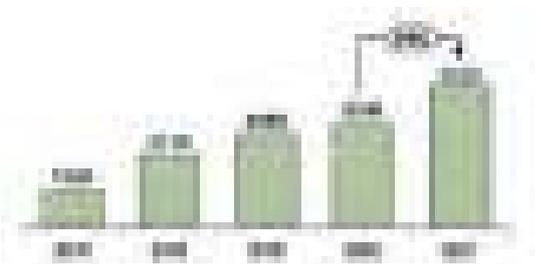
| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-----|
| COIC SA | 90 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10 |

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE COTON FIBRE

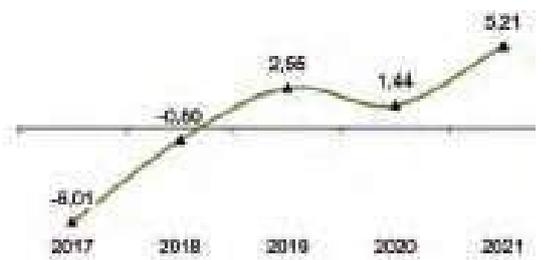
(en milliers de tonnes)



CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1997
Capital social 5,9 milliards FCFA
Capitaux propres 2,28 milliards FCFA (-6,8%)
Besoin en recapitalisation
 654,5 millions FCFA
 (dont 612,6 millions FCFA à la charge
 de l'État)
Part de l'État 93,6%

CA 731,6 millions FCFA (+101%)
Résultat Net -166,3 millions FCFA
PCA M. KOUATELAY Albert
DG Mme TRAORE Koko Carine
Adm MCIPPME M. KOUATELAY Albert,
 M. ESSE Rodrigue
Adm. MBPE M. DJOHAN GERARD
Effectif 74 (+3%)

Côte d'Ivoire Engineering (CI-ENGINEERING) est une société spécialisée dans la construction métallurgique et la fabrication de pièces mécaniques pour le secteur industriel en Côte d'Ivoire.

En 2021, elle a réalisé diverses prestations d'installation d'équipements et de maintenance en faveur de certains acteurs des secteurs agroindustriel, minier et hydrocarbures.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires de CI-ENGINEERING a augmenté de 101%, pour se fixer à 731,6 millions FCFA. Cette progression s'explique principalement par la hausse des revenus tirés des travaux et services vendus, qui sont passés de 140,7 millions FCFA en 2020 à 678 millions FCFA en 2021, avec l'exécution d'un projet de construction d'une huilerie dans la ville de Divo. Les produits d'exploitation ont alors connu une hausse de 53,4% pour s'établir à 747,8 millions FCFA.

Cependant, les charges d'exploitation ont également augmenté de 30%, pour se fixer à 1,4 milliard FCFA. Cette hausse se justifie principalement par la hausse des postes «services extérieurs» (+124%), «impôts et taxes» (+20%) et «charges de personnel» (+18%).

Le résultat d'exploitation qui en découle ressort déficitaire de 654,6 millions FCFA, contre un déficit de 591 millions FCFA enregistré en 2020.

S'agissant du résultat hors activités ordinaires, il s'élève à 492,5 millions FCFA, contre 725 millions FCFA en 2020. Cette baisse s'explique principalement par la régression de 33% du poste «autres produits HAO», essentiellement constitué de la subvention d'équilibre.

En définitive, l'exercice 2021 se solde par un résultat net déficitaire de 166,3 millions FCFA, contre un excédent de 2,9 millions FCFA en 2020.

Les impôts dus à l'État, en 2021, s'élèvent à 50 millions FCFA (45,8 millions FCFA d'impôts et taxes et 4,2 millions FCFA d'impôt BIC), contre 41 millions FCFA en 2020.

En perspective, CI-ENGINEERING prévoit la poursuite des actions destinées à l'accroissement de son portefeuille client, notamment la reprise de part de marchés sur le segment agro-industriel et la diversification de ses activités par la réalisation de nouvelles prestations dans les secteurs des mines et des hydrocarbures.

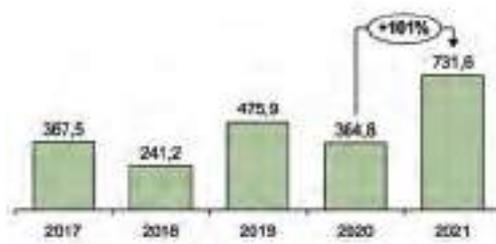
FAITS MARQUANTS

- Réalisation de prestations dans le cadre de l'exécution du projet de construction de l'huilerie de Divo, dont le coût total s'élève à environ 1,7 milliard FCFA, après plusieurs années sans obtention d'un marché d'une telle envergure pour la société.

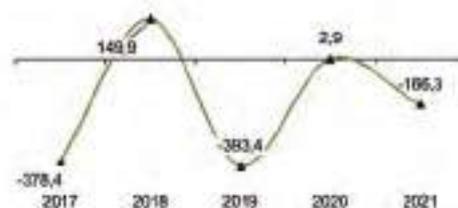
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE CI | 93,60 |
| SILUE N. | 2,20 |
| CAGOM | 1,80 |
| ELITE | 1,80 |
| AUTRES (PERSONNEL CI ENGINEERING) | 0,60 |

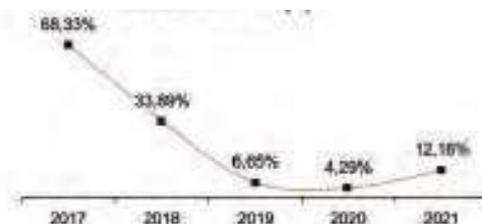
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)





AGRICULTURE & MINES // AGRICULTURE & AGRO-INDUSTRIE // STRUCTURES NON-COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 avril 1998
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres - 2,47 milliards FCFA (+152%)
Besoin en recapitalisation 2,72 milliards FCFA
 (dont 1,088 milliard à la charge de l'État)
Participation publique 56%
 (dont 16% d'actionnariat indirect)
CA 7,77 milliards FCFA (+17%)

Résultat Net -1,40 milliard FCFA
Subv d'Exploitation 5,65 milliards FCFA (-32%)
PCA COULIBALY Nandoh
DG WONGBE Yté
Adm. MBPE AHMED KONET Hussein
Adm. MESRS YAPI Houphouët Félix
Effectif 1 567

Le **Centre National de Recherche Agronomique (CNRA)** a pour mission l'accroissement durable de la production et de la productivité agricole et agro-industrielle par la conduite de recherches sur les productions végétales, animales forestières et par l'adaptation des innovations technologiques en milieu rural.

A l'instar de l'exercice 2020, celui de 2021 a été marqué par l'exécution de vingt (20) programmes de recherche dans les filières café-cacao, anacarde, mangue, vivrier et par la poursuite de la mise en œuvre du plan de restructuration adopté par le Gouvernement, en Conseil des Ministres, le 30 mai 2018.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 a progressé de 17% pour se situer à 7,77 milliards FCFA. Cette hausse s'explique principalement par l'évolution du poste «ventes de produits fabriqués» qui a enregistré une progression de 17% pour se fixer à 5,53 milliards FCFA grâce aux bonnes performances en matière de production de graines de palmier et autres exploitations agricoles, telles que les graines germées et le latex.

Le CNRA a également bénéficié d'une subvention d'exploitation de l'État de Côte d'Ivoire, d'un montant de 5,65 milliards FCFA contre 8,29 milliards FCFA en 2020. Cette baisse de la subvention est due à la titrisation puis à l'abandon par l'État de la dette sociale du CNRA pour un montant de 3,29 milliards FCFA, au titre de l'année 2020.

En conséquence, les produits d'exploitation ont baissé de 10%, pour se fixer à 16,39 milliards FCFA.

Les charges d'exploitation ont, quant à elles, augmenté de 6,8% pour atteindre 17,76 milliards FCFA. Cette hausse s'explique principalement par la progression observée au niveau des postes «impôts et taxes» (840,8 millions FCFA ; +338%) et «services extérieurs» (1,93 milliard FCFA, +15%).

Ainsi, le résultat d'exploitation qui se dégage est déficitaire de 1,36 milliard FCFA contre un excédent de 1,45 milliard FCFA en 2020.

En définitive, le résultat net du CNRA ressort déficitaire de 1,4 milliard FCFA, contre un bénéfice de 1,39 milliard FCFA en 2020.

Par ailleurs, les impôts dus à l'État au titre de la gestion 2021, essentiellement composés d'impôts et taxes se sont élevés à 840,8 millions FCFA, en hausse de 338%.

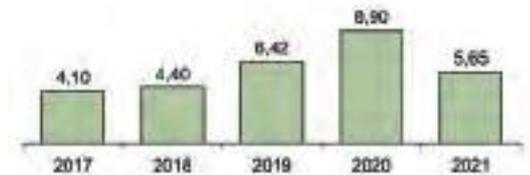
FAITS MARQUANTS

- Signature, le 11 février 2021, du Contrat de Performance et d'Objectif (COP).

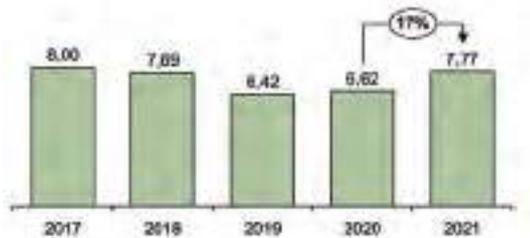
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-----|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 40 |
| URECOSCI | 16 |
| UNECA-CI | 8 |
| ANADER | 8 |
| ADAM AFRIQUE | 6 |
| AUTRES PRIVES | 22 |

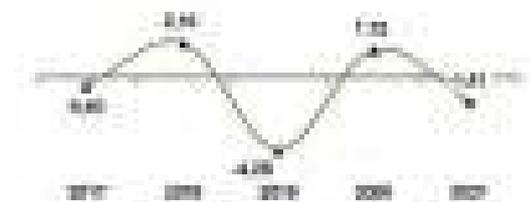
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (en Milliards FCFA)



CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)





I2T

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE TECHNOLOGIE TROPICALE

AGRICULTURE & MINES // AGRICULTURE & AGRO-INDUSTRIE // STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 2 octobre 1979
Capital social 250 millions FCFA
Capitaux propres 1,19 milliard FCFA (+32%)
Participation publique 100%
CA 473,4 millions FCFA (+409,6%)
Résultat Net 340,9 millions FCFA (+266%)
Subv. d'exploitation 1,15 milliard FCFA (+0,61%)
Subv. d'invest 299,8 millions FCFA (-15,8%)

PCA SITIONNI GNENIN KAFANA
DG DOSSO Lanciné
Adm MBPE M. COULIBALY El Aziz Nanguin
Adm MCI Mme ANZOUMANA épse BEUGRE
Effectif 119 (+12,26%)

Créée par décret n°79-720 du 2 octobre 1979, la **Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T)** a pour mission la recherche et le développement de technologies visant à optimiser les acquis, à valoriser et à renforcer les capacités des PME/PMI, en vue de la création d'emplois et de richesses. Ainsi, elle accompagne l'État de Côte d'Ivoire dans son développement agro-industriel.

Dans ce cadre, elle (i) réalise des études, (ii) conçoit des procédés, (iii) fabrique des prototypes de machines et (iv) réalise des prestations de maintenance d'équipements de transformation des produits agricoles.

En 2021, I2T a exécuté onze (11) projets qui portent principalement sur la valorisation des produits agricoles. Les principaux résultats obtenus portent sur le développement d'un prototype de séparation de grains d'attiéké, la réalisation de broyeurs de fruits et légumes et la conception de plan 2D et 3D de pasteurisateur.

Au 31 décembre 2021, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à 473,4 millions FCFA, en hausse de 409,6% par rapport à 2020. Cette performance commerciale s'explique principalement par la hausse de 449,7% du poste «produits fabriqués» qui s'établit à 465 millions FCFA en raison de la fabrication de 22 lignes dans le cadre du projet avec le MEMINADER relatif à la fabrication et à l'installation de 44 lignes de transformation de manioc.

Aussi, la subvention d'exploitation a connu une légère hausse de 0,61% pour s'établir à 1,15 milliard FCFA. En somme, les produits d'exploitation se sont fixés à 2,21 milliards FCFA contre 1,39 milliard FCFA en 2020.

Les charges d'exploitation ont également enregistré une hausse de 12,6% pour atteindre 1,81 milliard FCFA.

Le résultat d'exploitation qui en résulte est excédentaire de 400,8 millions FCFA, en amélioration par rapport à celui de 2020 qui est ressorti déficitaire de 208,8 millions FCFA. En outre, le résultat hors activités ordinaires ressort excédentaire de 16,2 millions FCFA contre un excédent de 12,5 millions FCFA en 2020.

En définitive, la société a enregistré un résultat net bénéficiaire de 340,9 millions FCFA contre une perte de 205,41 millions FCFA en 2020.

Les impôts dus à l'État au titre de l'exercice 2021 ont connu une hausse de 133% pour se fixer à 155,2 millions FCFA (dont 86,5 millions FCFA d'impôts et taxes et 68,7 millions FCFA d'impôts BIC).

En perspective, la société I2T prévoit (i) la poursuite de la mise en œuvre des projets et programmes de recherches ; (ii) la fabrication et l'installation de 22 lignes de transformation de manioc en farine dans le cadre de la convention avec le MEMINADER et ; (iii) la poursuite des diligences pour la régularisation de sa transformation en SODE.

FAITS MARQUANTS

- Poursuite de la mise en œuvre du projet avec le Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MEMINADER) relatif à la fabrication et l'installation de 44 unités de transformation de manioc (22 lignes fabriquées) ;
- Tenue de la première réunion du Comité de Suivi et d'Evaluation du Contrat d'Objectif et de Performance liant l'État à I2T, le 28 décembre 2021.

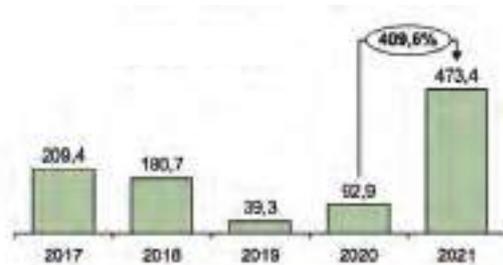
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|--------------------------|--------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE CI | 100,00 |

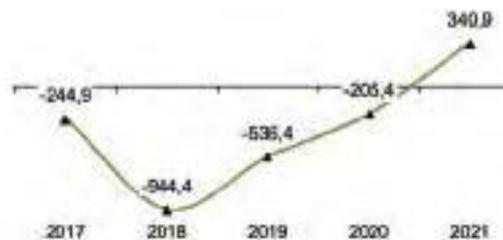
SUBVENTIONS (en Milliards FCFA)



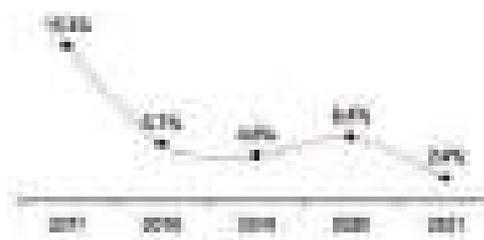
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 août 1965
Capital social 1 milliard FCFA
Capitaux propres 20,34 milliards FCFA (-8%)
Participation publique 15%
CA 2,81 milliards FCFA (-6%)
Résultat Net 2,58 milliards FCFA (-47%)
Dividendes bruts 1,19 milliard FCFA
Dividendes bruts État 241,5 millions FCFA

PCA GODDE Christian
DG SYLLA Mahamadou
Adm. MCI BABA Touré
Adm. MBPE N'GOM Aminata née CAMARA
Filiales FILTISAC (10%), CHIMTEC (10%), CHIM-
TEC CAMEROUN (10%), 15 AUTRES FILIALES

Industrial Promotion Services (IPS) est une holding dont l'essentiel des revenus provient des prestations d'assistance technique et des dividendes distribués par ses filiales. Elle intervient principalement dans les domaines tels que les infrastructures, l'emballage et l'agro-industrie.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires d'IPS constitué principalement de revenus d'assistance technique en faveur des filiales a connu une baisse de 6% pour se fixer à 2,81 milliards FCFA en 2021. Cette baisse s'explique principalement par le recul du poste «travaux, services vendus» qui est passé de 2,9 milliards FCFA en 2020 à 2,7 milliards FCFA en 2021.

Cependant, les produits d'exploitation sont passés de 3,75 milliards FCFA à 4,16 milliards de FCFA en 2021, en raison de la hausse des postes «autres produits» (549,9 millions FCFA, +5941%) et «reprise d'amortissement, aux provisions et dépréciations» (345 millions FCFA, +17%).

Les charges d'exploitation ont baissé de 6,5%, pour se fixer à 3,29 milliards FCFA. Cette baisse s'explique par l'effet conjugué de la baisse du poste «services extérieurs» (512,5 millions FCFA, -49%) et du poste autres charges (152,9 millions FCFA, -13%).

Le résultat d'exploitation s'est ainsi établi à 871,4 millions FCFA en 2021, contre 233,3 millions FCFA en 2020.

Le résultat financier a connu une régression de 48%, pour se fixer à 2,52 milliards FCFA en 2021, en raison principalement de la baisse des revenus financiers (dividendes perçus) qui s'établissent à 2,87 milliards FCFA (-41%).

Le résultat hors activités ordinaires est, quant à lui, ressorti déficitaire de 745 millions FCFA contre un résultat nul en 2020.

En définitive, le résultat net est ressorti bénéficiaire de 2,58 milliards FCFA en 2021, contre un bénéfice de 4,86 milliards FCFA l'exercice précédent.

Les dividendes bruts perçus par l'État ont progressé sur la période de 10% pour se fixer à 241,5 millions FCFA en 2021.

Les impôts dus à l'État par la société IPS ont baissé de 32%, passant de 403,2 millions FCFA en 2020 à 275,4 millions FCFA en 2021 (dont 208,4 millions FCFA d'impôts et taxes et 66,9 millions FCFA d'impôts BIC).

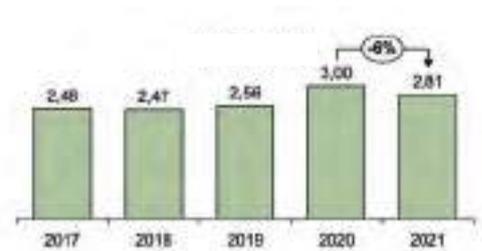
FAITS MARQUANTS

- Recul de l'activité de la quasi-totalité des filiales d'IPS ;
- Baisse des dividendes perçus par IPS comparativement aux dividendes attendus de FILTISAC.

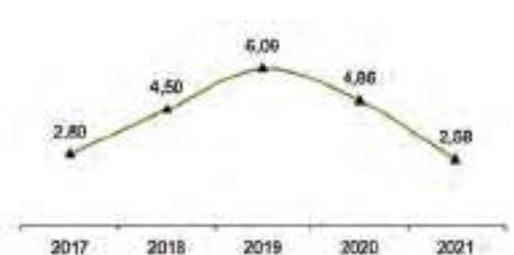
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| AKFED | 40,90 |
| SFI | 15,00 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 15,00 |
| DEG | 9,00 |
| BICICI | 8,00 |
| SAPRIM | 1,99 |
| SGBCI | 1,75 |
| PRIVES ETRANGERS | 8,36 |

CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)





SIVAC

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE D'ABATTAGE ET DE CHARCUTERIE

AGRICULTURE & MINES // AGRICULTURE & AGRO-INDUSTRIE // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 7 juin 1990
Capital social 38 millions FCFA
Capitaux propres 94,2 millions FCFA (+429,3%)
Participation publique 31,58%
CA 134 millions FCFA (+5,6%)
Résultat net 125,6 millions FCFA
Subv d'exploitation 317,9 millions FCFA

PCA YAO Boka Daniel
DG KABA Ibrahima
Adm MBPE ANGORA Stéphane
Adm MIRAH MEITE Zoumana
Effectif 36

La Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC) a pour missions la gestion de l'abattoir de porc de Yopougon, ainsi que le développement et la modernisation de la filière porcine en Côte d'Ivoire pour la couverture des besoins de consommation nationale en viande porcine.

En 2021, dans le cadre de l'accomplissement de cette mission, **30 456 porcs ont été abattus à l'abattoir de la SIVAC**, contre 28 657 porcs en 2020. Les activités de développement ont porté principalement sur la lutte contre les abattages clandestins, l'appui aux organisations professionnelles à travers la formation, le transfert de technologie et le conseil en développement.

Au 31 décembre 2021, **le chiffre d'affaires de la société s'est établi à 134 millions FCFA**, en hausse de 5,6% par rapport à 2020. Aussi, après une année de suspension de la subvention de la société, due à l'enregistrement de trop-perçu en 2019, la SIVAC a reçu en 2021, une subvention d'exploitation de 317,9 millions FCFA de l'État de Côte d'Ivoire. De ce fait, les produits d'exploitation ont progressé de 262,63%, se fixant à 463,7 millions FCFA en 2021.

Les charges d'exploitation ont également enregistré une hausse de 40,12% en 2021, s'établissant à 365,7 millions FCFA, due principalement à la progression des postes «services extérieurs» (72,2 millions FCFA, +122%), «autres achats» (59,88 millions FCFA, +96,5%) et «autres charges» (23,4 millions FCFA, +68%).

Il en ressort un résultat d'exploitation excédentaire de 98 millions FCFA, en amélioration par rapport à celui de 2020 qui est ressorti déficitaire de 133 millions FCFA.

En définitive, **la SIVAC a dégagé un résultat net bénéficiaire de 125,6 millions FCFA**, contre un déficit de 109,3 millions FCFA en 2020.

Les impôts et taxes dus à l'État au titre de la gestion 2020 s'établissent à 14,1 millions FCFA, contre 6,5 millions FCFA en 2020.

En perspective, la SIVAC prévoit l'assainissement du site de l'abattoir, le renforcement des missions de suivi-conseil des éleveurs, la contribution aux activités d'inspection des boucheries et charcuteries de la viande de porc et la contribution à la promotion des activités de la filière porcine.

FAITS MARQUANTS

- Déblocage de la subvention d'exploitation qui avait été gelée dans le courant de l'année 2019 sur décision de l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT).

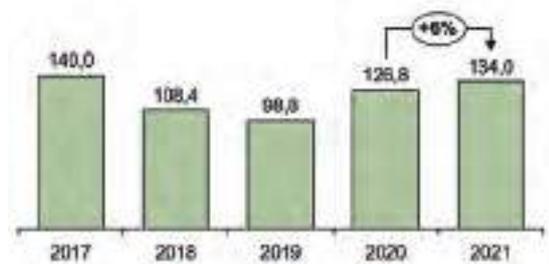
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| URECO | 36,84 |
| FERT | 31,58 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 31,58 |

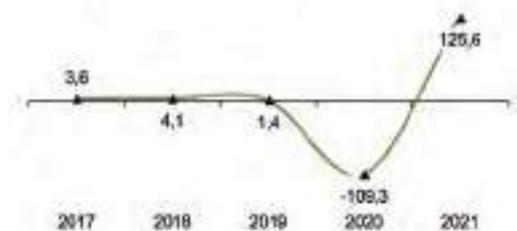
ACTIVITÉS D'ABATTAGE (en Milliers)



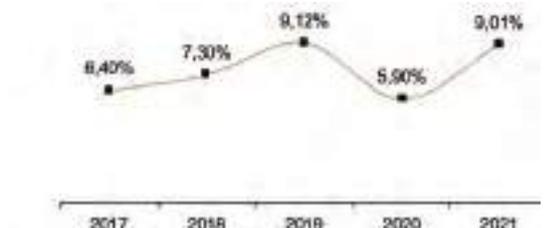
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 13 février 1993
Capital social 50 millions FCFA
Capitaux propres 2,37 milliards FCFA (+48%)
Participation publique 100%
CA 8,52 milliards FCFA (+62%)
Résultat Net 1,089 milliard FCFA
Subv d'exploitation 2,26 milliards FCFA (+89%)

DG SANGARE Mamadou
PCA GNIZAKO Bouabré Antoine
Adm MINEF GBOGOU Didier Lohoury
Adm MBPE FOFANA Adama

La **Société pour le Développement des Forêts (SODEFOR)** est une société d'État chargée, pour le compte de l'État, de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de protection et de préservation du patrimoine forestier national, de développement de la production forestière, de la valorisation des produits issus des forêts et de la sauvegarde des zones forestières.

Dans le cadre de l'accomplissement de cette mission, plusieurs activités ont été réalisées, notamment (i) l'élaboration de 2 183 968 cartes thématiques, (ii) la délimitation de 86 hectares de forêts, (iii) l'aménagement de 146 602 hectares de forêts naturelles, (iv) la réalisation de travaux mécanisés sur 85 kms de pistes liés aux reboisements, (v) la réalisation de travaux manuels sur 524 ha de pistes et pare-feu liés aux reboisements, (vi) la production de 2 502 000 plants d'aménagement, (vii) le reboisement de 9 848 hectares de forêts, (viii) l'entretien de 17 584 hectares de parcelles reboisées, (ix) l'élaboration de 11 plans d'aménagement, (x) la réalisation de 3 416 patrouilles de protections des forêts et (xi) l'installation de quatre (4) comités de lutte contre les défrichements et l'exploitation illicite des ressources forestières.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de la SODEFOR a augmenté de 62% pour se fixer à 8,52 milliards FCFA**. Cette progression est due à la hausse des ventes de produits fabriqués (+25%) et des travaux et services vendus (+372%). Par ailleurs, La subvention d'exploitation qui est portée en grande partie par les partenaires techniques s'élève à 2,26 milliards FCFA, soit une hausse de 89%. Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent à 13,35 milliards FCFA, soit une hausse de 57,5%.

En ce qui concerne les charges d'exploitation, elles se sont fixées à 10,03 milliards FCFA en 2021 contre 9,75 milliards en 2020. Il en découle un résultat d'exploitation excédentaire de 3,31 milliards FCFA contre un déficit de 1,43 milliard FCFA en 2020.

Le résultat hors activités ordinaires est, quant à lui, ressorti déficitaire de 2,23 milliards FCFA contre un excédent de 1,36 milliard FCFA en 2020. Ce déficit s'explique par la hausse de 95 636% du poste «valeurs comptables des cessions d'immobilisation» en s'établissant à 2,25 milliards

En définitive, **la SODEFOR a enregistré un résultat net bénéficiaire de 1,09 milliard FCFA contre une perte de 130,6 millions FCFA en 2020**.

Les impôts dus à l'État au titre de la gestion 2021, essentiellement constitués «d'impôts et taxes», s'établissent à 97,93 millions FCFA contre 93,57 millions FCFA en 2020.

En perspective, la SODEFOR prévoit la poursuite des actions relatives au reboisement, à la protection, à l'aménagement et à la valorisation des forêts.

FAITS MARQUANTS

- Nomination d'un nouveau PCA, M. GNIZAKO Bouabré Antoine en remplacement de M. KONE Ousmane le 22 décembre 2021 ;
- Adoption du décret n°2021-437 du 8 septembre 2021 fixant le cadre général de gestion des forêts classées du domaine forestier privée de l'État.

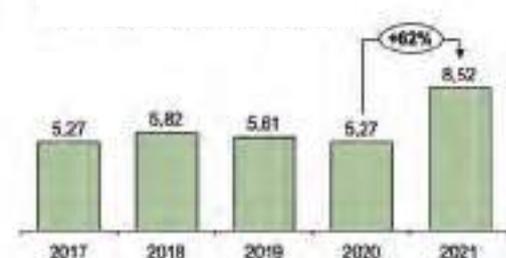
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|--------------------------|-----|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE CI | 100 |

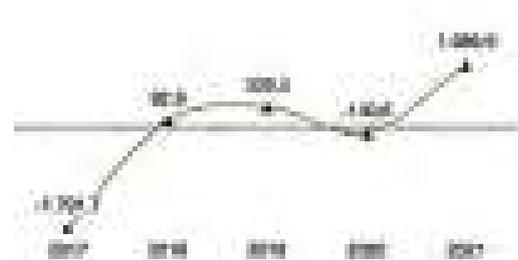
SUBVENTIONS (en Milliards FCFA)



CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 24 février 1995
Capital social 2 milliards FCFA
Capitaux propres 6,4 milliards FCFA
Participation publique 20%
CA 4,51 milliards FCFA (+113%)
Résultat Net 1,61 milliard FCFA (+207%)

PDG BILE Joseph Désiré
Adm MBPE OUEDRAOGO Salifou
Adm MEMINADER BREDOUMY Soumaïla

Tropical Rubber Côte d'Ivoire (TRCI) est une société anonyme située à Anguédédou (Dabou) et spécialisée dans la production et la commercialisation du caoutchouc naturel.

Sur le plan agricole, **la production de caoutchouc par la société est restée quasi-stable, passant de 1 995 tonnes en 2020 à 1 976 tonnes en 2021.** Cette quasi-stagnation s'explique par l'arrêt total depuis l'exercice 2020 des activités d'achat de caoutchouc auprès des producteurs.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de la société a augmenté de +113%, pour se fixer à 4,51 milliards FCFA en 2021.** Cette hausse s'explique principalement par la forte progression de +5 406% du poste «ventes de produits fabriqués» qui se fixe à 2,37 milliards FCFA en 2021. Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent à 4,6 milliards FCFA contre 2,3 milliards FCFA en 2020.

Quant aux charges d'exploitation, elles ont augmenté de 5,2%, pour s'établir à 3,65 milliards FCFA, imputable principalement à la hausse des postes «services extérieurs» (+8%) et «charges du personnel» (+13%).

Le résultat d'exploitation qui en résulte est nettement en hausse, passant d'un déficit de 1,15 milliard FCFA en 2020 à un excédent de 998,4 millions FCFA en 2021.

Le résultat hors activités ordinaires est également bénéficiaire de 730 millions FCFA contre 12 millions FCFA en 2020, dû aux produits enregistrés à la suite de la cession en décembre 2021, d'un lot de 3 hectares.

En définitive, **l'activité 2021 s'est soldée par un résultat net excédentaire de 1,61 milliard FCFA contre un déficit de 1,51 milliard FCFA en 2020.**

Les impôts dus par la société ont augmenté de 45,89% pour atteindre 242,9 millions FCFA en 2021 (220,35 millions FCFA d'impôts et taxes et 22,57 millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, le ratio d'endettement de la société s'est fixé à 1,7% en 2021, contre 2,9% en 2020.

En perspective, TRCI entend poursuivre, les actions d'intensification des activités agricoles,

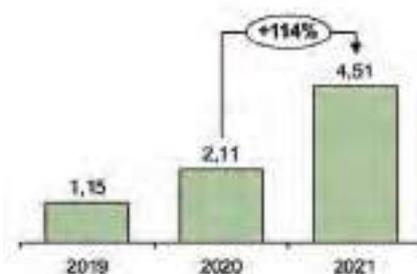
FAITS MARQUANTS

- Poursuite du redimensionnement de la TRCI à la suite de la cession en 2020 de l'usine de transformation du caoutchouc naturel à la Société de Développement du Caoutchouc Ivoirien (SDCI) ;
- Obtention des Arrêtés de Concession Définitive (ACD) sur une superficie totale de 206 hectares en 2021 ;
- Vente de bois d'hévéa abattus sur des parcelles de la TRCI convertis en terrains cessibles, ce qui a induit une forte hausse du poste «vente de produits fabriqués».

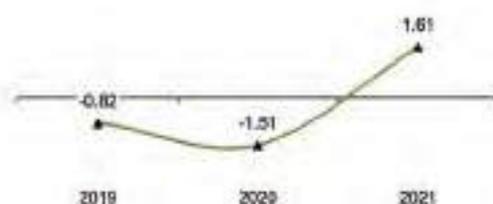
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-----|
| GMG INTERNATIONAL | 60 |
| JOSEPH DÉsirÉ BILEY | 20 |
| ETAT DE CÔTE D'IVOIRE | 20 |

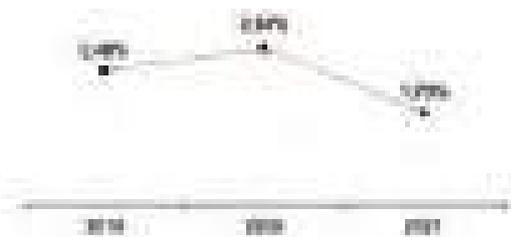
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)





AGRICULTURE & MINES

MINES



En 2021, la société **Perseus Mining Yaouré**, pour sa première année effective de production, a dégagé un bénéfice net de 72,52 milliards FCFA pour une production d'or 6,197 tonnes.

UNE STABILITÉ DU RÉSULTAT NET EN 2021, NONOBTANT UN ENVIRONNEMENT SECTORIEL ÉCONOMIQUE FAVORABLE.

En 2021, le secteur minier a conservé son dynamisme depuis l'adoption de la loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier.

Ainsi, les permis de recherche valides sont passés de cent cinquante-deux (152) en 2014 à cent soixante-dix-sept (177) en 2020 et cent quatre-vingt-cinq (185) en 2021, soit une hausse moyenne annuelle de 2,8%. L'or demeure la substance minérale la plus recherchée avec cent soixante-deux (162) Permis de Recherche (PR) en cours de validité contre cent soixante-huit (168) en 2020, soit 87,56% des demandes de PR. Quant aux Permis d'Exploitation (PE), ils s'établissent à vingt-cinq (25) en 2021 contre onze (11) en 2014. Comparé à 2020, deux (2) nouveaux PE ont été attribués en 2021

Le portefeuille de permis d'exploitation en 2021 est composé de quatorze (14) permis pour l'or, quatre (4) permis pour le manganèse, un (1) permis pour la bauxite, un (1) permis pour le nickel latéritique, un (1) permis pour la colombo-tantalite et quatre (4) permis pour l'eau minérale. Les sociétés d'exploitation minière, détentrices desdits permis ont produit :

- Or : 41,591 tonnes, contre 38,269 tonnes en 2020, portée principalement par les sociétés du Complexe d'Ity (SMI, SMD et SMF) (20,32%), les sociétés Tongon SA (15,6%) et PMY (14,9%) ;
- Manganèse : 961 267,234 tonnes, contre 1 325 525,55 tonnes en 2020, soit un repli de 27,5%. Cette production est portée principalement par la société CML (45,9%) ;
- Nickel : 1 764 150 tonnes, contre 1 347 975 tonnes en 2020, produites uniquement par la CMB.

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires cumulé des entreprises du secteur minier est en hausse de 15,8% par rapport à 2020 et se fixe à 1 077,63 milliards FCFA. Les produits d'ex-

ploitation globaux se sont établis à 1 217,64 milliards FCFA, en hausse de 9,8% par rapport à 2020, contre une progression des charges d'exploitation de 14,7%, s'établissant à 906,5 milliards FCFA.

Le résultat d'exploitation des sociétés du secteur est ressorti à 311,13 milliards FCFA en 2021, soit une baisse de 2,20% par rapport à 2020. Toutefois, l'activité financière des entreprises du secteur se solde par un déficit de 5,9 milliards FCFA contre un déficit de 17,73 milliards FCFA en 2020. Le résultat HAO est ressorti également déficitaire de 12,15 milliards FCFA contre un bénéfice 17,97 milliards FCFA en 2020. Le résultat net cumulé du secteur qui en résulte est bénéficiaire de 245,68 milliards FCFA contre un bénéfice de 247,5 milliards FCFA en 2020.

Cette performance observée en 2021 est principalement portée par les sociétés PMY (71,52 milliards FCFA contre -47,59 milliards FCFA en 2020) et SMD (59 milliards FCFA contre 22,27 milliards FCFA en 2020).

Par ailleurs, huit (8) sociétés dégradent les performances du secteur des Mines. Il s'agit des sociétés SMF (-4,76 milliards FCFA), BGM (-3,51 milliards FCFA), CMB (-3,43 milliards FCFA), LEB (-1,47 milliards FCFA), SHILOH (-1,59 milliard FCFA), FOREMI (-696,65 millions FCFA), BMSA (-695,33 millions FCFA) et IMMSA (-163,67 millions FCFA).

Les impôts dus à l'État, au titre de l'exercice 2021, se chiffrent à 117,7 milliards FCFA (71,31 milliards FCFA d'impôts et taxes et 47,41 milliards FCFA d'impôt BIC) contre 121,12 milliards FCFA en 2020.

En ce qui concerne les dividendes, les sociétés minières ont distribué un montant total brut de 116,85 milliards FCFA, dont 11,685 milliards FCFA revenant à l'État de Côte d'Ivoire.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 janvier 2012
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres 53,44 milliards FCFA (+35%)
Participation publique 15% (dont 5% d'actionnariat indirect)
CA 108,38 milliards FCFA (+3%)
Résultat Net 13,94 milliards FCFA (-2%)

Subv. d'Exploitation 5,65 milliards FCFA (-32%)
PCA Pascal Bernasconi
DG KASSOUM Ouattara Ekra
Adm. MBPE DOSSO Adama
Adm. MMPE COULIBALY Seydou

AGBAOU Gold Operations SA est une société à participation financière publique minoritaire, détenue à hauteur de 85% par le groupe Allied Gold Corp. Elle a pour objet, l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

Au titre de l'exercice 2021, la société AGO a traité environ 2,56 millions de tonnes sèches contre 2,74 millions de tonnes sèches en 2020. La moyenne totale de la teneur du minerai usiné était de 1,37 g/t, en hausse de 7%. La production d'or a ainsi augmenté de 3,57% pour s'établir à 108 664 onces.

Le chiffre d'affaires de la société est passé de 105,04 milliards FCFA à 108,38 milliards FCFA en 2021, soit une hausse de 3%. Cette augmentation est imputable à la hausse de la quantité d'or vendue (+3,57%). Les produits d'exploitation sont ainsi passés de 116,04 milliards FCFA en 2020 à 116,80 milliards FCFA.

Quant aux charges d'exploitation, elles ont baissé de 4,7% pour se fixer à 87,45 milliards FCFA en 2021, en raison principalement de la baisse des amortissements et provisions qui sont passées de 25,32 milliards FCFA en 2020 à 20,25 milliards FCFA.

Il en découle un résultat d'exploitation excédentaire de 29,35 milliards FCFA en 2021 contre un excédent de 24,25 milliards FCFA obtenu l'exercice précédent. A ce résultat, s'ajoute un résultat financier déficitaire de 7,96 milliards FCFA contre un excédent de 482 millions FCFA en 2020.

En définitive, la société AGO a dégagé un résultat net excédentaire de 13,94 milliards FCFA en 2021, contre un excédent de 14,29 milliards FCFA en 2020.

Les impôts dus par la société à l'État sont ressorti à 14,03 milliards FCFA en 2021 (BIC : 7,45 milliards FCFA ; impôts et taxes : 6,57 milliards FCFA).

Enfin, les dettes financières se chiffrent à 16,89 milliards FCFA en 2021 contre 8,63 milliards FCFA en 2020.

En perspective, la société prévoit de poursuivre les travaux d'exploration afin de mettre en évidence des ressources additionnelles de nature à prolonger la durée de vie de la mine à environ 8 ans.

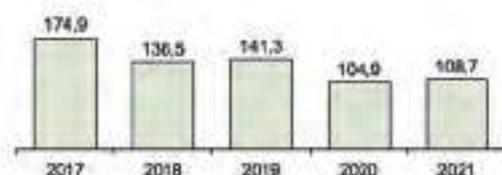
FAITS MARQUANTS

- Allied Gold Corp devient l'actionnaire majoritaire et l'opérateur de la mine de Agbaou le 1^{er} mars 2021 à la suite du rachat total des actions de la société Endeavour Resources Inc ;
- Allied Gold a initié un programme intensif d'exploration qui a abouti sur la prolongation de la durée d'exploitation de la mine d'AGO de quatre (4) ans supplémentaires. Les travaux sont toujours en cours et les résultats d'étape sont plutôt encourageants ;
- Changement du sous-traitant minier BCM par SFTP après plus de 10 ans d'opérations à la mine d'AGO.

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|---------------------------|-------|
| ALLIED GOLD CORP | 84,98 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |
| SODEMI | 5,00 |
| ACTIONNAIRES MINORITAIRES | 0,02 |

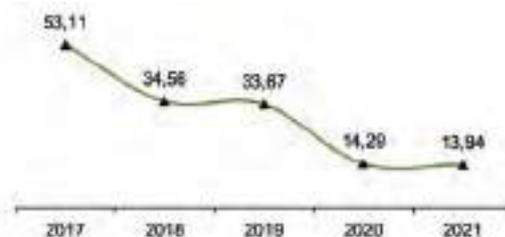
QUALITÉ D'OR VENDUE (en Milliers d'onces)



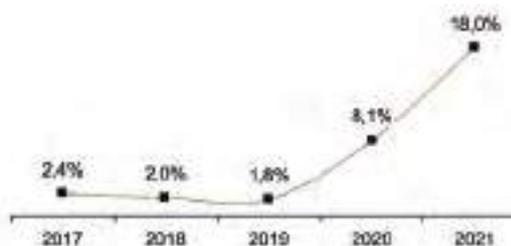
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)



**BGM**

AFRIQUE GOLD / BONIKRO GOLD MINE

AGRICULTURE & MINES // MINES // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 septembre 2006
Capital social 400 millions FCFA
Capitaux propres -24,49 milliards FCFA
Besoin en recapitalisation 24,69 milliards FCFA
Participation publique 10%
CA 24,93 milliards FCFA (+46%)

Résultat Net -3,51 milliards FCFA (+84%)
PDG DIPLO Gnahoa Jean Claude
Adm. MBPE N'GOM Aminata née CAMARA
Adm. MMPE NANSOUNOU Jean Albert

La société **Afrique Gold / Bonikro Gold Mine (BGM)** a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées de la mine de Bonikro.

L'exercice 2021 a vu la reprise des activités d'exploitation dans la fosse de Bonikro qui était provisoirement fermée depuis septembre 2015. Ainsi, **le total du minerai extrait de ladite fosse s'est établi à 10 701 millions de tonnes en 2021**. Aussi, l'usine a traité pour son compte, 1 135 millions de tonnes de minerais avec une teneur moyenne de 0,67g/t pour un taux de récupération de 89%. La quantité d'or produite s'élève à 22 596 onces contre 19 922 onces en 2020.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires a connu une hausse de 46% pour s'établir à 24,93 milliards FCFA**.

Toutefois, les produits d'exploitation se sont établis à 75,58 milliards FCFA en 2021, en hausse de 46% par rapport à 2020. Cette performance s'explique par la refacturation de l'activité de traitement du minerai provenant des fosses de Hiré (pour un montant de 31,57 milliards FCFA) et par la facturation des locations d'équipements d'extraction minière et de partage de service à l'entité Hiré Gold Mine, en vertu des contrats de partage liant les 2 entités (pour un montant de 16,43 milliards FCFA).

Quant aux charges d'exploitation, elles s'élèvent à 78,96 milliards FCFA, en hausse de 15,24% par rapport à 2020. Cette augmentation est en lien avec le niveau d'activités ayant induit des hausses au niveau des postes «autres charges» (8,28 milliards FCFA ; +87,7%), «impôts et taxes» (4,81 milliards FCFA ; +65,3%) et «services extérieures» (11,28 milliards FCFA ; +19,5%). Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 3,38 milliards FCFA, en amélioration par rapport au déficit de 15,36 milliards FCFA enregistré en 2020.

Finalement, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 3,51 milliards FCFA contre un déficit de 22,6 milliards FCFA en 2020**.

Les impôts dus à l'État ont connu une hausse de 64,9% pour se fixer à 4,86 milliards FCFA (impôts et taxes : 4,81 milliards FCFA ; BIC : 44,60 millions FCFA), contre 2,95 milliards FCFA en 2020.

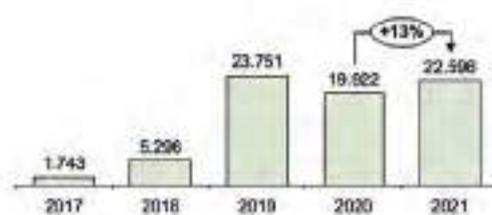
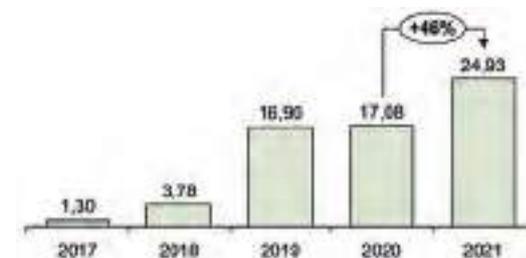
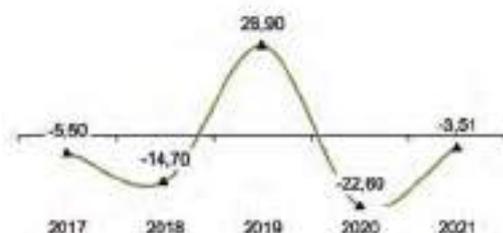
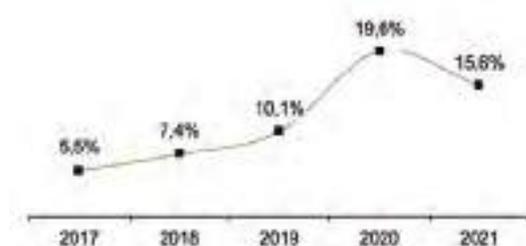
En perspective, la société BGM entend mettre l'accent sur l'amélioration continue de l'efficacité opérationnelle et la réduction des coûts de la mine de Bonikro avec notamment le basculement des activités minières à un sous-traitant minier et le renforcement de la surveillance des sites contre les intrusions de l'orpaillage clandestin. Aussi, la Direction Générale prévoit-elle la reprise de la production qui devrait améliorer la position financière et remonter à terme, le niveau des capitaux propres.

FAITS MARQUANTS

- Démarrage effectif des opérations du projet Push-Back 5 au 1^{er} trimestre de 2021 ;
- Validation du Plan d'Opération Interne (POI) de BGM ;
- Validation de l'audit environnemental de la mine de Bonikro par le Comité Interministériel (CIM) en mai 2021 ;
- Rationnement énergétique en gendrant des impacts sur la production et des préjudices financiers en raison de la crise énergétique d'avril à juillet 2021 en Côte d'Ivoire ;
- Début de mise en œuvre du 1^{er} Programme de Développement Local Minier du CDLM de Bonikro adopté pour la période 2021-2023 avec comme projet majeur la réalisation d'activités génératrices de revenus (AGR) et le financement de l'étude de création d'un barrage rizicole.

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|------------------------|-------|
| AFRIQUE GOLD MAURITIUS | 89,89 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |
| MIAN MICHEL | 0,11 |

PRODUCTIONS (en Onces)**CHIFFRE D'AFFAIRES** (en Milliards FCFA)**RÉSULTAT NET** (en Milliards FCFA)**RATIO DETTE FIN./BILAN** (%)

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1^{er} juin 2011
 Capital social 1 010 millions FCFA
 Capitaux propres 1 315 millions FCFA
 Participation publique 10%
 CA 5,6 milliards FCFA (-60,3%)
 Résultat Net 2018 -695 millions FCFA

PCA SACHIN Bajla
 DG BARIK Narendra Prasad
 Adm MBPE YVES Konan Attoungbre
 Adm MMPE TITIKPE Kragbe

BMSA est une entreprise membre du groupe TAURIAN MANGANESE spécialisée dans l'extraction, le traitement et la vente de manganèse. En Côte d'Ivoire, BMSA a pour objet l'exploitation du gisement de manganèse dans les départements de Bondoukou.

Au cours de l'exercice 2021, BMSA a produit 209 930 tonnes de manganèse contre 292 044 tonnes en 2020, soit une baisse de 28% au niveau de la production.

Au plan commercial, le chiffre d'affaires a enregistré une baisse de 60,3% pour s'établir à 5 598 millions FCFA en 2021. Cette baisse s'explique principalement par le repli de 56% de la quantité de manganèse exportée, combiné à la chute du prix du manganèse de 13% sur le marché international.

Ainsi, les produits d'exploitation se sont fixés à 5 652,33 millions FCFA, soit une baisse de 59,5% par rapport à 2020.

Quant aux charges d'exploitation, elles sont passées de 13 003 millions FCFA en 2020 à 6 789 millions FCFA en 2021, soit un recul de 47,8% imputable à la baisse des postes «services extérieurs» (-36%) et «transports» (-54%). Ces différentes baisses traduisent le ralentissement des activités de la mine.

De ce qui précède, il ressort un résultat d'exploitation déficitaire de 1 136 millions FCFA contre un bénéfice de 962 millions de FCFA en 2020.

En définitive, l'activité minière s'est soldée par un résultat net déficitaire de 695 millions de FCFA contre un bénéfice de 484 millions de FCFA enregistré en 2020.

Les impôts dus à l'État par la société enregistrent une baisse de 42% pour s'établir à 243 millions FCFA en 2021 contre 419 millions FCFA en 2020.

Les dettes financières s'élèvent à 3 215 millions FCFA en 2021 contre 3 470 millions FCFA en 2020 soit une hausse de 7,34%. Le ratio d'endettement s'est fixé à 244%.

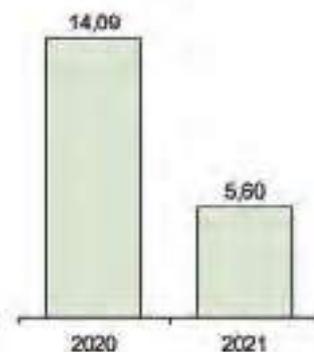
FAITS MARQUANTS

- Procédure de contestation lancée par la Direction générale à la suite de la notification définitive du redressement fiscal réalisé en décembre 2019 couvrant les exercices 2016 à 2017 d'un montant total de 5 642 millions FCFA ;
- Reprise des travaux de construction de la nouvelle usine d'une capacité de 500 TPH.

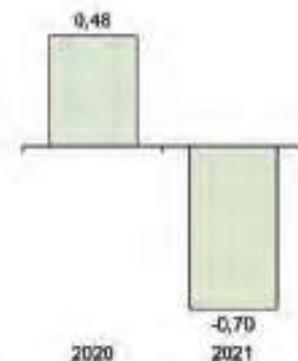
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| NTDMCC | 90,00 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |

CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)





AGRICULTURE & MINES // MINES // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 3 décembre 2014
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 95,24 milliards FCFA (+7%)
Participation publique 10%
Chiffre d'Affaires 58,63 milliards FCFA (-36%)
Résultat Net 6,61 milliards FCFA (-82%)

PDG DIPLO GNAHOA JEAN CLAUDE
Adm MBPE SALL Adama
Adm MMPE NIANSONOU Jean Albert

La société **Hiré Gold Mine** a pour objet principal, l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment, les gisements d'or et les substances associées.

Au titre de l'activité minière, la quantité de minerai extraite s'élève à 13 541 Mt pour un tonnage de minerai extrait de 962 Mt avec une teneur moyenne de 1,46 g/t. **La quantité de minerai traitée s'est établie à 1 332 Mt sèches, représentant ainsi une production d'or de 54 700 onces**, en baisse de 39% par rapport à 2020. Ce recul s'explique par l'effet combiné de la baisse de la quantité de tonne traitée et extraite respectivement de 11% et 34%, et aussi de la chute de la teneur traitée et extraite, de 37% et 42%.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires a connu une baisse de 36% pour s'établir à 58,63 milliards FCFA**, en raison principalement du fléchissement de la quantité d'or vendue de 37%. Plus généralement, les produits d'exploitation s'établissent à 66,71 milliards FCFA en 2021, contre 119,70 milliards FCFA en 2020, en lien avec la baisse du chiffre d'affaires. En outre, les charges d'exploitation se sont établies à 57,44 milliards FCFA, en baisse de 19% par rapport à 2020. Cette régression est portée principalement par les postes «Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations» (8,6 milliards FCFA ; -54,7%), «Services extérieurs» (41,65 milliards FCFA ; -7,2%) et «Impôts et taxes» (3,29 milliards FCFA ; -45%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 9,27 milliards FCFA, contre 47,56 milliards FCFA en 2020, soit une baisse de 80%. Le résultat financier est ressorti excédentaire de 133 millions de FCFA, contre 36,56 millions FCFA en 2020 en raison de la progression des revenus financiers qui s'établissent à 147,96 millions FCFA, en hausse de 160,8% par rapport à 2020.

En définitive, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 6,61 milliards FCFA**, contre un bénéfice de 35,85 milliards FCFA en 2020. Par ailleurs, les impôts dus à l'État enregistrent une baisse de 65% et s'établissent à 6,08 milliards FCFA, dont 3,3 milliards FCFA d'impôts et taxes et 2,79 milliards FCFA d'impôt BIC.

En perspective, la société prévoit mettre l'accent sur le projet de délocalisation d'une partie des habitants d'Akissi-So, l'agrandissement de la verse à résidu dont le début des travaux est prévu au 2nd trimestre de 2022, l'amélioration continue de l'efficacité opérationnelle et de la réduction des coûts de la mine de Hiré avec notamment le basculement des activités minières à un sous-traitant minier ainsi que le renforcement de la surveillance des sites contre les intrusions de l'orpaillage clandestin.

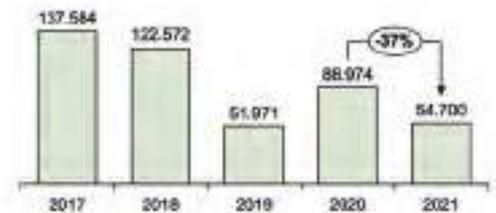
FAITS MARQUANTS

- Rationnement énergétique engendrant des impacts sur la production et des préjudices financiers en raison de la crise énergétique d'avril à juillet 2021 en Côte d'Ivoire ;
- Validation du Plan d'Opération Interne (POI) de HGM en avril 2021 ;
- Validation de l'Audit environnemental de la mine de Hiré par le comité interministériel (CIM) en mai 2021 ;
- Obtention de l'arrêté portant approbation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du projet d'expansion de la mine de Hiré ;
- Mise en œuvre du plan d'action de réinstallation des personnes impactées par le projet d'expansion de la mine de Hiré ;
- Dépôt des dossiers de soumission pour le renouvellement du Permis d'Exploitation n°44 de la mine de Hiré qui devrait expirer le 18 décembre 2021.

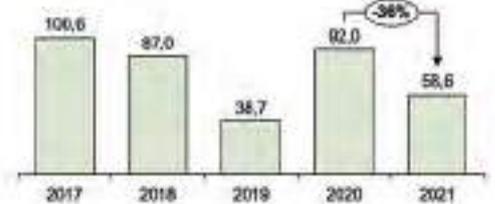
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|---------------------------------|-------|
| NEWCREST HIRE HOLDING SINGAPOUR | 89,99 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |
| MIAN MICHEL | 0,11 |

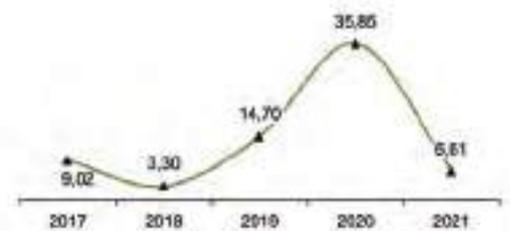
QUALITÉ D'OR VENDUE (en Once)



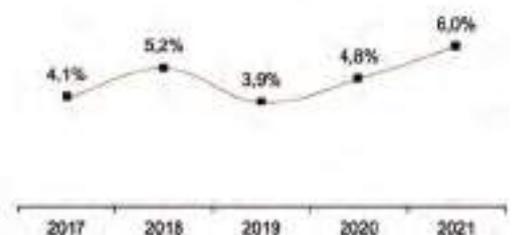
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 5 décembre 2016
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres -8,59 milliards FCFA (-66,5%)
Besoin en recapitalisation 8,64 milliards FCFA (dont 8,64 millions FCFA à la charge de l'État)
Participation publique 15% (dont 5% d'actionariat indirect)

CA 40,45 milliards FCFA (+58%)
Résultat Net -3,43 milliards FCFA (-127%)
PCA COULIBALY Dognimé
DG PEPPAS Apostolos
Adm MBPE ANGORA Stéphane
Adm MMPE COULIBALY Seydou

La **Compagnie Minière du Bafing (CMB SA)** est membre du groupe IC NICKEL Ltd. Elle a pour objet principal, l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment, les gisements de nickel et les substances associées.

Au cours de l'exercice 2021, la **quantité de nickel produite par la CMB s'est établie à 1 764 000 tonnes**, soit une hausse de 30,86%.

Sur le plan commercial, le **chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 58% pour s'établir à 40,45 milliards FCFA en 2021**, en raison de la hausse combinée de la quantité vendue (+53,58%) et de la hausse du prix de vente du nickel (+33%). De plus, la production stockée a été valorisée à 2,35 milliards FCFA. Ainsi, les produits d'exploitation ont connu une progression de 50,57% pour se fixer à 42,85 milliards FCFA en 2021.

Quant aux charges d'exploitation, elles s'élèvent à 46,13 milliards FCFA, contre 26,8 milliards FCFA en 2020. Cette évolution est liée à la hausse des postes «autres achats» (10,15 milliards FCFA ; +30,5%), «transports» (25,87 milliards FCFA, +57,97%) et «dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations» (6,84 milliards FCFA, +122%).

Le **résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 3,28 milliards FCFA**, plus prononcé que le déficit de 1,42 milliard FCFA enregistré en 2020 au niveau de l'exploitation. En outre, le résultat financier est ressorti déficitaire de 149,1 millions FCFA, contre un déficit de 90,6 millions FCFA en 2020.

En définitive, le **résultat net de la CMB est déficitaire de 3,43 milliards FCFA sur l'exercice 2021**, contre un déficit de 1,51 milliard FCFA en 2020.

Par ailleurs, les impôts et taxes dus par la société se chiffrent à 844,1 millions FCFA, contre 562,2 millions FCFA en 2020, essentiellement constitués d'impôts liés à l'exploitation.

En perspective, la société s'est inscrite dans un processus de redynamisation de son activité, en vue d'atteindre une situation financière plus reluisante. Ainsi, la CMB entrevoit la conduite d'une politique opérationnelle plus efficace dont la mise en œuvre devrait permettre d'améliorer sa situation financière et la restauration de ses capitaux propres.

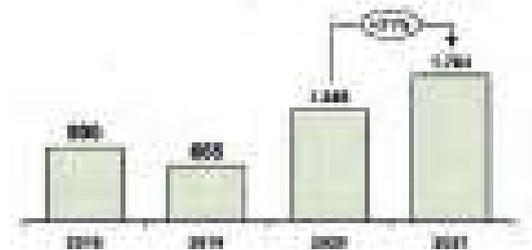
FAITS MARQUANTS

- Tenue de réunions régulières avec les communautés villageoises impactées par le projet minier en vue d'établir et de maintenir des relations solides, soutenues par un dialogue ouvert et constructif. Ces réunions ont permis la levée de tous les blocages (obstruction des paysans) constatés durant les exercices précédents ;
- Construction d'un château d'eau à Souatiesso (Sous-Préfecture de Founbesso) et d'un bâtiment de trois (3) classes, un bureau de directeurs et deux (2) logements pour instituteurs à Gaolé (Sous-préfecture de Gouiné).

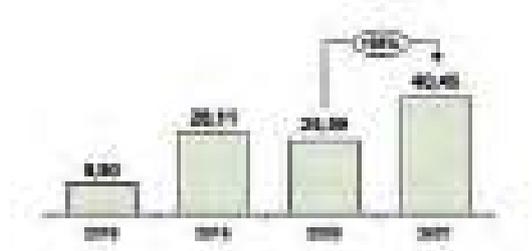
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| IC NICKEL | 85,00 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |
| SODEMI | 5,00 |

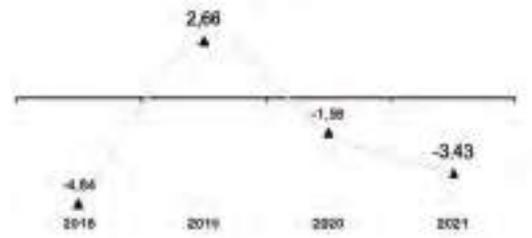
PRODUCTIONS (en Milliers de tonnes)



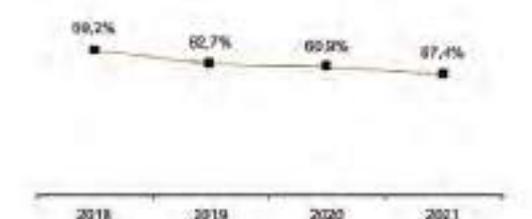
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)





AGRICULTURE & MINES // MINES // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 juin 2010
Date d'entrée en exploitation 2013
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 5,1 milliards FCFA (+56%)
Participation publique 61%
 (dont 51% d'actionariat indirect)
CA 23,84 milliards FCFA (-8,41%)

Résultat Net 3,06 milliards FCFA (+95%)
PCA GNABLI Pierre
DG ZHENG Yuanwen
Adm MBPE KONAN Couassi Konan Fernand
Adm MMPE COULIBALY Ibrahima
Effectif 144 (-1%)

La **Compagnie Minière du Littoral (CML)** est une société à participation financière publique majoritaire qui a pour mission de mettre en valeur le gisement de manganèse de LAUZOUA. Au cours de l'exercice 2021, la CML a enregistré une production de 440 794 tonnes de minerai de manganèse marchand (374 821 tonnes de grossier, 57 910 tonnes de fine et 8 063 tonnes d'EMBT), contre 423 511 tonnes en 2020.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires a baissé de 8,41% pour s'établir à 23,84 milliards FCFA**. Ce repli du revenu commercial, malgré la hausse des volumes vendus, est principalement dû à la baisse du prix moyen de vente de 17% sur les grossiers et de 9% sur les fines. Cependant, les produits d'exploitation, dans leur globalité, ont connu une hausse de 5%, pour s'établir à 27,58 milliards FCFA en 2021, en raison principalement de la reprise de provisions constituées pour faire face aux pénalités portuaires de 1,95 milliard FCFA et de la reprise de provisions pour achats non encore justifiés par le personnel pour un montant de 340,55 millions FCFA.

Les charges d'exploitation ont, quant à elles, connu une légère hausse de 0,7% passant de 22,56 milliards FCFA en 2020 à 22,72 milliards FCFA en 2021.

Le résultat d'exploitation qui en découle s'est ainsi établi à 4,86 milliards FCFA en 2021, contre 3,62 milliards FCFA en 2020. En outre, le résultat financier est ressorti déficitaire de 577,39 millions FCFA, contre un déficit de 837,82 millions FCFA en 2020. En définitive, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 3,06 milliards FCFA** en 2021, contre un bénéfice de 1,57 milliard FCFA en 2020.

Les dividendes bruts distribués, au titre de l'exercice 2021, se fixent à 2 milliards FCFA. La part de l'État devrait se fixer à 200 millions FCFA. Par ailleurs, les impôts dus au titre de la gestion 2021 par la CML s'établissent à 1,92 milliard FCFA (BIC : 1,23 milliard FCFA et Impôts et taxes : 690 millions FCFA), contre 2,40 milliards FCFA en 2020. Enfin, les dettes financières se chiffrent à 3,38 milliards FCFA, contre 4 milliards FCFA en 2020. Il en résulte un ratio dettes financières sur total bilan de 16,8% contre 21,6% en 2020.

En perspective, la CML prévoit la mise en œuvre du projet de construction d'une usine de transformation de ferromagnésiens et entrevoit poursuivre les diligences pour le renouvellement de son Permis d'exploitation n°36 en vue de garantir la continuité de son exploitation. A cet égard, il est programmé la poursuite des recherches et l'estimation des réserves additionnelles sur ledit permis

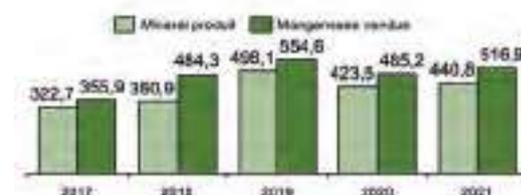
FAITS MARQUANTS

- Finalisation de la construction du nouveau barrage à boue de très grande capacité à l'Est du périmètre d'exploitation ;
- Démarrage de la phase de signature du Contrat de performance entre l'État de Côte d'Ivoire et la CML.

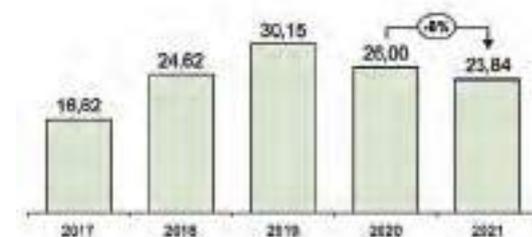
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| SODEMI | 51,00 |
| CGM | 39,00 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |

PRODUCTIONS (en Milliers de tonnes)



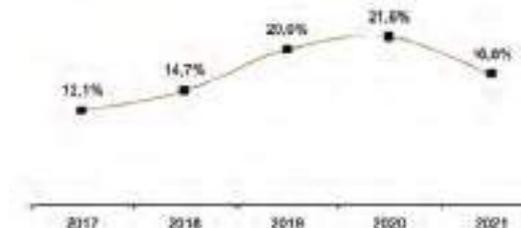
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 12 octobre 1998
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres -3,59 milliards FCFA
Besoin en recapitalisation 3,64 milliards FCFA
Participation publique 49%
 (actionariat indirect)

CA 6,91 milliards FCFA (+37%)
Résultat Net - 766,7 millions FCFA (-41%)
PCA CHARMENSAT Jean-Pierre
DG SOMONIN Denis
Adm MMPE DIABATE Abdramane

La **Société de Forage Minier (FOREMI)** est une société anonyme née de la volonté de la SODEMI de renforcer son expertise dans les activités de forages miniers.

Au cours de l'exercice 2021, la FOREMI a réalisé un chiffre d'affaires de 6,91 milliards FCFA, en hausse de 37% par rapport à 2020. Cette évolution s'explique par l'accroissement des marchés obtenus auprès des sociétés d'exploration minière. Les produits d'exploitation ont ainsi connu une hausse de 35,6%, pour se fixer à 6,91 milliards FCFA.

En outre, les charges d'exploitation s'élèvent à 7,64 milliards FCFA, en hausse de 38,4% par rapport à 2020. Cette évolution corrélée à la hausse du niveau d'activité, est principalement liée à la progression des postes «autres achats» (3,63 milliards FCFA, +25%), «services extérieurs» (2,67 milliards FCFA, +55%), «charges de personnel» (906 millions FCFA, +61%) et «dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations» (80,6 millions FCFA, +71%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 731,6 millions FCFA, contre un déficit de 427,27 millions FCFA en 2020.

En définitive, le résultat net ressort déficitaire de 766,6 millions FCFA, contre un déficit de 543,6 millions FCFA en 2020.

Les impôts dus à l'État se sont élevés à 69,4 millions FCFA (BIC : 35 millions FCFA ; impôts et taxes : 34,4 millions FCFA), en baisse de 75% par rapport à 2020.

Enfin, les dettes financières de la FOREMI se fixent à 47,8 millions FCFA, contre 6,9 millions FCFA 2020.

En perspective, la FOREMI prévoit l'intensification de ses activités de forages miniers ainsi que l'optimisation de ses charges d'exploitation dans l'optique de l'amélioration de ses performances économique et financière.

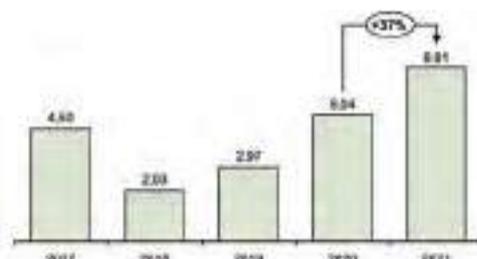
FAITS MARQUANTS

- Cinquième exercice consécutif de déficit depuis la décision des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 2016 de poursuivre l'activité bien que les capitaux propres de la société soient devenus inférieurs à la moitié du capital social ;
- Changement de la politique d'approvisionnement en consommables et en pièces détachées en raison de la crise sanitaire liée au COVID, entraînant une hausse des charges s'y rapportant.

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|---------------|-------|
| SODEMI | 49,00 |
| FORACO CI | 45,00 |
| FORACO INTER | 4,90 |
| DIVERS PRIVÉS | 1,10 |

CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 juillet 2013
Capital social 610 millions FCFA
Capitaux propres -904,3 millions FCFA (-6%)
Besoin en recapitalisation 1,09 milliard FCFA
Participation publique 10%

CA 851,2 millions FCFA (+20%)
Résultat Net -163,7 millions FCFA (+9%)
PCA BAJLA SACHIN
DG BARIK N. PRASAD
Adm MBPE SEA Hilaire
Adm MMPE COULIBALY Brahima

La société Ivoire Manganèse Mines SA (IMMSA) est une filiale du groupe TAURIAN MANGANESE. Elle a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements de manganèse et les substances associées dans la localité de Kaniasso (Odienné).

Au cours de l'exercice 2021, IMMSA a produit 18 736 tonnes de manganèse, contre 17 198 tonnes en 2020.

Le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 20% pour s'établir à 851,15 millions FCFA en 2021, en raison principalement de l'augmentation de 8,94% enregistrée au niveau de la quantité de manganèse exporté.

Plus généralement, les produits d'exploitation se sont fixés à 913 millions FCFA, contre 1,16 milliard FCFA en 2020. Ce recul est dû à la forte baisse de la production stockée qui est passée de 445,98 millions FCFA en 2020 à 25,27 millions FCFA en 2021.

En outre, les charges d'exploitation s'élèvent à 992,7 millions FCFA, en baisse de 20% par rapport à 2020. Cette tendance baissière résulte du repli observé au niveau des postes «services extérieurs» (122,9 millions FCFA, -54%) et «transports» (405,4 millions FCFA, -23%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 79,8 millions FCFA, contre un déficit de 88,3 millions FCFA en 2020.

A ce résultat, s'ajoute un résultat financier négatif de 75,2 millions FCFA, contre un déficit de 87,2 millions FCFA en 2020.

En définitive, le résultat net de IMMSA est ressorti déficitaire de 163,7 millions FCFA, contre un déficit de 179,1 millions FCFA en 2020.

Les impôts dus par la société se sont établis à 79,5 millions FCFA (Impôts et taxes : 71,5 millions FCFA et BIC : 8,8 millions FCFA) contre 57 millions FCFA en 2020.

Enfin, l'endettement financier de IMMSA s'est fixé à 1,7 milliard FCFA contre 1,9 milliard FCFA en 2020.

Le ratio d'endettement s'établit à 50%, contre 57% en 2020.

Par ailleurs, les fonds propres de IMMSA sont ressortis déficitaires avec un besoin de recapitalisation à hauteur de 1,21 milliard FCFA. Ce besoin en recapitalisation devra être couvert par l'actionnaire majoritaire dans la mesure où les parts de l'Etat sont portées en vertu des dispositions du Code minier.

En perspective, la société envisage de poursuivre ses travaux de construction d'une usine d'enrichissement et de calcination du manganèse d'une capacité de 110 000 Mt d'alimentation et de produits d'environ 75 000 Mt de minerai de manganèse torréfié en vue de porter la teneur du minerai à 37%, pour un coût estimé à 5 millions USD.

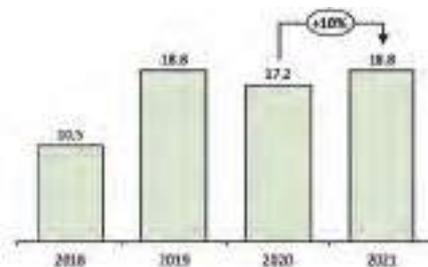
FAITS MARQUANTS

- Reprofilage de routes au profit de plusieurs villages ;
- Construction d'un quai minéralier au Port Autonome de San Pédro qui devrait faciliter l'exportation du manganèse.

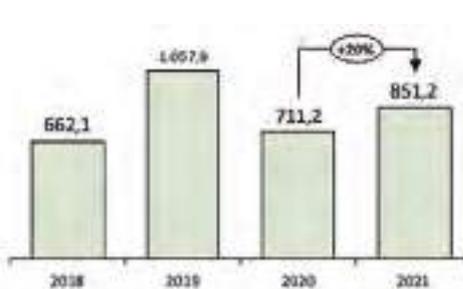
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| NTDMCC | 89,60 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |
| DIVERS PRIVÉS | 0,40 |

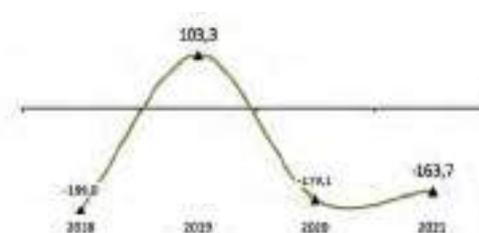
PRODUCTIONS (en Milliers de tonnes)



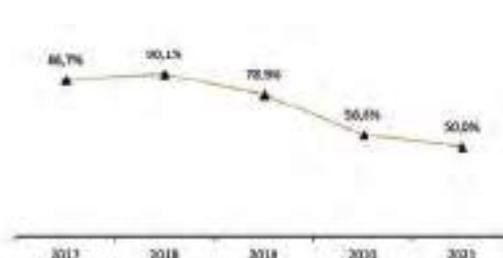
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)





LEB

LAGUNE EXPLOITATION BONGOUANOU

AGRICULTURE & MINES // MINES // GESTION PATRIMONIALE

DONNÉES PROVISOIRES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 mars 2017
Capital social 2,010 milliards FCFA
Capitaux propres -2,85 milliards FCFA (-67,5 %)
Participation publique 10%
CA 0 FCFA

Résultat Net -1,47 milliards FCFA (-36,1%)
PCA BICTOGO MOUMINI
Adm MBPE ADOPO N'guessan Sylvain
Adm MMPE AHOBA Georges

Lagune exploitation Bongouanou (LEB) est une entreprise minière qui a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation de bauxite dans la localité de Bongouanou.

L'année 2021 a été marquée au niveau international, par la baisse des cours mondiaux du bauxite. Le niveau de prix, défavorable, a contraint la société à arrêter ses activités sur la mine, à partir de juin 2020.

Ainsi, sur le plan commercial, LEB n'a enregistré aucune vente en 2021.

Les produits d'exploitation, constitués essentiellement de transferts de charges, se sont établis à **52,13 millions FCFA** contre **1 039 millions FCFA** en 2020.

Quant aux **charges d'exploitation**, elles enregistrent un repli de **66%** par rapport à 2020 pour s'établir à **1 377 millions FCFA**. Cette baisse s'explique principalement par le repli observé sur les postes «**transports**» (-96,7%) et «**services extérieurs**» (-37,8%).

Le **résultat d'exploitation** qui en découle est déficitaire de **1 324 millions FCFA** contre un déficit de **3 005 millions FCFA** en 2020.

En définitive, le **résultat net est ressorti déficitaire** de **1 470 millions FCFA** contre un déficit de **2 301 millions FCFA** en 2020.

Par ailleurs, les impôts et taxes dus à l'État se sont élevés à **141,43 millions FCFA** en 2021, en hausse de **27%**.

Enfin, les **dettes financières** de LEB se fixent à **2 170 millions FCFA** en 2021 contre **993,72 millions FCFA** en 2020.

En perspective, la société envisage la reprise de la production de minerai dans le dernier trimestre de l'année 2022, ce qui devrait d'améliorer sa situation financière. A cet effet, deux (2) contrats de ventes ont été conclus avec CHINA Energy et la société FOREVER SHIPPING PTE LTD.

FAITS MARQUANTS

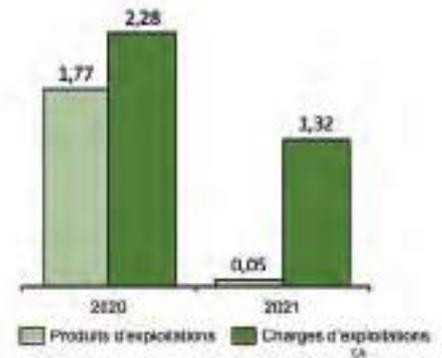
- Maintien de la décision de suspension, depuis juin 2020, des activités de production et de commercialisation de bauxite brute, en raison de la non-viabilité de cette activité et compte tenu du faible niveau des cours mondiaux ;
- Installation d'un pont bascule afin de permettre un meilleur contrôle de la pesée des quantités transférées au PAA.

RÉPARTITION DU CAPITAL

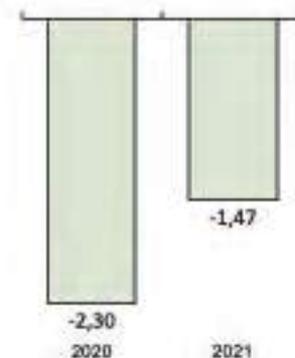
| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| NTDMCC | 89,60 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |
| DIVERS PRIVÉS | 0,40 |

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

(en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1 octobre 2012
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres 48,68 milliards FCFA (+30%)
Participation publique 10%
CA 83,42 milliards FCFA (-11%)
Résultat Net 19,10 milliards FCFA (-49%)

PCA HOEGAH Théodore
DG DIARRA Yacouba
Adm MBPE KOUA Assemien Paul
Adm MMPE COULIBALY Ibrahima

Perseus Mining Côte d'Ivoire (PMCI) est membre du groupe Perseus Mining. Elle a pour objet principal, l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment, les gisements d'or et les substances associées.

Au cours de l'année 2021, la quantité d'or produite par PMCI a connu une baisse de 16,5% pour s'établir à 82 897 onces. Ce repli de la production s'explique par les baisses constatées au niveau de la quantité extraite qui s'est fixée à 1 200 527 tonnes de minerai traité, contre 1 681 632 tonnes en 2020 (-28,6%) et de la teneur, qui s'est établie à 1,85 g/t contre 2,2 g/t en 2020.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires de PMCI a baissé de 11% pour se fixer à 83,42 milliards FCFA en 2021. Ce repli résulte de la baisse de la quantité d'or vendue de 7,5%. Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent à 89,03 milliards FCFA, contre 110,26 milliards FCFA en 2020. Cette tendance baissière est en lien avec le recul des postes «ventes des produits fabriqués» (-11%), «production immobilisée» (-48%), et «production stockée» (-134%). En outre, les charges d'exploitation ont connu une hausse de 5% pour se fixer à 69,98 milliards FCFA en 2021. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse des postes «autres achats» (+2 010%), «Transports» (+193%), «impôts et taxes» (+55%), «Autres charges» (+219%) et «charges de personnel» (+5%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 19,05 milliards FCFA, contre un excédent de 43,63 milliards FCFA en 2020.

A ce résultat, s'ajoute un résultat financier excédentaire de 52,7 millions FCFA, contre un déficit de 6,16 milliards FCFA en 2020, en raison du recul des dotations aux provisions de 87% et des charges financières de 62%.

En définitive, l'exercice 2021 se solde par un résultat net bénéficiaire de 19,10 milliards FCFA, contre un excédent de 37,46 milliards FCFA en 2020.

Les dividendes distribués au titre de l'exercice se fixent à un montant brut de 3,2 milliards FCFA, dont 320 millions FCFA reçus par l'État Actionnaire.

Les impôts dus à l'État, essentiellement constitués d'impôts et taxes, se sont, quant à eux, établis à 7,55 milliards FCFA, contre 4,87 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 55%.

En perspective, le Groupe Perseus prévoit l'extension de la durée de vie du projet de Sissingué après la réévaluation des réserves (LOMP) et l'inclusion de fosses satellites (Fimbiasso, Bagoé), rallongeant ainsi la durée de production à Mars 2026 avec une quantité de 252 000 onces d'or supplémentaires de juillet 2022 à mars 2026.

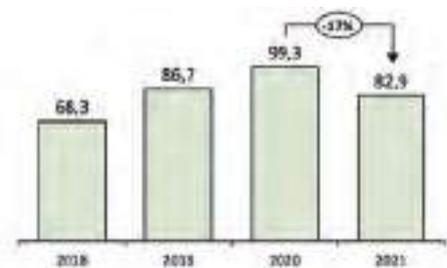
FAITS MARQUANTS

- Amélioration des conditions des employés à travers : (i) l'augmentation de la prime de logement de 20 000 FCFA, (ii) l'augmentation de la prime de responsabilité pour les cadres de 10 000 FCFA à 25 000 FCFA, (iii) l'augmentation de 1% de l'assurance complémentaire pour tous les employés, (iv) l'augmentation salariale entre 4,5% et 7% pour tous les employés ;
- Mise en place du Comité Consultatif Communautaire (CCC) en vue de faciliter les interactions entre les populations et la mine. Ce comité comprend les représentants des différentes couches sociales issues des douze (12) villages reconnus comme impactés par le projet.

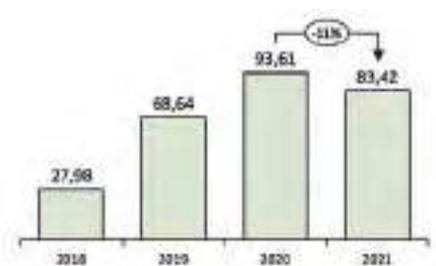
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|--|-------|
| PERSEUS MINING LIMITED | 86,00 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |
| SOCIÉTÉ MINIÈRE DE CÔTE D'IVOIRE (SODMICI) | 4,00 |

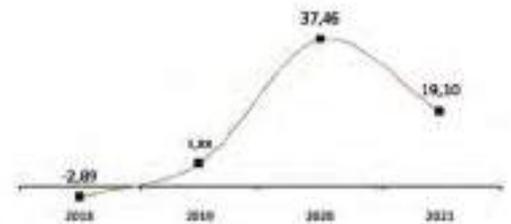
PRODUCTIONS (en Milliers d'onces)



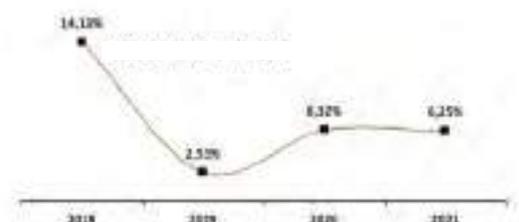
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 mai 2019
1^{ère} année de production 2021
Capital social 606 millions FCFA
Capitaux propres 71,89 milliards FCFA
Participation publique 10%
CA 185,94 milliards FCFA
Résultat Net 71,52 milliards FCFA

PCA QUATERMAINE JEFFREY
DG Merlin THOMAS
Adm MBPE DOSSO ADAMA
Adm MMPE KOUASSI Arnaud Gelase

Perseus Mining Yaouré (PMY) est membre du groupe Perseus Mining Limited. Elle a pour objet l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées. Au titre de l'exercice 2021, première année de production, la société PMY a enregistré un total de matières extraites de 33 millions de tonnes. La moyenne totale de la teneur de minerais s'est fixée à 1,85 g/t en 2021. Quant à la production d'or, elle s'est fixée à 199 186 onces. L'activité commerciale ayant débuté sur ledit exercice, le **chiffre d'affaires de la société s'est établi à 185,94 milliards FCFA en 2021** pour une quantité de 193 907 onces d'or vendu et un prix moyen de 957 579 FCFA l'once. De plus, la société a comptabilisé une production stockée pour un montant de 12,37 milliards FCFA, contre une valeur nulle en 2020 et une production immobilisée de 23,11 milliards FCFA, contre 27,72 milliards FCFA en 2020.

Ainsi, les produits d'exploitation se sont fixés à 223,04 milliards FCFA, contre 27,96 milliards FCFA en 2020. Quant aux charges d'exploitation, elles ont connu une hausse de 382%, pour se fixer à 135,04 milliards FCFA. Cette évolution est principalement portée par la hausse des postes «services extérieurs» (44,21 milliards FCFA ; +114%), «autres achats» (41,11 milliards FCFA ; +879%), «impôts et taxes» (10,14 milliards FCFA ; +2 159%), «charges de personnel» (12,32 milliards FCFA ; +426%) et «dotations aux amortissements» (29,56 milliards FCFA ; +12 556%).

Il résulte de ce qui précède, un **résultat d'exploitation excédentaire de 87,98 milliards FCFA**, contre un déficit de 44,85 millions FCFA en 2020. A ce résultat d'exploitation, s'ajoute un résultat financier déficitaire de 424,6 millions FCFA, contre un déficit de 2,7 millions FCFA en 2020. Par ailleurs, le résultat hors activité ordinaire est déficitaire de 16,03 milliards FCFA en 2021, en raison de la comptabilisation des frais de développement et de prospection.

En définitive, **la société a enregistré un résultat net excédentaire de 71,52 milliards FCFA**, contre un déficit de 47,6 millions FCFA en 2020.

Les impôts et taxes dus à l'État se sont élevés à 10,14 milliards FCFA, en hausse de 2 159% par rapport à 2020. Enfin, les dettes financières de PMY se fixent à 9,09 milliards FCFA, contre 139 millions FCFA en 2020. Le ratio dette financière/Bilan s'établit à 3,4% en 2021, contre 0,1% en 2020.

En perspective, la Direction Générale prévoit la mise en place de son Comité de Développement Local Minier (CDLM), conformément aux dispositions au Code Minier de 2014.

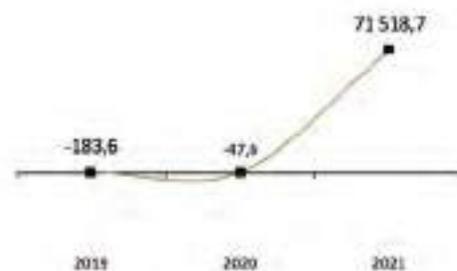
FAITS MARQUANTS

- Démarrage en 2021 des opérations minières dans la fosse de CMA, ainsi que sur une fosse ROMSE ;
- Contrat de prestation de service, «Service agreement», entre Perseus Mining Côte d'Ivoire et Perseus Canada Limited (PCL), autorisée par le conseil d'administration du 30 Janvier 2021 avec une charge comptabilisée au titre de l'exercice 2021 de 67,72 millions FCFA ;
- Contrat de prestation de service, «Service agreement», entre Perseus Mining Côte d'Ivoire et Perseus Mining Services Pty Ltd (PMS), autorisée par le Conseil d'Administration du 7 Juillet 2021 avec une charge comptabilisée au titre de l'exercice 2021 de 287,34 millions FCFA ;
- Convention de prêt intra groupe, conclu en date du 7 juillet 2021 entre Perseus Mining Yaoure et Perseus Corporate Finance Pty Ltd, pour la mise à disposition à compter du 1^{er} juillet 2021, d'un prêt d'un montant initial de 1 million €.

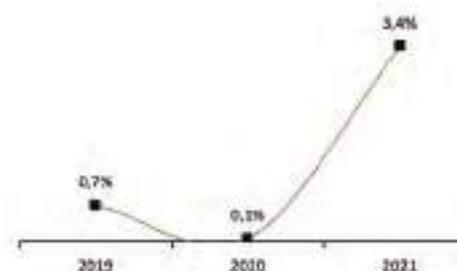
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|------------------------|-------|
| PERSEUS MINING LIMITED | 90,00 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |

RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 3 mars 2016
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 7,59 milliards FCFA (-14%)
Participation publique 10%
CA 10,83 milliards FCFA (-46%)
Résultat Net -1,59 milliard FCFA (-1236%)

PCA YEDUGURY S. ANIL REDDY
DG HARIDAS Kannoth
Adm MBPE GRAMBOUTE Soiliho
Adm MMPE FALHI née Kacou Fleure
Effectif 63

SHILOH MANGANESE SA (SMSA) est une entreprise membre du groupe SHILOH INVESTMENTS, dérivé du groupe REDDY'S INVESTMENTS. C'est un groupe multi-industriel dont la principale activité, en Afrique, est l'exploitation des ressources minières. En Côte d'Ivoire, SHILOH MANGANESE SA a pour objet l'exploitation du gisement de manganèse dans les départements de Korhogo et de Dikodougou, dans la région du PORO.

La quantité de manganèse produite par la société est en baisse de 39%, pour se fixer à 309 090 tonnes en 2021.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires a régressé de 46%, pour se fixer à 10,83 milliards FCFA en 2021.** Cette évolution s'explique par le recul de la quantité de manganèse vendue du fait de la baisse de la production et de la chute du prix du manganèse sur le marché international qui s'est fixé à 2,7 dollars Mtu contre 3,1 dollars Mtu en 2020.

Ainsi, les produits d'exploitation ont connu une baisse de 45,5% pour s'établir à 11,45 milliards FCFA.

De même les charges d'exploitation affichent une baisse de 62% par rapport à 2020 et se sont établies à 13,26 milliards FCFA, avec un recul de certains postes, notamment «Transports» (5,40 milliards FCFA ; -36%), Services extérieurs» (605,2 millions FCFA ; -89%), et «Autres charges» (79,16 millions FCFA ; -95%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 1,4 milliard FCFA contre 323,61 millions FCFA en 2020.

A ce résultat d'exploitation, s'ajoute un résultat financier déficitaire de 177 millions FCFA, contre 186 millions FCFA en 2020.

En définitive, **le résultat net est ressorti déficitaire de 1,59 milliard FCFA**, contre un bénéfice de 136 millions FCFA en 2020.

Les impôts et taxes dus à l'État se sont élevés à 209,5 millions FCFA, contre 394,6 millions FCFA en 2020.

Enfin, l'endettement financier de SMSA s'est fixé à 989,9 millions FCFA, contre 1,25 milliard FCFA en 2020, induisant un ratio d'endettement qui passe de 7,3% en 2020 à 6,5% en 2021 avec l'amortissement d'une partie du stock de la dette.

En perspective, la société prévoit l'obtention d'un tarif préférentiel sur le prix du carburant de la part de l'État de Côte d'Ivoire, pour réduire ses charges de transport du minerai (mine située à 640 km d'Abidjan). Elle entend également, maintenir des bonnes relations avec les communautés locales et engager d'avantage ses sous-traitants dans les projets communautaires.

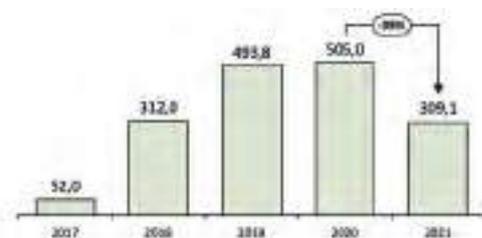
FAITS MARQUANTS

- Réalisation de sondages approfondis sur le site de Lopin pour un budget total de 2 milliards FCFA avec pour objectif de déterminer des réserves qui jusque-là n'avaient pas été calculées et prouvées, à ce jour ;
- Mise en œuvre de plusieurs projets de développement local notamment l'achèvement de la construction d'une école de trois (3) classes et la réalisation de deux (2) pompes à motricité humaine dans la localité de Lopin, la distribution de motopompes à quatre (4) associations de femme des zones impactés par l'exploitation minière ainsi que la réalisation d'un château d'eau dans la localité de Dassoumble.

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| SHILOH MINERAL CI | 90,00 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |

PRODUCTIONS (en Milliers de tonnes)



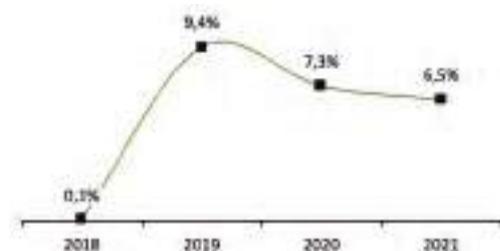
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)





SMD

SOCIÉTÉ DES MINES DE DAAPLEU

AGRICULTURE & MINES // MINES // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 juillet 2018
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 97,42 milliards FCFA (+116,3%)
Participation publique 15% (dont 5% d'actionariat indirect)
CA 92,64 milliards FCFA (+53,3%)
Résultat Net 59,06 milliards FCFA (+165,2%)

PCA BERNASCONI Pascal
DG CLINTON Bennett
Adm MBPE DOSSO Adama
Adm MMPE KADJO AKA Jean-Baptiste

La **Société des Mines de Daapleu (SMD)** a été créée le 10 juillet 2018 avec pour principal objet l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

Durant l'année 2021, la SMD a traité 2 millions de tonnes de minerais, soit une hausse de 15% par rapport à l'exercice précédent. La moyenne totale de la teneur du minerai usiné est de 2,15 g/t en 2021, en amélioration de 37%. La production d'or s'est ainsi fixée à 91 100 onces, en hausse de 54,9% par rapport à 2020.

Le **chiffre d'affaires de la société s'est établi à 92,64 milliards FCFA** en hausse de 53,3% par rapport à 2020. Cette hausse s'explique notamment par une augmentation de 55% de la quantité d'or vendue, malgré une contraction de 6% du prix de vente de l'once par rapport à 2020.

La société a, par ailleurs, réalisé un déstockage de production d'une valeur de 5,44 milliards FCFA. Les produits d'exploitation ressortent ainsi à 87,20 milliards FCFA, en hausse de 36,4% par rapport à 2020.

Quant aux charges d'exploitation, elles ont connu une baisse de 5,8% pour se fixer à 42,13 milliards FCFA, en raison de la baisse du poste «Services extérieurs» de 11,3% du fait d'une meilleure maîtrise des coûts opérationnels.

Ainsi, le résultat d'exploitation a presque triplé, passant de 19,21 milliards FCFA en 2020 à 55,57 milliards FCFA.

Par ailleurs, l'activité financière de la société s'est soldée par un résultat excédentaire de 3,49 milliards FCFA en 2021, en hausse de 14,15% par rapport à 2020.

En définitive, **la SMD a dégagé, au terme de l'exercice 2021, un résultat net excédentaire de 59,06 milliards FCFA** contre 22,27 milliards FCFA en 2020.

Les dividendes bruts distribués, au titre de l'exercice 2021, se fixent à 17,72 milliards FCFA contre 6,68 milliards FCFA en 2020. La part de l'État devrait se fixer à 1,77 milliard FCFA.

Les impôts dus à l'État, essentiellement constitués d'impôts et taxes, se sont, quant-à-eux, établis à 5,09 milliards FCFA contre 3,67 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 39%.

En perspective, la société prévoit de continuer le développement des talents locaux et la promotion des nationaux au sein des postes à responsabilités, veiller à ce que les sous-traitants soient engagés dans des projets communautaires et poursuivre la sensibilisation des mineurs illégaux installés sur le périmètre du permis d'exploitation.

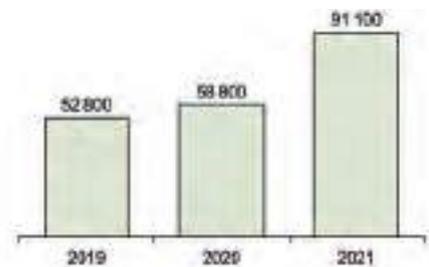
FAITS MARQUANTS

- Nomination de Monsieur CLINTON BENNETT en qualité de Directeur Général en remplacement de Monsieur Riaan VAN DER WALT ;
- Présentation du projet Biodiversité avec l'Université Lorougnon Guédé et EDV-management/ Collecte de semences de six (06) espèces endémiques ;
- Modernisation du laboratoire de métrologie, pour faciliter l'amélioration des délais d'exécution des travaux d'essai et des capacités d'essai sur le site ;
- Sensibilisation à la ségrégation des déchets (101 employés sous-traitants (SMS & P6)) / Début de la mise en service d'un nouvel incinérateur.

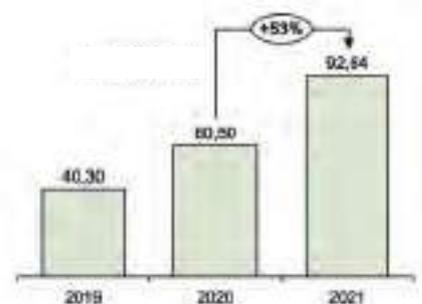
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| ITY HOLDINGS | 85,00 |
| SODEMI | 5,00 |
| KEYMAN INVESTMENT | 5,00 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |

QUALITÉ D'OR VENDUE (en Milliers d'onces)



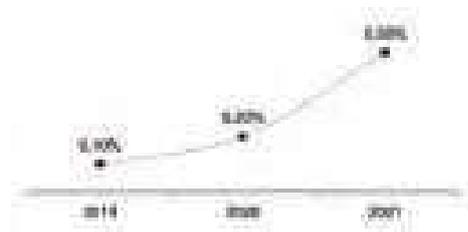
CHIFFRES D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)





SMF

SOCIÉTÉ DES MINES DE FOLEU



AGRICULTURE & MINES // MINES // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 15 septembre 2020
1^{ÈRE} année de production 2021
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres -4,13 milliards FCFA
Participation publique 10%
Chiffre d'Affaires 1,72 milliard FCFA
Résultat Net -4,76 milliards FCFA

PCA BERNASCONI Pascal
DG CLINTON Bennett
Adm MBPE TIMITE El Hadj Hassane
Adm MMPE COULIBALY Ibrahima

La **Société des Mines de Floleu (SMF)** a été créée le 15 septembre 2020 avec pour principal objet l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées de Floleu dans le département de Zouen hounien.

L'année 2021 constitue le premier exercice d'exploitation de la mine. Au cours de cette année, la SMF a traité un volume de 31 818 tonnes de minerais contre une prévision de 44 517 tonnes, soit un taux de réalisation de 71%.

Il en est ressorti **une production d'or de 2 183 onces contre une prévision de 2 391 onces**, soit un taux de réalisation de 91%. Ce niveau de production a été possible grâce à un taux de récupération de 95% et une teneur de 2,15g/t.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de la société s'est établi à 1,72 milliard FCFA** en raison de la vente de 1 531 onces d'or au prix moyen de 1 121 FCFA. Ainsi, les produits d'exploitation sont ressortis à 2,12 milliards FCFA avec une production stockée évaluée à 400,83 millions FCFA.

Quant aux charges d'exploitation, elles se sont fixées à 6,87 milliards FCFA en 2021 ; portées principalement par les «services extérieurs» (6,99 milliards FCFA).

Ainsi, le résultat d'exploitation est ressorti déficitaire de 4,75 milliards FCFA en 2021.

La SMF a dégagé pour sa première année d'exploitation minière, **un résultat net déficitaire de 4,76 milliards FCFA**.

Les impôts dus à l'État se sont établis à 116,1 millions FCFA et sont composés d'impôts et taxes (107,54 millions FCFA) et d'impôt BIC (8,58 millions FCFA).

Enfin, les dettes financières se chiffrent à 207,45 millions FCFA en 2021 et le ratio d'endettement qui en résulte se fixe à 3,11% en 2021.

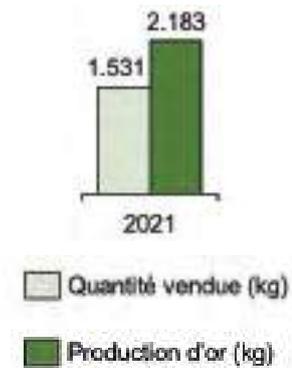
FAITS MARQUANTS

- Démarrage effectif des activités d'exploitation de la SMF avec les premières extractions de minerais réalisées dans le mois d'Aout 2021 ;
- Nomination de M. CLINTON Bennett en qualité de Directeur Général en remplacement de Monsieur Riaan VAN DER WALT.

RÉPARTITION DU CAPITAL

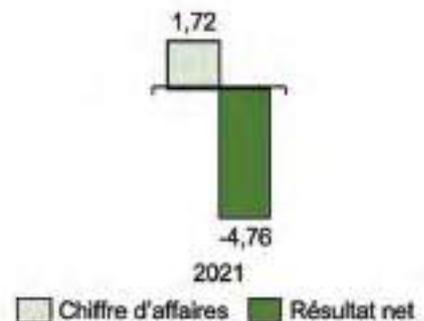
| Actionnaires | (%) |
|------------------------|-----|
| GRUPE ENDEAVOUR MINING | 90% |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10% |

QUALITÉ D'OR VENDUE (en Milliers d'onces)



CHIFFRE D'AFFAIRES & RÉSULTAT NET

(en Mds FCFA)





SMI

SOCIÉTÉ DES MINES D'ITY

AGRICULTURE & MINES // MINES // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 juillet 2018
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 97,42 milliards FCFA (+116,3%)
Participation publique 15% (dont 5% d'actionariat indirect)
CA 92,64 milliards FCFA (+53,3%)
Résultat Net 59,06 milliards FCFA (+165,2%)

PCA BERNASCONI Pascal
DG CLINTON Bennett
Adm MBPE DOSSO Adama
Adm MMPE KADJO AKA Jean-Baptiste

La **Société des Mines d'Ity (SMI)** a pour principal objet l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

En 2021, la quantité d'or produite a augmenté de 25,2% pour atteindre 175 594 onces, en raison notamment d'un meilleur taux de récupération (91% en 2021 contre 80% en 2020), et ce, en dépit de la faible teneur enregistrée en 2021 (1,44 g/tonne) ; cette teneur était la plus basse constatée sur les 3 derniers exercices.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 18% pour se fixer à 228,32 milliards FCFA. Cette embellie s'explique notamment, par une augmentation de la quantité d'or vendue en lien avec l'accroissement de la production de la nouvelle usine CIL malgré une contraction de 6% par rapport à 2020 du prix de vente de l'once qui s'est établi à 990 869 FCFA.

Plus généralement, après prise en compte du déstockage de production réalisé au cours de l'exercice pour un montant de 13,9 milliards FCFA, les produits d'exploitation se sont établis à 224,17 milliards FCFA contre 215,81 milliards FCFA en 2020.

Quant aux charges d'exploitation, elles ont aussi connu une progression de 21,98% pour se fixer à 172,92 milliards FCFA en 2021. Cette augmentation s'explique par la hausse des postes «services extérieurs» (50,32 milliards FCFA ; +53,8%) en lien avec la cession et l'externalisation des services mining et HME au sous-traitant minier principal SFTP Mining CI, «impôts et taxes» (13,94 milliards FCFA ; +40%) et «autres charges» (2 milliards FCFA ; +343,3%). Le résultat d'exploitation qui en découle, s'est établi à 65,86 milliards FCFA, en baisse de 11% par rapport à l'exercice 2020. En outre, l'activité financière s'est soldée par un résultat financier déficitaire de 7,68 milliards FCFA contre un déficit de 6,59 milliards FCFA en 2020.

En définitive, **le résultat net ressort bénéficiaire de 36,76 milliards FCFA** contre un bénéfice de 49,21 milliards FCFA en 2020.

Les dividendes bruts distribués, au titre de l'exercice 2021 se fixent à 11,03 milliards FCFA. La part de l'État devrait se fixer à 1,1 milliard FCFA.

Les impôts dus à l'État se sont, quant-à-eux, élevés à 32,86 milliards FCFA (impôts et taxes) : 13,94 milliards FCFA et BIC : 18,92 milliards FCFA contre 27,08 milliards FCFA en 2020.

FAITS MARQUANTS

- Nomination de Monsieur CLINTON Bennett en qualité de Directeur Général en remplacement de Monsieur Riaan VAN DER WALT ;
- Externalisation des travaux de mining (forage, chargement, déshydratation etc) à la société SFTP Mining ;
- Mise en œuvre de mesures d'amélioration de la fragmentation des explosifs pour une amélioration de la productivité et réduction des cas de surdimensionnement et de blocage des concasseurs ;
- Construction d'un bâtiment de stockage des réactifs en vrac ;
- Modernisation du laboratoire de métrologie pour la réduction des délais d'exécution des travaux d'essai et augmentation des capacités d'essai sur le site ;
- Amélioration de la zone du cyclone (installation d'un échantillonneur de trop-plein de cyclone et augmentation de la capacité du cyclone) ;
- Programme d'amélioration des travaux de génie civil des digues de confinement et de l'usine.

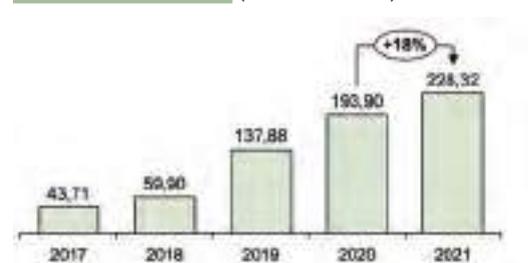
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| ITY HOLDINGS | 85,00 |
| SODEMI | 5,00 |
| KEYMAN INVESTMENT | 5,00 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |

ÉVOLUTION DES PRODUCTIONS ET VENTES OR (en Milliers d'onces)



CHIFFRES D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)





SODEMI

SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT MINIER DE LA CÔTE D'IVOIRE

AGRICULTURE & MINES // MINES // STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1962
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 52,97 milliards FCFA (+6%)
Participation publique 100%
CA 186 millions FCFA (+182%)
Résultat Net 3,65 milliards FCFA (-82%)
PCA KONATE Kalil
DG KONE Moussa Seydou

Adm MBPE OYENIYE Fatayu
Adm MMPE Mme KONDO née KOUASSI Marie Héléne
Filiales SMI (5%), SMD (5%), CML (51%), EPC CI (25%), FOREMI, (49%), AGO (5%), CMB (5%), Ivoire Coltan (25%)
Effectif 116

La Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI) est une société d'État dont la mission est de promouvoir la recherche et l'exploitation des substances minérales naturelles utiles (à l'exception des hydrocarbures), et d'étudier les problèmes inhérents à la quête minière avec d'autres organismes publics, parapublics ou privés. Les activités de la société, au cours de l'exercice 2021, ont porté sur (i) le démarrage du processus de certification selon la norme ISO/IEC 17025 version 2017 (bilan des points forts et points faibles du laboratoire, formations d'accompagnement en vue de l'accréditation du laboratoire, etc.), (ii) les prestations de services avec le laboratoire d'analyses minérales, (iii) les voyages de prospection dans le cadre de la construction de l'usine d'affinage d'or, (iv) le suivi des activités d'exploration et des chantiers écoles installés et (v) l'encadrement de l'exploitation artisanale de diamant à Séguéla et Tortiya.

Le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 182% pour s'établir à 186 millions FCFA en 2021, en raison principalement de la hausse des ressources issues des «travaux et services vendus» dont le montant s'est établi à 155,75 millions FCFA en 2021 contre 7,66 millions FCFA en 2020. Les charges d'exploitation sont restées plutôt stables, se situant à 6,74 milliards FCFA en 2021 contre 6,70 milliards FCFA en 2020 en dépit de la forte progression des postes «autres charges» (2,1 milliards FCFA, +121,58%), et «dotations aux amortissements et provisions» (818,79 millions FCFA, +19,86%). Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 5,86 milliards FCFA contre un déficit de 5,67 milliards FCFA en 2020. Le résultat financier quant à lui a connu une baisse de 68%, pour se fixer à 3,66 milliards FCFA en 2021. Cette baisse est due au fait qu'en 2020, la société a procédé à une cession exceptionnelle de permis d'exploitation (permis de Fêtékro) pour un montant de 10 milliards FCFA. En outre, le résultat hors activité ordinaire est ressorti excédentaire de 6,38 milliards FCFA principalement imputable à la reprise de la provision de l'impôt sur la plus-value après cession de 25% des titres détenus par la SODEMI dans la Société des Mines d'Ity (SMI) en 2017.

En définitive, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 3,65 milliards FCFA contre un bénéfice de 20,78 milliards FCFA en 2020. Les impôts dus à l'État enregistrent une baisse de 21,56% pour s'établir à 717,9 millions FCFA (impôts et taxes : 173,3 millions FCFA ; BIC : 544,6 millions FCFA), contre un montant de 915,2 millions FCFA en 2020.

En perspective, la SODEMI envisage la poursuite de la mise en œuvre de son PSD 2021-2025 à travers notamment la création d'une filiale pour développer les mines semiindustrielles et les travaux préparatoires pour la construction d'une usine d'affinage d'or.

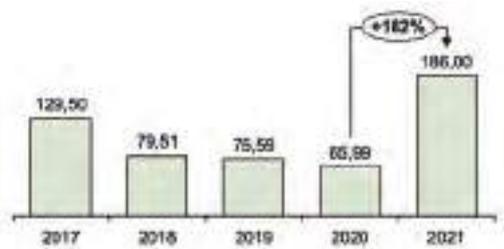
FAITS MARQUANTS

- Démarrage du processus de certification selon la norme ISO/IEC 17025 version 2017 avec la réalisation du diagnostic initial du laboratoire, le démarrage des formations d'accompagnement, l'identification de la portée de l'accréditation et les équipements à étalonner ;
- Renouvellement des dirigeants sociaux : (i) nomination de Monsieur KONE Moussa en qualité de Directeur Général de la société en remplacement de Monsieur KADJO Kouamé, et (ii) nomination de Monsieur KONATE Kalil en qualité de PCA, en remplacement de Monsieur BAMBA Yacouba.

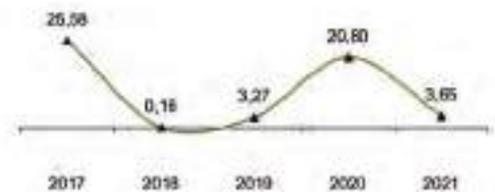
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|--------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100,00 |

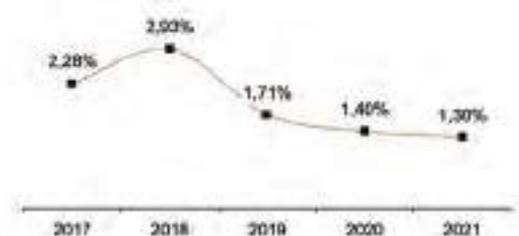
CHIFFRES D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 mai 2009
Capital social 10 millions FCFA
Capitaux propres 85,36 milliards FCFA (-28%)
Participation publique 10%
CA 204,96 milliards FCFA (-29%)

Résultat Net 48,39 milliards FCFA (-47%)
PDG Denis Mark BRISTOW
Adm MEF DADIE Sylvie
Adm MMPE COULIBALY Ibrahima

La **Société des Mines de Tongon (TONGON SA)** a pour principal objet l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

En 2021, la **quantité d'or produite a baissé de 26,7% pour se fixer à 208 703 onces**. Cette baisse s'explique par la faiblesse de la teneur et de la modification du plan de production provoquée par le blocage communautaire des activités minières dans les localités de Sekala et de Djinni.

Le **chiffre d'affaires de la société a baissé de 29% pour se fixer à 204,96 milliards FCFA**. Cette chute du chiffre d'affaires s'explique par la baisse combinée de la quantité vendue (-28%) et du cours moyen de l'or (-2%). Les produits d'exploitation ont ainsi baissé de 24% pour s'établir à 237,35 milliards FCFA. Les charges d'exploitation, ont suivi la même dynamique, enregistrant une légère baisse de 3% pour se fixer à 175,82 milliards FCFA en 2021. Cette baisse s'explique par le repli enregistré sur les postes de charges «impôts et taxes» (8,5 milliards FCFA, -9,77%), «autres charges» (5,62 milliards FCFA ; -26,82%) et «dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations» (22,04 milliards FCFA, -39,67%). Le résultat d'exploitation qui en découle ressort excédentaire de 61,52 milliards FCFA, mais en baisse de 53% par rapport à 2020.

En outre, l'activité financière s'est soldée par un résultat excédentaire de 3,24 milliards FCFA contre un déficit de 11,83 milliards FCFA en 2020.

En définitive, **l'exercice 2021 s'est soldé par un résultat net bénéficiaire de 48,39 milliards FCFA** contre un bénéfice de 90,79 milliards FCFA en 2020.

Les dividendes bruts distribués, au titre de l'exercice 2021 se fixent à 82,5 milliards FCFA dont 8,25 milliards FCFA pour l'État de Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, les impôts dus par la société à l'État ont baissé de 40%, passant de 41,39 milliards FCFA en 2020 à 24,89 milliards FCFA en 2021 dont 16,38 milliards FCFA d'impôts BIC et 8,50 milliards FCFA d'impôts et taxes liés à l'exploitation. Enfin, les dettes financières se chiffrent à 16,31 milliards FCFA contre 14,5 milliards FCFA en 2020. Quant au ratio d'endettement, il s'est fixé à 2,6% contre 2,9% en 2020.

En **perspective**, la société TONGON entend mener des actions pour sécuriser son environnement de travail et poursuivre la mise en œuvre de son nouveau plan de production.

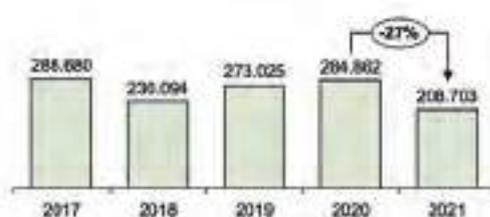
FAITS MARQUANTS

- Signature d'un nouvel accord avec les syndicats après la négociation des points du protocole de 2019, restés en suspens. Cet accord porte sur la prime de logement, la prime d'électricité, la prime d'eau, la prime de transport, la prime d'astreinte et le fond de clôture ;
- Notification définitive par les services de la DGI à la suite d'une vérification fiscale au titre des exercices 2018 et 2019, d'un montant total de 1,7 milliard FCFA dont les droits simples de 1,09 milliard FCFA ont été réglés sur l'exercice 2021 et une demande d'abandon de la moitié des pénalités a été accordée au début de l'exercice 2022 par la DGI ;
- Modification du plan de production provoquée par le blocage communautaire des activités minières dans les localités de Sekala et de Djinni.

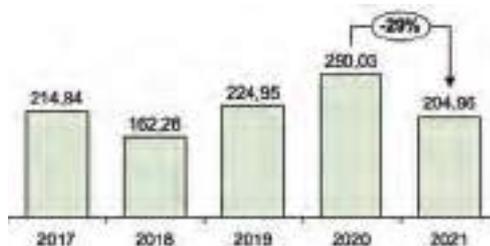
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| RANGOLD R. | 89,00 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 10,00 |
| NEW MINING | 1,00 |

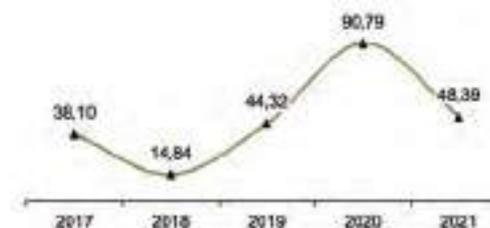
QUANTITÉ D'OR PRODUIT (en onces)



CHIFFRES D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN./BILAN (%)





EAU & ASSAINISSEMENT, ELECTRICITÉ, HYDROCARBURES

EAU & ASSAINISSEMENT



En 2021, L'ONAD a mis en service une unité compacte de traitement des boues de vidange à Abidjan et a réalisé 45% des travaux de construction de la station de traitement des boues de vidange de Yamoussoukro.

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS DES POPULATIONS À L'EAU POTABLE ET AU SERVICE D'ASSAINISSEMENT, DÉBOUCHANT SUR UNE LÉGÈRE HAUSSE DE LA PERFORMANCE GLOBALE DES ENTREPRISES DU SECTEUR

En 2021, les activités des entreprises publiques du secteur eau et assainissement ont été réalisées dans un contexte de relative maîtrise de la pandémie de la COVID-19. Nonobstant quelques ralentissements au niveau des activités opérationnelles, tout a été mis en œuvre pour assurer l'exécution adéquate des politiques sectorielles.

En ce qui concerne le secteur de l'eau potable, les travaux entrepris ont permis d'améliorer l'offre hydraulique, avec notamment le renforcement de la production en eau potable de la ville de DALOA et environs, l'alimentation en eau potable de la localité de AGBOSSOU (département de Bongouanou) et le renforcement de la capacité de production en eau potable de la ville d'Abidjan à partir de la rivière Mé. Par ailleurs, six (6) campagnes d'évaluation de la quantité et de la qualité des eaux souterraines des nappes ont été effectuées à Abidjan, à Dabou et dans le sud Comoé.

Ainsi, la production totale d'eau a augmenté de 4% pour s'établir à 314 535 km³. Aussi, 1 224 localités ont-elles été desservies en système d'adduction en eau potable, pour une population couverte estimée à environ 16 millions d'habitants. Le nombre d'abonnés a également progressé (+15%) pour s'établir à 1,67 million de personnes à fin 2021.

Ces divers travaux ont permis de porter le taux de couverture national à 76%.

Quant au secteur de l'assainissement et du drainage, les investissements réalisés s'évaluent à hauteur de 10 milliards FCFA.

En effet, au titre du volet de l'assainissement autonome, les investissements ont permis l'achèvement et la mise en service de la Station de Traitement des Boues de Vidange (STBV) de Bouaké, le 21 octobre 2021, et la poursuite des travaux de construction de la STBV de Yamoussoukro.

S'agissant du volet de l'assainissement collectif et du drainage, les travaux initiés par l'ONAD ont consisté à développer les infrastructures collectives, réhabiliter certains

ouvrages et entretenir les ouvrages primaires de drainage. Ainsi, l'année 2021 a enregistré principalement les travaux d'aménagement de canaux secondaires dans le sous-bassin versant Palmeraie-Bonoumin-Allabra et de la cuvette d'Abobo Baoulé d'une superficie de 17 800 m² et un volume de 28 400 m³. Au titre de l'entretien des ouvrages, l'ONAD a procédé au curage du canal en terre et de la cuvette du barrage écrêteur de la Palmeraie Rosier à hauteur de 1,04 milliard FCFA et bien d'autres ouvrages dans le District d'Abidjan.

Sur le plan commercial, les entreprises du portefeuille Eau et Assainissement (ONAD, ONEP et SODECI) affichent un chiffre d'affaires global de 145 milliards FCFA en hausse de +6% par rapport à 2020.

Ce niveau de chiffre d'affaires est porté principalement par la société SODECI (94%), seule entreprise évoluant dans le secteur marchand dont le chiffre d'affaires s'est établi à 135,51 milliards FCFA en 2021, en hausse de 6,3% par rapport à 2020.

Le résultat net global a enregistré une hausse (+4%) par rapport à 2020, s'établissant à 5 milliards FCFA, imputable à la hausse du résultat net de l'ONEP, qui enregistre une embellie de 135%.

La SODECI, seule entreprise du sous-secteur à vocation commerciale, a distribué des dividendes bruts d'un montant global de 4,32 milliards FCFA au titre de l'exercice 2021, soit une hausse de 28% par rapport à 2020. L'État devrait percevoir un montant de dividendes net d'IRVM de 126,36 millions FCFA.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 28 décembre 2011
Capital social 1 milliard FCFA
Capitaux propres 2,004 milliards FCFA (-4%)
Participation publique 100%
CA 1,09 milliard FCFA (+16%)
Résultat Net 6 millions FCFA
Subv. d'inv. 224 millions FCFA (-31%)

Subv. d'équilibre 1,06 milliard FCFA
PCA KONE Souleymane
DG SANOGO Amara
Adm MBPE ASSI Franck Arnaud
Adm MH DIOMANDE Drissa

L'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) est une société d'État, créée par décret N°2011-482 du 28 décembre 2011, dont la mission est d'assurer l'accès aux installations d'assainissement et de drainage, de manière durable et à des coûts compétitifs, à l'ensemble de la population nationale. A cet effet, il assure la maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) et la maîtrise d'œuvre (MOE) des projets liés aux ouvrages et aux infrastructures d'assainissement et de drainage. En 2021, l'ONAD a poursuivi ses efforts en matière d'amélioration de l'accès au réseau d'assainissement et de drainage. Ainsi, au titre de l'assainissement autonome, la société a, entre autres, réalisé 45% des travaux de construction de la station de traitement des boues de vidange de Yamoussoukro et mis en service une unité compacte de traitement des boues de vidange à Abidjan. En ce qui concerne le **développement des infrastructures d'assainissement collectif et de drainage**, l'ONAD est en phase d'achèvement des travaux d'aménagement de canaux secondaires (Palmeraie et boulevard Mitterrand) dans le sous-bassin versant Palmeraie-Bonoumin-Allabra, avec un taux moyen d'exécution de 90% à fin 2021. Par ailleurs, l'Office a achevé l'aménagement de la cuvette d'Abobo-Baoulé d'une superficie de 17 800 m² et un volume de 28 400 m³.

Les activités réalisées par l'ONAD sur l'exercice 2021 ont permis de dégager un chiffre d'affaires de 1,09 milliard FCFA en 2021, en hausse de 16%. Cette amélioration résulte principalement des revenus de la MOD en hausse de 22% par rapport à l'exercice précédent du fait de l'achèvement de travaux d'envergure, entamés au cours des exercices précédents. De même, les produits d'exploitation connaissent une hausse de 11% pour s'établir à 1,40 milliard FCFA. Quant aux charges d'exploitation, elles ont été exécutées à hauteur de 2,45 milliards FCFA, en hausse de 6% par rapport à l'exercice 2020 en raison de la hausse des charges de personnel et des services extérieurs.

Le résultat d'exploitation qui en découle, est déficitaire de 1,04 milliard FCFA. Cependant, ce déficit est neutralisé par un résultat HAO excédentaire de 1,06 milliard FCFA essentiellement dû à la subvention d'équilibre en lien avec la mission de service public mise en œuvre par l'Office. En définitive, l'exercice 2021 s'achève sur un résultat net excédentaire de 6 millions FCFA, contrairement aux exercices antérieurs pour lesquels le résultat net était nul.

Quant aux impôts dus à l'État, ils se fixent à 58 millions FCFA (impôts et taxes 40 millions FCFA, impôt BIC 17 millions FCFA), contre 52 millions FCFA en 2020.

En termes de perspectives, l'ONAD envisage de poursuivre la construction et la réhabilitation d'infrastructures d'assainissement, notamment les canaux d'eaux pluviales à Gagnoa, Tiassalé, Korhogo, Yamoussoukro, Man, Toulepleu, Kong, Bondoukou, Dimbokro, Séguela et Soubré. De même, l'Office prévoit la mise en service d'un système de vidéo surveillance des ouvrages primaires d'assainissement et de drainage, ainsi que la mise en place du programme d'urgence lié aux aléas climatiques, pour faire face aux problèmes d'inondations rencontrées en saison pluvieuse.

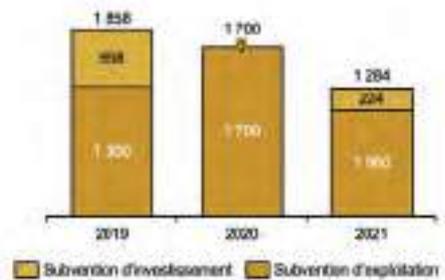
FAITS MARQUANTS

- L'achèvement et la mise en service de la station de traitement des boues de vidange de Bouaké le 21 octobre 2021 ;
- Le curage du canal en terre et de la cuvette du barrage écrêteur de la Palmeraie Rosier, pour un montant de 1 039 millions FCFA.
- L'acquisition, l'installation et la mise en service d'une unité compacte de traitement des boues de vidange à Abidjan Sud / Koumassi le 13 novembre 2021 ;

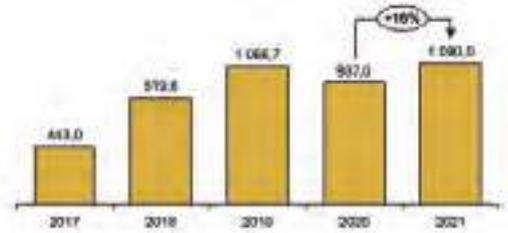
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|--------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100,00 |

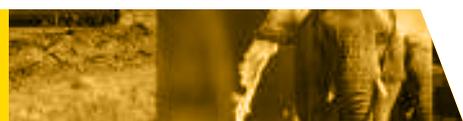
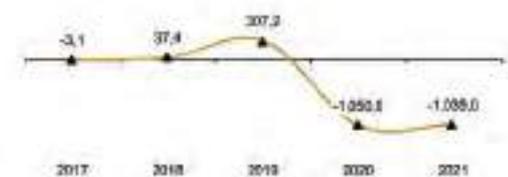
SUBVENTIONS (en Millions FCFA)



CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT D'EXPLOITATION (en Millions FCFA)





HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT // EAU & ASSAINISSEMENT // STRUCTURES NON-COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 23 août 2006
Capital social 150 millions FCFA
Capitaux propres 2,71 milliards FCFA (+1,1%)
Part de l'État 100%
CA 8,25 milliards FCFA (-0,2%)
Résultat Net 238 millions FCFA (+135%)

Subv. d'expl. 1,96 milliard FCFA (+15%)
Subv. d'inv. 1,5 milliard FCFA
PCA HABONOUAN Kouakou Louis
DG BERTHE Ibrahiman
Adm MBPE COULIBALY Vallet Françoise
Adm MH TCHIMOU N'gbocho Lucien

L'Office National de l'Eau Potable est une société d'État, chargée d'apporter à l'État et aux collectivités territoriales, son assistance pour assurer à l'ensemble de la population, l'accès à l'eau potable de manière durable et à des coûts compétitifs. Il assure notamment, la maîtrise d'ouvrage déléguée et la maîtrise d'œuvre des travaux liés à l'eau potable.

Au cours de l'année 2021, l'ONEP a poursuivi ses efforts en matière d'amélioration de l'accès à l'eau potable des populations ivoiriennes à travers la supervision et la réalisation de plusieurs projets. **Le suivi et le contrôle des travaux hydrauliques ont porté sur un portefeuille de plus de 130 projets, pour un montant global de 266,97 milliards FCFA avec un taux moyen d'avancement desdits projets de 67% contre 46% en 2020.**

Concernant le suivi et le contrôle de l'exploitation et de la distribution urbaine d'eau potable, l'ONEP a visité 537 systèmes d'AEP (Adduction en Eau Potable) sur 660 existants et relevé 5 390 dysfonctionnements contre 5 303 en 2020. Par ailleurs, 1 224 localités ont été desservies en système d'AEP, pour une population couverte estimée à environ 15,73 millions d'habitants, soit un taux de couverture nationale de 76%. **Quant à l'approvisionnement en eau potable par camion-citerne, 66 854 m³ d'eau ont été distribués gratuitement en hausse de 42%.**

Au titre du suivi des dépenses d'eau de l'État, les travaux de réduction des consommations d'eau dans 62 établissements publics ont fait chuter leur consommation de 31%, contre 15% escomptés.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires de l'ONEP est resté quasi stable par rapport à 2020 et se chiffre à 8,25 milliards FCFA en 2021, soit une légère baisse de 0,2%. Les produits d'exploitation dans leur globalité, ont progressé de 4,9% pour se situer à 10,51 milliards FCFA. De même, les charges d'exploitation ont augmenté de 4,3% pour se fixer à 10,17 milliards FCFA, imputable à la hausse des charges d'amortissements constatés sur les camions citernes acquis. Le résultat d'exploitation qui en découle, est en hausse de 50%, pour se fixer à 341 millions FCFA.

En définitive, les activités de l'ONEP se sont soldées par un résultat net de 238 millions FCFA, contre 101,19 millions FCFA en 2020.

Les impôts dus à l'État ont connu une hausse de 5,1% en se fixant à 157,2 millions FCFA (impôts et taxes à 118,81 millions FCFA, impôt BIC 38,39 millions FCFA), contre 149,62 millions FCFA en 2020.

En perspective, l'ONEP envisage le renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan à partir de la lagune Aghien, la poursuite de son projet de déploiement à l'intérieur du pays à travers l'ouverture de ses représentations dans certaines grandes régions du pays, et l'amélioration des performances techniques et financières du secteur de l'eau potable.

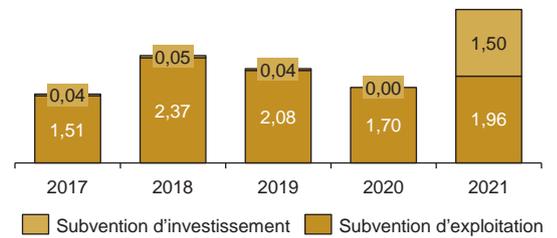
FAITS MARQUANTS

- Travaux de renforcement de l'alimentation en eau potable de 12 villes ;
- Travaux de renforcement de la production en eau potable de la ville de DALOA et environs ;
- Renforcement de la capacité de production en eau potable de la ville d'Abidjan à partir de la rivière Mé.
- Travaux d'alimentation en eau potable de la localité de AGBOSSOU (département de Bongouanou) .

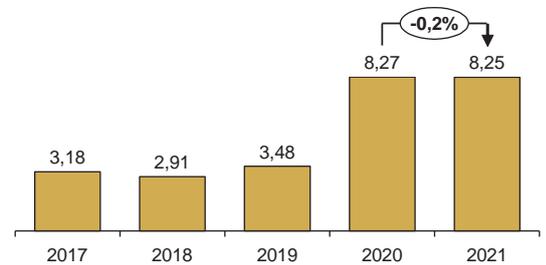
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|--------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100,00 |

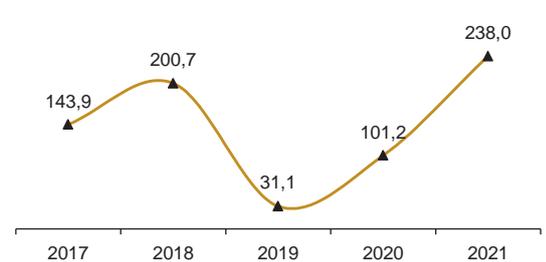
SUBVENTIONS (en Milliards FCFA)



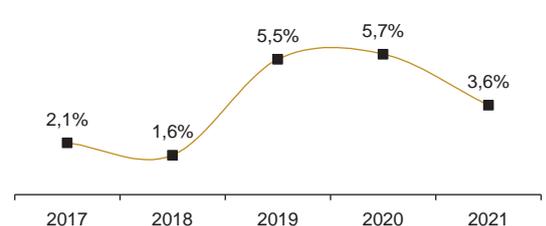
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN. / BILAN (%)





HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT // EAU & ASSAINISSEMENT // OPPORTUNITÉS DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 décembre 1959 (+28%)
Capital social 4,5 milliards FCFA **PCA EBAH** Basile
Capitaux propres 17,95 milliards FCFA **DGB BAKAYOKO** Ahmadou
(+10,94%)
Participation publique 3,25% **Adm représentant l'État** BEHIBRO Fidèle
CA 135,51 milliards FCFA (+6,3%) **Filiales et Participations** LOGIVOIRE (85%),
Résultat Net 4,35 milliards FCFA (+1,04%) **GS2E** (33%), **SGA2E** (17%)
Dividendes bruts 4,32 milliards FCFA
Dividendes nets État 126,36 millions FCFA

La Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI) est une société privée de service public chargée de l'exploitation des infrastructures de l'hydraulique urbaine à travers deux (2) contrats d'affermage signés avec l'État de Côte d'Ivoire, à savoir le contrat d'affermage de distribution d'eau potable au niveau national et le contrat d'affermage assainissement relatif à l'entretien et l'exploitation des réseaux d'assainissement et de drainage de la ville d'Abidjan. En 2021, la production totale d'eau a augmenté de 3,9% pour s'établir à 314 535 km³, grâce à la mise en service de nouvelles usines et le renforcement de la production d'eau potable des villes de l'intérieur au cours de l'année 2021. Le nombre d'abonnés a évolué de 15% pour atteindre 1 673 010 abonnés.

La facturation annuelle en volume a progressé de 8,7% pour se fixer à 247 505 km³, en raison de l'augmentation de la production et du nombre de clients. De même, le ratio de facturation (volume facturé/volume produit) est en hausse de 4,6 points de pourcentage pour s'établir à 78,7%, en raison des actions de lutte contre la fraude.

En conséquence, le chiffre d'affaires de la SODECI a augmenté de 6% pour se fixer à 135,51 milliards FCFA, grâce essentiellement à l'accroissement du nombre d'abonnés (+15%) et du volume d'eau facturé (+8,7%). Plus généralement, les produits d'exploitation ont progressé de 11,8% pour se fixer à 153,14 milliards FCFA.

De même, les charges d'exploitation ont augmenté de 12,11%, en s'établissant à 146,42 milliards FCFA avec la hausse des charges de sous-traitance (+151%) et des achats de matières consommables (+65%) du fait des projets en cours. Le résultat d'exploitation qui en découle est excédentaire de 6,72 milliards FCFA contre 6,37 milliards FCFA en 2020.

Le résultat net qui se dégage au terme de l'exercice 2021 est excédentaire de 4,35 milliards FCFA, en progression de 1,04% par rapport à l'exercice 2020.

Grâce à ce résultat et au report à nouveau antérieur créditeur, le bénéfice disponible est porté à 6,26 milliards FCFA, permettant ainsi à la société de distribuer un dividende brut de 4,32 milliards FCFA. Au regard de son niveau de participation l'État devra percevoir des dividendes d'un montant net de 126,36 millions FCFA, en hausse de 28% par rapport à 2020.

Les impôts et taxes dus sont en régression de 15,7%, se fixant à 4,28 milliards FCFA en 2021, dont 2,06 milliards FCFA d'impôt BIC).

Par ailleurs, 31 décembre 2021, la dette de l'État envers la SODECI, engendrée par l'écart de tarif au s'élève à 105,12 milliards FCFA, tandis que l'encours des dettes financières de la SODECI se situe à 54 milliards FCFA à fin 2021, correspondant à un ratio d'endettement de 18,2% contre 24,2% en 2020.

Les perspectives pour l'exercice 2022 de la SODECI portent essentiellement sur la poursuite des projets d'amélioration du niveau de production d'eau avec un accent particulier sur la lutte contre la fraude pour une amélioration du taux de facturation.

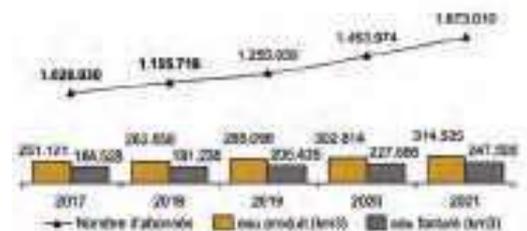
FAITS MARQUANTS

- Signature du protocole d'accord d'apurement des créances de la SODECI sur l'État de Côte d'Ivoire en mars 2021 ;
- La convention de titrisation pour le solde des créances (53,8 milliards FCFA) a été signée en avril 2021 et la cession des titres a eu lieu en mai 2021 avec une décote de 13,75% ;
- Les opérations de lutte contre la fraude ont permis une amélioration du ratio de facturation de 3,5 points par rapport à fin décembre 2020.

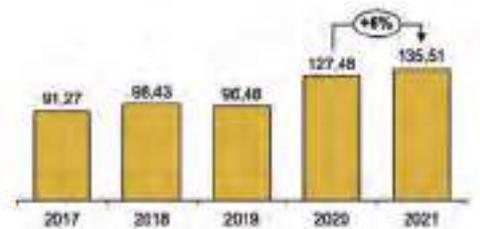
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| ERANOVE | 46,07 |
| FCP SODECI | 6,72 |
| SIDIP | 4,81 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 3,25 |
| DIVERS PRIVES | 39,15 |

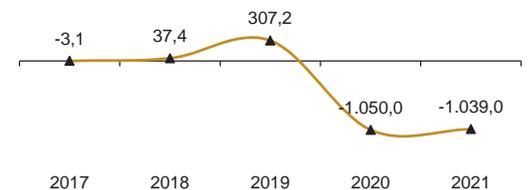
QUELQUES INDICATEURS D'ACTIVITÉS



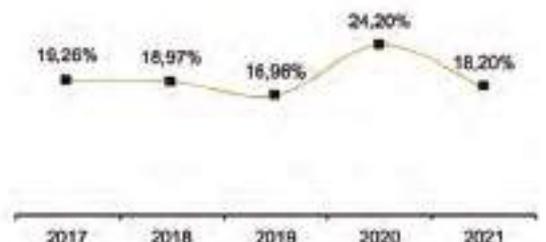
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. / BILAN (%)





DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

EAU & ASSAINISSEMENT, ELECTRICITÉ, HYDROCARBURES

ÉLECTRICITÉ



Au cours de l'année 2021, la **CI-ENERGIES** a procédé à l'électrification de 774 localités, portant le nombre total de localités électrifiées à 6 855, soit un taux d'accès de 92% en 2021 contre 88,4% 2020.

RECU DU RÉSULTAT NET CUMULÉ DES ENTREPRISES DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ DE 17,3%, À LA SUITE DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET À LA CRISE ÉNERGÉTIQUE SURVENUE AU PREMIER SEMESTRE 2021

L'année 2021 a été principalement marquée par les effets de la pandémie de COVID-19 et une crise énergétique causée par un déficit de production du fait de l'indisponibilité de la turbine à vapeur de la centrale d'AZITO et du faible niveau de stock hydraulique. Ces événements ont conduit à un rationnement de la fourniture d'électricité à la clientèle et l'effacement des clients industriels et miniers au plan national. Au plan international, la crise énergétique a entraîné l'importation de l'électricité du réseau ghanéen et l'interruption de la fourniture des clients «export».

En dépit de la crise énergétique, le secteur de l'électricité a enregistré une croissance de 7,1% portée par la consommation nationale brute d'électricité qui a progressé de 7,1% pour se fixer à 10 731 GWh. Cette progression de la consommation interne est favorisée par le développement des activités industrielles (notamment des mines de Tongon et de Ity), l'augmentation du nombre de clients tiré par le Programme Electricité Pour Tous (PEPT), le raccordement du Programme National d'Electrification Rurale (PRONER) des localités de plus de 500 habitants et le Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv) relatif à la baisse du tarif social au profit des ménages vulnérables.

Ainsi, le nombre total de clients s'est accru de 11,6% pour s'établir à 3 254 968. Quant au nombre de branchements issus du PEPT, il enregistre une hausse de 20% par rapport à 2020, totalisant 1,222 million de branchements PEPT à fin 2021.

En ce qui concerne le programme PRONER, il a permis de connecter au réseau électrique 774 localités supplémentaires en 2021, portant le nombre total de localités électrifiées à 7 555 en 2021 sur un total de 8 531, améliorant ainsi le taux de couverture nationale qui se fixe à 88,6% et un taux d'accès à l'électricité qui s'établit à 92%.

Pour satisfaire la demande en énergie, l'offre d'énergie électrique s'est établie à 11 425 GWh, en hausse de 1,9% par rapport à 2020. Cette hausse est imputable à la croissance de la production de source thermique de 12,3% et de la baisse de production hydraulique de 22,2%.

L'impact des investissements et des travaux réalisés en 2021 d'un montant estimé à 518 milliards FCFA s'est traduit par une amélioration du rendement global du réseau de 1,13 point attribué à la hausse du rendement distribution et une légère baisse du rendement transport. Le rendement transport devrait s'améliorer avec la mise en service des ouvrages de la file 225 kV Taabo-Kossou-Bouaké² du projet TKB et de la Centrale solaire de Boundiali (30 MW) prévue 2022.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires cumulé des sociétés du portefeuille électricité, à savoir CI-ENERGIES, CIE et CIPREL, s'est dégradé de 61% pour se fixer à 328,8 milliards FCFA, imputable au changement de la méthode de comptabilisation du chiffre d'affaires de la CIE suite au renouvellement de la convention de concession État-CIE.

Le résultat net cumulé des dites entreprises a suivi la même tendance et est en recul de 17,3% pour atteindre 37,3 milliards FCFA, du fait de la nouvelle convention de concession et l'augmentation des frais financiers de CI-ENERGIES (+10,3%).

Quant aux dividendes distribués, les entreprises CIPREL et CIE, qui opèrent dans le secteur marchand, ont distribué des dividendes d'un montant global de 30,1 milliards FCFA contre 46,7 milliards FCFA en 2020, soit une régression de 35,5% par rapport à 2020. Les dividendes bruts à percevoir par l'État de Côte d'Ivoire au titre de l'exercice 2021, se fixent à 4,6 milliards FCFA contre 6,9 milliards FCFA en 2020, soit une baisse de 33,4%.

**CIE****COMPAGNIE IVOIRIENNE
D'ELECTRICITÉ****HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT // ELECTRICITÉ // OPPORTUNITÉS DE DÉLÉGATION DE SP****INFORMATIONS GÉNÉRALES**

Date de création 24 août 1990 (+28%)
Capital social 14 milliards FCFA **PCA** Dominique KAKOU
Capitaux propres 32,33 milliards FCFA (-2%) **DG** Amadou BAKAYOKO
Participation publique 15% **Adm représentant l'État** SIDIBE Noumory
CA 231,8 milliards FCFA (-67,9%) **Filiales et Participations** GS2E (67%), SGAE2E (17%), AWALE (51,2%)
Résultat Net 9,76 milliards FCFA (-40%)
Dividendes bruts 4,32 milliards FCFA
Dividendes nets État 126,36 millions FCFA

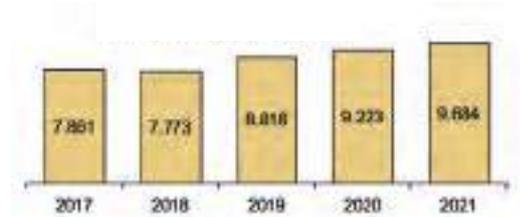
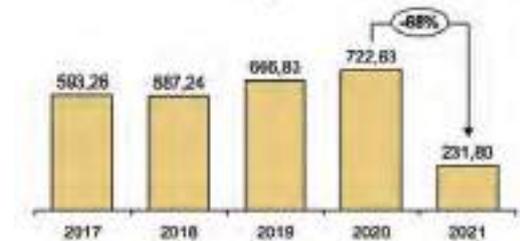
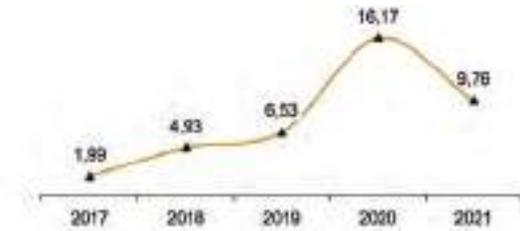
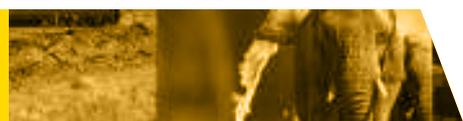
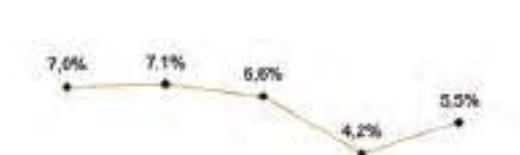
La **Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE)** est chargée de la production, du transport, de la distribution et de la commercialisation de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire ivoirien. L'année 2021 est le premier exercice d'activité de la CIE dans le cadre du renouvellement de la convention de concession du service public national de production, de transport, de distribution, d'exportation et d'importation de l'énergie électrique signée le 1^{er} octobre 2020. Cet exercice a été essentiellement marquée par la situation de crise énergétique qui s'est traduite par un rationnement de la fourniture d'électricité de mai à août 2021. **Le bilan technique 2021 fait ressortir une légère hausse (de 1,1 point) du rendement global du système électrique pour atteindre 83,7%**, grâce à l'intensification du dispositif de répression de la fraude. Quant au temps moyen de coupure (TMC), il s'est dégradé de 1h30 min pour s'établir à 17h52 min, au regard de la situation de crise énergétique survenue au 2^{ème} trimestre 2021. **En termes d'accès à l'électricité, le nombre total de clients s'est accru de 11,64% pour atteindre 3 254 968 abonnés** grâce, notamment au programme de branchements sociaux PEPT, avec 202 780 nouveaux branchements. Ainsi, les volumes de ventes nationales d'électricité ont progressé de 9,9% pour se fixer à 8 839 GWhs, pendant que les ventes «Export» ont régressé de 33,73% pour se fixer à 845 GWhs en 2021. Le renouvellement de la convention de concession a eu pour conséquence un **changement de méthode de comptabilisation** qui fait la part des choses entre les produits et charges du Secteur de l'électricité de ceux de la société concessionnaire. Ainsi, **le chiffre d'affaires de la CIE s'établit à 231,8 milliards FCFA en 2021** contre 722 milliards FCFA en 2020. Les produits d'exploitation s'établissent à 237,23 milliards FCFA, en hausse de 69,5% par rapport à 2020 en raison de la méthode de comptabilisation qui ne prend en compte que les produits propres de la CIE. Les charges d'exploitation se sont établies à 221,78 milliards FCFA contre 754,73 milliards en 2020. En conséquence, le résultat d'exploitation s'est établi à 15,45 milliards FCFA contre 22,70 milliards FCFA en 2020. Quant au résultat financier, bien que déficitaire, il s'améliore de 2,15% pour se fixer à -1,99 milliard FCFA. **En définitive, le résultat net de l'exercice s'est soldé par un bénéfice de 9,76 milliards FCFA** en baisse de 40% par rapport à 2020. Ce recul du résultat net a induit une baisse des dividendes bruts de 8,4% pour se fixer à 9,53 milliards FCFA, dont 1,43 milliard FCFA pour l'État. La situation des impôts et taxes sur 2021 est ressortie à 9,57 milliards FCFA dont 5,74 milliards FCFA d'impôts et taxes et 3,83 milliards FCFA d'impôt BIC, contre 55,06 milliards FCFA en 2020. Au niveau du Secteur, l'année 2021 enregistre un déséquilibre financier avec une redevance d'exploitation déficitaire. En effet, le solde d'exploitation est ressorti déficitaire, en s'établissant à -10 milliards FCFA contre un excédent de 44,1 milliards FCFA en 2020. **En perspective**, la CIE envisage de demeurer le partenaire incontournable de la population et de l'État ivoirien dans la fourniture des services énergétiques en garantissant la disponibilité d'une énergie électrique de qualité à tous, en respectant les obligations contractuelles et les objectifs de rentabilité tout en pérennisant la politique sociale ambitieuse.

FAITS MARQUANTS

- Entrée en vigueur de la nouvelle convention de concession depuis le 1^{er} janvier 2021 pour une période de 12 ans ;
- 202 780 nouveaux branchements au prépaiement dans le cadre du Programme Electricité Pour Tous (PEPT), ce qui porte le nombre de branchements PEPT à 1 223 659 au 31 décembre 2021.

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-------------------------|-------|
| ERANOVE | 54,02 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 15,00 |
| FCP CIE | 5,19 |
| MAISON DES ACTIONNAIRES | 1,08 |
| DIVERS PORTEURS | 21,14 |
| SIDIP | 2,49 |
| FCP SODECI | 1,08 |

VENTES D'ÉNERGIES (en KWH)**CHIFFRE D'AFFAIRES** (en Milliards FCFA)**RÉSULTAT NET** (en Milliards FCFA)**RATIO DETTE FIN. /BILAN** (%)



CI-ENERGIES

CÔTE D'IVOIRE ENERGIES

HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT // ELECTRICITÉ // STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 21 décembre 2011
Capital social 20 milliards FCFA
Capitaux propres 1 770 milliards FCFA (+0,8%)
Participation publique 100%
CA 44,19 milliards FCFA (-16,8%)
Résultat Net 1,83 milliard FCFA (-58,9%)
Subv d'exploitation 56,8 milliards FCFA (-0,21%)

Subv. d'inv. 219,92 milliards FCFA (+40,75%)
PCA KONAN Yao Yves
DG SIDIBE Noumory
Adm MBPE ADOPO Fiacre
Adm MMPE AKOUSSI Kouassi Jacob
Filiales SOCIETE TRANCO-CLSG (25%)

Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) est une société d'État chargée de la planification de l'offre et de la demande en énergie électrique, de la maîtrise d'œuvre des travaux de développement des réseaux électriques pour le compte de l'État de Côte d'Ivoire, du suivi de la gestion de l'exploitation du service concédé, du contrôle de l'équilibre financier du secteur de l'électricité et de la production de l'énergie électrique. En 2021, le bilan des activités du secteur de l'électricité ressort mitigé. L'année a été marquée par une crise énergétique avec un déficit de l'ordre de 270 MW à 370 MW à la suite de plusieurs incidents d'exploitations survenus sur les ouvrages de production thermique et sur la plateforme d'un champ gazier. Cette situation a occasionné des coûts de production plus importants du fait du recours aux combustibles liquides ainsi qu'une perte de revenu pour le secteur, consécutive à la baisse des exportations pour satisfaire la demande locale. De plus, le Temps Moyen de Coupure, abstraction faite du plan de rationnement mis en œuvre en raison de la crise de production, s'est dégradé de 1h30 minutes par rapport à 2020, pour s'établir à 17h52 minutes, en raison de plusieurs incidents majeurs, dont celui enregistré en juin 2021 au poste 225 kV d'Abobo. Nonobstant les difficultés enregistrées sur l'année 2021, le rendement global du réseau a progressé de 1,13 point, pour s'établir à 83,67% avec la hausse du rendement en matière de distribution (+2,14 points). De même, la production totale brute et la consommation totale brute d'électricité ont progressé respectivement de 2% et 7%, pour s'établir respectivement à 11 420 GWh et 10 731 GWh. Enfin, le taux de couverture nationale s'est amélioré de 8,96 points, s'établissant à 88,6% avec la mise sous tension de 774 localités supplémentaires, portant le nombre total des localités électrifiées à 6 855.

Au niveau financier, CI-ENERGIES enregistre un chiffre d'affaires de 44,19 milliards FCFA, en régression de 16,75% par rapport à 2020. Ce repli s'explique essentiellement par la baisse des ventes de l'électricité issue du barrage hydroélectrique de Soubré et des prestations d'ingénierie. Les produits d'exploitation se sont fixés à 221 milliards FCFA, en hausse de 9,7% du fait de la comptabilisation de transfert de charges de 22,4 milliards FCFA contre 4,5 milliards FCFA en 2020. Les charges d'exploitation, quant à elles, ont enregistré une baisse de 3%, pour s'établir à 169,8 milliards FCFA en 2021. Il en découle un résultat d'exploitation de 50,78 milliards FCFA en hausse de 99,70%. Quant au résultat financier, il est en recul de 134%, pour se fixer à - 48,96 milliards FCFA, suite à la hausse des frais financiers et intérêts bancaires sur opération de trésorerie et d'escompte de traite (+10,29%).

En définitive, le résultat net de CI-ENERGIES ressort bénéficiaire de 1,83 milliard FCFA, mais en baisse de 58% par rapport à 2020.

En perspective, CI-ENERGIES envisage de poursuivre les travaux de construction du barrage de Gribo Popoli, de finaliser la construction des postes 225/33 d'Akoupé-Zeudji et d'Abobo-Anyama. Elle envisage également d'entamer la création de plusieurs nouveaux départs issus des postes sources et l'électrification des 1 000 localités rurales restantes.

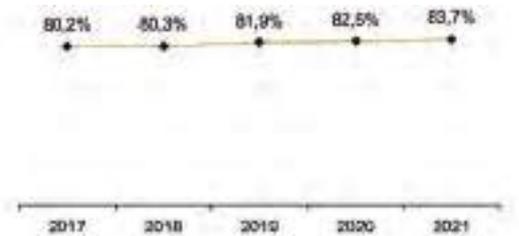
FAITS MARQUANTS

- Crise de la production énergétique ayant induit Abidjan en Côte d'Ivoire ;
- Mise en vigueur du Fonds de liquidité de la Banque Mondiale pour le paiement des factures à l'importation de l'électricité ;
- PROJET CLSG : Réunion de négociation des prix des Contrats d'Achat d'Energie (CAE) entre la Partie Ivoirienne (CI-ENERGIES, CIE) et EDG, EDSA, LEC à
- Augmentation de la puissance d'AGGREKO de 40 MW ;
- Augmentation du potentiel de FOXTROT à 230 Mpc/j, pour compenser l'arrêt de la production de gaz du Champ Espoir.

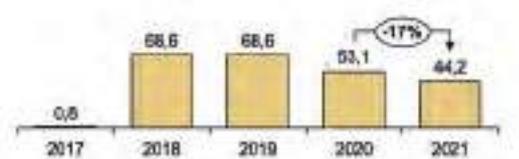
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|--------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100,00 |

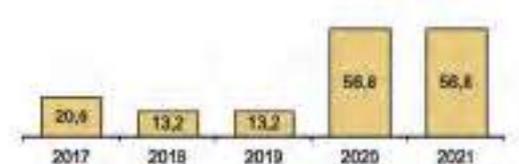
RENDEMENT GLOBAL DU RÉSEAU (en %)



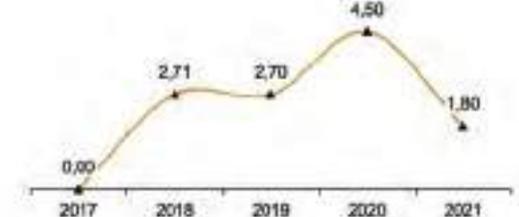
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



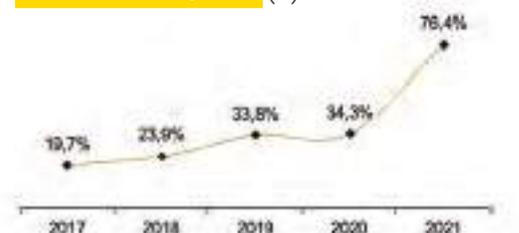
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT // ELECTRICITÉ // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 20 juillet 1994
Capital social 29,2 milliards FCFA
Capitaux propres 104,76 milliards FCFA (-7,69%)
Participation publique 14,7%
Chiffre d'Affaires 52,83 milliards FCFA (-14,5 %)
Résultat Net 27,59 milliards FCFA (-4,77%)

PCA N'GUESSAN Kouassi
DG Mme DIALLO Kadidjatou
Adm MMPE CISSE Sabati

La **Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL)** a pour objet la production d'électricité d'origine thermique à partir du gaz naturel essentiellement. Avec une puissance installée de 556 MW, elle conforte sa position de plus puissant producteur d'électricité de Côte d'Ivoire.

En 2021, la CIPREL a livré au réseau électrique 3 546 GWhs contre 3 382 GWhs en 2020. Cette quantité d'énergie est en dessous de l'engagement contractuel de production (Take or Pay ou TOP) qui est fixé à 3 810 GWhs. Toutefois, l'énergie disponible au cours de l'exercice a été de 4 268 GWhs, se situant à 12,02% au-dessus du TOP. La disponibilité moyenne de l'usine s'est établie à 89,73% contre 92,3% en 2020.

Cependant, le chiffre d'affaires de la Compagnie enregistre une baisse de 14,5%, pour se situer à 52,83 milliards FCFA. Ce repli s'explique essentiellement par la révision à la baisse du prix de cession de l'énergie.

Les charges d'exploitation enregistrent également une baisse de 20,16% et se fixent à 22,87 milliards FCFA.

Le résultat d'exploitation qui en découle est légèrement en hausse de 0,84% pour un montant de 37,26 milliards FCFA.

En définitive, le résultat net ressort à 27,59 milliards FCFA, soit une baisse de 4,8%.

Le report à nouveau créditeur de 42,13 milliards FCFA porte le bénéfice disponible à 69,72 milliards FCFA. Grâce à ce niveau de bénéfice, la CIPREL a distribué des dividendes d'un montant global brut de 12,04 milliards FCFA contre 36,32 milliards FCFA en 2020. L'État devrait percevoir un montant net de 1,5 milliard FCFA contre 4,53 milliards FCFA en 2020.

Par ailleurs, sous réserve de la validation des prêteurs de CIPREL 4B, la société devrait distribuer des dividendes complémentaires d'un montant de 9,5 milliards FCFA, prélevé sur le compte «report à nouveau». A cet effet, l'État devrait percevoir un montant net de 1,19 milliard FCFA, soit un montant global net de dividendes pour l'État de 2,69 milliards FCFA.

Les impôts dus par la société sur l'exercice 2021 s'élèvent à 5,47 milliards FCFA (1,89 milliard FCFA d'impôts et taxes et 3,58 milliards FCFA d'impôt BIC), contre 2,82 milliards FCFA en 2020.

En perspective, la CIPREL poursuivra sa politique de responsabilité sociétale par des actions caritatives dans l'environnement immédiat de ses installations et devra fournir plus d'énergie grâce à la production de la centrale ATINKOU dont la mise en service est prévue pour 2023.

FAITS MARQUANTS

- Démission de Monsieur Rudolph BELLA, représentant permanent de ERANOVE SA au Conseil d'Administration ;
- Nomination de Monsieur NAGO Franchy en qualité de représentant permanent de la BOAD au Conseil d'Administration ;
- Dons de plusieurs kits complets de fournitures scolaires aux écoles maternelles et primaires publiques de la circonscription de Vridi ;
- Taux de couverture vaccinal de 92% des agents de CIPREL, pour la limitation de l'impact de la crise sanitaire (COVID-19).

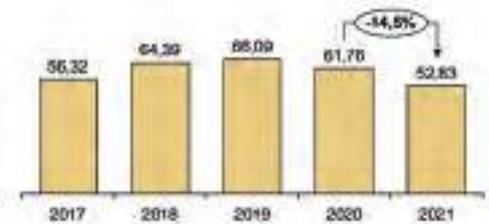
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| ERANOVE | 83,30 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 14,7 |
| BOAD | 2,00 |

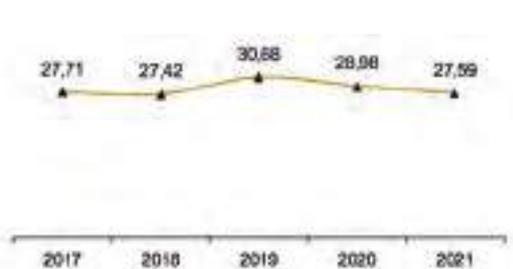
QUELQUES INDICATEURS D'ACTIVITÉS



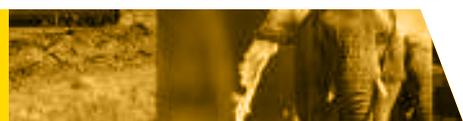
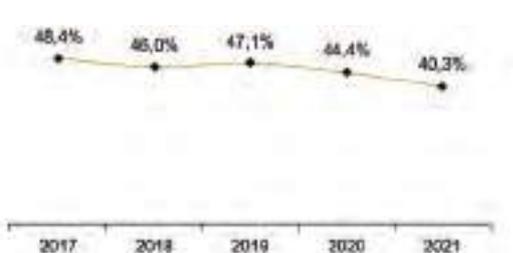
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





EAU & ASSAINISSEMENT, ELECTRICITÉ, HYDROCARBURES

HYDROCARBURES



La **GESTOCI** a dégagé un résultat net excédentaire de 761 millions FCFA en 2021, bénéficiant ainsi d'une hausse de 22,5% de son chiffre d'affaires qui s'établit à 22,026 milliards FCFA en 2021 contre 18 milliards FCFA en 2022.

DANS UN CONTEXTE MARQUÉ PAR LA REPRISE ÉCONOMIQUE ET LA HAUSSE DES COURS DES PRODUITS PÉTROLIERS, LE PORTEFEUILLE HYDROCARBURES ENREGISTRE UNE HAUSSE SIGNIFICATIVE DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES, MAIS UN RETRAIT DE SON RÉSULTAT NET GLOBAL QUI RESTE TOUT DE MÊME POSITIF

Au niveau international, le marché pétrolier en 2021 a été marqué par la hausse du cours du baril de pétrole brut qui s'est établi à 71 USD/Bbl en moyenne contre 42 USD/Bbl en 2020, soit une hausse de 70%, soutenue par la reprise de l'activité économique mondiale avec l'assouplissement des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la Covid-19.

Au niveau national, le secteur des hydrocarbures en Côte d'Ivoire a enregistré une baisse de la production de pétrole brut du fait de la déplétion naturelle des champs pétroliers et des arrêts d'exploitation intervenus en raison de divers incidents. En effet, la production nationale de pétrole brut s'est établie à 8,77 millions de barils contre 10,64 millions de barils en 2020, soit un recul de 17,6%.

Quant à la production du gaz naturel, elle enregistre une hausse de 3,2%, passant de 2 161,2 millions de m³ en 2020 à 2 371,9 millions de m³ en 2021, induite par la demande du secteur de l'électricité, principal consommateur. En ce qui concerne les produits pétroliers, la consommation nationale a progressé de 21%, passant de 2,096 millions de TM en 2020 à 2,541 millions de TM en 2021.

Ainsi, le portefeuille hydrocarbures affiche un chiffre d'affaires global en hausse de 47%, passant de 1 449,841 milliards FCFA en 2020 à 2 129,1 milliards FCFA en 2021. Cette hausse est principalement induite par l'augmentation de 63% du chiffre d'affaires de la SIR qui est passé de 848 milliards FCFA en 2020 à 1 378,6 milliards FCFA en 2021. Pour rappel, la SIR contribue à elle seule, pour 64,8%, à la formation du chiffre d'affaires du périmètre hydrocarbures, soit deux tiers du chiffre d'affaires du portefeuille sectoriel.

Toutefois, le résultat net du portefeuille enregistre une baisse de 25% (-12,2 milliards FCFA), passant de 48,4 milliards FCFA en 2020 à 36,3 milliards FCFA en 2021. Cette baisse significative est imputable

principalement à la SIR, du fait notamment de la non-reconduction en 2021 de produits exceptionnels, notamment l'indemnité de 56,6 milliards FCFA perçue en 2020 sur le sinistre du DHC survenu en 2017.

Ce recul est imputable secondairement à PETROCI Holding qui a connu une baisse de son résultat net de 15% entre 2020 et 2021, contribuant ainsi au retrait du résultat net du portefeuille hydrocarbures.

A contrario, les sociétés de distribution et de stockage ont profité de l'embellie de la situation économique nationale caractérisée par la hausse de la demande de produits pétroliers. Ainsi, les sociétés VIVO ENERGY et SIFAL, spécialisées dans la distribution, affichent un résultat net cumulé en hausse de 154,3%, passant d'un déficit de 4,6 milliards FCFA en 2020 à un excédent de 2,5 milliards FCFA en 2021. Il en est de même pour la société GESTOCI, dont l'activité principale est le stockage de produits pétroliers, qui a dégagé un résultat net bénéficiaire de 761 millions FCFA, en hausse de 185,6% par rapport à 2020.

Enfin, l'activité des entreprises du portefeuille évoluant dans le secteur des hydrocarbures a généré des impôts et taxes payables à l'État au titre de l'exercice 2021 en hausse de 18% par rapport à l'exercice 2020, qui s'élèvent à 56,8 milliards FCFA dont 28,6 milliards FCFA d'impôt BIC.



GESTOCI

SOCIÉTÉ DE GESTION DES STOCKS
PÉTROLIERS DE CÔTE D'IVOIRE



DONNÉES
PROVISOIRES

HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT // HYDROCARBURES // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 septembre 1983
 Capital social 240 millions FCFA
 Capitaux propres 40,673 milliards FCFA (+18%)
 Participation publique 12,5% (actionariat indirect)
 CA 22,026 milliards FCFA (+22,5%)
 Résultat Net 761 millions FCFA (+185%)
 Subv. d'exploitation 782 millions FCFA

Subv. d'investissement 9,128 milliards FCFA (+122%)
 PCA OULAI Madeleine
 DG DOUMBIA Ibrahima
 Adm MMPE NIAMIEN K. Ambroise
 Adm MBPE SEA Hilaire

La Société de Gestion des Stocks Pétroliers de Côte d'Ivoire (GESTOCI) est une société à participation financière publique minoritaire, ayant pour mission la gestion des dépôts, des stocks pétroliers de sécurité et des moyens de transports massifs de produits pétroliers entre ces dépôts.

En 2021, l'entreprise a réalisé une performance opérationnelle appréciable sur les activités d'enlèvement de produits pétroliers par rapport à 2020, malgré le contexte de crise sanitaire qui a impacté le secteur du transport.

En effet, les enlèvements de produits blancs (super, gasoil, pétrole, jet A1) affichent une hausse de 17,7% pour atteindre 2 478 897 m3 en 2021, portés par le marché «local» (+26,74%) qui représente 67,3% des activités de la société. De même, les produits au poids (DDO, fuel, butane, bitume) ont progressé de 98,5% pour atteindre 219 566 TM en 2021, principalement en raison de la hausse des activités du marché «export» (+178%) représentant 54,35% des activités de la GESTOCI.

Ainsi, le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 22,5% par rapport à 2020, pour se fixer à 22,03 milliards FCFA en 2021. Plus globalement, les produits d'exploitation se fixent à 28,46 milliards FCFA, en hausse de 25% par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est portée par l'accroissement enregistré au niveau du chiffre d'affaires et, dans une moindre mesure, par les reprises de provisions, notamment la reprise pour un montant de 1,29 milliard FCFA effectuée sur la provision pour créance de Continental Brokers.

De même, les charges d'exploitation ont enregistré une hausse de 27,9% pour se fixer à 25,84 milliards FCFA en 2021, en raison de la hausse des provisions pour risques, se limitant principalement aux provisions sur perte d'exploitation.

Ainsi, il en découle un résultat d'exploitation excédentaire de 2,62 milliards FCFA, en hausse de 6,2% par rapport à 2020.

Cependant, la société enregistre un résultat HAO déficitaire de 223 millions FCFA, mais en amélioration de 82% par rapport à 2020, principalement due à la baisse des achats de produits pétroliers pour compenser les pertes d'exploitation.

Le résultat financier, quant à lui, s'est établi à un déficit de 891 millions FCFA contre un déficit de 801 millions FCFA en 2020.

En définitive, le résultat net est bénéficiaire de 761 millions FCFA, contre un bénéfice de 266 millions FCFA en 2020.

Par ailleurs, les impôts et taxes payables à l'État au titre de l'exercice 2021 se chiffrent à 3,37 milliards FCFA, dont 746 millions FCFA d'impôts BIC, contre 2,92 milliards FCFA en 2020.

Le ratio d'endettement enregistre une baisse de 7 points de pourcentage, passant de 24% à 17%, imputable au stock de la dette qui a été amorti de 26%.

En perspective, la GESTOCI entend (i) poursuivre l'exécution des projets d'accroissement de ses capacités de stockage et (ii) améliorer le niveau du stock de sécurité par l'achat de volumes supplémentaires.

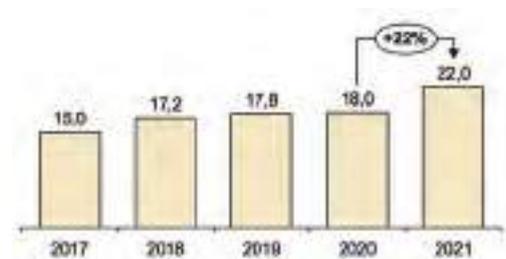
FAITS MARQUANTS

- L'obtention du Prix d'Excellence 2021 de la meilleure structure du secteur du pétrole.

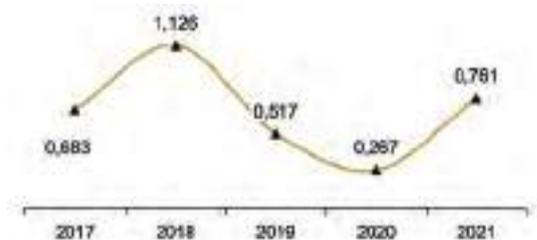
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|--------------|-------|
| TOTAL CI | 37,50 |
| VIVO ENERGY | 25,00 |
| PETROCI | 12,50 |
| LIBYA OIL CI | 12,50 |
| CORLAY CI | 12,50 |

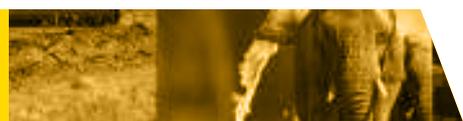
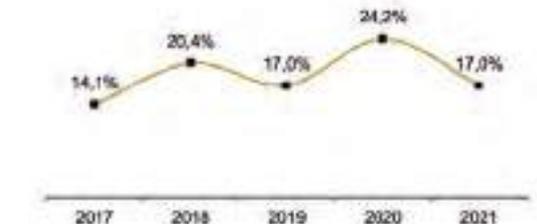
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO ENDETTEMENT (%)





PETROCI HOLDING

SOCIÉTÉ NATIONALE D'OPÉRATIONS PÉTROLIÈRES DE CÔTE D'IVOIRE



HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT // HYDROCARBURES // CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 21 octobre 1975
Capital social 33,1 milliards FCFA
Capitaux propres 364 milliards FCFA (+8%)
Participation publique 100%
CA 332,8 milliards FCFA (+31,3%)
Résultat Net 8,3 milliards FCFA (-13%)
PCA BEUGRE Joachim
DG VAMISSA BAMBA
Adm MMPE NIAMIEN Kouassi Ambroise

Adm MBPE DOSSO Adama
Principales filiales et participations
 PETROCI CI-11 (100%) ; LION GPL (100%) ;
 PETRO SANTE (100%) ; SIAP (50%) ; SIR (45,74%) ;
 PETRO SOUTES (35%) ; SIFAL (32,14%) ; SPMCI (25%) ;
 GESTOCI (12,5%) ; VIVO ENERGY (5,5%) ;
 VITIB (3%) ; TOTAL-CI (0,9%)

La Société Nationale d'Opérations Pétrolières de la Côte d'Ivoire, en abrégé PETROCI, est une société d'État créée le 21 octobre 1975. Elle a pour missions la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures ainsi que la prise de toutes mesures propres à assurer la continuité des approvisionnements de la Côte d'Ivoire en hydrocarbures et produits dérivés.

Au titre de l'exercice 2021, les activités de la société se sont déroulées dans un contexte économique international marqué d'une part, par la reprise de l'activité économique favorisée par l'assouplissement des mesures liées à la COVID-19 et d'autre part, par la hausse du cours du baril de pétrole brut qui s'est établi à 70 USD/Bbl en moyenne contre 42 USD/Bbl en 2020, soit une hausse de 70%.

Au niveau national, la production de pétrole brut s'est établie à 8,77 millions de barils contre 10,64 millions de barils en 2020, soit un recul de 17,6%, du fait de la déplétion naturelle des champs pétroliers et des arrêts d'exploitation intervenus en raison de divers incidents.

A contrario, la vente de gaz butane importée et celle de gaz naturel aux industries ont enregistré des revenus en hausse respectivement de 86% et 24% par rapport à 2020, portés par l'accroissement de la consommation nationale. En somme, les activités de l'entreprise ont généré un chiffre d'affaires global de 332,8 milliards FCFA en 2021 contre 253,4 milliards FCFA en 2020, impacté par la hausse des revenus pétroliers.

Les charges d'exploitation ont, quant à elles, augmenté de 39,2% pour s'établir à 317,9 milliards FCFA en 2021, imputable principalement à la hausse des achats de gaz butane importé pour satisfaire la demande et de celle des dotations aux amortissements et provisions sur blocs respectivement de 84,9 milliards FCFA et de 32,1 milliards FCFA par rapport à 2020.

Ainsi, le résultat d'exploitation qui en découle s'est établi à 45,9 milliards FCFA en 2021, en hausse de 13,1% par rapport à l'exercice 2020. Le résultat financier s'est nettement amélioré, passant de -931 millions FCFA en 2020 à 18,5 milliards FCFA en 2021, soit une amélioration de 2091% essentiellement due à la hausse des reprises de provisions et dépréciations financières de 31 milliards FCFA.

Le résultat hors activités ordinaires (HAO) qui connaît une forte dégradation, se chiffre à -29,3 milliards FCFA, soit une baisse de 817% par rapport à 2020. En définitive, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 8,3 milliards FCFA, en 2021 contre 9,5 milliards FCFA en 2020.

Les impôts et taxes payables à l'État au titre de l'exercice 2021 se chiffrent à 31,1 milliards FCFA contre 36,1 milliards FCFA en 2020, soit une baisse de 14%.

En perspective, PETROCI a entamé la construction des fondements pour l'établissement d'un système d'informations efficace, la consolidation des acquis économiques et financiers et la pérennisation des bonnes performances techniques et économiques.

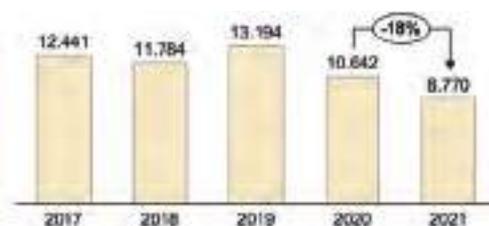
FAITS MARQUANTS

- Atténuation des mesures liées à la pandémie de la COVID-19 ;
- Découverte du gisement «baleine» sur le bloc CI-101 avec des réserves comprises entre 1,5 milliard et 2 milliards de barils de brut et 1 800 et 2 400 milliards de pieds cubes de gaz naturel associé.
- Remontée du cours du dollar, qui s'est apprécié d'environ 41 points par rapport au franc CFA en décembre 2021 comparativement à la période correspondante en 2020.

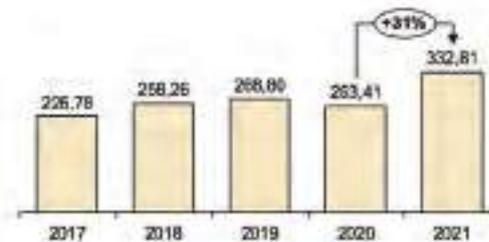
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|--------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100,00 |

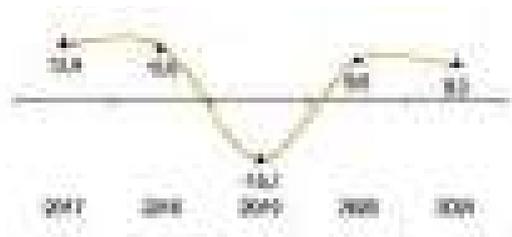
PRODUCTION NATIONALE BRUTE (en Millions bbl)



CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO ENDETTEMENT (%)





SIFAL

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE FABRICATION DE LUBRIFIANTS



HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT // HYDROCARBURES // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1996
 Capital social 560 millions FCFA
 Capitaux propres 2,22 milliards FCFA
 Participation publique 32,1% (actionnariat indirect)
 CA 29,01 milliards FCFA (+67%)
 Résultat Net 156 millions FCFA (+4%)
 PCA TOUNGARA Mamadou Latif
 DG SOW Abou

Adm MMPE TOUNGARA Mamadou, FOFA-NA Bakary, NEMIN Patrice

La Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiants (SIFAL) a pour missions principales l'exploitation d'une usine de fabrication de lubrifiants ainsi que toutes autres activités connexes pouvant être exercées à partir de ses équipements, de son savoir-faire ou de son fonds de commerce.

En 2021, sur le plan international, les cours des huiles de base ont connu une hausse régulière du premier au deuxième trimestre, passant de 950 USD/tonne à près de 2 000 USD/tonne. Ensuite, elles ont observé une tendance baissière sur le troisième trimestre atterrissant à 1 000 USD/tonne en fin d'exercice.

Sur le marché national, les ventes de lubrifiants ont connu une croissance de 19%. Ainsi, la SIFAL a enregistré une bonne performance aussi bien sur le marché local (+29%) que sur le marché export (+50%), induisant une hausse de 36% des volumes vendus qui se sont établis à 22 774 TM en 2021. Cette performance se justifie par la résilience de l'entreprise face à la COVID 19.

Il en résulte un chiffre d'affaires qui est en hausse de 67%, pour atteindre 29,01 milliards FCFA en 2021. Le marché local affiche une contribution de 67% à la formation du chiffre d'affaires généré en 2021.

Plus généralement, l'activité d'exploitation s'est soldée, en 2021, par un résultat excédentaire de 426 millions FCFA, en hausse de 5% comparativement à l'exercice précédent, imputable principalement à la hausse des volumes vendus.

Quant aux activités financières de la société, elles se sont soldées par un résultat déficitaire de 222 millions FCFA, contre -201 millions FCFA en 2020, en raison de la hausse des frais financiers de 11% liée à l'augmentation du niveau des financements à court terme contractés par la société pour financer son activité.

En définitive, l'exercice s'est soldé par un résultat net bénéficiaire de 156 millions FCFA, contre 151 millions FCFA en 2020.

L'impôt BIC payable à l'État, au titre de l'exercice 2021, s'est chiffré à 47 millions FCFA, en baisse de 16% par rapport à 2020.

Le ratio d'endettement, quant à lui, est maîtrisé et se chiffre à 1%, en raison de la politique de financement des activités essentiellement par des crédits à court terme.

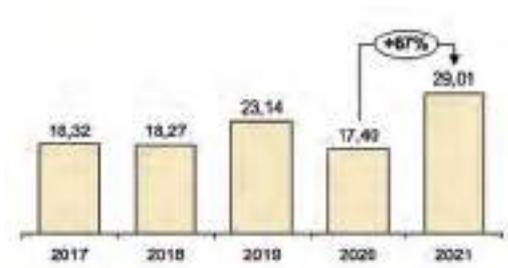
FAITS MARQUANTS

- La volatilité des prix des matières premières des produits pétroliers (brut et huiles de base), associée à la baisse de l'offre mondiale.

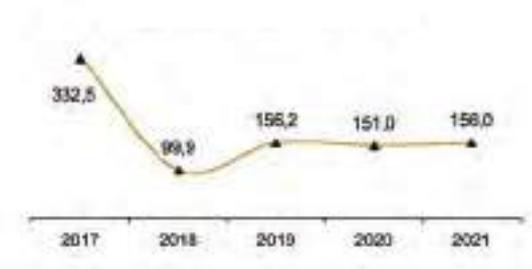
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------|-------|
| TOTAL CI | 35,00 |
| SHELL & VIVO L. | 33,00 |
| PETROCI | 32,00 |

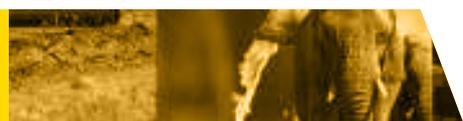
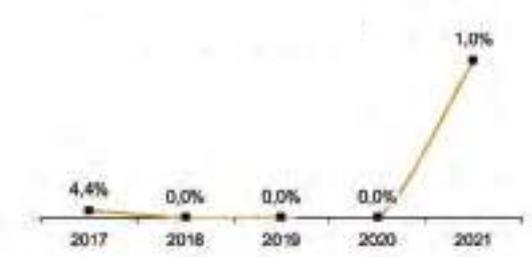
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT // HYDROCARBURES // CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 3 octobre 1962
Capital social 39 milliards FCFA
Capitaux propres -5,01 milliards (+83,1%)
Besoin en recapitalisation 24,51 milliards FCFA (dont 377,5 millions à la charge de l'État)
Participation publique 47,28% (dont 45,74% d'actionariat indirect)
CA 1 378,58 milliards FCFA (+62,6%)

Résultat Net 24,67 milliards FCFA (-43,1%)
PCA BAKAYOKO Soumaïla
DG SORO Tiotioho
Adm MBPE OUATTARA Issa
Adm MMPE AKA Jean Baptiste et CHEVALIER Jacques
Filiales et Participations SMB (72,52%), VITIB (10%), SIAP (15%)

La Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) a pour missions, le raffinage du pétrole brut et l'approvisionnement en produits pétroliers de la Côte d'Ivoire et de certains pays de la sous-région. L'environnement économique du secteur du raffinage a été marqué en 2021 par une embellie de la marge brute de raffinage qui s'est établie à 1,3 \$/bbl contre -3\$/bbl en 2020, et la hausse du cours du baril (+70%), consécutive à la reprise économique mondiale, après la mise en œuvre des campagnes de vaccination contre la covid-19.

Le taux d'utilisation de la raffinerie s'est établi à 60,2% en 2021 contre 52,8% en 2020. Cette hausse est en lien avec l'augmentation de la quantité de brut traitée (+14%) et une plus grande utilisation des unités pour capter l'amélioration des marges au cours du second semestre 2021. Les taux de disponibilité (93,6%) et de fiabilité (96%) ont également enregistré de bonnes performances. Ainsi, la production affiche une hausse de 13,9% pour atteindre 3 981 KT en 2021.

Les volumes vendus sont en hausse de 11,3% pour se fixer à 3 938 KT. Les deux tiers des marchés que représentent les marchés «Côte d'Ivoire» et «Export Terre» affichent des hausses respectives de 20,5% et 12,8%. Cependant, le marché «Export Mer» a connu une baisse de 17,2% des volumes vendus.

La marge brute comptable s'est améliorée de 172,3% pour atteindre 91,06 milliards FCFA grâce à la forte hausse du prix des produits pétroliers sur les différents marchés.

En somme, la SIR enregistre un chiffre d'affaires de 1 378,58 milliards FCFA en 2021, en hausse de 62,6%.

Le résultat d'exploitation ressort bénéficiaire de 17,7 milliards FCFA en 2021, mais en baisse de 52% par rapport à 2020. Les activités financières se sont, elles, soldées par un résultat déficitaire de 12 milliards FCFA, en amélioration de 35,3% grâce essentiellement aux revenus des titres de participation versés par la SMB et les intérêts créditeurs perçus sur les placements à court terme. Le résultat hors activités ordinaires, quant à lui, s'est établi à 19,37 milliards FCFA contre 25,81 milliards FCFA en 2020

En définitive, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 24,67 milliards FCFA en 2021 contre 43,33 milliards FCFA en 2020. Les capitaux propres demeurent déficitaires mais s'améliorent progressivement passant de -29,7 milliards FCFA en 2020 à -5,01 milliards FCFA en 2021.

Par ailleurs, les impôts et taxes payables à l'État au titre de l'exercice 2021 se chiffrent à 5,15 milliards FCFA en hausse de 14,2%.

Comme perspectives, la SIR envisage la mise à jour et la poursuite de son plan d'affaires en vue de résorber le déficit de ses capitaux propres.

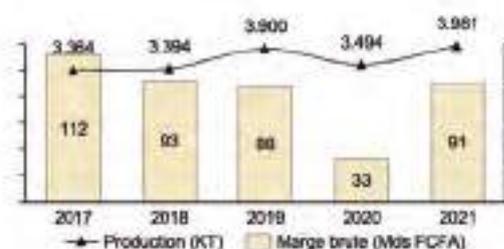
FAITS MARQUANTS

- Hausse du cours du baril (+70%) et amélioration de la marge de raffinage (+143%) ;
- Reprise progressive de l'activité et du rythme des achats de matières premières.

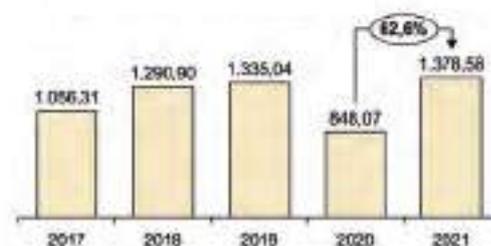
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| PETROCI HOLDING | 45,74 |
| SONANGOL | 20,00 |
| TOTAL CI | 15,35 |
| SAHARA ENERGY | 6,98 |
| SONABHY | 5,39 |
| TOTAL OUTRE MER | 5,00 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 1,54 |

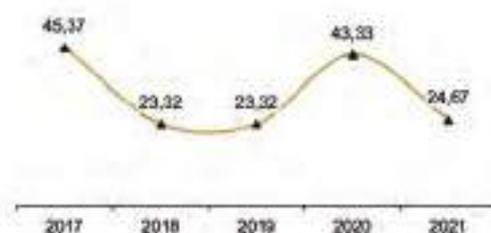
MARGE BRUTE DE RAFFINAGE ET PRODUCTION



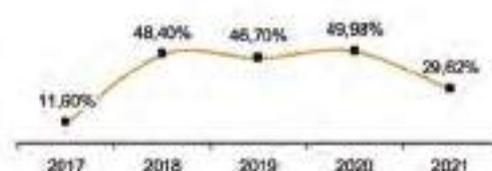
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 2012 (rachat de Shell-CI par VIVO)
Capital social 3,15 milliards FCFA
Capitaux propres 21,385 milliards FCFA (+12%)
Participation publique 5% (actionnariat indirect)
CA 366,64 milliards FCFA (+17%)
Résultat Net 2,360 milliards FCFA (+149%)

PCA KONAN-YAHAUT Franck
DG SOW Abou
Adm PETROCI DOSSO Inza
Adm MMPE DIAKITE Mariam Coulibaly
Filiales et Participations SMB (72,52%), VITIB (10%), SIAP (15%)

VIVO ENERGY Côte d'Ivoire (VECI), titulaire de la franchise SHELL depuis 2012, commercialise les carburants et lubrifiants sous la marque Shell sur le territoire national. Au plan national, l'année 2021 a été marquée par un regain de l'activité de commercialisation et de distribution de produits pétroliers dans un contexte de croissance du PIB de 7,4% et de baisse des effets de la pandémie à COVID-19. Cette situation s'est traduite par la croissance des ventes de produits pétroliers du Groupement des Professionnels du Pétrole (GPP) de 20% par rapport à l'année précédente.

Au niveau de VECI, les ventes en volume sur l'ensemble des marchés ont enregistré une hausse de 10%, passant de 596 000 M3/TM à 658 500 M3/TM en 2021.

Ainsi, le chiffre d'affaires de la société a connu une hausse de 17% pour s'établir à 366,64 milliards FCFA en 2021, grâce à l'effet conjugué de la hausse des volumes de ventes (+10%) et du prix moyen de vente comparativement à 2020.

Le résultat d'exploitation est ressorti bénéficiaire de 4,27 milliards FCFA contre un déficit de 3,82 milliards FCFA l'exercice précédent. Cette progression s'explique par l'effet combiné de la hausse de la marge brute (+16%) et de l'augmentation de la subvention d'exploitation (+106%) liée aux ventes de bouteilles de gaz.

Quant au résultat financier, il s'est soldé par un déficit de 997 millions FCFA contre un déficit de 947 millions FCFA enregistré en 2020. Ce résultat financier déficitaire résulte essentiellement de la baisse des reprises de provisions et dépréciations financières (-60%) tandis que la société a enregistré une hausse des dotations aux provisions (+132%).

En définitive, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 2,36 milliards FCFA en 2021 contre une perte de 4,788 milliards FCFA en 2020. Pour rappel, la société VECI avait fortement subi les effets de la pandémie COVID-19 sur l'exercice 2020 marquée par une baisse des volumes vendus à ses principaux partenaires, notamment ceux du transport.

Les impôts et taxes dus par VECI à l'État, au titre de l'exercice 2021 se chiffrent à 3,912 milliards FCFA (dont 912 millions FCFA d'impôt BIC) contre 3,220 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 22%.

Le ratio d'endettement, quant à lui, est en baisse et s'établit à 13% en 2021 contre 16% en 2020. Ce recul est principalement dû au recul de la dette bancaire.

En perspectives, VIVO ENERGY CI entend maintenir la dynamique de reprise post COVID et consolider sa position de leader en termes de réseau de stations-services.

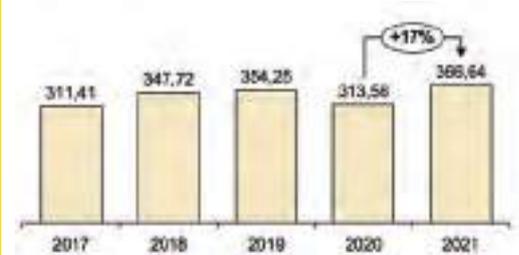
FAITS MARQUANTS

- Le prix du baril de pétrole (Brent) en hausse de 51%, se consolide à 78\$ au 31 décembre 2021 ;
- La capitalisation boursière de VIVO ENERGY CI se chiffre à 54,18 milliards FCFA au 31 décembre 2021 ;
- Hausse du cours moyen pondéré de l'action Vivo Energy Côte d'Ivoire de 11,37%, passant de 644 FCFA en 2020 à 717 FCFA en 2021.

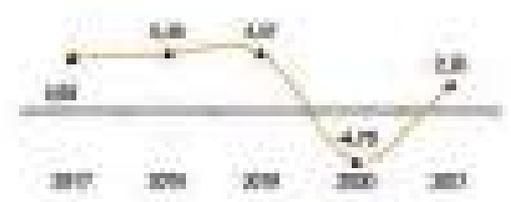
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|------------------------|-------|
| VIVO ENERGY CI | 66,67 |
| BRVM (PETITS PORTEURS) | 28,33 |
| PETROCI HOLDING | 5,00 |

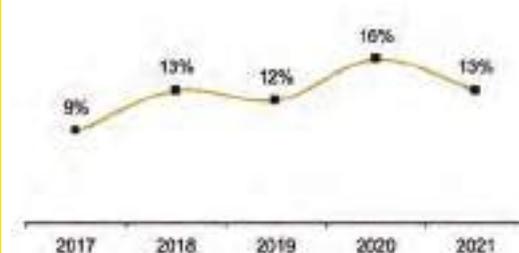
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





Apr

May

Jun

Jul

44.186

46.681

DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MÉDIA, TOURISME & AUTRES SERVICES

MÉDIA



L'évolution de 32% des locations de pylônes et droits de diffusion a permis à la société **IDT** d'observer une hausse de 33% de son chiffre d'affaires, pour s'établir à 4,62 milliards FCFA.

UN BOULEVERSEMENT MÉDIATIQUE OBSERVÉ DÙ À LA MONTÉE EN PUISSANCE DES RÉSEAUX SOCIAUX.

Les difficultés latentes du secteur combiné au changement des habitudes des populations bouleversent fortement la configuration du paysage médiatique en Côte d'Ivoire.

Au 31 décembre 2021, la communication en Côte d'Ivoire se trouve structurée principalement autour de la presse et de l'audiovisuel.

La presse écrite est largement développée et reflète une large palette d'opinion publique et de mouvement d'idée. La presse écrite ivoirienne propose une vingtaine de quotidiens, une trentaine d'hebdomadaires, de nombreux magazines, plusieurs sites d'informations et plusieurs agences de presse dont les principales sont l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP) et Alertes Info.

Au niveau de l'audiovisuel, le processus de déploiement de la Télévision Numérique Terrestre (TNT) poursuit sa marche. Le paysage télévisuel comprend quatre (4) télévisions de service public (RTI 1, RTI 2, RTI3 et RTI BOUAKE), quatre (4) chaînes privées et gratuites (A+ Ivoire, Life TV, NCI et 7 Info) et un opérateur de bouquet qui est CANAL.

Le portefeuille de l'État est représenté dans ce secteur par quatre (4) sociétés, à savoir la RTI, IDT, SNPECI et EDIPRESSE.

En 2021, les activités commerciales des entreprises publiques du secteur média ont connu un accroissement, avec un chiffre d'affaires cumulé de 19,5 milliards FCFA, contre 18 milliards FCFA en 2020. Quant au résultat net d'ensemble, il est déficitaire de 3,08 milliards FCFA, contre un déficit de 1,35 milliard FCFA en 2020, soit une dégradation de 1,73 milliard FCFA

En ce qui concerne la RTI, la tendance baissière observée à la suite des réformes intervenues au sein de l'espace audiovisuel, a été inversée cette année, avec les réformes commerciales et marketing, entamées depuis 2020 et l'amélioration des contenus des grilles des programmes. Toutefois, cette situation qui a abouti à une hausse de son chiffre d'affaires de 12,11%, n'a pas été suffisante pour contenir le niveau important des charges de la société. Le résultat net est ressorti déficitaire de 1,830 milliard FCFA, contre un déficit de -956 millions FCFA en 2020.

Pour la société IDT, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 4,62 milliards FCFA, contre 3,48 milliards FCFA en 2020. Cette augmentation s'explique principalement par l'évolution de 32% des « locations de pylônes et droits de diffusion » qui se sont établis à 4,43 milliards FCFA, contre 3,35 milliards FCFA en 2020. La subvention d'exploitation reçue de l'État s'élève à 1,9 milliard FCFA. Au total, IDT a enregistré des produits globaux d'un montant de 6,66 milliards FCFA pour des charges qui s'élèvent à 6,65 milliards FCFA. Ainsi, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 10 millions FCFA, contre un bénéfice de 525 millions FCFA en 2020.

Quant à la SNPECI, la performance affichée par les « ventes de produits fabriqués », due à l'acquisition des équipements prévus dans le plan de restructuration, a impacté les activités commerciales de la société. Ainsi, le chiffre d'affaires a augmenté de 4,2% par rapport à 2020, en passant de 4,495 milliards FCFA en 2020 à 4,684 milliards FCFA en 2021. Nonobstant cette hausse, le niveau toujours important des charges estimées à 6,92 milliards FCFA contre 7,4 milliards FCFA en 2020, a conduit la société à dégager un résultat net déficitaire de 559 millions FCFA contre un résultat net bénéficiaire de 58 millions FCFA en 2020 (dû à l'enregistrement d'un produit exceptionnel de 1,889 milliard FCFA, découlant de la titrisation des dettes sociales par l'État).

La société EDIPRESSE a enregistré une baisse de 34,28% de son chiffre d'affaires qui est passé de 2,2 milliards FCFA à 1,4 milliard FCFA en 2021, en raison des difficultés liées à la filière presse (méventes, différentes formes de fraudes sur le livre, etc.). Les charges de la société ont enregistré une baisse de 28,1% en passant de 3,37 milliards FCFA en 2020 à 2,42 milliards FCFA en 2021. En définitive, l'activité de la société s'est soldée par un résultat net déficitaire de 698 millions FCFA, contre un déficit de 976 millions FCFA en 2020.



IDT

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE TÉLÉDIFFUSION



MÉDIA, TOURISME ET AUTRES SERVICES // MÉDIA // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

| | |
|---|---|
| Date de création 2017 | Subv. d'investissement 2 milliards FCFA |
| Année de 1 ^{er} exercice 2019 | PCA KONAN Venance |
| Capital social 500 millions FCFA | Directeur Général YEO Adama Benoit |
| Capitaux propres 43,94 milliards FCFA | Adm. Min de la Com. MBRA Georges |
| Participation publique 100% | Adm. MBPE TAHI Fabrice |
| CA 4,62 milliards FCFA (+33%) | |
| Résultat Net 10 millions FCFA (-98%) | |
| Subv. d'exploitation 1,94 milliard FCFA | |

La Société Ivoirienne de Télédiffusion (IDT) a été créée par décret n° 2017-844 du 20 décembre 2017, suite à la volonté de l'État de Côte d'Ivoire de mettre en place un opérateur national de diffusion, distinct des entreprises éditrices de programmes, pour la mise en œuvre du processus de migration vers la Télévision Numérique Terrestre (TNT). Elle a pour mission principale d'assurer la diffusion des programmes radiophoniques et télévisuels sur le territoire ivoirien.

En 2021, les activités commerciales de IDT se sont soldées par une hausse de 33% du chiffre d'affaires, pour s'établir à 4,62 milliards FCFA. Cette augmentation s'explique principalement par l'évolution de 32% des locations de pylônes et droits de diffusion dont la réalisation cumulée est passée de 3,35 milliards FCFA en 2020 à 4,43 milliards en 2021, en lien avec l'audit effectué par la société sur les locations de pylônes des opérateurs de mobile qui a permis d'établir une facturation complémentaire d'environ 1 milliard FCFA.

Globalement, les produits d'exploitation se sont établis à 6,6 milliards FCFA en 2021, contre 6,51 milliards FCFA en 2020, malgré la baisse de 34% observée au niveau de la «subvention d'exploitation» qui s'est établie à 1,94 milliard FCFA sur l'exercice 2021, contre 2,95 milliards FCFA en 2020.

En outre, les charges d'exploitation de la société ont augmenté de 5,6% pour s'établir à 6,16 milliards FCFA en 2021. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation des «services extérieurs (+406 millions FCFA)», des «autres achats (+116 millions FCFA)» et des «charges de personnel (+93 millions FCFA)».

Il ressort de ce qui précède un résultat d'exploitation bénéficiaire de 440 millions FCFA en 2021, contre un bénéfice de 672 millions FCFA en 2020.

En outre, le résultat financier et le résultat HAO ressortent respectivement bénéficiaire de 57 millions FCFA et déficitaire de 477 millions FCFA.

En définitive, la société IDT a dégagé un résultat net bénéficiaire de 10 millions FCFA, contre un bénéfice de 525 millions FCFA en 2020.

Par ailleurs, les impôts dus à l'État se sont fixés à 271 millions FCFA (constitués de 261 millions FCFA d'impôts et taxes d'exploitation et 10 millions FCFA d'impôt sur le résultat), contre 587 millions FCFA en 2020.

En perspective, IDT prévoit : (i) une mise à jour de son plan stratégique ainsi que (ii) l'amélioration du niveau de recouvrement des droits de diffusion auprès des éditeurs du périmètre TNT.

FAITS MARQUANTS

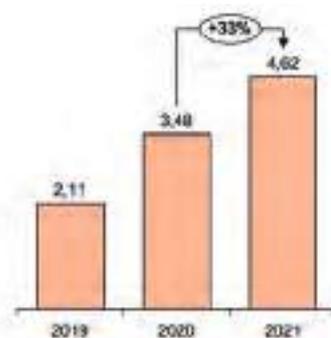
- Mise en marche de 27 sites de diffusions TNT (Télévision Numérique Terrestre) et extinction du signal analogique ;
- Mise en fonction de la TNT dans les villes de BECOUEFIN, ZOUKOUGBEU et MAN ;
- Entrée de la chaîne 7 INFO dans le multiplexe gratuit de la TNT ;
- Lancement des campagnes de communication de proximité ;
- Prise en compte, dans la loi de finance 2021, du partage de la redevance audiovisuelle entre la RTI et IDT.

RÉPARTITION DU CAPITAL

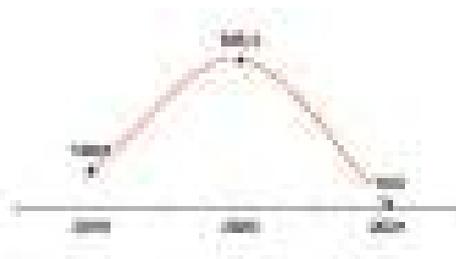
Actionnaires (%)

ETAT DE COTE D'IVOIRE 100

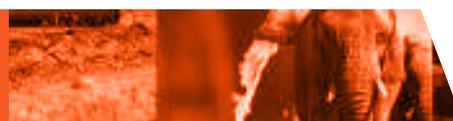
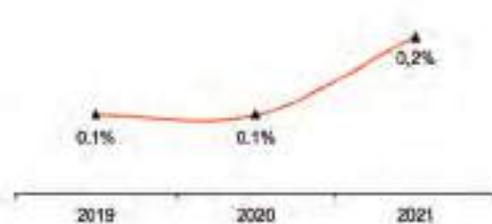
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





EDIPRESSE SARL



MÉDIA, TOURISME ET AUTRES SERVICES // MÉDIA // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1963
Capital social 25 millions FCFA
Capitaux propres -2,56 milliards FCFA (-37,5%)
Participation publique 65% (actionnariat indirect)
CA 1,46 milliard FCFA (-34,3%)

Résultat Net -698,3 millions FCFA (+28,5%)
Gérant SANGARE Ibrahim Séga
Filiales et Participations NEI CI

EDIPRESSE est une société à participation financière publique majoritaire, ayant pour missions la distribution de la presse locale et étrangère et la vente en gros de librairie générale et scolaire. La société dispose d'un réseau de clients à travers toute la Côte d'Ivoire. Son approvisionnement est assuré par Prestalis pour l'international et par les éditeurs locaux pour le national.

Les activités commerciales d'EDIPRESSE se sont soldées par un **chiffre d'affaires de 1,46 milliard FCFA en 2021, en baisse de 34,3%**. Cette baisse s'explique par la diminution des «ventes de marchandises» de 33,8% due principalement à la mévente de quotidiens et publications locales, des ventes de la presse importée et des ventes en librairie.

La baisse des activités commerciales d'EDIPRESSE a induit une baisse de ses produits d'exploitation de 27,8% qui sont passés à 1,72 milliard FCFA en 2021.

Tout comme les produits, les charges d'exploitation de la société ont régressé, passant de 3,34 milliards FCFA à 2,42 milliards FCFA en 2021. Cette baisse est due principalement à la baisse des «Achats de marchandises» (-49%), des «Dotations aux amortissements et provisions» (-39,6%), des «Charges de personnel» (-13,2%) et des «Transports» (-13,4%).

Il résulte de ce qui précède, un déficit d'exploitation de 701,8 millions FCFA en 2021, contre un déficit de 969,1 millions FCFA en 2020.

En définitive, après le résultat financier de 3,6 millions FCFA et le résultat HAO déficitaire de 67 941 FCFA, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 698,3 millions FCFA, contre un déficit de 976,5 millions FCFA en 2020.**

Par ailleurs, les impôts dus à l'État au titre de la gestion 2021 s'élèvent à 45 millions FCFA, contre 51 millions FCFA en 2020.

En perspective, EDIPRESSE ambitionne de rétablir son équilibre opérationnel et financier. Pour ce faire, elle compte non seulement, réactiver toutes les composantes de ses activités de base mais surtout, réinventer son modèle économique en se tournant vers le développement de produits et services nouveaux. Cet objectif est basé sur les actions suivantes : (i) la redynamisation des activités de presse et de librairie, (ii) la mise en place d'activités nouvelles (location des kiosques multi-services, location d'espaces publicitaires, e-commerce, livraison de colis, organisation d'événementiels, etc.) et (iii) le renforcement et la valorisation des ressources humaines à travers un nouvel organigramme.

FAITS MARQUANTS

- Départ du Gérant et du Responsable financier ;
- Relocalisation de la société EDIPRESSE sur le site de FRAT-MAT ;
- Inauguration de neuf (9) kiosques multi-services ;
- Mise en place d'une convention d'assistance technique avec la SNPECI.

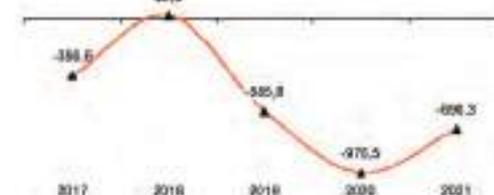
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|--------------|-----|
| SNPECI | 65 |
| SNEDAI | 35 |

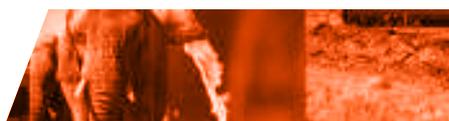
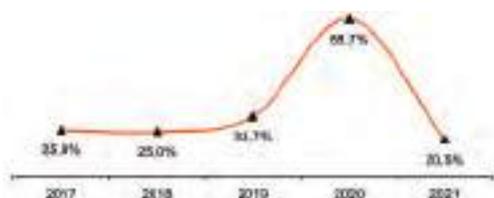
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 octobre 1962
Capital social 6 milliards FCFA
Capitaux propres 6,8 milliards (+4,6%)
Participation publique 100%
Chiffre d'Affaires 8,75 milliards FCFA (+12,2%)
Résultat Net -1,83 milliard FCFA (-91,6%)
Subv. d'exploitation 12,68 milliards FCFA
Subv. État 1,07 milliard FCFA

Redevance CIE 11,61 milliards FCFA
Subv d'investissement 5,62 milliards FCFA
PCA AKA SAYE Lazare
DG DEMBELE Fausseni
Adm MBPE KAMAGATE Daouda
Adm MCEN GOORE BI Hue

La **Radiodiffusion Télévision Ivoirienne** a été créée par la loi n° 62-401 du 26 octobre 1962 portant création d'un établissement public dénommé «Radiodiffusion Télévision Ivoirienne». Après plusieurs mutations, elle est devenue une société anonyme en vertu du décret n°2005-163 du 28 avril 2005. Cette société d'État a pour principale mission de répondre aux aspirations de la population en matière d'information, de culture, d'éducation et d'illustration des valeurs de la civilisation et de contribuer à la consolidation de l'unité nationale.

L'examen de la situation financière de l'exercice clos au 31 décembre 2021 de la RTI fait apparaître une progression des activités commerciales ; ainsi **le chiffre d'affaires a augmenté de 12% pour s'établir à 8,75 milliards FCFA**. Cette hausse s'explique essentiellement par les «travaux et services vendus» et les «produits accessoires» qui ont progressé respectivement de 800 millions FCFA et de 145 millions FCFA. Aussi, l'amélioration des activités commerciales, associée à la hausse de 1,32 milliard FCFA de la «subvention d'exploitation» a entraîné une évolution des produits d'exploitation de 11,45% qui sont passés à 23,22 milliards FCFA en 2021. Quant aux charges d'exploitation : elles sont passées de 23,60 milliards FCFA en 2020 à 24,88 milliards FCFA en 2021, cela est en raison essentiellement de la hausse des «services extérieurs» (+150 millions FCFA), des «charges de personnel» (+554 millions FCFA) et les autres achats (+804 millions FCFA). Il en découle un résultat d'exploitation déficitaire de 1,65 milliard FCFA, contre un déficit de 2,76 milliards FCFA en 2020. Par ailleurs, les activités exceptionnelles se sont soldées par un déficit de 97 millions FCFA en 2021 contre un résultat bénéficiaire de 1,92 milliard FCFA (dont une subvention d'équilibre de 1,5 milliard FCFA) en 2020.

En définitive, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 1,83 milliard FCFA en 2021**, contre un déficit de 956 millions FCFA en 2020. Quant aux impôts dus à l'État, ils se sont fixés à 752 millions FCFA en 2021 (717 millions FCFA d'impôts et taxes d'exploitation et 35 millions FCFA d'impôt sur le résultat) contre 708 millions FCFA en 2020.

En perspective, l'année 2022 est une année à la fois d'opportunités et de menaces pour les raisons suivantes : Au titre des opportunités, l'on note que sur le plan technique, la diffusion en HD va permettre une amélioration de la qualité des antennes et un positionnement meilleur par rapport aux concurrents. Au plan Editorial et Commercial, la diffusion en exclusivité des compétitions internationales notamment le MONDIAL 2022 va engranger plus d'audience et une amélioration du chiffre d'affaires. Sur le plan de la Distribution, la coproduction et la vente des quatre (04) séries premium va constituer une ressource complémentaire non négligeable. Au titre des menaces, la nouvelle mesure relative à la répartition de la redevance entre l'Ivoirienne de Télédiffusion (IDT) et la RTI entrainera une baisse des ressources de la RTI. Ainsi, la situation économique et financière de la RTI pourrait s'en trouver plus ou moins dégradée.

FAITS MARQUANTS

- Législatives 2021 : déploiement des équipes sur toute l'étendue du territoire (744 reportages 58,76% pour 1 266 candidats) ;
- Couverture éditoriale lors des attaques de Kafolo et Tougbô ;
- Couverture lors des activités liées au décès et aux obsèques du Premier Ministre, Hamed Bakayoko ;
- Couverture lors du retour de l'ex-président Laurent Gbagbo.
- Acquisition de fonds (1,1 milliard FCFA), pour la coproduction de quatre (4) séries premium.

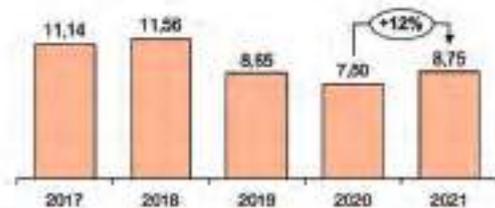
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-----|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100 |

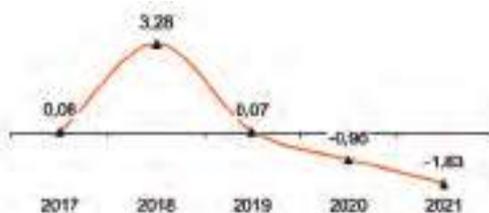
SUBVENTIONS (en Milliards FCFA)



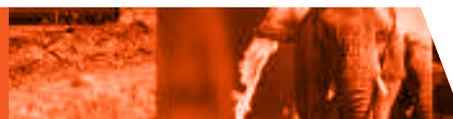
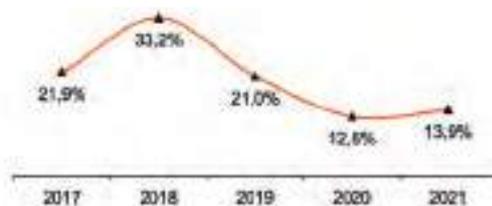
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





MÉDIA, TOURISME ET AUTRES SERVICES // MÉDIA // OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 septembre 1993
Capital social 821 millions FCFA
Capitaux propres 9,79 millions FCFA
Besoin en recapitalisation 400,8 millions FCFA
Participation publique 100%
CA 4,68 milliards FCFA (+4%)
Résultat Net -559 millions FCFA

PCA SANGARE Ibrahima Segà
DG NOUHO Abdel
Adm Présidence DADIE Cyrille
Adm MBPE YAO Arsène
Adm MCM SANGARE Ibrahima Séga
Filiales et Participations EDIPRESSE (65%), Ivoire Media (33%), NEI CI (4%)

La Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire (SNPECI) est une société d'État créée à la suite de la dissolution de la Société d'Imprimerie Ivoirienne (SII) et de la Société de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire (SPECI), ayant pour mission essentielle l'édition, la création, l'acquisition et l'exploitation de journaux, d'écrits périodiques, de magazines, de revues et de supports publicitaires de tous genres. Elle mène aussi des activités d'acquisition et de vente de droits d'auteurs, ainsi que toute activité d'imprimerie.

En 2021, les activités commerciales de la SNPECI se sont soldées par une hausse de 4% du chiffre d'affaires, pour s'établir à 4,68 milliards FCFA. Cette performance s'explique principalement par les évolutions favorables des ventes de manuels et planches scolaires (+24%) et des revenus issus de l'assistance technique à EDIPRESSE (+200%). Plus globalement, les produits d'exploitation se sont établis à 5,87 milliards FCFA en 2021, contre 5,57 milliards FCFA en 2020. Quant aux charges d'exploitation, elles sont passées de 7,09 milliards FCFA en 2020 à 6,82 milliards FCFA en 2021. Cette situation s'explique principalement par les baisses de 212 millions FCFA au niveau des charges de personnel, de 171 millions FCFA au niveau du poste «autres charges», de 81 millions FCFA au niveau du poste «autres achats» et de 47 millions FCFA au niveau des dotations aux amortissements et provisions.

En dépit de la baisse des charges d'exploitation, le résultat d'exploitation ressort déficitaire de 950 millions FCFA, moins prononcé que le déficit de 1,52 milliard FCFA enregistré en 2020.

Le résultat financier de l'exercice 2021 est également déficitaire de 11 millions FCFA tandis que le résultat Hors Activités Ordinaires ressort excédentaire de 427 millions FCFA, occasionné par la réception d'un don du Japon d'une valeur de 279 millions FCFA et par la régularisation de comptes fournisseurs non mouvementés depuis au moins cinq (5) ans.

En définitive, la SNPECI a dégagé un résultat net déficitaire de 559 millions FCFA, contre un bénéfice de 58 millions FCFA en 2020. Pour rappel, le bénéfice de 2020 avait été obtenu grâce à un abandon des dettes sociales, d'un montant de 1,88 milliard FCFA.

Les impôts dus au titre de l'exercice 2021 par la SNPECI s'élèvent à 194 millions FCFA - essentiellement constitués des impôts et taxes d'exploitation (169 millions FCFA) - contre 210 millions FCFA en 2020.

En perspective, la SNPECI prévoit de : (i) revisiter ses domaines d'activités stratégiques conformément à son plan de développement stratégique 2022-2026, (ii) entamer sa transformation organisationnelle et, (iii) mobiliser les ressources devant permettre le financement des activités programmées.

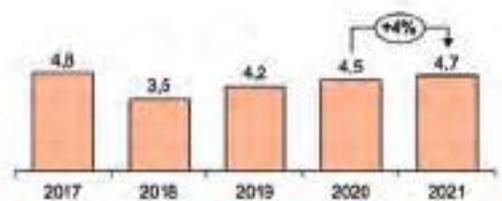
FAITS MARQUANTS

- Exécution de la politique nationale du Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique (PONA-COM) ;
- Tenue des élections législatives le 6 mars 2021 ;
- Lancement du Plan de Développement Stratégique le 15 mars 2021 avec l'accompagnement du Cabinet Deloitte ;
- Exécution du plan de restructuration de la SNPECI adopté en Conseil des Ministres le 16 novembre 2017 ;
- Réception d'un don Japonais pour la Gestion du fonds documentaire.

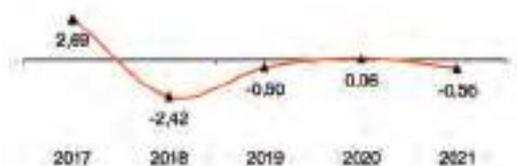
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-----|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100 |

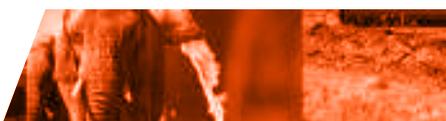
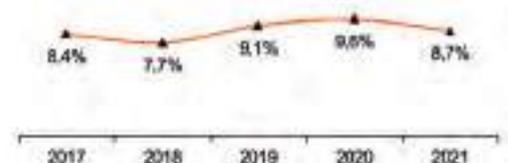
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)



MÉDIA, TOURISME & AUTRES SERVICES

TOURISME & HÔTELLERIE



Malgré les effets continus de la COVID 19, les activités commerciales de la **SPDC** se sont améliorées avec une hausse de 76% du chiffre d'affaires qui s'est établi à 14,4 milliards FCFA en 2021, contre 8,2 milliards en 2020.

HAUSSE DE 79% DES ACTIVITÉS COMMERCIALES DUE À LA REPRISE DU TOURISME DANS CETTE PÉRIODE POST-COVID-19.

L'année 2021 marque la reprise des activités touristiques après la crise sanitaire liée au Coronavirus qui a fait chuter les revenus touristiques en 2020.

Cette crise sanitaire avait entraîné une baisse de 74% des arrivées internationales de touristes dans le monde en 2020, en raison des restrictions généralisées de voyage et de la baisse massive de la demande.

En 2021, l'on a assisté à une reprise des activités touristiques mondiales avec une croissance de 4% des arrivées de touristes internationaux selon l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT). Toutefois, ce niveau reste très en deçà des niveaux d'avant la pandémie.

La Côte d'Ivoire, à l'instar des autres pays du monde, connaît une reprise de ses activités touristiques en 2021, mais reste en dessous du niveau d'avant la crise sanitaire. En effet, le secteur touristique, qui était bien parti pour atteindre 8% du PIB en 2025 conformément au plan stratégique «Sublime Côte d'Ivoire», a contribué à hauteur de 1,8% au PIB en 2021, contre 1,3% en 2020 et 7,3% en 2019, selon le Ministère du Tourisme. Le nombre de touristes s'est situé à 1,82 million en 2021 contre 1,7 million en 2020.

Dans le secteur touristique, le portefeuille de l'État est représenté par la SPDC (société d'État) et la SODERTOUR-LACS (société à participation financière public majoritaire avec 90% du capital).

Ainsi, profitant de la reprise des activités touristiques, les activités commerciales de la SPDC et la SODERTOUR-LACS se sont nettement améliorées. En effet, leur chiffre d'affaires consolidé s'est situé à 19,36 milliards FCFA en 2021, contre 10,83 milliards FCFA en 2020. Cependant, malgré cette progression, leur résultat net cumulé est ressorti déficitaire de 2,87 milliards FCFA contre, un déficit cumulé de 10,43 milliards FCFA en 2020.

Plus spécifiquement, le taux d'occupation global du groupe SPDC s'est situé à 33%, contre 21,3% en 2020. Le Sofitel Abidjan qui représente la majorité de l'activité d'hébergement de la société a réalisé un taux d'occupation de 33,3% pour une prévision de 31%. Le revenu moyen par chambre (RevPar), quant à lui, s'est situé à 41 732 FCFA pour le Sofitel Abidjan, contre 24 825 FCFA en 2020.

Ainsi, le chiffre d'affaires est passé de 8,19 milliards FCFA en 2020 à 14,4 milliards FCFA. Toutefois, cette amélioration des activités commerciales a été insuffisante pour couvrir l'ensemble des charges de la société et le résultat net est ressorti déficitaire de 3,07 milliards FCFA, contre un déficit de 8,1 milliards FCFA en 2020.

Profitant aussi de la reprise des activités touristiques, les performances opérationnelles de la SODERTOUR-LACS se sont nettement améliorées par rapport à l'année 2020. Ainsi, le nombre de couverts vendus est en hausse de 148,6% par rapport à 2020 et de 18,3% par rapport à l'année 2019, pour se situer à 249 259 contre 100 284 en 2020 et 210 777 en 2019. En outre, le revenu moyen par chambre disponible (RevPar) est en hausse, se situant à 12 321 FCFA contre 8 896 FCFA en 2020, et les ventes de nourriture et de boisson ont progressé de 110% et 90% respectivement.

Le chiffre d'affaires de la société a augmenté de 87,5%, pour se fixer à 4,95 milliards FCFA, contre 2,64 milliards FCFA en 2020. En outre, contrairement à la SPDC, la SODERTOUR-LACS a réalisé un résultat bénéficiaire de 201,1 millions FCFA, contre un déficit de 2,3 milliards FCFA en 2020. Cette performance a été possible grâce à une adaptation de l'offre à la demande, notamment la mise en place de nouveaux produits qui ont favorisé la fréquentation du tourisme de loisirs.



MÉDIA, TOURISME ET AUTRES SERVICES // TOURISME ET HÔTELLERIE // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 avril 2008
Capital social 10 milliards FCFA
Capitaux propres 6,1 milliards FCFA
Participation publique 100% (dont 10% d'actionariat indirect)
Chiffre d'Affaires 4,95 milliards FCFA (+87%)
Résultat Net 201,1 millions FCFA
Subv. d'investissement 104 millions FCFA
PCA DJIBO Nicolas
DG CONDE MOURAD Malekah
Adm. MBPE VALLET-COULIBALY Françoise
Adm. MEF KANTE Karim
Adm. Min Tourisme APHING Kouassi

La **Société de Développement Touristique de la Région des Lacs (SODERTOUR-LACS)** est une société à participation financière publique majoritaire qui a pour mission de gérer une partie du patrimoine hôtelier et touristique de l'État de Côte d'Ivoire, composé de l'Hôtel PRESIDENT, l'Hôtel HP RESORT, le PRESIDENT GOLF CLUB, l'Hôtel CARREFOUR de Séguéla, les Berges du barrage de KOSSOU et la Réserve de faune d'ABOKOUAMEKRO.

Profitant de la reprise des activités touristiques dans cette période post-Covid, la SODERTOUR-LACS a réalisé de bonnes performances commerciales proches de celles des périodes normales, grâce à l'organisation de certains grands événements et une offre adaptée à la clientèle. Le nombre de couverts vendus est passé de 100 284 en 2020, à 249 259 en 2021, et le taux d'occupation s'est situé à 43%, contre 27% en 2020 et 40% en 2019. Par ailleurs, l'hébergement a connu une réalisation de 2,48 milliards FCFA, contre 1,41 milliard FCFA en 2020. La recette de vente de nourriture, quant à elle, s'élève à 1,67 milliard FCFA, contre une réalisation de 789 millions FCFA en 2020. Enfin, la vente de boissons a connu une réalisation de 411 millions FCFA, contre 216 millions FCFA en 2020.

En somme, le chiffre d'affaires de la société a progressé de 87%, pour se fixer à 4,95 milliards FCFA en 2021. Cette bonne tenue dans ce contexte de sortie de crise sanitaire s'explique principalement par la fin des restrictions liées à la Covid-19, la tenue de certains grands événements dont la société a bénéficié en 2021 et une adaptation de l'offre à la demande locale à travers des prix compétitifs. Ainsi, les produits d'exploitation ont connu une hausse de 37,64% pour se situer à 7,4 milliards FCFA.

Les charges d'exploitation, quant à elles, se sont établies à 7,02 milliards FCFA, en baisse de 8,95% par rapport à l'exercice précédent.

Il en ressort un résultat d'exploitation excédentaire de 372,8 millions FCFA, contre un déficit de 2,34 milliards FCFA en 2020.

En définitive, en tenant compte du résultat financier déficitaire de 156 millions FCFA et du résultat HAO déficitaire de 16 millions FCFA, **le résultat net de la SODERTOUR-LACS est bénéficiaire de 201,1 millions FCFA**, contre un déficit de 2,3 milliards FCFA en 2020.

Les impôts dus au titre de la gestion 2021 par la SODERTOUR-LACS s'élèvent à 842,3 millions FCFA, constitués essentiellement d'impôts et taxes, contre 624,2 millions FCFA en 2020.

En perspective, dans le cadre de la rationalisation de la gestion du patrimoine immobilier de l'État, le Gouvernement, lors du Conseil des Ministres du 23 février 2022, a décidé de dissoudre les entités SPDC, SODERTOUR-LACS et SOGEPIC à la faveur d'une unique société de gestion du patrimoine immobilier de l'État, la **SONAPIE**.

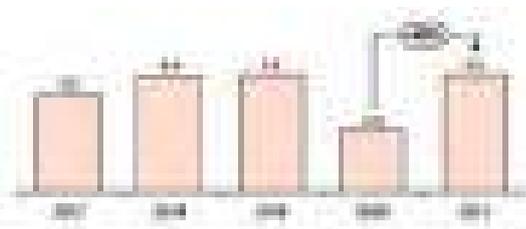
FAITS MARQUANTS

- Reprise des activités commerciales à la suite de la Covid-19 qui avait fortement détérioré les résultats en 2020 ;
- Engagement de plusieurs procédures judiciaires contre la SODERTOUR-LACS (ex-employés licenciés, demande d'expulsion de l'Hôtel Président et du Président Golf Club des parcelles abritant ces édifices, poursuite contre la CIE à la suite de l'endommagement des équipements de l'Hôtel Président induit par les coupures de la fourniture de l'électricité) ;
- Dissolution des sociétés SODERTOUR-LACS et SPDC et de l'EPN SOGEPIC pour la création d'une entité unique chargée de gérer le patrimoine immobilier de l'État (SONAPIE).

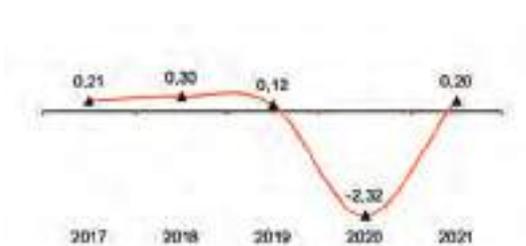
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|------------------------------------|--------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100,00 |
| DISTRICT AUTONOME DE YAMOOUSSOUKRO | 10,00 |

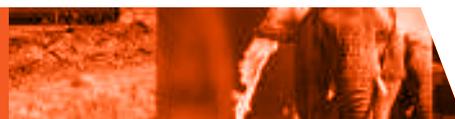
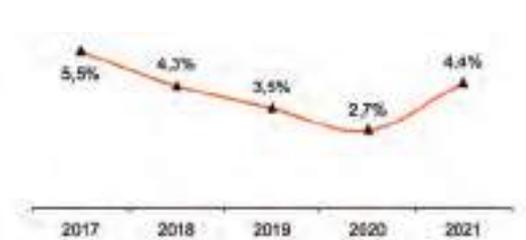
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





SPDC

SOCIÉTÉ DES PALACES
DE COCODY

MÉDIA, TOURISME ET AUTRES SERVICES // TOURISME ET HÔTELLERIE // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 septembre 1993
 Capital social 7,1 milliards FCFA
 Capitaux propres 97,1 milliards FCFA (-3%)
 Participation publique 100%
 CA 14,4 milliards FCFA (+76%)
 Résultat Net -3,1 milliards FCFA (+62%)
 Subv. d'exploitation 397 millions FCFA

PCA KONE Bright
 DG DIARRASSOUBA Maférima
 Adm MBPE TAMBLA Cinaly
 Adm MEF ADOU Kobena
 Adm Min Tourisme DEMBELE Abdoulaye

La Société des Palaces De Cocody (SPDC) est une société d'État qui a pour objet la gestion hôtelière, ainsi que la promotion et le développement touristiques. Au 31 décembre 2021, le portefeuille de la SPDC se compose de quatre (4) unités hôtelières : (i) le Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire (sous contrat de Management), (ii) le Golf Hôtel (mis sous concession avec la société des Lagunes), (iii) l'Hôtel de la Paix de Daoukro et, (iv) l'Hôtel Hambol de Katiola. Elle dispose également de l'Ivoire Golf Club, du Casino Eléphant d'Or (mis sous concession avec le Groupe Lucien Barrière), de l'Agence Lagoon Tours. Les objectifs de la gestion 2021 de la SPDC ont été fixés en tenant compte du programme d'actions prioritaires du Ministère chargé du Tourisme. Pour rappel, ce programme gouvernemental ambitionne de (i) diversifier et améliorer l'offre touristique, (ii) positionner le littoral ivoirien comme destination touristique, (iii) lancer un vaste projet de requalification du patrimoine en le mettant aux normes de confort et de sécurité.

A la sortie de la crise sanitaire de la Covid-19 qui a fortement impacté les performances du secteur touristique en 2020, l'année 2021 marque la reprise des activités touristiques. Toutefois, cette reprise reste fragile du fait des effets continus de la Covid-19, impactant le taux d'occupation global qui s'est situé à 33%, contre 21,3% en 2020 et 46% en 2019. Le Sofitel Hôtel Ivoire, qui représente la plus grande proportion de l'activité d'hébergement de la SPDC, a réalisé un taux d'occupation de 33,3% pour une prévision de 31%. Le revenu moyen par chambre (RevPar), quant à lui, s'est situé à 41 732 FCFA pour le Sofitel Abidjan, contre 24 825 FCFA en 2020 et 52 891 FCFA en 2019.

Ainsi, avec la levée des restrictions liées à la crise sanitaire, les activités commerciales de la SPDC se sont améliorées avec une hausse de 76% du chiffre d'affaires qui s'est établi à 14,4 milliards FCFA en 2021. Cette reprise des activités commerciales a induit une hausse de 73% des produits d'exploitation qui se sont établis à 15,7 milliards FCFA,

Les charges d'exploitation, quant à elles, ont progressé de 14,3%, pour se situer à 19,2 milliards FCFA en 2021. Nonobstant le regain d'activité observé au titre de l'exercice 2021, l'activité d'exploitation de la SPDC s'est soldée par un déficit de 3,56 milliards FCFA, moins prononcé que le déficit de 7,66 milliards FCFA enregistré en 2020.

En définitive, la SPDC a dégagé un résultat net déficitaire de 3,1 milliards FCFA, contre un déficit de 8,1 milliards FCFA en 2020. Les impôts dus à l'État au titre de la gestion 2021 se sont élevés à 467,6 millions FCFA (432,6 millions FCFA d'impôts et taxes, et 35 millions FCFA d'impôts BIC), contre 320,8 millions FCFA en 2020.

En perspective, dans le cadre de la rationalisation de la gestion du patrimoine immobilier de l'État, le Gouvernement, lors du Conseil des Ministres du 23 février 2022, a décidé de dissoudre les entités SPDC, SODERTOUR-LACS et SOGEPIC à la faveur d'une unique société de gestion du patrimoine immobilier de l'État, la SONAPIE.

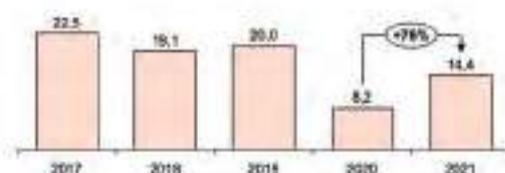
FAITS MARQUANTS

- Non perception depuis l'année 2015 des redevances relatives aux conventions de concession du Golf Hôtel (manque à gagner estimé à 1,12 milliard FCFA) et du Casino l'Eléphant d'Or en 2021 (manque à gagner de 88,1 millions FCFA) ;
- Non atteinte des objectifs de revenus, due aux effets continus de la COVID-19 ;
- Rénovation du bâtiment principal du SOFITEL Hôtel Ivoire à travers un plan d'urgence ;
- Dissolution des sociétés SODERTOUR-LACS et SPDC et de l'EPN SOGEPIC pour la création d'une entité unique chargée de gérer le patrimoine immobilier de l'État (SONAPIE).

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-----|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100 |

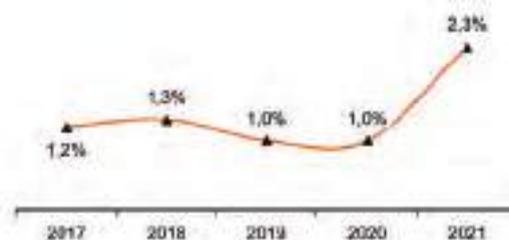
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)



MÉDIA, TOURISME & AUTRES SERVICES

AUTRES SERVICES



Le renouvellement et la redynamisation de systèmes d'exploitation des produits de paris PMU, SPORTCASH et LOTO ont permis à la LONACI d'enregistrer un chiffre d'affaires de 371,4 milliards FCFA, en hausse de 30,3% par rapport à 2020.

UNE SITUATION FINANCIÈRE MITIGÉE APRÈS UNE REPRISE POST COVID DES ACTIVITÉS

Le secteur «Autres services» du portefeuille de l'État est à la fois étendu et très divers, au regard des secteurs d'activités concernés, du poids de l'État au sein des entreprises et de leurs formes juridiques. Avec cinq (5) entreprises, dont deux sociétés d'État (BNETD et INS), deux sociétés à participation financière publique majoritaire (INIE et LONACI) et une société à participation financière publique minoritaire (ADCI), relevant de son périmètre, le secteur «Autres Services» a la particularité d'être hétéroclite).

L'année 2021 est marquée par la reprise progressive des activités post-covid avec un regain économique global majeur.

Toutefois, on note une situation financière globale des entreprises du secteur «autres services» mitigée. En effet, le chiffre d'affaires global du secteur «Autres Services» connaît une hausse de 24,7% en passant de 330,07 milliards FCFA en 2020 à 411,58 milliards FCFA en 2021. Cependant, le résultat net global du secteur est en baisse de 73,2%, passant de 28,95 milliards FCFA à 7,76 milliards FCFA en 2021. Cette baisse du résultat du secteur est due essentiellement au résultat net du BNETD (-84%) qui est passé de 26,8 milliards FCFA en 2020 à 4,2 milliards FCFA en 2021 du fait de l'apurement de son passif vis-à-vis de l'Agence Centrale du Trésor (20,934 milliards FCFA) qui a permis à l'entreprise de réaliser un résultat HAO de 21,43 milliards FCFA en 2020.

Dans le domaine de la compétitivité industrielle, l'Agence de Développement de la Compétitivité Industrielle (ADCI) a procédé aux recrutements de trois (3) entreprises et exécuté sept (7) missions de diagnostic-Plan de Mise à niveau et Business Plan dans le cadre du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau de la Côte d'Ivoire (PNRMN). Elle a en outre procédé à la certification de dix (10) entreprises au système de management de la qualité. Par ailleurs, l'ADCI a accompagné quarante-six (46) entreprises en études et conseils et seize (16) entreprises en levée de fonds, dont neuf (9) levées de fonds obtenus.

S'agissant de l'Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE), la GIZ a renouvelé son projet d'appui à 110 TPE dans la ville d'Abidjan. En outre, l'INIE a accompagné 800 femmes rurales à travers son projet Tout -Venant.

Quant à l'Institut National de la Statistique (INS), plusieurs activités ont été menées notamment (i) le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), (ii) le programme de changement de l'année de base des Comptes Nationaux et du passage au Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008), (iii) la réalisation de plusieurs enquêtes (conditions de vie des ménages, démographie et santé, régionale intégrée-emploi et secteur informel,...), (iv) la mise en place et production des nouveaux indicateurs conjoncturels d'activités, (v) l'évaluation de l'impact de la Covid-19 sur l'économie et les ménages.

Au niveau de la LONACI, l'activité a été marquée par une bonne performance commerciale résultant du retour sur les investissements réalisés relatifs au renouvellement et à la redynamisation de systèmes d'exploitation des produits de paris PMU, SPORT-CASH et LOTO. Ce qui a permis d'enregistrer un chiffre d'affaires de 371,4 milliards FCFA, en hausse de 30,3% par rapport à 2020.

Enfin, dans le cadre de la réalisation de ses missions, le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) a contribué à la réalisation de plusieurs projets, notamment dans les domaines du bâtiment, des infrastructures routières et des projets liés à l'environnement. Les plus significatifs sont (i) la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le contrôle d'études, le suivi et le contrôle d'exécution des travaux de réalisation des infrastructures sportives et d'hébergement de la CAN 2023, (ii) l'assistance à la maîtrise d'ouvrage du projet de mise en œuvre d'un Système Intégré de Gestion des Applications et Procédures de la Police (SIGAPP), (iii) le suivi et le contrôle des travaux de bitumage de voiries dans les villes de la Côte d'Ivoire, (iv) la mission d'assistance technique à maître d'ouvrage pour la construction des logements sociaux, etc. Au niveau des perspectives, le BNETD envisage (a) de contribuer au développement de la Côte d'Ivoire en proposant des solutions innovantes et durables, (b) de poursuivre l'excellence opérationnelle par l'amélioration des méthodes de travail, (c) de prôner l'éthique au sein du personnel et (d) d'assurer sa rentabilité et la diversification de ses sources de financement.



ADCI

**AGENCE POUR LE DÉV. DE LA COMPÉTITIVITÉ
DES INDUSTRIES DE CÔTE D'IVOIRE**



MÉDIA, TOURISME ET AUTRES SERVICES // AUTRES SERVICES // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création Octobre 2014
Capital social 50 millions FCFA
Capitaux propres -51,9 millions FCFA
Besoin en recapitalisation 76,9 millions FCFA (dont 30,8 millions FCFA à la charge de l'État)
Participation publique 60% (dont 20% d'actionariat indirect)
CA 31,4 millions FCFA (+321%)

Résultat Net -37,03 millions FCFA
Subv. d'exploitation 346,28 millions FCFA
PCA BILEY Joseph Désiré
DG DIABATE Mamadi
Adm MBPE AHMED KONET Hussein
Adm CGECI ACKAH Jean-Marie Philippe

L'Agence pour le Développement de la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire (ADCI) est une société à participation financière publique majoritaire créée en octobre 2014. Elle a pour missions la restructuration et la mise à niveau des entreprises industrielles en vue du développement de la production et de la compétitivité industrielle par le service, l'assistance et le conseil. L'ADCI assure également, la gestion de programme publique et de programmes connexes.

L'exercice 2021 de l'ADCI a été marqué essentiellement par le recrutement de trois (3) entreprises, ainsi que la réalisation de sept (7) missions de diagnostic-plan de mise à niveau et Business Plan. En sus, l'ADCI a accompagné quarante-six (46) entreprises en études et conseil et seize (16) entreprises en levée de fonds, dont neuf (9) levées de fonds obtenues.

L'examen des états financiers, au titre de l'exercice 2021, fait ressortir une hausse de 321% du chiffre d'affaires, pour s'établir à 31,4 millions FCFA. Cette hausse s'explique principalement par l'amélioration des produits accessoires, à hauteur de 23,4 millions FCFA. Plus généralement, les produits d'exploitation connaissent une hausse de 120,1 millions FCFA, se fixant à 384,9 millions FCFA, en raison principalement de l'augmentation de la subvention d'exploitation reçue.

Dans le même temps, les charges d'exploitation passent de 272,9 millions FCFA à 412,8 millions FCFA en 2021, résultant essentiellement de la hausse des postes «services extérieurs» (+153 millions FCFA) et «charges de personnel» (+42 millions FCFA).

Il ressort de ce qui précède, un résultat d'exploitation déficitaire de 27,8 millions FCFA en 2021, contre un déficit de 97,9 millions FCFA en 2020.

En définitive, le résultat net de l'ADCI ressort déficitaire de 37 millions FCFA, contre un déficit de 54,7 millions FCFA en 2020.

Au titre de l'exercice 2021, les impôts dus à l'État se sont fixés à 13,88 millions FCFA, dont 4,68 millions FCFA d'impôts et taxes et 9,2 millions FCFA d'impôt BIC.

En perspective, l'ADCI entend jouer un rôle majeur en Côte d'Ivoire dans le développement de la compétitivité des entreprises industrielles et contribuer ainsi à accroître leur part de marché. En effet, le potentiel du marché continental africain est estimé à 1,3 milliard de consommateurs, du fait de la Zone de Libre Echange Continental Africain (ZLECAF) ; ce qui représente une opportunité pour les acteurs ivoiriens, notamment au travers de l'accompagnement de l'ADCI. Pour cela, l'ADCI a besoin de plus de ressources pour l'atteinte de ses objectifs.

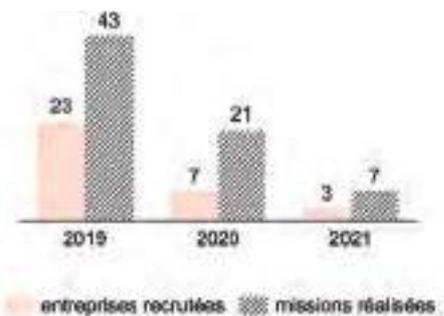
FAITS MARQUANTS

- Recrutement de trois (3) entreprises et réalisation de sept (7) missions de diagnostics (plan de mise à niveau et business plan) dans le cadre du programme PNRMN/PARCSI ;
- Lancement de la seconde phase du Projet d'Appui à la Compétitivité et à l'Intégration Régional (PACIR2) ;
- Appui financier de 10 millions FCFA de la Commission de l'UEMOA pour la formation et la communication ;
- Identification des actions majeures de la matrice d'actions des Bureaux de Restructuration et de Mise à Niveau (BRMN).

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 40,00 |
| CCI-CI | 20,00 |
| CGECI | 20,00 |
| FIPME | 10,00 |
| FNISCI | 10,00 |

ENTREPRISES RECRUTÉES & MISSIONS RÉALISÉES



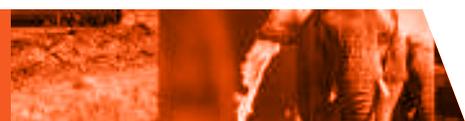
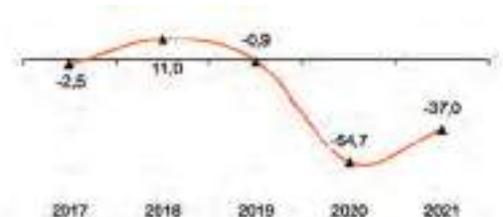
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



SUBVENTION D'EXPLOITATION (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)




 MÉDIA, TOURISME ET AUTRES SERVICES // AUTRES SERVICES // **GESTION PATRIMONIALE**
INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 4 septembre 1994
Capital social 2 milliards FCFA
Capitaux propres 50,79 milliards FCFA
Participation publique 100%
CA 36,1 milliards FCFA (-14%)
Résultat Net 4,2 milliards FCFA (-166%)

PCA COULIBALY Samba
DG COULIBALY Kinapara
Adm Primature CISSE Sidy
Adm MBPE KEHO Yaya

Le **Bureau National d'Etudes Techniques et Développement (BNETD)** est une société d'État créée le 4 septembre 1994. Il a pour mission d'assister le Gouvernement dans l'identification et la formulation d'objectifs de développement à moyen et long terme et dans la prise de décisions. Il collecte, analyse, centralise et diffuse les informations techniques, économiques et financières.

Au cours de l'exercice 2021, la société a contribué à la réalisation de plusieurs projets, dont les plus significatifs sont : (i) l'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le contrôle d'études ainsi que le suivi et le contrôle d'exécution des travaux d'infrastructures sportives et d'hébergement de la CAN 2023 ; (ii) l'assistance à la maîtrise d'ouvrage du projet de mise en œuvre d'un Système Intégré de Gestion des Applications et Procédures de la Police (SIGAPP) ; (iii) le suivi et le contrôle des travaux de bitumage de voiries dans les villes de la Côte d'Ivoire ; (iv) l'assistance technique à maître d'ouvrage pour la construction des logements sociaux.

L'examen de la situation financière de l'exercice 2021 laisse apparaître une baisse de 14,2% du chiffre d'affaires pour s'établir à 36,1 milliards FCFA, en raison du fléchissement du niveau d'activité comparativement à l'exercice 2020. De même, les produits d'exploitation se sont situés à 40,91 milliards FCFA contre 44 milliards FCFA en 2020, soit une baisse de 7%.

En revanche, les charges d'exploitation ont progressé de 4,8% pour se situer à 34,34 milliards FCFA.

L'activité d'exploitation s'est soldée par un résultat positif de 6,57 milliards FCFA, toutefois, en baisse de 41,4% comparativement à l'exercice 2020.

En définitive, le BNETD a dégagé un résultat net bénéficiaire de 4,22 milliards FCFA, contre 26,76 milliards FCFA en 2020. Il importe de rappeler que le résultat exceptionnel de l'exercice 2020 était dû à l'apurement du passif du BNETD vis-à-vis de l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT), ayant induit un produit HAO de 20,93 milliards FCFA.

Les impôts dus à l'État au titre de l'exercice 2021 s'élèvent à 2,57 milliards FCFA (970 millions FCFA d'impôts et taxes et 1,6 milliard FCFA d'impôts sur le résultat), contre 6,58 milliards FCFA en 2020.

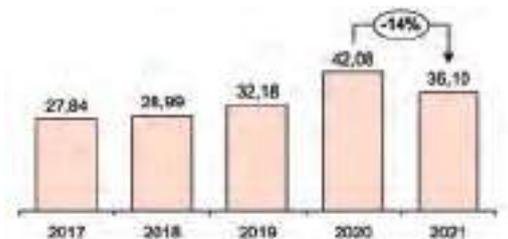
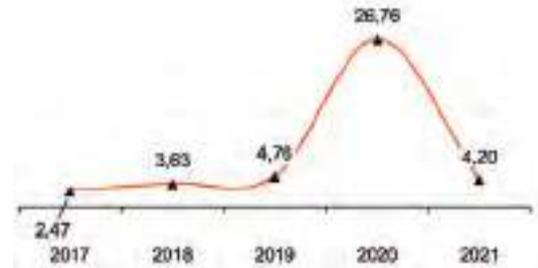
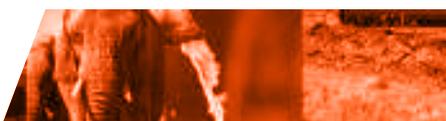
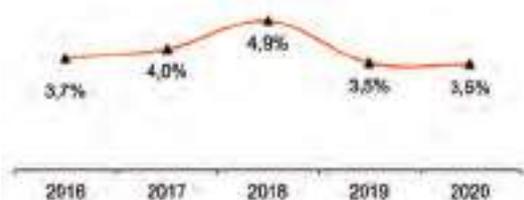
En perspective, le BNETD envisage de (i) continuer à contribuer au développement de la Côte d'Ivoire en proposant des solutions innovantes et durables, (ii) poursuivre l'excellence opérationnelle par l'amélioration des méthodes de travail, (iii) prôner l'éthique au sein du personnel et (iv) assurer sa rentabilité et la diversification de ses sources de financement.

FAITS MARQUANTS

- Adoption et la mise en œuvre d'un Système de Management de la Continuité d'Activités (SMAC) au BNETD ;
- Mise en œuvre de la politique des ressources humaines et de la politique des salaires du BNETD adoptées par le Conseil d'Administration, le 7 février 2019 ;
- Adoption et mise en œuvre du Code Ethique du BNETD.

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-----|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100 |

CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)

RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)

RATION DETTE FIN. /BILAN (%)




MÉDIA, TOURISME ET AUTRES SERVICES // AUTRES SERVICES // STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 31 juillet 1997
Capital social 120 millions FCFA
Capitaux propres 2,1 milliards FCFA (+25%)
Participation publique 62,5%
CA 114,3 millions FCFA (+100%)
Résultat Net 11,4 millions FCFA (+24%)
Subv d'exploitation 1,61 milliard FCFA (+33%)

Subv. d'inv. 0,53 milliard FCFA (+212%)
DG FOFANA Mouramane
PCA DOUCOURE Aissata
Adm MBPE ASSI Franck Arnaud
Adm MCAPPME DOUCOURE Aissata

Créé par décret n°97-440 du 31 juillet 1997, l'**Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE)** est une société anonyme, à participation financière publique majoritaire. Il a pour missions la conception et la mise en œuvre de projets et programmes gouvernementaux, destinés à l'insertion des jeunes et à la création des PME.

Les actions mises en œuvre par l'INIE au cours de l'exercice 2021 s'articulent autour de trois principaux axes, à savoir : (i) inciter la population à l'entrepreneuriat par rapport à l'employabilité, (ii) faciliter la création d'entreprises et, (iii) rendre pérennes les entreprises créées.

En outre, l'INIE a accompagné 800 femmes rurales à travers son projet Tout -Venant et le GIZ a renouvelé son projet d'appui à 110 TPE dans la ville d'Abidjan.

En conséquence, **le chiffre d'affaires 2021 de l'INIE s'est établi à 114 millions FCFA** contre un chiffre d'affaires nul en 2020. Ce chiffre d'affaires découle de la facturation des prestations d'accompagnement de 228 ex-militaires. Plus généralement, les produits d'exploitation ont connu une hausse de 51%, en s'établissant à 1,83 milliard FCFA en 2021 avec l'augmentation de la subvention d'exploitation de 401,36 millions FCFA comparativement à 2020.

Les charges d'exploitation, quant à elles, sont passées de 1,34 milliard FCFA en 2020 à 1,93 milliard FCFA en 2021, résultant essentiellement des hausses enregistrées par les postes «autres charges externes (+459 millions FCFA)», «dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations (+42 millions FCFA)» et «rémunérations d'intermédiaires et de conseils (+39 millions FCFA)».

Il ressort de ce qui précède, un résultat d'exploitation déficitaire de 97 millions FCFA, moins prononcé que le déficit de 125 millions FCFA enregistré en 2020. Le résultat financier de l'exercice 2021 est bénéficiaire de 10,5 millions FCFA et le résultat Hors Activités Ordinaires également excédentaire de 101,5 millions FCFA, du fait d'un abandon de créances (86 millions FCFA) et des produits de cession d'immobilisations (16 millions FCFA).

En définitive, **l'INIE a dégagé un résultat net bénéficiaire de 11,42 millions FCFA** contre un bénéfice de 8,89 millions en 2020.

Les impôts dus à l'État au titre de l'exercice 2021 s'élèvent à 24,5 millions FCFA contre 21,55 millions FCFA en 2020.

En perspective, l'INIE se propose de : (i) améliorer son attractivité, (ii) susciter de plus en plus de nouveaux promoteurs à l'entrepreneuriat, (iii) appuyer la création de 2000 entreprises par an et, (iv) œuvrer à la réduction du taux de mortalité précoce des nouvelles entreprises de 4% par an.

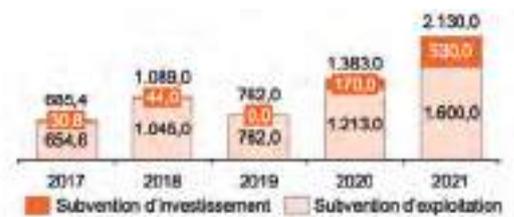
FAITS MARQUANTS

- Signature de l'accord de rétrocession de prêt de la BIDC de 6,05 milliards FCFA entre l'État et l'INIE et mise à disposition des fonds par la BIDC ;
- Signature d'une convention de mise en œuvre du projet Bureau d'Accompagnement pour la Re-conversion des ex- Militaires (BARM) ;
- Tenue d'une mission de revue de la BIDC relative au blocage du projet Amorçage ;
- Lancement du programme Amorçage à l'Auditorium de la Primature le 13 janvier 2022 ;
- Lancement du 3^{ème} projet d'appui à 110 TPE par la GIZ ;
- Lancement du projet Tout-Venant relatif à l'appui aux femmes rurales ;
- Participation de l'INIE au Global Business Forum Africa 2021.

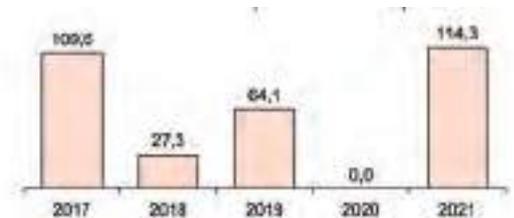
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 62,50 |
| AUTRES OPÉRATEURS | 37,5 |

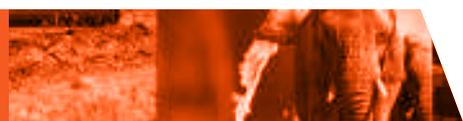
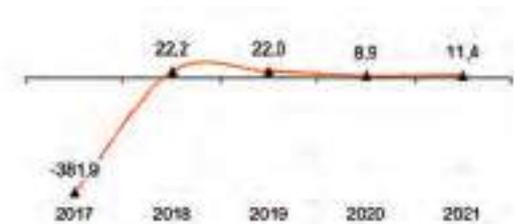
SUBVENTIONS (en Millions FCFA)



CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 décembre 1996
Capital social 2 milliards FCFA
Capitaux propres -8,73 milliards FCFA
Besoin en recapitalisation 9,73 milliards FCFA
Participation publique 100%
CA 3,94 milliards FCFA (+33%)
Résultat Net -160,7 millions FCFA (+31%)
Subv. d'exploitation 2,4 milliards FCFA (-13%)

PCA COULIBALY Mamadou
DG DOFFOU N'Guessan
Adm Primature Madame KOUAO Ama Epse ANKUI TAKY
Adm MPD YEO Nahoua
Adm MBPE DJOHAN Gérard

L'**Institut National de la Statistique (INS-SODE)** est une société d'Etat et la structure centrale du Système Statistique National (SSN). Il a pour principales missions, la production et la diffusion des statistiques officielles ainsi que la coordination des activités du SSN. Les activités de l'INS peuvent se décomposer en deux grands groupes, à savoir les activités de production de statistiques routinières et périodiques, pour le compte de l'Etat, et les études et projets demandés par diverses entités.

L'**examen de la situation financière de l'INS, au cours de l'exercice 2021, fait ressortir une hausse de 33% du chiffre d'affaires pour s'établir à 3,94 milliards FCFA**, en raison de la hausse du volume des études et projets réalisés qui représentent 99% du chiffre d'affaires.

De ce fait, les produits d'exploitation ont enregistré une hausse 12%, induite par l'augmentation du chiffre d'affaires et se sont établis à 6,49 milliards FCFA en 2021, contre 5,8 milliards FCA en 2020. Les charges d'exploitation, quant à elles, sont en hausse de 26,3% pour se fixer à 7,97 milliards FCFA en 2021, en raison de l'augmentation des services extérieurs (+61,3%) et des charges de personnel (+40,4%).

En conséquence, l'activité d'exploitation s'est soldée par un **résultat d'exploitation déficitaire de 1,48 milliard FCFA**, plus prononcé que le déficit de 510 millions FCFA en 2020, en raison principalement de la non-maîtrise de certains postes de charges dont les services extérieurs (+1,22 milliard FCFA) et les charges de personnel (+1 milliard FCFA).

En tenant compte du résultat HAO de 1,34 milliard FCFA (dû à l'opération de titrisation de la dette sociale CNPS de l'INS pour un montant de 1,36 milliard FCFA), **le résultat net 2021 de l'INS s'établit à un déficit de 160,67 millions FCFA**, contre un déficit de 520,95 millions FCFA en 2020. Les impôts dus à l'Etat, au titre de l'exercice 2021, s'élèvent à 84,3 millions FCFA (64,6 millions FCFA d'impôts et taxes et 19,7 millions FCFA d'impôts sur le résultat), contre 81 millions FCFA en 2020.

Par ailleurs, concernant la structure financière de l'INS, il convient de noter que **les capitaux propres sont négatifs (-8,73 milliards FCFA) pour la quinzième année consécutive**. De plus, les dettes fiscales s'élèvent à 7,33 milliards FCFA et les dettes sociales à 1,59 milliards FCFA. Ainsi, pour restaurer son équilibre bilanciel, l'INS a entamé son processus de transformation en Agence qui aboutira à la mise en place de plusieurs entités dont le Fonds de Développement de la Statistique.

Ainsi, l'Etat de Côte d'Ivoire, à travers le Ministère du Plan et du Développement, a initié la refonte du Système Statistique National dont l'un des axes majeurs est la transformation de la société en une Agence d'exécution et la création d'un Fonds National de Développement de la Statistique. Dans l'attente de l'achèvement de cette réforme, l'INS entend, pour l'exercice 2022, poursuivre ses activités de production de statistiques pour le compte de l'Etat ainsi que les études et programmes en cours.

FAITS MARQUANTS

- Recensement Général de la Population et de l'Habitat ;
- Programme de changement de l'année de base des Comptes Nationaux et du passage au SCN 2008 ;
- Réalisation de plusieurs enquêtes (conditions de vie des ménages, démographie et santé, régionale intégrée-emploi et secteur informel, ...)
- Mise en place et production des nouveaux indicateurs conjoncturels d'activités ;
- Evaluation de l'impact de la Covid-19 sur l'économie et les ménages.

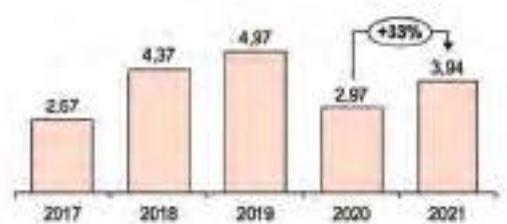
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-----|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100 |

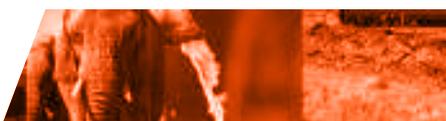
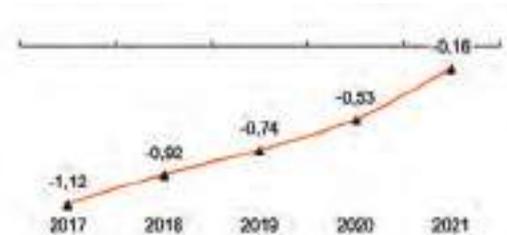
SUBVENTIONS (en Milliards FCFA)



CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)





MÉDIA, TOURISME ET AUTRES SERVICES // AUTRES SERVICES // OPPORTUNITÉS DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 20 mars 1970
Capital social 400 millions FCFA
Capitaux propres 8,9 milliards FCFA (+24%)
Participation publique 95% (dont 15% d'actionnariat indirect)
CA 371,4 milliards FCFA (+30%)
Résultat Net 3,7 milliards FCFA (+35%)
PCA COULIBALY Lenissongui
DG COULIBALY Dramane
Adm MEF GONDO Diomandé, BAKARY Sylla, Cisse Abdoul Kader
Adm MBPE TAYORO Dominique, Mme M'BAHIA Bamba Maferima, YAPO Ange Rocksane

La Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI) a été créée par la loi n° 70-209 du 20 mars 1970 avec la mission de (i) mettre à la disposition de l'ivoirien attiré par les jeux de hasard, une structure lui permettant de satisfaire son envie de jouer et d'être récompensée dans des conditions optimales de transparence et de fiabilité et, (ii) promouvoir à travers l'institution, une politique de mobilisation de l'épargne publique volontaire en vue de réaliser des investissements sociaux économiques.

L'année 2021 a été marquée par une bonne performance commerciale qui représente le retour sur les investissements réalisés depuis 2014 pour le renouvellement et la redynamisation des systèmes d'exploitation des produits de paris PMU, SPORTCASH et LOTO.

En effet, **il est observé une hausse de 30,31% du chiffre d'affaires par rapport aux réalisations de 2020**, pour s'établir à 371,4 milliards FCFA, tiré par le jeu «LOTO» qui a mobilisé 286,39 milliards FCFA, pour une prévision de 260 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 110%. Plus généralement, les produits d'exploitation ont connu une progression de 25% pour se fixer à 379,33 milliards FCFA en 2021.

Les charges d'exploitation, quant à elles, se sont établies à 373,88 milliards FCFA, en hausse de 25% par rapport à l'exercice précédent. Cette situation est essentiellement due à la hausse des postes «services extérieurs» (+16,26%) et «autres charges» (+16,57%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 5,46 milliards FCFA, contre un bénéfice de 4,13 milliards FCFA en 2020. Le résultat financier de l'exercice 2021 est bénéficiaire de 471,9 millions FCFA et le résultat Hors Activités Ordinaires déficitaire de 416,8 millions FCFA.

En définitive, **la LONACI enregistre un résultat net bénéficiaire de 3,72 milliards FCFA, contre 2,75 milliards FCFA en 2020** et conserve ainsi sa bonne dynamique sur les 5 derniers exercices. Par ailleurs, les impôts dus à l'État sur l'exercice 2021 se sont fixés à 8,51 milliards FCFA (1,79 milliard FCFA d'impôt BIC et 6,72 milliards FCFA d'impôts et taxes), contre 5,2 milliards FCFA en 2020.

En vertu des missions qui lui ont été assignées par l'État, la LONACI a réalisé des œuvres sociales dans les domaines de la santé et de l'éducation au profit des populations défavorisées, d'un montant de 2,72 milliards FCFA, contre 2,56 milliards FCFA en 2020. En effet, en 2021, la société a réalisé des travaux de construction d'une école primaire de six (6) classes à GBAN-HALA (125 millions FCFA) ; d'un centre de santé au quartier BELLE-VILLE à YAMOOUSSOUKRO (84 millions FCFA) ; d'une école primaire à KALAMON dans le département de DOROPO (83 millions FCFA) ; et a acheté trois (3) ambulances pour le Ministère de la Défense (205 millions FCFA).

En perspective, la LONACI prévoit (i) d'optimiser l'exploitation de ses produits, (ii) de renforcer et sécuriser son patrimoine, (iii) d'optimiser la gestion de son réseau commercial, (iv) de certifier ses activités aux normes en vigueur, (v) d'optimiser la politique des œuvres sociales, (vi) d'optimiser l'exploitation des technologies de l'information et, (vi) d'affirmer la gestion efficiente des jeux.

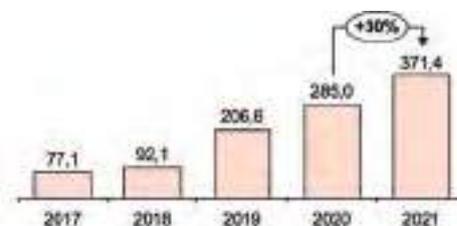
FAITS MARQUANTS

- Renouvellement de la convention de concession État-LONACI ;
- Réalisation des œuvres sociales à hauteur de 2,72 milliards FCFA.

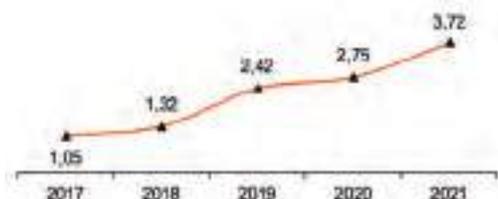
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 80,00 |
| CNPS | 15,00 |
| LONACI | 5,00 |

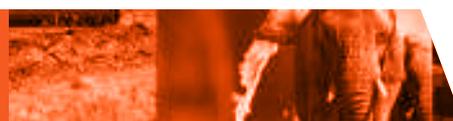
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATION DETTE FIN. /BILAN (%)





TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE & FINANCE

TECHNOLOGIES, TELECOM, POSTE



L'**AIGF** a assuré en 2021 la création et l'exploitation d'un centre de tests de conformité et d'interopérabilité, devant protéger les populations contre l'exposition aux ondes électromagnétiques, ainsi qu'à l'installation de six (6) stations côtières contribuant notamment à la lutte contre la piraterie et la pêche illégale.

LE SECTEUR EN CROISSANCE PERPÉTUELLE, AVEC UN RÔLE PRÉPONDÉRANT DANS LES ÉCONOMIES MONDIALES

Les données de l'Union internationale des télécommunications (UIT), institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication (TIC), révèlent que l'utilisation de l'Internet a connu une forte croissance à l'échelle mondiale, puisqu'on estime que 4,9 milliards de personnes ont utilisé l'Internet en 2021, contre 4,1 milliards environ en 2019. Cependant, les données de l'UIT confirment que la capacité à se connecter demeure marquée par de profondes inégalités.

Au titre du secteur de la télécommunication qui couvre la téléphonie fixe et mobile en passant par l'internet, la présence de deux entreprises publiques à savoir l'ANSUT et l'AIGF, démontre l'importance de la télécommunication au cœur de la stratégie d'émergence de la Côte d'Ivoire.

En 2021, le pays compte environ 44,56 millions d'abonnés mobile, sur une population globale de près de 29,4 millions d'habitants, avec un taux de pénétration de la téléphonie mobile de 162% et un taux de pénétration de l'internet mobile de 79,1%.

Tous les projets portés par ces entités, notamment le réseau national haut débit de fibre optique long de 7 022 KM, la gestion des stations et sites radioélectriques ont contribué efficacement au développement du secteur télécommunication et de l'économie numérique qui constitue un levier pour le développement de la CI en raison de son impact considérable sur toutes les branches de l'économie nationale en termes d'innovation, de productivité et d'accélérateur de croissance. En 2021, le secteur des services de télécommunications représente 3% du PIB.

En ce qui concerne les performances financières du portefeuille public du secteur Technologie (GUCE CI, SNDI, QUIPUX Afrique, VITIB SA) elles sont marquées, en 2021, par un chiffre d'affaires global de 43,90 milliards FCFA contre 51,53 milliards FCFA en 2020, soit une baisse de 14,8%, imputable à la baisse des activités commerciales de la société GUCE CI. Quant au résultat du secteur, il s'est éga-

lement dégradé, en passant d'un bénéfice de 2,62 milliards FCFA en 2020 à un bénéfice de 1,64 milliard FCFA en 2021, en raison principalement de la baisse observée de 1,40 milliard FCFA au niveau du résultat net de GUCE CI.

Les entreprises du portefeuille du secteur des télécommunications (AIGF, ANSUT et ORANGE CI) ont réalisé un chiffre d'affaires global de 596,94 milliards FCFA, en croissance de 7,56% par rapport à 2020. De même, le résultat net s'est accru fortement de 49,36% pour se situer à 107,52 milliards FCFA. Les performances de ce secteur sont portées par la société Orange CI qui contribue à hauteur de 93,59% au chiffre d'affaires du secteur.

Quant au secteur de la Poste, auparavant dominé par un seul opérateur historique, la Poste de Côte d'Ivoire, il enregistre depuis les années 80, l'arrivée d'opérateurs privés qui exercent leurs activités sur tous les segments du marché postal, à savoir les segments « Courrier et colis » et « transferts d'argent ». La performance financière de la Poste CI demeure assez mitigée. En effet, pendant que le chiffre d'affaires augmente, en passant de 5,41 milliards FCFA à 5,68 milliards FCFA en 2021, le résultat net s'est détérioré de 1,589 milliard FCFA pour se situer à - 4,703 milliards FCFA.

Globalement, au titre de l'exercice 2021, les sociétés du portefeuille de l'État du secteur technologies, télécommunications et poste enregistrent un chiffre d'affaires cumulé de 646,526 milliards FCFA contre 611,918 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 5,66%, en raison à la hausse des activités commerciales de la société Orange CI. Quant au résultat net des entreprises du secteur, il s'est amélioré de 46,18%, pour se situer à 183,763 milliards FCFA, du fait de la société Orange CI qui a connu une importante hausse de 31,85%. Les dividendes issus de ce secteur s'élèvent à un montant brut de 120 milliards FCFA, uniquement porté par la société Orange CI.



TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE ET FINANCE // TECHNOLOGIES, TELECOM, POSTE // STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 21 mars 2012
Capital social 14,675 milliards FCFA
 (dont 14,175 milliards FCFA de capital par dotations)
Capitaux propres 17,285 milliards FCFA
 (-0,66%)
Participation publique 100%
CA 9,214 milliards FCFA (-3,13%)
Résultat Net 193 millions FCFA (-30,07%)

PCA BROU Aka Pascal
DG YACOUBA COULIBALY
Adm MBPE Ali SISSOKO
Adm MCEN SAKO Ahmed et Jean Martiel ADOU
Filiales et Participations RASCOM (3,41%)

Créée en 2012, l'Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radioélectriques (AIGF), a pour mission principale d'assurer la planification, l'attribution et le contrôle des fréquences radioélectriques en veillant aux besoins des administrations et des autorités affectataires de fréquences radioélectriques.

En 2021, l'AIGF a mené plusieurs activités dans le cadre de ses missions, dont la mise en place des accords de coordination aux frontières avec le Libéria et le Ghana, la participation à la mise en œuvre des programmes de coopération internationale avec les structures sœurs et l'acquisition des outils additionnels pour l'autorisation d'implantation des stations radioélectriques.

A fin 2021, la situation financière de la société est caractérisée par un chiffre d'affaires en baisse de 3% pour se fixer à 9,21 milliards FCFA. Ce chiffre d'affaires est principalement constitué des redevances opérateurs (7,77 milliards FCFA), de la contribution recherche et normalisation (560 millions FCFA) ainsi que des revenus issus des permissionnaires (870 millions FCFA) dont la baisse a induit le léger repli observé au niveau du chiffre d'affaires global. Quant aux charges d'exploitation, elles enregistrent une hausse de 6,67% pour se fixer à 10,65 milliards FCFA du fait principalement de l'augmentation des charges du personnel (+ 297 millions FCFA) et des autres charges (+ 240 millions FCFA).

Il en découle un résultat d'exploitation déficitaire de 595 millions FCFA, contre un bénéfice de 584 millions FCFA en 2020.

En définitive, après un résultat financier déficitaire de 324 millions FCFA, un résultat HAO de 1,18 milliard FCFA (constitué d'un gain sur redressement DGI de 770 millions FCFA, d'une reprise de provisions sur redressement CNPS de 211 millions FCFA et sur les rappels sur nominations de 203 millions FCFA) et l'impôt sur le résultat d'un montant de 64 millions FCFA, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 193 millions FCFA, contre un bénéfice de 276 millions FCFA en 2020.

A fin décembre 2021, la dette fiscale de l'AIGF a baissé de 20,34% pour se fixer à 790 millions FCFA. Les impôts et taxes dus au titre de l'exercice 2021 s'élèvent à 610 millions FCFA.

En perspective, l'AIGF prévoit, entre autres : (i) le renforcement des capacités de l'ensemble du personnel sur les enjeux de la lutte contre la corruption dans les entités publiques ; (ii) la poursuite des procédures d'obtention des titres de propriété des sites de l'AIGF ; (iii) les travaux de réhabilitation des sites restants de la phase 1 ; (iv) la mise en place un système d'archivage électronique et une bibliothèque numérique ; (v) la réalisation de l'audit de certaines bandes de fréquences sur le territoire national.

FAITS MARQUANTS

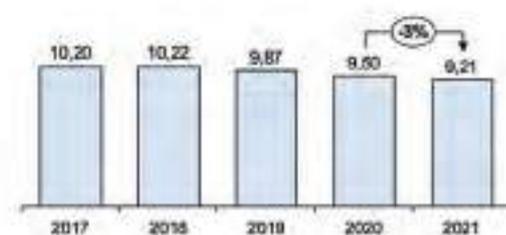
- Prise du décret n°2021-245 du 26 mai 2021 fixant le montant des frais de redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques. Ce décret impacte l'environnement des TIC, et modifie substantiellement les ressources de l'AIGF, ainsi que les obligations des acteurs du secteur des TIC ;
- Redressement fiscal pour un montant de 879 millions FCFA en droits simples et pénalités ;
- Réception et analyse de 874 demandes d'autorisation d'implantation des stations radioélectriques sur toute l'étendue du territoire nationale ;
- Réception et traitement des demandes de coordination de la Guinée, du Togo et du Mali portant sur un total de 49 stations de radiodiffusion sonore, susceptibles de créer des brouillages.

RÉPARTITION DU CAPITAL

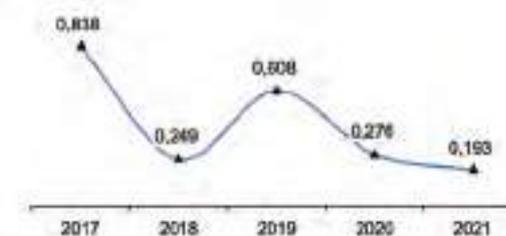
Actionnariat (%)

ETAT DE COTE D'IVOIRE 100,00

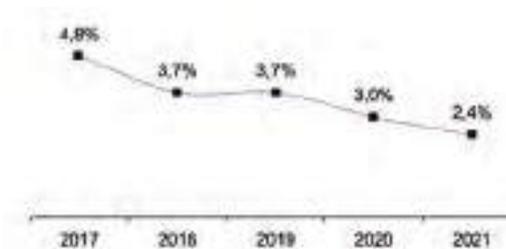
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 21 mars 2012
Capital social 86,08 milliards FCFA
 (dont 85,58 milliards FCFA de capital par dotations)
Capitaux propres 82 milliards FCFA (-0,66%)
Participation publique 100%
CA 29,03 milliards FCFA (+8,83%)

Résultat Net 3,05 milliards FCFA (+141,30%)
PCA BAMBA Yacouba
DG BEUGRE Gilles Thierry
Adm MBPE FOFANA Mariame Epse DIARA
Adm MCEN SOMET PATRICE
Filiales et Participations VITIB (6,89%)

Créée par le décret n°2012-949 du 26 septembre 2012 suite à la réforme intervenue dans le secteur par l'ordonnance 2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux TIC, l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC (ANSUT) a pour principales missions : (i) l'élaboration des cahiers de charges des Programmes de Service Universel des Télécommunications/TIC (PSUTTIC) ; (ii) la mise en œuvre des PSUTTIC pour le compte de l'État ; (iii) le financement des PSUTTIC ; (iv) la gestion des opérations d'investissement financées par l'État dans le domaine des Télécommunications/TIC.

En 2021, l'objectif de l'agence qui était le refinancement de l'encours Ecobank de 36 milliards FCFA et la finalisation du projet backbone pour 22 milliards FCFA, sur la base de ses ressources propres et l'emprunt BNI de 58 milliards FCFA n'a pu être atteint car certaines conditions suspensives de l'emprunt BNI n'ont pu être levées.

Dans ce contexte, la situation financière de l'ANSUT, à fin décembre 2021, est caractérisée par une hausse de 20,65% de ses produits d'exploitation, qui sont passés à 38,53 milliards FCFA en 2021. Cette hausse s'explique essentiellement par la perception en 2021 d'une subvention de 5,81 milliards FCFA de la part de l'État pour l'entretien technique du Postel 2001.

Les charges d'exploitation ont, quant à elles, baissé de 17,26% pour s'établir à 33,37 milliards FCFA. Cette baisse est imputable aux dotations aux amortissements et aux autres charges qui diminuent respectivement de 6,36 milliards FCFA et de 6,89 milliards FCFA. Il en découle un résultat d'exploitation bénéficiaire de 5,15 milliards FCFA, contre un déficit de 8,4 milliards FCFA en 2020.

Par ailleurs, le résultat financier est déficitaire de 2,06 milliards FCFA, contre un déficit de 5,19 milliards FCFA en 2020.

En définitive, les activités de l'ANSUT se sont soldées par un résultat net excédentaire de 3,05 milliards FCFA en 2021, contre un déficit de 7,38 milliards FCFA en 2020.

A fin décembre 2021, les impôts et taxes dus à l'État s'élèvent à 4,64 milliards FCFA, contre 468 millions FCFA en 2020.

En perspective, la société envisage de mener plusieurs actions, à savoir, (i) la mobilisation des ressources propres sans concours bancaires, (ii) l'amortissement définitif de l'emprunt ECOBANK par le remboursement des deux dernières échéances et (iii) la poursuite de la mise en veille momentanée des investissements projets, en attendant l'élaboration d'un plan stratégique 2023-2025 pour redéfinir la nouvelle vision de l'Agence.

FAITS MARQUANTS

- Recouvrement d'arriérés TDNTIC de l'année 2017, pour un montant de 500 millions FCFA ;
- Nomination de M. BEUGRE Gilles Thierry en qualité de Directeur Général par intérim, en remplacement de M. SORO-KIPEYA Jean Euloge le 12 novembre 2021 ;
- Désignation de M. BAMBA Yacouba en tant que nouveau PCA, en remplacement de M. KONE Lassina en date du 8 septembre 2021 ;
- Réalisation d'un audit financier, comptable et de gestion pour la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020.

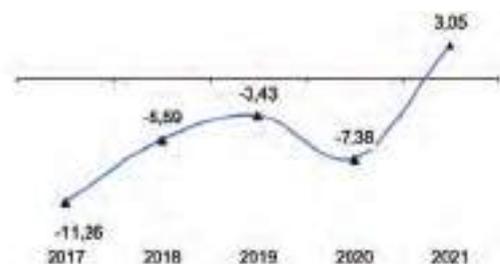
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-----------------------|--------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100,00 |

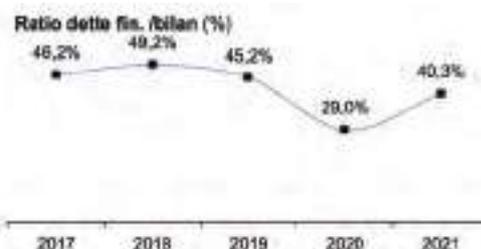
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)



GUCE-CI

GUICHET UNIQUE DU COMMERCE
EXTÉRIEUR CÔTE D'IVOIRE

TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE ET FINANCE // TECHNOLOGIES, TELECOM, POSTE // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1 juillet 2019

Année de 1^{er} exercice 2020

Capital social 10 millions FCFA

Capitaux propres 594 millions FCFA
(-67,9%)

Participation publique 70%

CA 23,03 milliards FCFA (-32,68%)

Résultat Net 444 millions FCFA (-75,89%)

PCA FADIKA Issouf

DG MANOUAN Guy Serge

Adm MBPE KADIO Albert Louis

Adm MCIPPME FADIGA Kaladji

Le **Guichet Unique du Commerce Extérieur Côte d'Ivoire (GUCE-CI)** est une société anonyme à participation financière publique majoritaire, créé par le décret n° 2020-446 du 6 mai 2020. Elle est détenue à 70% par l'État de Côte d'Ivoire et à 30% par la société WEBB FONTAINE GROUP, avec pour objectif, la reprise en main totale de la gestion et de l'exploitation du Guichet Unique du Commerce Extérieur.

Le Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE) est une plateforme dédiée aux procédures relatives aux opérations d'import/export. Cet outil permet à tous les acteurs du commerce extérieur de communiquer des informations sans se déplacer et de délivrer, au moyen de procédures simplifiées et totalement dématérialisées, des documents normalisés à travers un seul point d'entrée, en vue de satisfaire toutes les formalités requises, en cas d'importation, d'exportation et de transit.

A fin 2021, la situation financière du GUCE-CI est caractérisée par une baisse du chiffre d'affaires, qui passe de 34,21 milliards FCFA en 2020 à 23,03 milliards FCFA. Cette baisse est expliquée par l'effet combiné de la durée exceptionnelle du 1^{er} exercice de 18 mois et de la fin du contrat d'appui douane.

Dans le même temps, les charges d'exploitation de la société ont baissé de 28,72% pour se fixer à 17,88 milliards FCFA. Cette baisse s'explique par la réduction de 30% des redevances versées à Webb Fontaine Group.

Il en découle un résultat d'exploitation bénéficiaire de 5,15 milliards FCFA, contre un bénéfice de 9,12 milliards FCFA en 2020.

En définitive, après un résultat financier nul, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 444 millions FCFA, contre un bénéfice de 1 840 millions FCFA en 2020.

A fin décembre 2021, la dette fiscale du GUCE CI a diminué de 51,37% pour se situer à 7,33 milliards FCFA.

En perspective, il importe de noter la fin, au 30 juin 2022, du contrat de prestations de service signé avec Webb Fontaine Group. A cet effet, la société devrait adopter un nouveau modèle économique tout en assurant la continuité des prestations d'import/export.

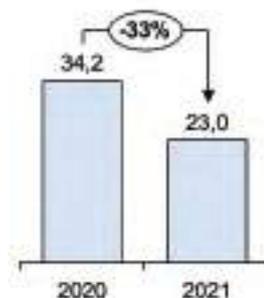
FAITS MARQUANTS

- Fin du contrat d'appui à la douane.

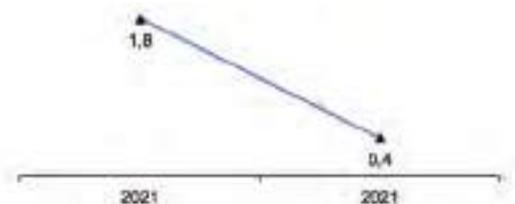
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 70,00 |
| WEBB FONTAINE GROUP | 30,00 |

CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)





TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE ET FINANCE // TECHNOLOGIES, TELECOM, POSTE // OPÉRATEURS PUBLICS DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 28 octobre 1996
Capital social 6 milliards FCFA
Capitaux propres 527,6 milliards FCFA (+6.5%)
Participation publique 14,95%
CA 558,7 milliards FCFA (+7,7%)
Résultat Net 104,3 milliards FCFA (+31,8%)
Dividendes bruts 120 milliards FCFA (+71,4%)
Dividendes bruts État 17,94 milliards FCFA
PCA NDIAYE Alloume

DG BAMBA Mamadou
Adm MBPE TAHI Fabrice
Adm MCEN KOUADJO Jules
Filiales et Participations Orange Libéria (100%), Orange Burkina Faso (50%), OCIP (100%), Afrimarket (6,48%), TELEMUM (49%), Côte d'Ivoire Câbles (100%), Groupement Orange Service (22,64%), OMCI (100%), Comoé capital (2%), OAP (24%)

Orange Côte d'Ivoire est un opérateur de téléphonie mobile, devenu un opérateur de téléphonie fixe, mobile et internet depuis sa fusion absorption avec la société Côte d'Ivoire Télécom le 1^{er} juillet 2016. Sa mission est l'établissement de réseaux et la fourniture de services de télécommunications en Côte d'Ivoire.

En 2021, la société a enregistré une croissance de 6,8% du nombre total de clients, grâce notamment à l'accroissement de sa capacité réseau (+125 nouveaux sites). Par ailleurs, le revenu moyen par client reste stable à 2 968 FCFA par an.

Le chiffre d'affaires ressort ainsi en hausse de 8%, pour atteindre 558,70 milliards FCFA en 2021. Les produits d'exploitation se sont établis à 594,89 milliards FCFA, en hausse de 23,91 milliards FCFA (+4%) comparativement à l'exercice précédent. Les charges d'exploitation, quant à elles, sont restées stables à 460,56 milliards FCFA.

Il en ressort un résultat d'exploitation bénéficiaire de 134,334 milliards FCFA, en hausse de 22% par rapport à 2020.

En outre, la société enregistre une amélioration significative de ses résultats financiers, qui passent d'un bénéfice de 8,14 milliards FCFA en 2020 à un bénéfice de 20,62 milliards FCFA, en raison principalement des dividendes perçus des entités Orange Money Côte d'Ivoire et Orange Côte d'Ivoire Participation pour des montants respectivement de 17 milliards FCFA et 11 milliards FCFA.

De même, le résultat HAO a connu une amélioration, passant d'un déficit de 3,11 milliards FCFA à un excédent de 1,95 milliard FCFA en 2021, du fait de dotations aux amortissements HAO moins importantes que l'exercice précédent.

En définitive, le résultat net ressort bénéficiaire de 104,28 milliards FCFA, contre 79,09 milliards FCFA en 2020.

Le cumul des dettes fiscales et sociales ressort à 95,34 milliards FCFA au 31 décembre 2021, en hausse de 16,88 milliards FCFA par rapport à 2020, tandis que les impôts et taxes dus à l'État au titre de l'exercice 2021 s'élèvent à 109,22 milliards FCFA.

En perspective, pour l'exercice 2022, Orange Côte d'Ivoire entend poursuivre la mise en œuvre de son Plan Stratégique «ENGAGE 2025», dont l'opérationnalisation s'articule autour de 5 axes, à savoir : (i) réinventer le métier d'opérateur ; (ii) placer la Data et l'Intelligence Artificielle au cœur du modèle d'innovation ; (iii) accélérer sur les relais de croissance ; (iv) construire ensemble l'entreprise de demain et (v) s'engager durablement. Par ailleurs, l'État envisage la cession de 9,95% de ses parts via la BRVM.

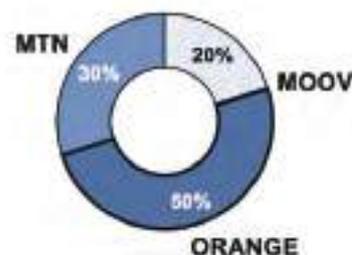
FAITS MARQUANTS

- La régularisation du marché de détail avec la décision n°2020-599 de l'ARTCI portant encadrement des offres de services sur le marché de détail de la téléphonie ;
- la hausse de plus de 3 millions de SIM en un an, accompagnée d'une croissance de la valeur du marché de 6,4% par rapport à 2020 ;
- le retour du concurrent MTN avec plus d'agressivité sur les offres et services, l'expérience client et la communication ;
- l'accélération du déploiement de GVA et Moov Africa sur le marché de l'internet fixe dans les quartiers à revenu moyen.

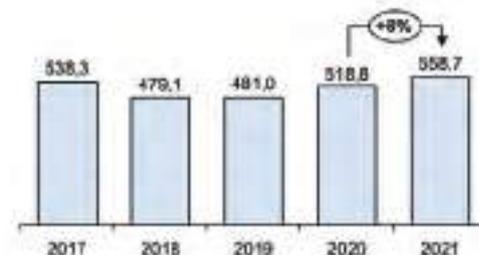
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|--------------------------------|-------|
| ATLAS COUNTRIES SUPPORT | 58,36 |
| FRANCE CABLES RADIO-CI | 15,72 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 14,95 |
| SIFCOM | 10,30 |
| EMPLOYÉS ET EX-EMPLOYÉS DE CIT | 0,67 |

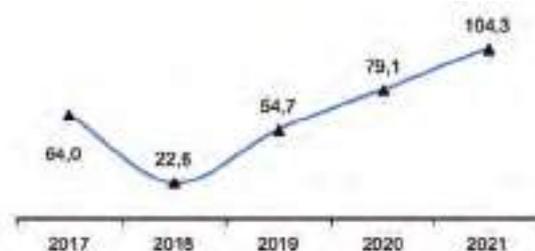
PART DE MARCHÉ EN VALEUR (en pourcentage)



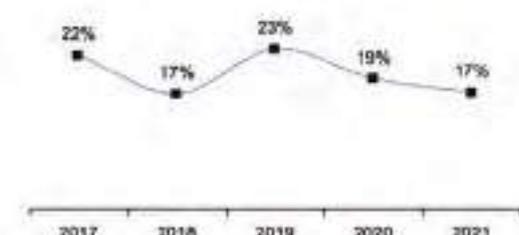
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE ET FINANCE // TECHNOLOGIES, TELECOM, POSTE // OPÉRATEURS PUBLIC DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 juin 1998
Capital social 12,66 milliards FCFA
 (dont 7,3 milliards FCFA de capital par dotations)
Capitaux propres 11,29 milliards FCFA
 (-30,41%)
Participation publique 100%
CA 5,69 milliards FCFA (+5,07%)

Résultat Net - 4,7 milliards FCFA (-51,02%)
Subv d'exploitation 2,56 Milliards FCFA
PCA WOUADJA Essay
DG GNAMBA-YAO Isaac
Adm MCEN ZAHOUI Emmanuel
Adm MBPE DAGO Jacob
Filiales CHRONOPOST

Sous sa forme actuelle, la **Poste de Côte d'Ivoire (PCI)** a été créée par le décret n°98-377 du 30 juin 1998. Société d'État, elle est née de la dissolution de la Société Ivoirienne de la Poste et de l'Epargne (SIPE).

Elle a pour mission d'exploiter le service public des postes à travers l'acheminement par voie terrestre, aérienne ou maritime de tout type de courriers et paquets tant sur le territoire national, qu'à destination et en provenance des pays étrangers.

A fin décembre 2021, la situation financière de la PCI est caractérisée par une hausse des activités commerciales permettant à la société de générer **un chiffre d'affaires de 5,69 milliards FCFA, en hausse de 5,07% par rapport à 2020.**

Les produits d'exploitation ont également augmenté de 15,26% pour se fixer à 11,12 milliards FCFA, en raison des augmentations observées au niveau des autres produits (+1 054 millions FCFA), des subventions d'exploitation (+296 millions FCFA) et des produits et accessoires (+258 millions FCFA).

Les charges d'exploitation ont, quant à elles, augmenté de 2,98% pour s'établir à 15,51 milliards FCFA, en raison essentiellement de l'augmentation des autres achats (+110 millions FCFA) et des charges du personnel (+1 milliard FCFA).

Il en découle un résultat d'exploitation déficitaire de 4,39 milliards FCFA, contre un déficit de 5,41 milliards FCFA en 2020.

Le résultat financier ressort également déficitaire de 289 millions FCFA, contre un déficit de 154 millions FCFA en 2020.

En définitive, après un résultat HAO bénéficiaire de 9 millions FCFA, **la Poste a dégagé un résultat net déficitaire de 4,70 milliards FCFA, contre un déficit de 3,11 milliards FCFA en 2020.**

Les impôts et taxes sont évalués à 347 millionxs FCFA, contre 307 millions FCFA en 2020.

En perspective, la PCI compte (i) lancer une offensive sur les entreprises avec les campagnes ciblées de recrutement de prospects, (ii) mettre en place une offre et une plateforme d'agrégation des livreurs urbains indépendants, (iii) mettre en place la digitalisation de la boîte postale, et (iv) faire respecter les textes encadrant le Service Postal Universel (SPU).

Par ailleurs, au regard des difficultés que connaît la PCI, le Ministère de tutelle financière, en liaison avec le Ministère de tutelle technique et la Direction Générale de la PCI, entend accélérer la dynamique de transformation enclenchée avec le nouveau plan stratégique de la société élaboré par le cabinet Boston Consulting Group (BCG). Un accent sera donc mis sur le développement des axes identifiés dans le nouveau Plan Stratégique de Développement à l'effet de diversifier les activités de la société.

FAITS MARQUANTS

- Appui financier exceptionnel de l'État à hauteur de 500 millions FCFA ;
- Nomination du nouveau représentant du Président de la République –par décret en date du 10 novembre 2021 ;
- Election d'un nouveau PCA en ma personne de WOUADJA Essay ;
- Tenue le 11 mai 2021 de l'AGO devant approuver les comptes de l'exercice 2019 ;
- Tenue le 16 novembre 2021 de l'AGO devant approuver les comptes de l'exercice 2020 ;
- Réalisation de juillet à septembre 2021, par BCG de l'étude portant ouverture de la PCI aux services financiers.

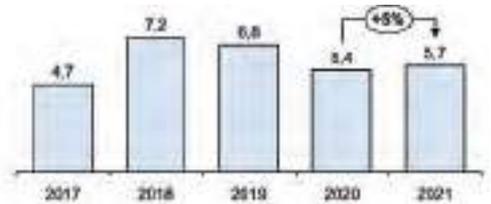
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-----------------------|--------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100,00 |

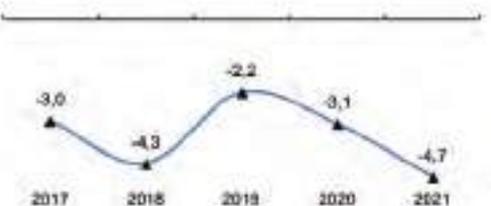
SUBVENTIONS (en Milliards FCFA)



CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)





TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE ET FINANCE // TECHNOLOGIES, TELECOM, POSTE // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 25 juillet 2013
Capital social 1 milliard FCFA
Capitaux propres 1,48 milliard FCFA (+20,6%)
Participation publique 35%
 (actionnariat indirect)
CA 12,74 milliards FCFA (+20,9%)
Résultat Net 252,8 millions FCFA (-6,6%)

PCA GOMEZ Oscar David Pinéda
DG KONE Ibrahima
Adm SNDI SORO Nongolougo
Adm MBPE OUEDRAOGO Salifou
Filiales et Participations RASCOM (3,41%)

QUIPUX Afrique S.A est une société de droit ivoirien qui s'affirme à travers le développement de solutions technologiques appliquées aux systèmes de transports terrestres. Elle est une filiale de QUIPUX Innova qui a mis en place plus de 50 projets dans le monde. L'un des produits de QUIPUX Afrique adaptés aux réalités socio-économiques de la Côte d'Ivoire est le Centre de Gestion Intégrée (CGI) du Ministère des Transports. Le CGI a pour mission d'intégrer les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour résoudre les problèmes du secteur des transports en Côte d'Ivoire grâce à la coordination des forces interinstitutionnelles en télécommunication et informatique, à la création d'espaces d'innovation et à l'utilisation de plateformes convergentes d'éducation. Le CGI facilite et sécurise toutes les démarches relatives aux transports terrestres en Côte d'Ivoire.

À fin 2021, la situation financière de la société QUIPUX est caractérisée par une augmentation des activités commerciales, avec un **chiffre d'affaires en hausse de 21%, pour s'établir à 12,74 milliards FCFA**. Cette embellie du chiffre d'affaires s'explique par la hausse des prestations ayant induit un accroissement de 19% au niveau des revenus des travaux et services vendus.

Plus généralement, les produits d'exploitation connaissent une hausse de 21% et se chiffrent à 12,78 milliards en 2021, tandis que les charges d'exploitation enregistrent une hausse de 19% pour se fixer à 11,99 milliards FCFA. Il en ressort un résultat d'exploitation bénéficiaire de 791 millions FCFA, contre 496 millions FCFA en 2020.

Après un résultat financier déficitaire de 286 millions FCFA, un résultat HAO bénéficiaire de 162 millions FCFA et un impôt sur le résultat de 413 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 253 millions FCFA**, contre un bénéfice de 271 millions FCFA en 2020.

Par ailleurs, les dettes fiscales et sociales de la société ont connu une baisse de 8,91% pour se fixer à 1,08 milliard FCFA en 2021, contre 1,19 milliard FCFA en 2020.

En perspective, QUIPUX Afrique envisage de procéder à une augmentation de son capital social en vue de faciliter la mobilisation de ressources nécessaires au financement des investissements prévus dans sa convention de concession.

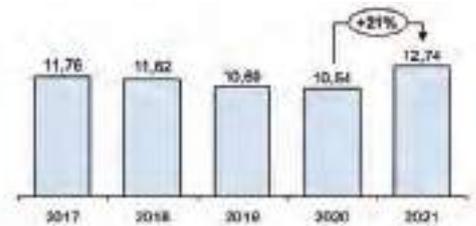
FAITS MARQUANTS

- Renouvellement de la convention de concession signée entre QUIPUX AFRIQUE et l'État de Côte d'Ivoire pour une durée de 15 ans ;
- Extension du périmètre de la convention au STI (Système de Transport Intelligent) et à la fourrière administrative ;
- Lancement d'une vaste campagne de communication par le Ministère des Transports couplée à une phase test de notification des contraventions sans amendes de février à août 2021 ;
- Entrée en vigueur de la phase répressive de la vidéoverbalisation le 7 septembre 2021 ;
- Acquisition d'un terrain de la fourrière principale d'une superficie de 5 HA ;
- Levée d'un emprunt de 3 milliards FCFA auprès de Bridge Bank et d'un emprunt de 3 milliards FCFA auprès de Ecobank.

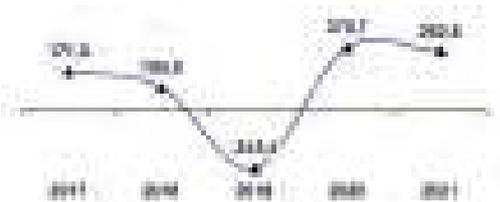
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|----------------|-----|
| QUIPUX LIMITED | 51 |
| QUIPUX GRUPO | 2 |
| IBRAMEX | 12 |
| SNDI | 35 |

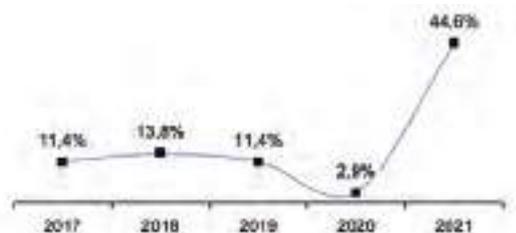
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





SNDI

SOCIÉTÉ NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE



DONNÉES PROVISOIRES

TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE ET FINANCE // TECHNOLOGIES, TELECOM, POSTE // CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 mars 1999
Capital social 1,13 milliard FCFA
 (dont 930,13 millions FCFA de capital par dotations)
Capitaux propres 4,11 milliards FCFA (+9%)
Participation publique 100%
CA 6,37 milliards FCFA (+19%)

Résultat Net 329,1 millions FCFA (+22%)
PCA GNAMIEN Yao Théodore
DG SORO Nongolougo
Adm MBPE TRAORE Tiedié
Filiales et Participations QUIPUX (35%)

Créée par décret n° 99-220 du 10 mars 1999, la **Société Nationale de Développement Informatique (SNDI)** a pour principales missions d'effectuer dans le domaine de l'informatique, des prestations de gestion, de conseil et de formation à la demande de l'État, des communes et des entreprises.

A fin décembre 2021, la situation financière de la SNDI est caractérisée par un regain des activités commerciales, faisant passer le **chiffre d'affaires de 5,36 milliards FCFA en 2020 à 6,37 milliards FCFA en 2021**. Ainsi, les produits d'exploitation ont augmenté de 18,44% pour se situer à 6,38 milliards FCFA.

Quant aux charges d'exploitations, elles ont augmenté de 19,64% pour s'établir à 6 milliards FCFA. Cette hausse s'explique essentiellement par une augmentation de 611 millions FCFA des autres achats, de 175 millions FCFA des services extérieurs et de 119 millions FCFA au niveau des charges du personnel.

Il en découle un résultat d'exploitation bénéficiaire de 458 millions FCFA, contre un bénéfice de 377 millions FCFA en 2020.

En définitive, après prise en compte du résultat financier de 6,5 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 329 millions FCFA en 2021, en hausse de 21,85%**.

Les impôts et taxes dus par la SNDI, au titre de l'exercice 2021, s'élèvent à 231,1 millions FCFA au 31 décembre 2021, dont 135,4 millions FCFA d'impôt BIC et 95,8 millions FCFA d'impôts et taxes. Par ailleurs, les dettes fiscales et sociales de la société se situent à 5,29 milliards FCFA, contre 6,09 milliards FCFA en 2020.

En perspective, la société compte mener plusieurs actions pour l'exercice 2022, notamment, (i) capitaliser sur les nouveaux textes pour améliorer l'efficacité de la SNDI pour accompagner le Gouvernement, (ii) améliorer les performances dans le secteur public via le renforcement des capacités des fonctionnaires et agents de l'État à l'usage adéquat des outils informatiques, et (iii) diversifier le portefeuille de clients pour renforcer la stabilité financière de la société. A ce titre, la SNDI anticipe un accroissement de 10% de son chiffre d'affaires sur les segments secteur privé local et marché régional (hors Côte d'Ivoire).

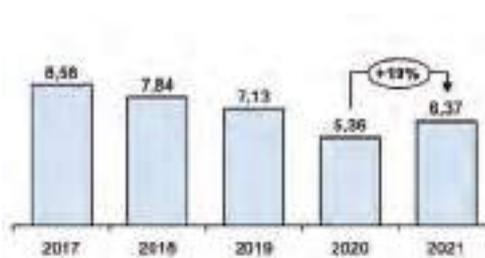
FAITS MARQUANTS

- Adoption des textes par le Conseil des Ministres du 22 décembre 2021 : la stratégie numérique nationale, la stratégie nationale de cybersécurité dans le domaine de l'administration numérique ou gouvernance électronique ;
- Exécution du Plan d'Actions 2021 contrariée par les problèmes de financement adéquat des projets ; cela s'est traduit par une forte tension de trésorerie au niveau de la SNDI.

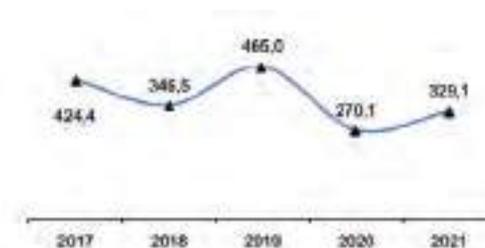
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-----------------------|--------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100,00 |

CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)




TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE ET FINANCE // TECHNOLOGIES, TELECOM, POSTE // STRUCTURES NON COMMERCIALES
INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 août 2004
Capital social 2,18 milliards FCFA
Capitaux propres -520 millions FCFA
Besoin en recapitalisation 1,6 milliards FCFA
 (dont 133,6 millions FCFA à la charge de l'État)
Participation publique 27,62%
 (dont 19,32% d'actionariat indirect)
CA 1,76 milliard FCFA (+23%)

Résultat Net 615 millions FCFA (+160%)
Subv. D'exploitation 145 millions FCFA (+4%)
PCA ANE Boni Siméon
DG PANGO Philippe
Adm MBPE DOUMBIA Thiékoro
Adm MCEN FOFANA Rockya

Le **Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie (VITIB)** est une société anonyme à participation financière publique minoritaire au capital de 2,18 milliards FCFA, avec une participation financière publique totale de 25,93%. Il a pour mission, l'aménagement des sites, la construction d'infrastructures immobilières, techniques et technologiques, et l'exploitation et la promotion de la Zone Franche.

A fin décembre 2021, la situation financière du VITIB est caractérisée par : l'amélioration des activités commerciales, portant le chiffre d'affaires à 1,76 milliard FCFA en 2021, soit une hausse de 23%. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation de 372 millions FCFA au niveau des revenus issus de la redevance perçue sur le chiffre d'affaires des entreprises agréées et l'hébergement des loyers des entreprises agréées (+ 99 millions).

Plus généralement, les produits d'exploitation ont augmenté de 22%, pour atteindre 2 milliards FCFA en 2021.

Les charges d'exploitation ont, quant à elles, légèrement baissé pour s'établir à 1,53 milliard FCFA en 2021 contre 1,55 milliard en 2020.

Il en ressort un résultat d'exploitation bénéficiaire de 465 millions FCFA, en amélioration de 424% par rapport au bénéfice de 89 millions FCFA enregistré en 2020.

En définitive, après un résultat financier de 5 millions FCFA et un résultat HAO de 145 millions FCFA (qui représente la subvention d'équilibre), il se dégage un bénéfice de 615 millions FCFA, contre un bénéfice de 237 millions FCFA.

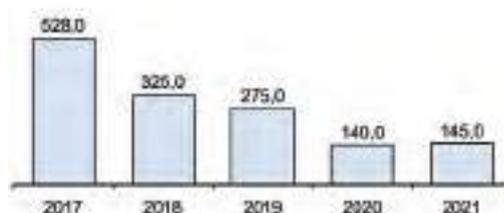
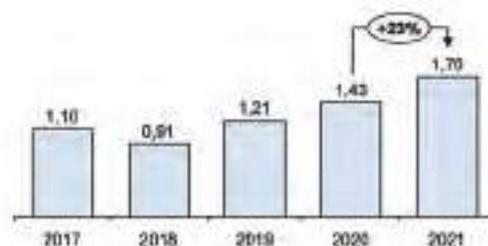
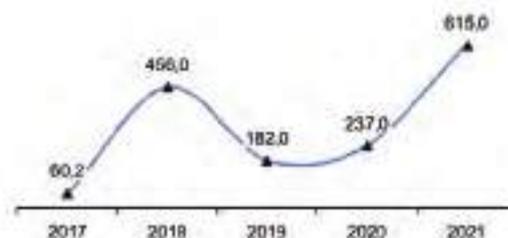
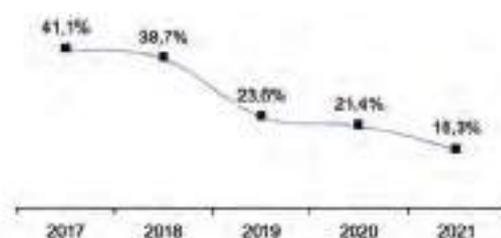
En perspective, le VITIB envisage mener plusieurs actions, à savoir : (i) l'adoption d'un nouveau plan stratégique ; (ii) la recapitalisation de la société afin de la mettre à l'abri de risques liés à ses fonds propres négatifs ; (iii) l'accroissement de la clientèle du Data Center ; (iv) la conception et le lancement de nouveaux produits et services ; (v) l'accélération des partenariats en vue de la création de nouveaux espaces d'accueil d'entreprises agréées, notamment la construction de tours à bureaux et (vi) la recherche d'une solution pérenne à la question du remblai complémentaire (terrain constamment inondé, rendant difficile les efforts de promotion de VITIB SA).

FAITS MARQUANTS

- Mission de contrôle de gestion effectuée par la DGPE du 24 au 26 novembre 2021 ;
- Changement au niveau de la Direction Générale avec le remplacement de M. PANGO Philippe par M. ANE Boni Siméon qui en assure l'intérim.

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionariat | (%) |
|-----------------------|-------|
| PRESTIGE TELECOM | 20,70 |
| NSIA | 13,80 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 8,30 |
| MTN COTE D'IVOIRE | 7,60 |
| ANSUT | 6,90 |
| CNDI | 6,90 |
| AUTRES | 35,80 |

SUBVENTIONS (en Milliards FCFA)

CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)

RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)

RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)


TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE & FINANCE

FINANCE



En 2021, en raison de la hausse des emplois, la **Versus Bank** a enregistré une augmentation de son Produit Net Bancaire (PNB) de 2 milliards FCFA, pour s'établir à 12,05 milliards FCFA.

LE SECTEUR BANCAIRE PUBLIC A CONTINUÉ SA PROGRESSION, MALGRÉ LA POURSUITE DES EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE

En 2021, le secteur bancaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) était composé de 154 établissements de crédit agréés dont 131 banques et 23 établissements financiers à caractère bancaire, contre 152 en 2019. Cette variation s'explique par l'agrément de deux établissements financiers à caractère bancaire au Niger.

La Côte d'Ivoire demeure le pays détenant le plus d'établissement de crédit dans l'UEMOA, en 2021, avec 30 établissements de crédit dont 28 banques et 2 établissements financiers. Le taux de bancarisation, de 20,5%, laisse entendre qu'une grande part de marché peut être conquise par les banques du pays.

Dans un contexte marqué par la poursuite des effets de la crise sanitaire, notamment ces tendances inflationnistes, le secteur bancaire continue de jouer un rôle important dans l'accompagnement et le financement de l'économie grâce à son dynamisme, aux mesures d'accompagnement de l'État de Côte d'Ivoire et à une politique monétaire accommodante de la BCEAO.

Cette bonne santé du marché bancaire ivoirien a été confirmée par les données de l'APBFCI. En effet, les dépôts collectés se chiffrent à 13 702 milliards FCFA au 31 décembre 2021, contre 11 570 milliards FCFA en 2020, soit une progression de 18,4%. De même, les crédits ont enregistré une hausse de 10,5% en s'établissant à 9 478 milliards FCFA en 2021, contre 8 578 milliards FCFA enregistrés en 2020. Cette croissance de l'activité a été accompagnée d'une amélioration de la qualité du portefeuille de 1,3 point, pour s'établir à 10,3%.

Au titre de la centralisation des risques bancaires, l'encours global des crédits recensés à la Centrale des risques s'est établi à 3 280 milliards FCFA à fin décembre 2021 contre 3 123 milliards FCFA au 31 décembre 2020, soit une hausse de 5%. Plus de la moitié (64%) de l'encours global des crédits recensés à la centrale des risques en 2021 provient des concours consentis aux branches «Commerce de gros (35,7%)», «Industries manufacturières (16,5%)», et «Electricités, gaz, eau (11,5%)», soit 2 090 milliards FCFA¹.

Par ailleurs, le taux d'intérêt débiteurs moyens sur les crédits bancaires s'est fixé à 5,73% en 2021 contre 6,47% en 2020, soit une baisse de 0,74%¹. Cette tendance constatée depuis l'année 2011 (7,93%) témoigne de la forte concurrence dans le secteur bancaire ivoirien.

Les participations financières de l'État dans ce secteur se répartissent dans sept (7) établissements, dont cinq

(5) banques et une participation dans chacune des deux (2) institutions en charge de l'activité boursière régionale.

En ce qui concerne les banques publiques majoritaires (BNI, VERSUS BANK, BHCI, BPCI), les emplois clientèle ont connu une hausse de 18% pour se fixer à 820 milliards FCFA, représentant une part de marché de 8,7% contre 7,8% en 2020, soit une hausse de 0.9 points. La hausse de cette part de marché est liée à l'accroissement des emplois de la BNI de 136 milliards FCFA. Quant aux ressources clientèle, elles ont connu une progression de 202 milliards FCFA (+16%) pour s'établir à 1 431 milliards FCFA en 2021. La part de marché des banques publiques, en termes de ressources clientèle, est restée stable passant de 10,6% en 2020 à 10,7% en 2021.

En outre, le Produit Net Bancaire global des banques publiques a augmenté de 10,9% pour s'établir à 83,740 milliards FCFA en 2021.

Par ailleurs, le portefeuille clientèle de ces banques s'est assaini. En effet, leur taux brut moyen de dégradation du portefeuille a baissé, en se fixant à 16,9% à fin 2021, contre 19,2% à fin 2020.

En définitive, le résultat net global des banques publiques s'est amélioré de 4 836 millions FCFA pour s'établir à 16 493 millions FCFA en 2021, grâce aux bonnes performances de la BNI.

En ce qui concerne la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, le cycle baissier amorcé en 2016 s'est inversé en 2021. En effet, la capitalisation boursière s'est élevée à 13 332,5 milliards FCFA à fin 2021 contre 10 419,1 milliards FCFA à fin 2020, soit une progression de 28%, en lien avec la bonne tenue de l'activité sur le compartiment des actions et celui des obligations. En effet, la capitalisation du marché des actions a progressé de 39,3%, en ressortant à 6 085,4 milliards FCFA à fin 2021. Sur le compartiment des obligations, elle s'est élevée à 7 247 milliards FCFA en 2021 contre 6 051,4 milliards FCFA au 31 décembre 2020, soit un accroissement de 1 195,6 milliards FCFA et une hausse de 19,8%.

Au titre de l'exercice 2021, les dividendes bruts perçus par l'État se sont élevés à 1 160 millions FCFA, dont 1 125 millions FCFA issus des dividendes de la SIB (détenue à 5% par l'État ivoirien) et 35 millions FCFA issus des dividendes de BRVM et du DC/BR (détenue respectivement à 1,83% et à 1,81% par l'État

¹ BCEAO, RAPPORT ANNUEL 2021

¹ BCEAO, BULLETIN TRIMESTRIEL DES STATISTIQUES, DECEMBRE 2021



TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE ET FINANCE // FINANCE // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 avril 1993 (-42%)
Capital social 53,176 milliards FCFA (+685%)
Fonds propres effectifs -24,15 milliards FCFA
Participation publique 94,86% (dont 8,1% d'actionnariat indirect)
Produit Net Bancaire 3,86 milliards FCFA

Résultat Net -13,53 milliards FCFA (-28%)
PCA COULIBALY Soungalo
DG YACE Désirée Eliane
Adm. MBPE OUEDRAOGO Salifou
Adm. MEF FANNY Wotoumo Mélessi

Créée en 1993, la Banque de l'habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) a pour mission le financement de l'habitat et des opérations immobilières avec pour objectif de favoriser l'accès à la propriété des populations à revenus modestes. En 2017, l'État avait procédé à la cession de sa participation (51,6%). Cependant, à la suite des difficultés de trésorerie rencontrées par l'institution en 2019, cette opération a été annulée et l'État a repris en main le contrôle de l'établissement. Par suite, plusieurs actions ont été déployées en 2020 par l'État et la banque dans en vue d'améliorer sa gouvernance, de permettre la continuité de ses activités et d'assumer son rôle de banque de financement de l'habitat. Il s'est agi notamment (i) du renouvellement des principaux dirigeants, (ii) de l'élaboration d'un plan de relance d'urgence et d'un plan stratégique, (iii) de la cession d'actifs hors exploitation, (iv) et de l'injection par l'État de fonds (6,5 milliards FCFA) et la libération partielle du montant de la recapitalisation. Nonobstant la prise de ces mesures, la situation de la banque ne s'est pas améliorée. En effet, l'exercice 2021 a été marqué par un recul de l'activité commerciale, se traduisant par la baisse de 4,8% des ressources collectées, pour s'établir à 86,62 milliards FCFA, et la baisse de 6,4% des emplois pour se fixer à 47,17 milliards FCFA. Ces montants représentent des parts de marché sur les dépôts et les crédits respectivement de 0,63% (22^{ème}) et de 0,54% (22^{ème}).

Le **Produit Net Bancaire (PNB)** a ainsi chuté de 42%, pour se fixer à 3,86 milliards FCFA, en raison de la baisse des marges d'intérêts de 61,9% et des commissions de 16,8%. En outre, les frais généraux sous-jacents ont connu une baisse de seulement 335 millions FCFA, pour se fixer à 7,31 milliards FCFA, du fait de la mise en œuvre du plan d'optimisation des charges de personnel. En définitive, le coefficient d'exploitation a augmenté, passant de 198,2% en 2020 à 205% en 2021, pour une moyenne de 61,7% pour le secteur. Il en découle un résultat brut d'exploitation (RBE) déficitaire de 4,06 milliards FCFA, toutefois moins prononcé que le déficit de 6,50 milliards FCFA enregistré en 2020. Par ailleurs, le coût net du risque s'est dégradé, passant de -5 milliards FCFA en 2020 à -9,48 milliards FCFA en 2021 et le **taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 67,9% en 2021, contre 78,56% en 2020, pour une moyenne nationale de 8,7%.**

En définitive, la BHCI achève l'exercice 2021 sur un résultat net déficitaire de 13,53 milliards FCFA, contre un déficit de 10,54 milliards FCFA en 2020. De plus, les fonds propres de la banque ressortent négatifs de 24,14 milliards FCFA au 31 décembre 2021, pour une norme de 10 milliards FCFA.

En perspective, la BHCI devrait connaître une hausse des crédits en 2022. De même, elle entend poursuivre ses efforts afin d'améliorer son coefficient d'exploitation, à travers des économies de frais généraux et en accordant une attention particulière aux risques pour améliorer le coût net du risque.

FAITS MARQUANTS

- La signature de plusieurs conventions avec des institutions, notamment la convention avec le personnel permanent de l'Assemblée Nationale et la Mutuelle des Agents du Ministère des Eaux et Forêts ;
- La réception partielle des fonds dans le cadre de l'opération d'augmentation du capital ;
- La reprise de l'activité de crédit sur le moyen terme ;
- Le lancement du centre de l'immobilier de la BHCI ;
- La fermeture de l'agence Cosmos et la résiliation du bail ;
- Le lancement de nouvelles offres produits packages, cartes prépayées, BH-Pension et BH-Etudes.

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE CÔTE D'IVOIRE | 41,32 |
| SCI DEMACK | 35,20 |
| SOMAVIE | 9,87 |
| BNI | 5,49 |
| SICOGI | 4,80 |
| BOAD | 2,21 |
| NSIA-VIE | 1,11 |

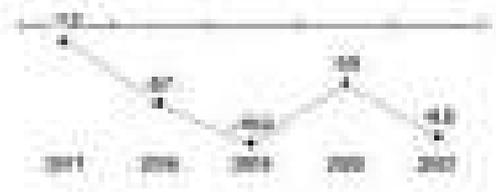
PRODUITS NET BANCAIRE (en Milliards FCFA)



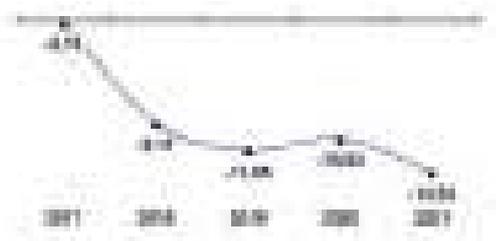
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (%)



COÛT DU NET RISQUE (en milliards FCFA)



RÉSULTAT NET RISQUE (en milliards FCFA)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 fév. 2004 (ex-CAA créée en 1959) (+104,5%)
Capital social 25,359 milliards FCFA
Fonds propres effectifs 87,564 milliards FCFA
Participation publique 100% (dont 19,16% d'actionariat indirect)
Produit Net Bancaire 57,971 milliards FCFA (+11,3%)
Résultat Net 35,583 milliards FCFA
PCA CISSE Souleymane
DG FADIGA Youssouf
Adm. MBPE TOURE Y. Prosper, DOUMBIA Thiékoro
Adm. MEF FANNY W. Mélessi, MIMBA K. Antoine Effectif 688 (+ 7,3%)
Filiales et Participations la BNI détient des participations dans 10 sociétés, dont les plus importantes sont BNI-FINANCES (100%) ;

Née de la transformation de la Caisse Autonome d'Amortissement le 19 février 2004 en banque, la **Banque Nationale d'Investissement (BNI)** dispose, à fin 2021, de 50 agences et emploie 688 personnes.

En 2021, malgré la situation de crise sanitaire, la BNI a maintenu sa trajectoire positive, démontrant ainsi sa résilience face aux événements défavorables majeurs.

En effet, la banque affiche de bonnes performances commerciales, traduites par la progression de 21,5% des emplois clientèle, pour se fixer à 594,38 milliards FCFA, et l'augmentation de 17,7% des ressources clientèle pour s'établir à 1 037,75 milliards FCFA, au 31 décembre 2021. Ces montants représentent des parts de marché respectives sur les crédits et les dépôts de 6% (6^{ème}) et de 8% (6^{ème}).

Le Produit Net Bancaire (PNB) augmente de 5,88 milliards FCFA, pour s'établir à 57,85 milliards FCFA en 2021, en raison de la hausse progressive des emplois et des intérêts générés sur les souscriptions aux obligations d'État.

Les frais généraux connaissent une augmentation de 3,31 milliards FCFA, pour se situer à 30,31 milliards FCFA, principalement due au renforcement de l'effectif de la banque et à l'ouverture de cinq (5) nouvelles agences.

Il en découle, après les dotations aux amortissements, un Résultat Brut d'Exploitation (RBE) bénéficiaire de 22,28 milliards FCFA, contre 20,10 milliards FCFA en 2020.

Le coefficient d'exploitation induit est resté quasiment stable à 61,5% en 2021, contre 61,3% en 2020 et pour une moyenne du secteur à 61,7%.

Par ailleurs, le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 12,9% en 2021 contre 14,4% en 2020, traduisant une amélioration de la qualité du crédit et une bonne gestion du portefeuille de crédit. Quant au coût net du risque, il est passé de - 2,66 milliards FCFA en 2020 à - 2,38 milliards FCFA au 31 décembre 2021.

En définitive, **les activités de la BNI se sont soldées par un résultat net bénéficiaire de 35,58 milliards FCFA**, contre un bénéfice de 17,40 milliards FCFA en 2020. Cette performance résulte en partie de la prise en compte des plus-values de cession des titres de La Loyale Vie, ainsi que des paliers de l'immeuble SCIAM et de l'immeuble sis à la Place de la République (15,71 milliards FCFA).

En perspective, la banque entend finaliser son plan stratégique 2022-2026 qui devrait permettre de consolider les progrès constatés au cours des précédents exercices.

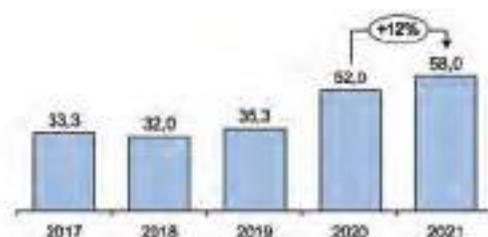
FAITS MARQUANTS

- Ouverture de cinq (5) nouvelles agences (Marcory, Bingerville, Vallons, Divo et Port-Bouët) et une caisse avancée à Touba ;
- Lancement des travaux de construction du siège ;
- Lancement des offres haut de gamme (Pack Prestige, Pack Distinction et Pack Excellence) ;
- Finalisation du processus de cession de la participation dans le capital de La Loyale Vie ;
- Opérationnalisation du Centre Intégré ;
- Prix d'excellence décernés à la BNI (Super prix, 1^{er} au prix de la performance économique et financière, 3^{ème} au prix de l'efficacité du Conseil d'Administration.

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 80.84 |
| IPS-CNPS | 19,16 |

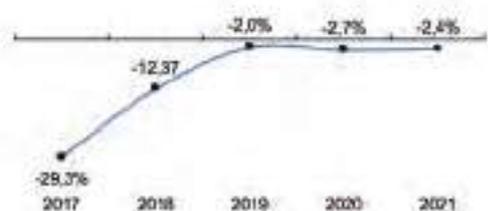
PRODUITS NET BANCAIRE (en Milliards FCFA)



COEFFICIENT D'EXPLOITATION (%)



COÛT DU NET RISQUE (en milliards FCFA)



RÉSULTAT NET RISQUE (en milliards FCFA)




TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE ET FINANCE // FINANCE // GESTION PATRIMONIALE
INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 décembre 2009
Capital social 53 milliards FCFA
Fonds propres effectifs -93,26 milliards FCFA (-11%)
Participation publique 100%
Produit Net Bancaire 9,9 milliards FCFA (+45%)
Résultat Net -9,07 milliards FCFA (-74%)

PCA AGUIE AMAFFON Germain
DG FADIGA Issa
Adm. MBPE TOURE Prosper, **KONET A** Hussein
Adm. MEF DIOMANDE Gondo et **FANNY** Siaka
Filiales et participations LOYALE Vie (13%), BNI Gestion (10%), GIM UEMOA (6%)

Née de la scission de la Société Ivoirienne de la Poste et de l'Épargne (SIPE), la **Caisse Nationale des Caisses d'Épargnes (CNCE)** est devenue, depuis le 28 juin 2019, la « **Banque Populaire de Côte d'Ivoire** », en abrégé **BPCI**. Elle dispose d'un réseau de 76 agences et emploie environ 555 personnes.

En 2021, les activités de la BPCI se sont inscrites dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique 2019-2022 approuvé par le Conseil d'Administration, en considération des décalages constatés dans l'implémentation du plan de restructuration adopté par le Conseil des Ministres du 24 mai 2017. Conformément à cette nouvelle trajectoire, la BPCI a continué, en 2021, la mise en œuvre de son plan de restructuration, avec quelques difficultés rencontrées dans la cession de certains de ses actifs.

Les emplois et ressources clientèle ont respectivement augmenté de 75% et 18,4%, pour s'établir à 76,27 milliards FCFA et 181,27 milliards FCFA. Ces montants représentent des parts de marché sur les crédits et les dépôts correspondant à 1%, pour des rangs respectifs de 18^{ème} et 20^{ème}.

Le Produit Net Bancaire (PNB) de la banque a, par conséquent, augmenté de 45% pour se fixer à 9,98 milliards FCFA.

Quant aux frais généraux sous-jacents, ils enregistrent une augmentation de 18,3% pour atteindre 15,83 milliards FCFA en 2021. Le coefficient d'exploitation s'améliore (182%, contre 220% en 2020), mais reste excessif eu égard à la moyenne du secteur qui est de 61,7%. Ainsi, après dotations aux amortissements, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) ressort déficitaire de 9,04 milliards FCFA, contre un déficit de 8,25 milliards FCFA en 2020.

Par ailleurs, le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 14,52% en 2021 (pour une moyenne nationale de 8,7%) contre 17,4% en 2020. Quant au coût net du risque, il est passé de +5 millions FCFA en 2020 à -809 millions FCFA au 31 décembre 2021.

En définitive, l'exercice 2021 de la BPCI s'est soldé par un résultat net déficitaire de 9,07 milliards FCFA, en dégradation par rapport à l'exercice 2020, qui, pour rappel, enregistrait des produits HAO issus de cessions d'immobilisations.

Les fonds propres effectifs étant négatifs de 93,26 milliards FCFA, pour une norme de 10 milliards FCFA, **la Banque Populaire ne respecte aucun des ratios prudentiels.**

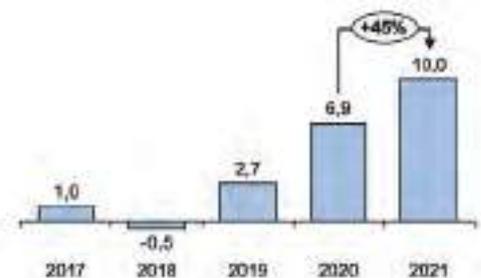
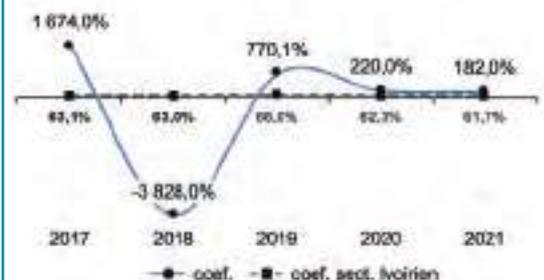
En perspective, la BPCI entend redoubler d'efforts pour garantir sa pérennité à travers notamment la consolidation de sa rentabilité, la finalisation de son projet de migration informatique, la maîtrise de ses charges et la mise en œuvre de sa recapitalisation.

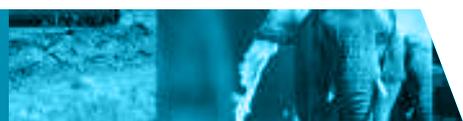
FAITS MARQUANTS

- Nomination d'un nouveau Président du Conseil d'Administration ;
- Renforcement des capacités des agents en matière de passation de marchés publics ;
- Commercialisation des timbres ONECI aux guichets de la Banque Populaire de Côte d'Ivoire ;
- Lancement des produits de partenariat d'Assurance (BP Pension et BP Capital Plus) ;
- Non réalisation des activités de cession d'immobilisations programmées pour l'exercice 2021.

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-----------------------|--------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 100,00 |

PRODUITS NET BANCAIRE (en Millions FCFA)

COEFFICIENT D'EXPLOITATION (%)

COÛT DU NET RISQUE (en milliards FCFA)

RÉSULTAT NET RISQUE (en milliards FCFA)




TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE ET FINANCE // FINANCE // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 décembre 1996
Capital social 3,05 milliards FCFA
Capitaux propres 6,83 milliards FCFA (+7%)
Participation publique 1,83%
Chiffre d'Affaires 5,17 milliards FCFA (+15%)
Résultat Net 1,18 milliards FCFA (+37%)
Dividendes bruts 917 millions FCFA (+20,6%)
Dividendes État 16,8 millions FCFA
PCA KOUASSI Kouadio Parfait

DG AMENOUNVE Edoh Kossi
Adm États UEMOA BALDE Mamadou (DGTCP-GBS)

La **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)** a pour principales missions : (i) l'organisation du marché boursier ; (ii) la cotation et la négociation des valeurs mobilières ; (iii) la diffusion des informations boursières ; et (iv) la promotion ainsi que le développement du marché.

En 2021, les indices BRVM 10 et BRVM Composite ont progressé respectivement de 17% et 39% pour se fixer à 153,51 points et 202,28 points.

La capitalisation boursière du marché des actions et droits s'est établie à 6 085,42 milliards FCFA au 31 décembre 2021, enregistrant une hausse de 39,33% par rapport à son niveau de fin décembre 2020 (4 367,68 milliards FCFA). De même, la capitalisation boursière du compartiment des obligations s'est élevée à 7 247,04 milliards FCFA, contre 6 051,41 milliards FCFA en 2020. Cette hausse est due à l'admission à la côte de 19 emprunts obligataires, dont 12 de l'État de Côte d'Ivoire intervenues durant la période sous revue.

En ce qui concerne la situation financière de la BRVM de manière spécifique au 31 décembre 2021, elle se caractérise par une hausse des produits de 23,41% pour s'établir à 5,67 milliards FCFA. Cette augmentation est principalement due à celle du chiffre d'affaires dont la progression est de 1,13 milliard FCFA (+28%). Les charges, quant à elles, ont connu une hausse de 20,35% pour se situer à 4,49 milliards FCFA, due à l'augmentation des dotations aux amortissements et aux provisions (+20%) ainsi qu'aux pertes de change réalisées sur les règlements en devises des différents fournisseurs (142%).

Ainsi, en dépit du contexte de crise sanitaire, les activités de la BRVM se sont soldées par un résultat net bénéficiaire de 1,18 milliards FCFA, contre 865 millions FCFA en 2020.

Au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021, la BRVM a versé des dividendes bruts à hauteur de 916,7 millions FCFA. L'État de Côte d'Ivoire recevra, au regard de sa participation financière, un dividende net de 16,8 millions FCFA.

En perspective, à la lumière des analyses et du bilan de marché, la BRVM anticipe (i) un approfondissement et un développement du marché par l'attraction de nouvelles valeurs à la côte, (ii) la mise en place d'un marché de produits dérivés et de produits innovants hautement technologiques et digitaux. En outre, la BRVM prévoit de procéder au lancement de « BRVM TV » et de « BRVM Academy » et à l'intégration des marchés de capitaux de la CEDAO et de l'Afrique (AELP). Toutes ces actions permettraient de faire de la BRVM une place financière internationale innovante et compétitive.

FAITS MARQUANTS

- Réduction du capital à la suite du retrait de l'agrément de la société BLACKPEARL FINANCE. Aucun impact sur les participations financières de l'État de CI ;
- Finalisation du projet de mise en place d'un plan de Continuité d'Activités ;
- Mise en œuvre des dispositions de la convention de concession de service public entre le conseil régional et les structures centrales pour une durée de vingt (20) ans à compter du 1^{er} janvier 2020 ;
- Finalisation du projet de mise en place de la WebTV ;
- Mise en place du cadre juridique, institutionnel et conventionnel de la Bourse des Matières Premières.

RÉPARTITION DU CAPITAL

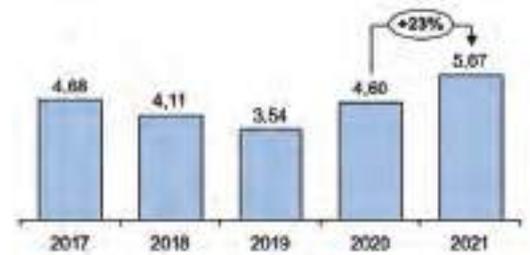
| Actionnariat | (%) |
|------------------------------|-----|
| SIG | 32 |
| INSTITUTIONS SOUS-RÉGIONALES | 31 |
| SOCIÉTÉS | 9 |
| ÉTATS DE L'UEMOA | 13 |
| CHAMBRE DE COMMERCE | 10 |
| PARTICULIERS | 6 |

CAPITALISATION BOURSÈRE

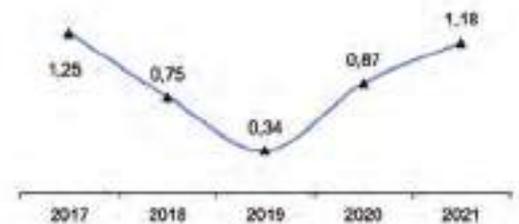
marché des actions (en milliers de milliards FCFA)



PRODUITS SUR TITRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en milliards FCFA)





TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE ET FINANCE // FINANCE // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 décembre 1996
Capital social 1,55 milliard FCFA
Participation publique 1,84%
Capitaux propres 4,96 milliards FCFA (+ 20%)
Chiffre d'affaires 4,56 milliards FCFA (+46%)
Résultat Net 1,59 milliard FCFA (+65,4%)

Dividendes bruts 1 milliard FCFA (+30,5%)
Dividendes État 18,2 millions FCFA (+30,5%)
PCA KOUASSI Kouadio Parfait
DG AMENOUNVE Edoh Kossi
Adm États UEMOA SAMAKE Siaka (Mali)

Le **Dépositaire Centrale Banque de Règlement (DC/BR)** est une société anonyme de droit privé, qui a pour mission : (i) la centralisation de la conservation des comptes courants des valeurs mobilières ; (ii) le règlement et la livraison des opérations de bourse ; (iii) le règlement des soldes de compensation et le paiement des produits attachés à la détention des valeurs mobilières ; et (iv) la mise en action du Fonds de Garantie.

En 2021, le montant reversé aux adhérents du Marché Financier Régional (MFR) et le traitement des Règlements/Livraisons (R/L) ont progressé respectivement de 40% et 197% pour se porter à 1 477,41 milliards FCFA et 1 463,92 milliards FCFA en 2021.

Le marché des obligations a enregistré 21 nouvelles admissions de titres, pour une valorisation globale des titres en conservation en hausse de 26,3% pour atteindre 13 845,21 milliards FCFA au 31 décembre 2021. De même, la DC/BR enregistre l'inscription de nouveaux adhérents, à savoir une Banque Teneur de Compte Conservateur en Côte d'Ivoire (NSIA BANQUE CI) et une SGI au Mali (Global Capital), portant leurs nombres respectivement à 10 et 31.

La situation financière du DC/BR, au 31 décembre 2021, s'est nettement améliorée. Le chiffre d'affaires a connu une hausse de 47%, induisant la progression de 38% des produits pour s'établir à 4,84 milliards FCFA. Les charges d'exploitation s'élèvent à 3,25 milliards FCFA, contre 2,55 milliards FCFA en 2020, imputable à l'augmentation des dotations aux amortissements et aux provisions (+27%).

Ainsi, l'exercice 2021 s'est soldé par un résultat net bénéficiaire de 1,59 milliard FCFA, en hausse de 65,4% par rapport à 2020.

Au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021, la DC/BR a versé des dividendes de 1,005 milliard FCFA. L'État de Côte d'Ivoire recevra, au regard de sa participation financière, un montant net de 18,2 millions FCFA.

Pour l'exercice 2022, le DC/BR prévoit (i) la digitalisation de ses opérations notamment la plateforme des Appels Publics à l'Épargne, (ii) l'élargissement de l'offre de services sur une base hautement technologique (iii) l'autonomisation progressive de ses activités, etc. Toutes ces actions permettraient au DC/BR d'être une infrastructure de marché de classe mondiale pour la gestion des titres et le dénouement des transactions.

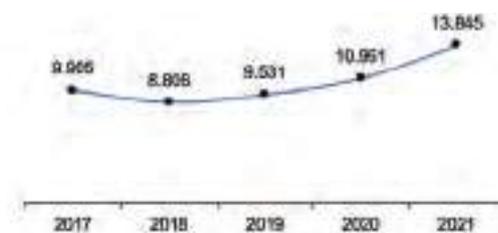
FAITS MARQUANTS

- Réduction du capital suite au retrait de l'agrément de la société BLACKPEARL FINANCE. La participation financière de l'État de CI passe de 1,81% à 1,84% ;
- Enregistrement de 21 nouvelles admissions sur le marché obligataire ;
- Mise en œuvre des dispositions de la convention de concession de service public entre le conseil régional et les structures centrales pour une durée de vingt (20) ans à compter du 1^{er} janvier 2020 ;
- Projet de mise en place de la WebTV en cours de finalisation.

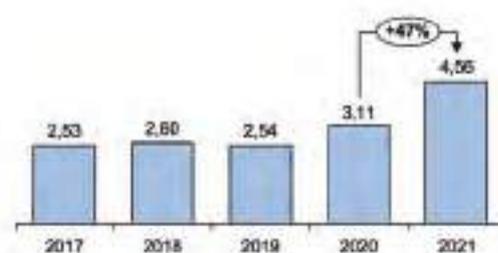
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|----------------------------------|-----|
| SGI | 30 |
| INSTITUTIONS | 32 |
| SOCIÉTÉS | 13 |
| ETATS DE L'UEMOA | 7 |
| CHAMBRE DE COMMERCE PARTICULIERS | 11 |
| | 6 |

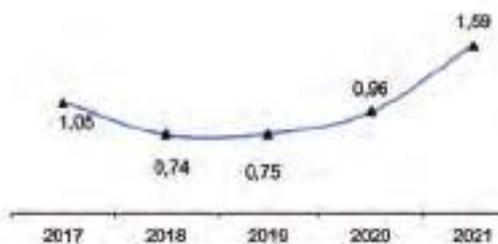
VALORISATION DES TITRES EN CONSERVATION (en Milliards FCFA)



PRODUITS SUR TITRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en milliards FCFA)





TECHNOLOGIE, TELECOM, POSTE ET FINANCE // FINANCE // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 8 juin 1962
Capital social 10 milliards FCFA
Participation publique 5%
Fonds Propres Effectifs 119 milliards FCFA (+7%)
Produit Net Bancaire 76,53 milliards FCFA (+2,8%)
Résultat Net 34,03 milliards FCFA (+12,5%)
Dividendes 22,5 milliards FCFA (+12,5%)

Dividendes nets État 1,01 milliard FCFA (+12,5%)
PCA et Adm. MEF N'DIA Coffi Georges Léon
 DG El GHAZI Mohamed
Filiales et Participations Africaine de bourse (81,7%), SIPRIM (7,45%), BRINKS (7,5%), GIM-UEMOA (0,2%)

Créée le 18 juin 1962, la **Société Ivoirienne de Banque (SIB)** a une vocation de banque universelle et de réseau. Avec soixante-huit (68) agences au 31 décembre 2021, la SIB évolue, dans un environnement fortement concurrentiel avec 30 établissements de crédit en activité, dont 28 banques et 2 établissements financiers.

En 2021, dans le cadre de la mise en application de son Plan Stratégique (2018-2023), baptisé «IMPACT 2023», la Banque a poursuivi sa dynamique de croissance grâce à ses solides fondamentaux et sa politique de crédit.

En effet, la banque affiche de bonnes performances commerciales traduites par la progression de 4,1% des emplois clientèle qui s'établissent à 889,83 milliards FCFA, et l'augmentation de 13,8% des ressources clientèle pour s'établir à 1 099,67 milliards FCFA. Ces montants représentent des parts de marché sur les crédits et les dépôts respectivement de 9% (5^{ème}) et de 10% (5^{ème}).

Le Produit Net Bancaire (PNB) augmente de 2,06 milliards FCFA, pour se fixer à 76,53 milliards FCFA, imputable à la bonne performance des activités de marché (+109%).

Les frais généraux sous-jacents connaissent également une augmentation de 1,26 milliard FCFA, pour se fixer à 31,10 milliards FCFA. Le coefficient d'exploitation s'est dégradé de 0,42 point de pourcentage, en se situant à 45,06% en 2021, pour une moyenne du secteur de 61,7%. Il en découle, après dotations aux amortissements, un Résultat Brut d'Exploitation (RBE) bénéficiaire de 42,04 milliards FCFA, contre 41,05 milliards FCFA en 2020.

Par ailleurs, le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 9,98% en 2021, contre 6,27% en 2020, pour une moyenne nationale de 8,7%. Quant au coût net du risque, il est passé de -6,15 milliards FCFA en 2020 à -1,31 milliard FCFA.

En définitive, **les activités au titre de l'exercice 2021 de la SIB se sont soldées par un résultat net bénéficiaire de 34,03 milliards FCFA, contre un bénéfice de 30,26 milliards FCFA en 2020.**

En perspective, la SIB poursuivra la mise en œuvre de son plan « Impact 2023 » en améliorant le parcours clients par la mise sur le marché de nouveaux produits, l'inauguration de nouveaux points d'accueil et le déploiement de nouvelles solutions pour le confort et la prospérité de sa clientèle.

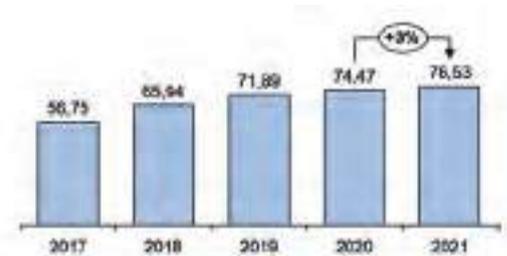
FAITS MARQUANTS

- Mise en œuvre du plan stratégique 2018- 2023 ;
- Reprise de la campagne institutionnelle « CROIRE EN VOUS » ;
- Lancement de nouveaux packs dénommés « PACKS SIB'CLÉS » ;
- Mise à niveau des Datacenters ;
- Renforcement des infrastructures informatiques ;
- Renforcement du parc de guichets automatiques.

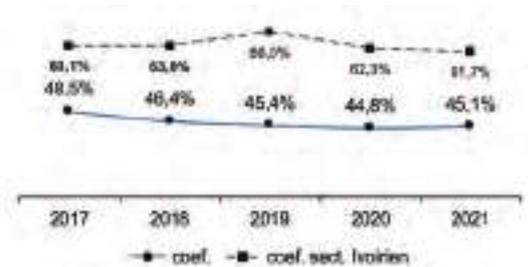
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-------------------------|-----|
| ATTIJARIWABA BANK | 51 |
| ATTIJARI IVOIRE HOLDING | 24 |
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 5 |
| FLOTTANT (VIA LA BRVM) | 17 |
| PERSONNEL SIB | 3 |

PRODUIT NET BANCAIRE (en Milliards FCFA)



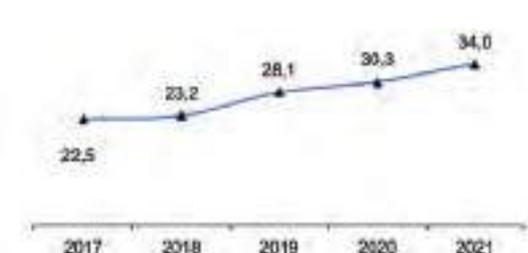
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (en Milliards FCFA)



COÛT NET DU RISQUE (en milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en milliards FCFA)



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1^{er} décembre 2003
Capital social 10 milliards FCFA
Participation publique 100% (dont 47,11% d'actionnariat indirect)
Fonds propres effectifs 18,9 milliards FCFA (24,7%)
Produit Net Bancaire 12,05 milliards FCFA (+19,9%)

Résultat Net 3,51 milliards FCFA (+12,8%)
PCA KAMISSOKO Mamadouba
DG EHUI Jérôme
Adm. MBPE BAMBA Seydou
Adm. MEF TANO Kouakou Bruno
Adm. IPS-CGRAE BERTE Abdrahamane Tiémoko
Participations GIM-UEMOA (1,12%), SCIF

Créée en 2003, la **Versus Bank** a démarré ses activités en 2004. En 2008, la banque est reprise totalement par l'État de Côte d'Ivoire, à la suite de difficultés qu'elle a rencontrées. Avec quatre (4) agences au 31 décembre 2021, la banque a pour vocation le financement des PME/PMI.

En 2021, la banque affiche de bonnes performances commerciales traduites par la progression de 10,4% des emplois clientèle qui s'établissent à 102,2 milliards FCFA, et l'augmentation de 21,1% des ressources clientèle pour s'établir à 125,69 milliards FCFA. Ces montants représentent des parts de marché sur les crédits et les dépôts respectivement de 1% (17^{ème}) et de 1% (19^{ème}).

Les frais généraux connaissent également une augmentation de 964 millions FCFA, pour se situer à 6,08 milliards FCFA en 2021, principalement due au renforcement de l'effectif de la banque et aux travaux effectués pour l'extension du réseau.

Il en découle, après les dotations aux amortissements, un Résultat Brut d'Exploitation (RBE) bénéficiaire de 5,47 milliards FCFA en 2021, contre 4,5 milliards FCFA en 2020.

Le coefficient d'exploitation induit s'est amélioré, en passant de 55,2% en 2020, pour se fixer à 54,61% en 2021, pour une moyenne du secteur de 61,7%.

Par ailleurs, le **taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 5,83% contre 2,69% en 2020**. Cette dégradation s'explique par le reclassement de deux (2) créances d'un montant cumulé de 2,3 milliards FCFA en créances restructurées à la demande de la Commission Bancaire. En outre, le coût net du risque est passé de -318 millions FCFA en 2020 à -826 millions FCFA au 31 décembre 2021.

En définitive, l'exercice 2021 s'est soldé par un **résultat net bénéficiaire de 3,51 milliards FCFA**, en hausse de 12,9% par rapport à 2020.

En perspective, la banque finalisera la migration de son système d'information et poursuivra sa politique d'extension de réseau.

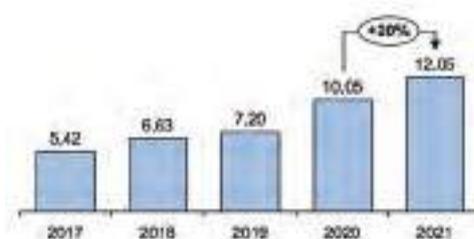
FAITS MARQUANTS

- Ouverture de l'agence d'Abatta, la 4^{ème} agence de la banque ;
- Changement à la tête du Conseil d'Administration ;
- Mission de vérification de la Commission Bancaire ;
- Prix décernés à la banque (2^{ème} prix d'accueil physique, prix PRADEL, prix International « Banking Awards », prix Inter africaine de Communication et de Sondage, prix de l'Efficacité du Conseil d'Administration, prix « Africa Dubai Business Awards »).

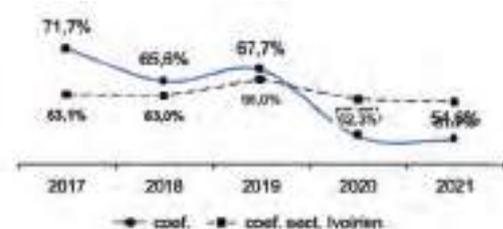
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 52,89 |
| IPS CGRAE | 47,11 |

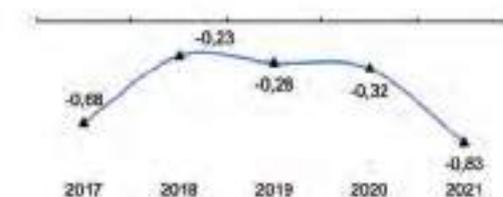
PRODUIT NET BANCAIRE (en Millions FCFA)



COEFFICIENT D'EXPLOITATION



COÛT NET DU RISQUE (en milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en milliards FCFA)





TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES

TRANSPORTS



Le trafic passager d'**AIR CI** a connu une hausse de 79%, passant de 279 903 à 502 355 en 2021, du fait de la fréquence hebdomadaire des vols passant de quatre (4) à sept (7), pour les destinations à moyen trafic telles que Accra, Lomé, Lagos, Ouagadougou, Niamey, Conakry et Douala.

LE SECTEUR DU TRANSPORT A ÉTÉ FORTEMENT IMPACTÉ PAR LA CRISE SANITAIRE, MAIS L'ÉLAN DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES CONTINUE...

Le secteur du transport (aéroportuaire et terrestre) contribue significativement au développement socio-économique avec une contribution de plus de 10% au PIB du pays. Malheureusement, ce secteur a été fortement impacté par la crise sanitaire en 2020. En effet, face à la panique mondiale liée au risque de propagation de la Covid 19, les mesures mises en place au niveau mondial et national ont drastiquement réduit l'ensemble des activités du secteur.

En 2021, malgré la reprise économique impulsée, entre autres, par la levée des mesures de restriction, le secteur aérien reste toujours en quête d'altitude. En effet, bien que les données soient en nette progression, elles restent en deçà du niveau de 2019 (année précédant l'avènement de la crise sanitaire). Le nombre de passagers enregistrés dans les aéroports au niveau national a connu une hausse de 76% par rapport à 2020 et la Compagnie nationale ACI a enregistré une hausse de son trafic de 78%. Ainsi, le chiffre d'affaires cumulé en 2021 est en hausse de 68,4% par rapport à 2020 et s'établit à 109,38 milliards. Le résultat net cumulé s'est également amélioré. Toutefois, il demeure déficitaire pour une valeur de -6,79 milliards en 2021 contre un déficit de 30,34 milliards en 2020.

Au niveau du transport maritime et portuaire, les activités ont été également caractérisées par une hausse de 14% du trafic global de marchandises au niveau des ports d'Abidjan et de San Pedro, en raison de la croissance de 17,5% des importations qui représentent plus de 70% du trafic national. Cette reprise a favorisé la relance des activités dans la chaîne logistique notamment, pour l'Office Ivoirien des Chargeurs, qui a enregistré une hausse de 3,3% du trafic national, grâce à un accroissement du « fret suivi » entre les villes du pays, et une augmentation de 26,3% du trafic routier inter-États. En conséquence, les entreprises du secteur portuaire du Portefeuille de l'État (PAA, PASP et OIC) ont enregistré une hausse de 30% de leur chiffre d'affaires global s'établissant à 134,8 milliards FCFA, contre 103,99 milliards FCFA en 2020, et une hausse de 183,5% du résultat global sectoriel passant de 10,16 milliards FCFA en 2020 à 28,81 milliards FCFA en 2021.

Quant au secteur des transports terrestres, pourvoyeur principal de moyens de mobilité des biens et des personnes, il continue de jouer son rôle de catalyseur en matière de développement d'infrastructures routières et d'entretien du réseau routier. En

2021, les sociétés du secteur (FER, AGEROUTE, SIPF, SOTRA, SOCOPRIM, SITARAIL) ont enregistré une hausse de 16% de leur chiffre d'affaires cumulé, passant de 116,07 milliards FCFA en 2020 à 134,89 milliards FCFA en 2021. Cette performance commerciale, impulsée principalement par le regain d'activité de l'AGEROUTE, la SIPF, la SOCOPRIM et la SOTRA, s'est traduite au niveau financier par une hausse de 28% du résultat net, s'établissant à 15,15 milliards FCFA, contre 11,88 milliards FCFA en 2020.

En outre, dans le cadre du Plan National de Développement (PND) 2021-2025, les sociétés du secteur transport, appartenant au portefeuille de l'État, s'inscrivant dans une logique de gain de compétitivité, ont entrepris d'importants projets d'investissement pour accroître leur productivité et assurer un service de qualité.

Ainsi, pour répondre aux besoins futurs et aux ambitions de l'État de Côte d'Ivoire, AERIA poursuit les travaux d'extension de l'aéroport d'Abidjan pour augmenter la capacité d'accueil et la SODEXAM continue toujours d'assurer la réhabilitation des infrastructures aéroportuaires en particulier, celles de l'intérieur du pays. De son côté, pour rétablir son équilibre à long terme, la Compagnie ACI entend poursuivre son programme de développement à travers l'acquisition d'aéronefs pour consolider le réseau régional et lancer le long courrier.

Au niveau du secteur portuaire, les entreprises du Portefeuille de l'État poursuivent leurs programmes d'investissement avec la construction de terminaux portuaires et l'aménagement de domaines commerciaux et autres plateformes logistiques.

Pour le transport terrestre, le plan de développement passe par (i) le renforcement de la capacité opérationnelle de la SOTRA, à travers l'acquisition de nouveaux autobus ; (ii) la mobilisation de ressources pour le renforcement du programme d'entretien routier du FER à travers la généralisation des péages sur le réseau routier et (iii) la poursuite par la SITARAIL et le SIPF du développement du réseau ferroviaire à travers le développement de nouvelles lignes.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 12 mai 2012
Capital social 130 milliards FCFA
Capitaux propres 7,56 milliards FCFA (-54%)
Participation publique 57,54%
CA 78,58 milliards FCFA (+65%)
Résultat Net -9 milliards FCFA (+17,79 milliards)

Subv. D'exploitation 1,94 milliard FCFA
PCA GI COULIBALY Abdoulaye
DG LOUKOU Laurent
Adm. Ministère des Transports DEMBA Boundi
Adm. MBPE TAHI Fabrice
Effectif 561 (-7%)

Opérant à partir d'Abidjan, sous le modèle de Hub, à destination de dix-huit (18) villes d'Afrique de l'Ouest et du Centre, la Compagnie Air Côte d'Ivoire dispose d'une flotte de neuf (9) avions composée de deux (2) Airbus A319 en location opérationnelle, trois (3) Airbus A320 et quatre (4) Bombardiers Q400 en location financière. Depuis novembre 2014, elle effectue aussi des vols au niveau domestique à destination des villes de San Pedro, Bouake et Korhogo auxquelles les villes de Man et d'Odienné ont été ajoutées en septembre 2015.

En 2021, l'activité de la Compagnie a été marquée par une hausse de 78% du trafic global de passagers, s'établissant à 593 306, en raison de la reprise des activités des compagnies aériennes, après un allègement des mesures sanitaires liées à la pandémie de la COVID-19. Au niveau régional, le trafic passager a connu une hausse de 79%, passant à 502 355 en 2021. Cette hausse tient aussi compte de la mise en œuvre d'un programme ambitieux, avec le passage d'une fréquence hebdomadaire de quatre (4) à sept (7), pour les destinations à moyen trafic (Accra, Lomé, Lagos, Ouagadougou, Niamey, Conakry et Douala). Le réseau domestique enregistre également une hausse de 52%, avec un trafic passager s'établissant à 90 951 en 2021.

Cette augmentation du niveau du trafic passager a impacté positivement le chiffre d'affaires qui est passé de 47,64 milliards FCFA en 2020 à 78,58 milliards FCFA en 2021. Les charges d'exploitation ont également connu une hausse de 19% pour se fixer à 89 milliards FCFA. Nonobstant cette hausse du niveau d'activité, le résultat d'exploitation demeure déficitaire à 4,99 milliards FCFA, contre un déficit de 23,49 milliards FCFA enregistré en 2020. Par conséquent, après un résultat financier déficitaire de 3,95 milliards FCFA et l'impôt sur le résultat de 69,8 millions FCFA, la Compagnie a réalisé un résultat net déficitaire de 9 milliards FCFA, contre un déficit de 26,78 milliards FCFA en 2020.

En ce qui concerne les impôts dus à l'État, ils sont en hausse de 13% par rapport à l'exercice précédent et se chiffrent à 747 millions FCFA, dont des impôts et taxes (677 millions FCFA) et des impôts sur le résultat (70 millions FCFA). Compte tenu des difficultés de trésorerie rencontrées, en raison essentiellement de la pandémie de la COVID-19, la Compagnie a sollicité et obtenu de l'État de Côte d'Ivoire une aide financière de 21 milliards FCFA en 2021.

En perspective, pour rétablir son équilibre à long terme, la Compagnie entend consolider le réseau régional, puis lancer le long courrier pour maintenir son leadership sous régional, tout en devenant une compagnie de référence tournée vers l'international.

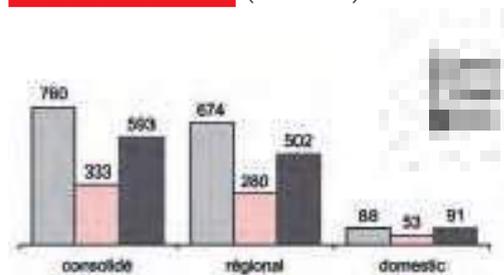
FAITS MARQUANTS

- Obtention d'un appui budgétaire de 21 milliards FCFA, dans le cadre du soutien de l'État aux entreprises impactées par la COVID-19 ;
- Acquisition d'un Airbus A320 NEO ;
- Nomination d'un nouveau Directeur Général le 25 février 2021 ;
- Remplacement des Airbus A319 TU TSA et TU TSB par deux nouvelles locations (A319 TU TSZ et A319 TU TSY).

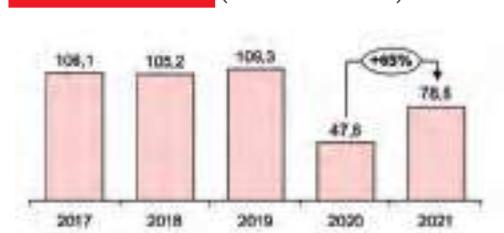
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 57,54 |
| GOLDENROD INVEST | 23,41 |
| AIR FRANCE FINANCE | 11,11 |
| BOAD | 7,94 |

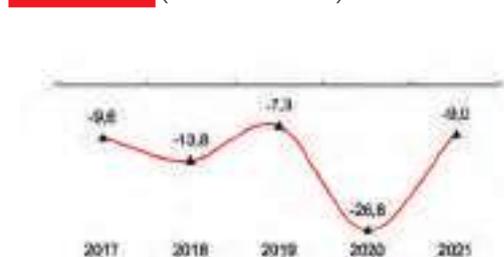
ÉVOLUTION DU TRAFIC (en Milliers)



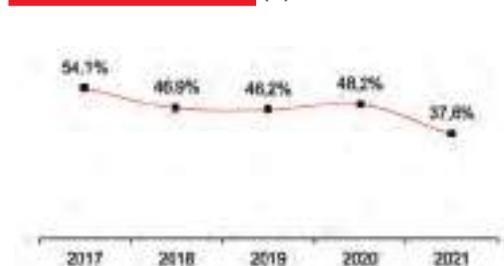
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // TRANSPORT // OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 15 mai 1996
Capital social 1,42 milliard FCFA
Capitaux propres 20,98 milliards FCFA (+11%)
Participation publique 14,5% (dont 4,5% d'actionnariat indirect)
CA 22,76 milliards FCFA (+60%)
Résultat Net 2021 2,08 milliards FCFA (+3,65 milliards FCFA)

Dividendes 2021 500 millions FCFA
Dividendes brut État 2021 50 millions FCFA
PCA Gal COULIBALY Abdoulaye
DG AKA Manouan
Adm. MBPE TRAORE Seydou
Adm. Min des Transports Abdoulaye ALLIAGUI

Concédé à la société AERIA depuis mai 1996, l'**Aéroport International Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan** se veut un véritable hub de la sous-région. Pour réaliser cette vision, la société s'est fixé pour objectif, l'augmentation de sa capacité d'accueil à travers la modernisation des infrastructures existantes et le développement de nouvelles infrastructures. Ainsi, sur la période 2017 à 2019, la société a pu maintenir un niveau de trafic au-delà de 2 millions passagers. Toutefois, ce trafic a baissé de 60% en 2020, s'établissant à 935 130 passagers, en raison la fermeture des frontières aériennes et terrestres, occasionnée par la crise sanitaire de la COVID-19. **L'atténuation de cette crise en 2021 et la reprise progressive des activités aériennes ont permis d'améliorer le trafic passager qui s'est fixé à 1,65 million de passagers, soit une hausse de 76% par rapport à 2020.**

Ainsi, à l'exception des redevances domaniales, toutes les redevances ont connu une importante hausse par rapport à 2020. En effet, les redevances aéronautiques, commerciales et diverses ont augmenté respectivement de 71%, 75% et 68%, tandis que les redevances domaniales n'ont augmenté que de 0,98% en raison des difficultés financières traversées par certains opérateurs sur la plateforme aéroportuaire.

En conséquence, le chiffre d'affaires de la société enregistre une hausse de 60% et s'établit à 22,76 milliards FCFA en 2021, contre 14,19 milliards FCFA en 2020.

Quant aux charges d'exploitation, elles enregistrent une hausse de 25%, passant à 21,36 milliards FCFA en 2021. Cette hausse est due essentiellement à l'augmentation des redevances pour brevets, licences, logiciels, concession et droits similaires dont le montant s'est établi à 2,97 milliards FCFA, en hausse de 97% par rapport à 2020.

Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 2,29 milliards FCFA, contre un déficit de 2,31 milliards FCFA en 2020.

En définitive, **le résultat net de la société ressort bénéficiaire de 2,08 milliards FCFA, contre un déficit de 1,58 milliard FCFA en 2020.**

En conséquence, les capitaux propres se sont améliorés davantage, se hissant à un niveau de 20,977 milliards FCFA, contre 18,899 milliards FCFA en 2020.

Par ailleurs, les impôts dus à l'État sont en baisse de 8% par rapport à l'exercice précédent et se chiffrent à 974 millions FCFA, dont impôt et taxes (852 millions FCFA) et impôt sur le résultat (122 millions FCFA).

En perspective, AERIA envisage de retrouver le niveau des 2 millions de passagers grâce à la reprise effective des activités des compagnies aériennes. Cette ambition paraît atteignable au regard de son activité du mois de janvier 2022, indiquant un trafic aérien en hausse de 23% par rapport à celui de janvier 2021.

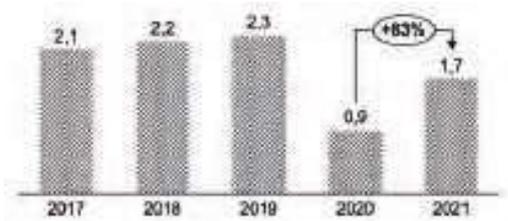
FAITS MARQUANTS

- Obtention d'un appui financier de 1 milliard FCFA dans le cadre de soutien de l'État aux entreprises impactées par la COVID-19 ;
- AERIA est devenue associé majoritaire de la Compagnie Maritime d'Affrètement (CMA) (51% du capital), suite à l'acquisition des titres de participation d'un montant de 33 millions FCFA en 2021 ;
- Distribution de dividendes d'un montant de 500 millions FCFA, dont 50 millions FCFA pour l'État de Côte d'Ivoire.

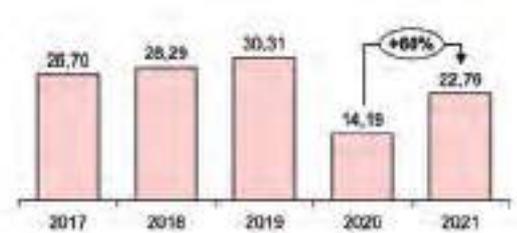
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|--------------------|-------|
| SEGAP | 27,10 |
| EGIS AIRPORT | 21,50 |
| AFRIFAR | 12,20 |
| ETAT COTE D'IVOIRE | 10,00 |
| CCI CI | 4,50 |
| ASECNA | 2,30 |
| AUTRES PRIVES | 22,40 |

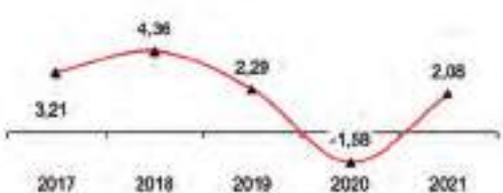
ÉVOLUTION DU TRAFFIC (en Millions)



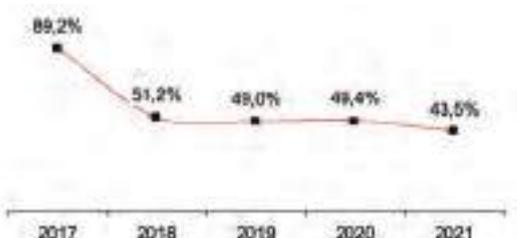
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // TRANSPORT // STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 septembre 2001
Capital social 300 millions FCFA
Capitaux propres 3,89 milliards FCFA (+31%)
Participation publique 100%
Chiffre d'Affaires 11,54 milliards FCFA (+40%)

Résultat Net 1,04 milliard FCFA (+99%)
PCA BAILLET Séverin
DG COULIBALY Fabrice
Adm MBPE KAMAGATE Daouda
Effectif 172 (+7%)

L'Agence de Gestion des Routes est une société d'État créée le 19 septembre 2001, par le décret n°2001-592, dont le rôle est de suivre, pour le compte de l'État, l'ensemble du réseau routier, la création de nouvelles infrastructures, en vue d'assurer l'efficacité et la transparence. Au titre de l'exercice 2021, l'on note, sur le plan opérationnel, une exécution de 70,29% des programmes d'entretien routier (PER) pour un objectif initial de 100%. Cette contreperformance est la résultante du retard accusé dans le démarrage des travaux de ce programme, des difficultés enregistrées dans de paiement des prestataires ainsi que des faiblesses décelées au niveau de certains partenaires dans l'exécution des travaux, conformément à leurs cahiers de charges. En ce qui concerne les études, l'AGEROUTE a réalisé des prestations (Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) et études) portant sur un linéaire d'environ 2 360 km sur l'exercice 2021.

La situation financière qui en résulte fait ressortir **une amélioration de 40% du chiffre d'affaires pour se fixer à 11,54 milliards FCFA** en 2021, due essentiellement au regain d'activités. En effet, cet accroissement du chiffre d'affaires est tiré par la hausse de 3,27 milliards FCFA des produits issus de la MOD effectuée par la société dans le cadre des projets financés par le FER, des projets financés par l'État, des projets cofinancés et des marchés PPP (Partenariat Publics Privés).

Les charges d'exploitation ont également connu une hausse, passant de 8,66 milliards CFA en 2020 à 10,63 milliards en 2021.

Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 1,57 milliard FCFA, en hausse de 245% par rapport à 2020.

Le résultat financier est, quant à lui, déficitaire de 108,96 millions FCFA du fait des provisions financières constituées pour indemnités de départs à la retraite.

En définitive, la société a dégagé **un résultat net bénéficiaire de 1,04 milliard FCFA**, en hausse de 99% par rapport à 2020.

Par ailleurs, les impôts dus à l'État s'établissent à 618,6 millions FCFA (dont 193,9 millions FCFA d'impôts et taxes et 424,6 millions FCFA d'impôts BIC).

En perspective, l'AGEROUTE envisage de rendre opérationnelle sa nouvelle organisation et de se conformer à la réglementation en matière de passation de marchés publics. Par ailleurs, elle entend veiller au respect des délais d'exécution de projets et procéder à l'amélioration de la facturation et du recouvrement des MOD.

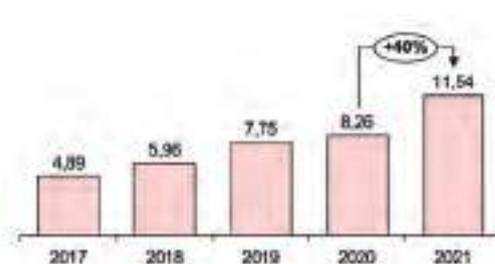
FAITS MARQUANTS

- Lancement officiel de la plateforme ageroutemarché.ci ;
- Tenue d'un Audit Financier, Comptable et de Gestion de l'AGEROUTE diligenté par l'État de Côte d'Ivoire ;
- Intégration des activités de gestion des bacs et de l'Unité Mobile de Point à temps ;
- Démarrage effectif de 38 projets, dont 25 projets routiers, 6 projets de voiries et la construction de 7 ouvrages ;
- Achèvement de 11 projets pour un linéaire total de 367 km.

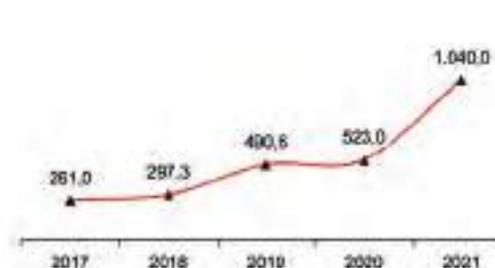
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|--------------------|--------|
| ETAT COTE D'IVOIRE | 100,00 |

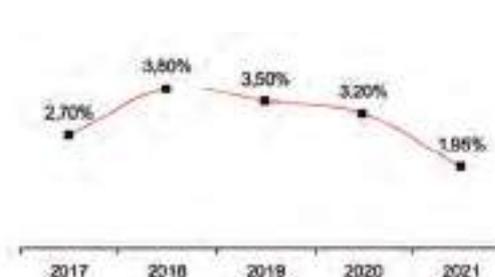
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





FER

FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER



TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // TRANSPORT // STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 septembre 2001
Capital social 300 millions FCFA
Capitaux propres 3,74 milliards FCFA (+2%)
Participation publique 100%
CA 22,35 milliards FCFA (+25%)
Résultat Net 0 FCFA
Subv. D'exploitation 4,87 milliards FCFA (-42%)

Subv. D'investissement 427 millions FCFA (-36%)
PCA DJEDJE Joachim
DG TOHE LASMEL Annick
Adm. MBPE BAMBA Seydou
Effectif 417 (-6%)

Le **Fonds d'Entretien Routier (FER)** est une société d'État, créé par le décret n°2001-593 du 19 Septembre 2001. La mission du FER consiste en la mobilisation des ressources pour le financement des études et des travaux d'entretien courant et périodique du réseau routier ivoirien.

Au titre de l'exercice 2021, le FER a mobilisé des ressources d'une valeur totale de 248,20 milliards FCFA, en baisse de 1,07 milliard FCFA par rapport à 2020 (249,27 milliards FCFA). Cette situation est consécutive à une baisse de 85,37 milliards FCFA des levées de fonds et facilités de trésorerie, couplée à la hausse de 26,52 milliards FCFA de la TSU, patentes et vignettes.

S'agissant des ressources affectées (Taxe Spécifique Unique, Patente et vignettes), elles ont été réalisées à hauteur de 162,76 milliards FCFA, contre 128,24 milliards FCFA en 2020, soit une augmentation de 34 milliards FCFA. L'activité de commercialisation de la route (péage et pesage) a permis de mobiliser 23,79 milliards FCFA, contre 19,58 milliards FCFA en 2020.

Ainsi, les ressources mobilisées ont permis de financer des emplois d'un montant de 347,77 milliards FCFA, dont : (i) les PER 2021 pour 211,18 milliards FCFA, (ii) les emprunts et intérêts financiers pour 114,48 milliards FCFA, (iii) les charges de fonctionnement pour 9,39 milliards FCFA et (iv) les travaux de construction du péage de Bassam pour 3,72 milliards FCFA.

Ainsi, compte tenu de sa mission de service public qui impose un équilibre financier, le FER a dégagé un résultat net nul au titre de l'exercice 2021.

Par ailleurs, les impôts reversés à l'État, ont connu une baisse de 27,9%, passant à 217 millions FCFA en 2021.

Quant à l'endettement du FER L'encours total s'établit à 148,61 milliards FCFA au 31 décembre 2021.

En perspective, le FER envisage de généraliser le péage sur le réseau routier entretenu et réhabilité afin de maintenir le niveau de performance de ses activités, susciter la mise en place d'un cadre harmonisé d'intervention des acteurs du secteur routier et enfin de conformer les textes du FER aux nouvelles dispositions de l'OHADA.

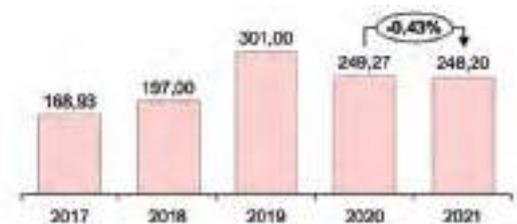
FAITS MARQUANTS

- Réalisation d'un audit comptable, financier au FER ;
- Nomination de Madame Annick TOHE LASMEL en qualité de Directrice Générale par intérim du FER le 11 novembre 2021 ;
- Crise énergétique ivoirienne due à la faible pluviométrie et la panne de la centrale thermique d'Azito d'avril à juillet 2021 ;
- Organisation de deux (2) séminaires en mai et juin 2021, portant respectivement sur les niveaux d'engagement des PER sur la période 2014-2021 (FER-AGEROUTE) et sur la situation de l'endettement du FER (FER-MCC).

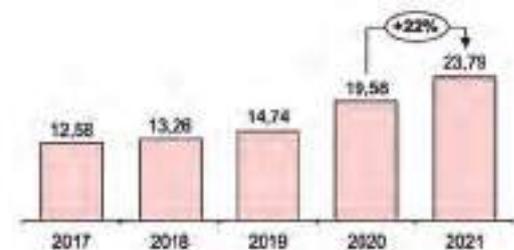
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|--------------------|--------|
| ETAT COTE D'IVOIRE | 100,00 |

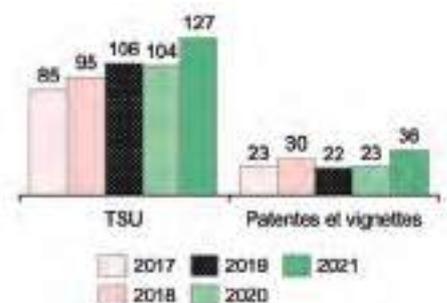
RESSOURCES MOBILISÉES (en Milliards FCFA)



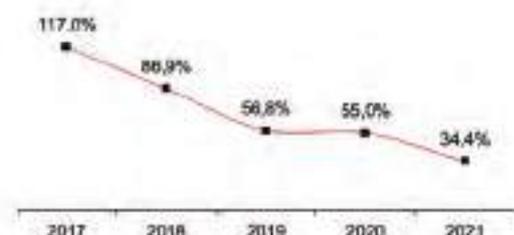
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



FISCALITÉS AFFECTÉES (TSU, PATENTES ET VIGNETTE) (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // TRANSPORT // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 25 décembre 1975
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres 2,28 milliards FCFA (+21%)
Participation publique 20% (dont 5% d'actionnariat indirect)
CA 5,31 milliards FCFA (+12%)
Résultat Net 395 millions FCFA (+107%)

PCA KONE Fako, puis remplacé par CISSE Moussa
DG SIDIBE Issoufou
Adm. Ministère des Transports CONE Dioman
Adm. MBPE TOURE Yetjli Prosper
Effectif 185 (+3,9%)

Dans le but d'organiser le milieu des chargeurs, l'État a créé, par la Loi n°75-940 du 25 décembre 1975, l'**Office Ivoirien des Chargeurs (OIC)**, qui est un conseil qui représente et défend les intérêts des chargeurs notamment, les importateurs et exportateurs, usagers des services de transports, dans le cadre du convoiement de leurs marchandises. Ainsi, l'OIC met en œuvre toutes les actions permettant de réduire l'incidence des coûts de transport sur l'économie nationale et d'optimiser l'offre et la demande de fret en Côte d'Ivoire.

Grâce à l'allègement des mesures restrictives liées à la COVID-19, le trafic des véhicules sur les plans national et inter-États est en hausse respectivement de 3,3% (4 559 camions) et 26,3% (15 665 camions). Toutefois, les escortes spéciales sont en baisse de 8,9% pour se fixer à 1352 camions en 2021, du fait des perturbations observées sur les convois sensibles à destination des pays de l'hinterland. L'édition et la distribution de Documents Uniques de Transport (DUT) ont atteint un nombre total de 441 600 documents, contre 515 050 documents en 2020. Cette baisse est due à la reprise tardive des contrôles inopinés des forces de l'ordre, ainsi qu'à la lenteur du rythme de régularisation des stickers apposés sur les bordereaux de livraison.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires a connu une hausse de 12%, pour atteindre 5,31 milliards FCFA en 2021**, grâce aux performances réalisées par les principaux produits que sont le Bordereau de Suivi des Cargaisons (+13%) et les Pénalités de Stationnement (+27%). Les charges d'exploitation, quant à elles, ont augmenté de 7% pour se fixer à 4,78 milliards FCFA, en raison de la hausse de 144% du poste « transports ».

Le résultat d'exploitation dégagé est bénéficiaire de 1,10 milliard FCFA, contre un bénéfice de 300 millions FCFA en 2020.

Après un résultat financier déficitaire de 350 millions FCFA, **la société a réalisé un résultat net bénéficiaire de 395 millions FCFA, en hausse de 107% par rapport au bénéfice dégagé en 2020.**

Les impôts dus par l'OIC sont en hausse de 72% par rapport à l'exercice précédent et se chiffrent à 645 millions FCFA en 2021, dont 286,6 millions FCFA d'impôts et taxes et 358,7 millions FCFA d'impôt sur le résultat.

En ce qui concerne les investissements, ils ont été réalisés à hauteur de 2,52 milliards FCFA, en hausse de 2,18 milliards FCFA par rapport à 2020, et ont porté principalement sur l'acquisition du site d'Attingué destiné à la réalisation d'une zone logistique.

En perspective, la société envisage, entre autres, obtenir un décret autorisant la mise en place d'une bourse de fret et finaliser la purge des droits coutumiers d'Attingué destiné à la construction de la zone logistique. Par ailleurs, l'OIC envisage, également, de finaliser la régularisation de son actionnariat.

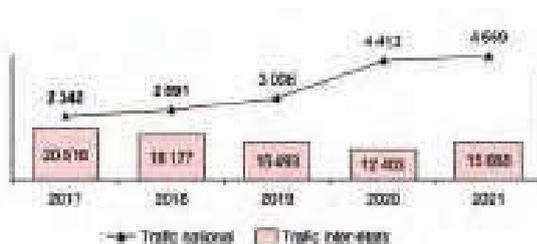
FAITS MARQUANTS

- Désignation de M. CISSE Moussa en qualité de nouveau Président du Conseil d'Administration, en remplacement de M. KONE Fako le 8 septembre 2021 ;
- Validation du rapport du notaire sur la régularisation de la situation juridique et l'actionnariat de l'OIC par les commissaires aux comptes et la Direction Générale ;
- Acquisition du site d'Attingué destiné à la zone logistique.

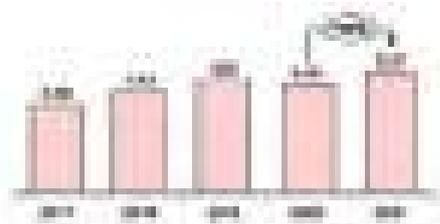
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|--------------------|-------|
| GCCI | 40,00 |
| ETAT COTE D'IVOIRE | 20,00 |
| SIVOMAR | 7,00 |
| SIFCA | 5,00 |
| AUTRES | 28,00 |

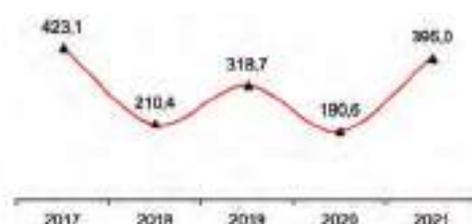
ÉVOLUTION DU TRAFIC



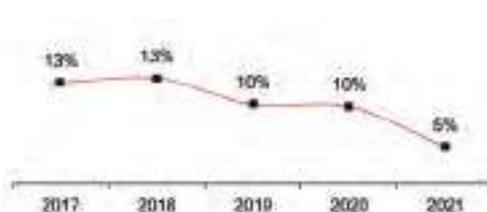
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





PAA

PORT AUTONOME D'ABIDJAN



TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // TRANSPORT // OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 novembre 1950
Capital social 100 milliards FCFA
Capitaux propres 192,84 milliards FCFA (+15,8%)
Participation publique 100%
CA 118,88 milliards FCFA (+31,3%)
Résultat Net 26,93 milliards FCFA (+191,2%)

Subv. D'investissement 12,08 milliards FCFA (-5,4%)
PCA TOURE Abdou
DG HIEN SIE Yacouba
Adm. Ministère des Transports SORO Daufanguy
Adm. MBPE KEHO Yaya
Effectif 1 460

Le **Port Autonome d'Abidjan**, créé officiellement par l'arrêté N°62-86/ TP du 10 novembre 1950, devient une société d'État par décret n°92-940 du 23 décembre 1992, avec pour objet, la gestion et l'exploitation du port d'Abidjan. Véritable outil de coopération régionale au service des économies des pays de l'hinterland, ses équipements et son dynamisme lui ont permis de rayonner et de devenir l'un des ports les plus importants de la côte ouest africaine. En 2021, grâce à la mise en œuvre des projets définis dans son plan stratégique et à la reprise des activités économiques à la suite de la COVID 19, le trafic global du PAA a connu une amélioration de 11,7% pour s'établir à 28,31 millions de tonnes. Cette hausse est consécutive à une progression du trafic national (i) des marchandises générales de 12,42% (+1 93 millions de tonnes), (ii) des produits pétroliers de 6,33% (+0,40 million de tonnes), (iii) des produits de pêche de 15,81% (+0,10 million de tonnes) et (iv) des marchandises en transit de 23,75% (+0,57 million de tonnes).

Ainsi, le **chiffre d'affaires a augmenté de 31,33% pour atteindre 118,88 milliards FCFA**, en raison de la comptabilisation de nouveaux revenus issus de la concession du second Terminal à Conteneurs (TC2) (+16,456 milliards FCFA) et l'augmentation des redevances marchandises (+7,807 milliards FCFA) découlant de la hausse du trafic.

De même, les produits d'exploitation ont connu une augmentation de 21%, pour se fixer à 131,6 milliards FCFA en 2021. Cette hausse est essentiellement due à la hausse du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, grâce aux mesures de maîtrise des charges entreprises par la société, les charges d'exploitation ont baissé de 5%, pour se fixer à 91,58 milliards FCFA.

Il en découle un résultat d'exploitation bénéficiaire de 40,02 milliards FCFA, en hausse de 140,36%.

Après la prise en compte du résultat financier déficitaire de 9,03 milliards FCFA et l'impôt sur le résultat de 4,06 milliards FCFA, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 26,93 milliards FCFA, en amélioration de 191% par rapport au bénéfice enregistré en 2020.**

Par ailleurs, les impôts dus par le PAA sont en hausse de 73% par rapport à l'exercice précédent et se chiffrent à 7,66 milliards FCFA en 2021, dont 4,06 milliards FCFA d'impôts sur le résultat.

En perspective, le PAA compte réaliser les travaux de superstructures en vue de la mise en exploitation des nouveaux Terminaux (TC2 et Terminal Roulier) et la poursuite des projets d'investissement pour sa modernisation et le renforcement de ses capacités opérationnelles.

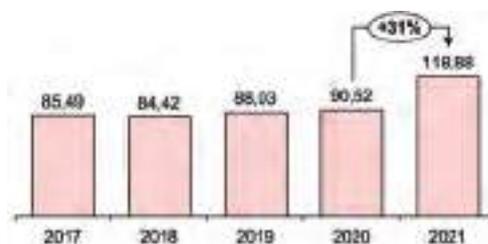
FAITS MARQUANTS

- Désignation d'un nouveau Président du Conseil d'Administration (PCA), le 6 octobre 2021 ;
- Maintien de la notation AA- à long terme (qualité de crédit très élevée) et A1- à court terme (certitude de remboursement en temps opportun élevée) de l'agence de notation BLOOMFIELD avec des perspectives stables ;
- Maintien des certifications aux normes ISPS, celles relatives à la qualité ISO 9001 et à l'environnement ISO 14001.

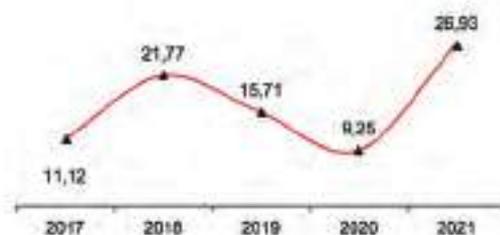
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|--------------------|--------|
| ETAT COTE D'IVOIRE | 100,00 |

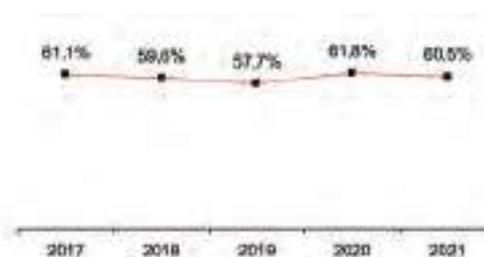
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // TRANSPORT // OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 12 juin 1971
Capital social 2,9 milliards FCFA
Capitaux propres 12,62 milliards FCFA (-2,5 %)
Participation publique 100%
CA 10,65 milliards FCFA (+22,15%)
Résultat Net 1,49 milliard FCFA (+14,06%)
PCA Yaya DEMBELE

DG Hilaire Marcel LAMIZANA
Adm. Ministère des Transports TOURE Moussa
Adm. MBPE GOH Betro Serge Constant
Effectif 203

Le **Port Autonome de San Pedro (PASP)** est une société d'État, créée dans le cadre du programme de développement intégré initié dès les années 60, par le Gouvernement ivoirien. Il a pour vocation d'être un pôle de développement du Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. Disposant d'un important hinterland (Libéria, Guinée, Mali, Burkina Faso), le PASP vise aussi à servir de port de transit pour ces pays. Avec son important projet d'investissement, en cours, la société tient à jouer pleinement ce rôle de catalyseur économique sous régional. Ainsi, après une année 2020 particulièrement difficile sur le plan national et international, du fait de la crise sanitaire liée à la COVID 19, l'année 2021 est apparue comme une année d'espoir, marquée par un regain de vitalité de l'économie mondiale avec l'allègement des mesures de restriction. Dans ce contexte, **le PASP a enregistré un trafic global de 6,12 millions Tonnes de marchandises**, soit une hausse 29% par rapport au niveau réalisé en 2020. De façon spécifique, le trafic origine-destination se fixe à 5,3 millions Tonnes, soit une hausse de 33% par rapport au niveau réalisé en 2020 et un dépassement de 1,58 million Tonnes par rapport à la prévision budgétaire. En outre, grâce à l'acquisition et la mise en service de trois nouvelles grues mobiles par le Terminal de San Pedro (TSP) au mois d'avril 2021, le trafic de transbordement, en baisse depuis plusieurs années, a connu une hausse de 6%, s'établissant à 839 212 Tonnes. Cette performance observée au niveau opérationnel a eu pour effet, la redynamisation des activités commerciales. En effet, **le chiffre d'affaires, en hausse de 22%, est passé à 10,65 milliards FCFA en 2021**. A l'instar des activités commerciales, les charges d'exploitation connaissent également un accroissement de 12%, s'établissant à 10,35 milliards FCFA, contre 8,72 milliards FCFA en 2020. En conséquence, le résultat d'exploitation dégagé s'établit à 2,43 milliards FCFA, en hausse de 997 millions FCFA par rapport à l'exercice précédent. En définitive, prenant en compte le résultat financier déficitaire de 73 millions FCFA, le résultat HAO déficitaire de 96 millions FCFA et de l'impôt sur le résultat, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 1,49 milliard FCFA**, contre un bénéfice de 725 millions FCFA en 2020, soit une hausse de 765 millions FCFA.

Les impôts dus sont en hausse de 51% par rapport à l'exercice précédent et se chiffrent à 875 millions FCFA, dont 772 millions FCFA d'impôt sur le résultat.

Au titre des investissements, la société a réalisé des travaux d'un montant de 2,15 milliards FCFA, constitué essentiellement des études, des travaux d'infrastructures et la rénovation d'ouvrages et équipements portuaires.

En perspective, le PASP envisage, en plus de la mise en œuvre des travaux d'extension et de modernisation de ses infrastructures, le développement du capital humain, nécessaire au bien-être de ses travailleurs.

FAITS MARQUANTS

- Signature d'avenants relatifs (i) à la convention de coopération entre le PASP et le Port d'Amsterdam et (ii) au contrat de partenariat entre le PASP et le port d'Anvers (PAI) ;
- Relèvement du niveau du trafic de transbordement, qui connaissait une tendance baissière depuis plusieurs années, grâce à l'acquisition et la mise en service de trois (3) nouvelles grues mobiles par le TSP ;
- Primauté à l'exportation du trafic du Nickel par rapport au binôme café-cacao sur deux (2) années consécutives. Cette situation confirme sa position de trafic majeur à l'export au Port de San Pedro.

RÉPARTITION DU CAPITAL

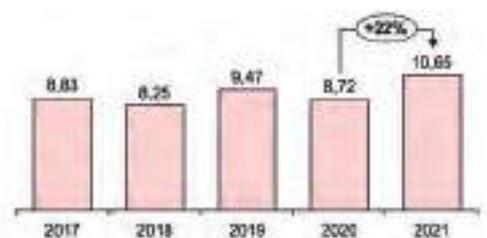
| Actionnariat | (%) |
|--------------------|--------|
| ETAT COTE D'IVOIRE | 100,00 |

ÉVOLUTION DU TRAFIC DE MARCHANDISES

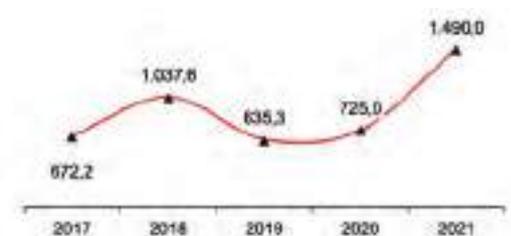
(en Millions de tonnes)



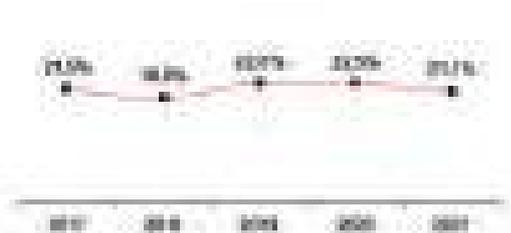
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // TRANSPORT // STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 juillet 1995
Capital social 3 milliards FCFA
Capitaux propres 2,49 milliards FCFA (+5,46%)
Participation publique 100%
CA 1,38 milliard FCFA (+6,97%)
Résultat Net 73,5 millions FCFA (+16%)

PCA KONE Ousmane
DG CISSE Moustapha
Adm. Min. des Transports MOUSSOH Ambroise
Adm. MBPE DIOMANDE Yaya
Effectif 63

La **Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF)** est une société d'État créée par le décret n° 95-582 du 26 juillet 1995, pour assurer la gestion des infrastructures ferroviaires existantes pour le compte de l'État de Côte d'Ivoire.

La reprise progressive des activités, après l'impact de la crise sanitaire liée à la COVID 19, a entraîné une légère hausse des tonnages et des recettes enregistrés au cours de l'exercice 2021, passant de 983 154 tonnes en 2020 à 993 599 tonnes en 2021.

Le **chiffre d'affaires a ainsi augmenté de 7%, pour se fixer à 1,38 milliard FCFA en 2021**, en raison des hausses de 47% des cessions diverses (ventes de ferrailles) et de 52% des produits du RANHOTEL par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation dégagé par la société est en amélioration, passant d'un déficit de 134,9 millions FCFA en 2020, à un déficit de 29,7 millions FCFA en 2021.

Après la prise en compte du résultat HAO bénéficiaire de 125,2 millions FCFA, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 73,5 millions FCFA en 2021, contre un bénéfice de 63,2 millions FCFA en 2020, soit une amélioration de 10,2 millions FCFA.

Les impôts dus à l'État s'établissent à 143 millions FCFA (dont 119 millions FCFA d'impôts et taxes et 24,4 millions FCFA d'impôts BIC), contre 94 millions FCFA en 2020 (dont 73,8 millions FCFA d'impôts et taxes et 21 millions FCFA d'impôts BIC).

Au titre de l'endettement, aucun emprunt nouveau n'a été contracté par la SIPF au cours de l'exercice 2021. Toutefois, le stock de la dette de la SITARAIL suivi par la SIPF (prêts rétrocedés par l'État) se chiffre à 13,5 milliards FCFA, contre 13,7 milliards FCFA en 2020.

En perspective, la SIPF prévoit de poursuivre (i) le suivi des activités d'études et de développement du secteur ferroviaire (ii) le suivi de la concession ainsi que (iii) la rénovation et l'amélioration des services du RANHOTEL.

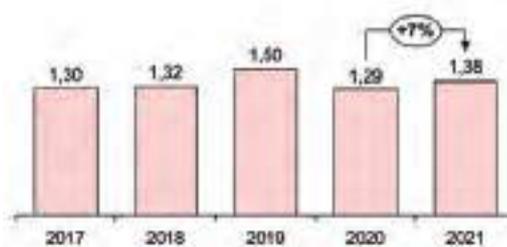
FAITS MARQUANTS

- Mise en place d'un système électronique de gestion documentaire et la poursuite du projet d'archivage numérique des documents de la SIPF ;
- Participation à l'Exposition universelle de Dubaï 2020, du 21 au 29 novembre 2021 ;
- Harmonisation des fichiers et procédures d'imposition des biens du chemin de fer auprès des services des Assiettes des Impôts Fonciers ;
- Organisation d'une mission d'identification des bâtiments et emprises en prélude à la finalisation de la pose des plaques d'immatriculation et de leur plan d'entretien.

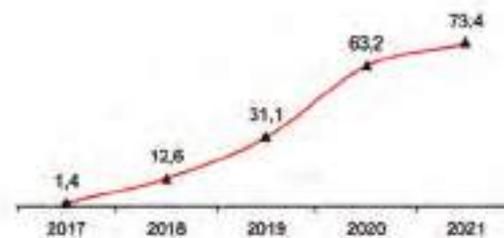
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|--------------------|--------|
| ETAT COTE D'IVOIRE | 100,00 |

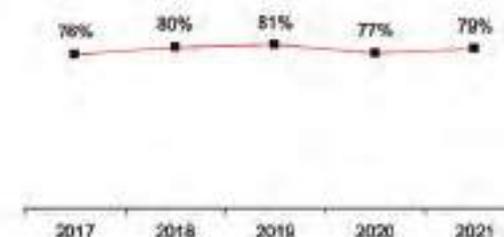
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // TRANSPORT // OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création Août 1995
Capital social 5 milliards FCFA
Capitaux propres 5,27 milliards FCFA (-18,92%)
Participation publique 15% (actionariat indirect)
CA 36,29 milliards FCFA (-2,9%)
Résultat Net -330 millions FCFA

Subv. d'exploitation 697 millions FCFA (-3,8%)
PCA DIAKITE Seydou
DG QUENTIN Gerard
Adm. SIFP CISSE Moustapha (DG SIFP)
Adm. PAA N'DOLI Kouadio André
Effectif 1 512

La **Société Internationale de Transport Africain par Rail**, est une société filiale de BOLLORE TRANSPORT LOGISTICS (COMAZAD) qui exploite depuis août 1995, le chemin de fer entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, à travers une Convention de Concession conclue avec ces deux (2) États.

L'exercice 2021 de la SITARAIL s'achève avec une amélioration du niveau d'activité en dépit de la COVID 19. En effet, **la société a transporté 993 598 tonnes de marchandises**, contre 983 213 tonnes de marchandises en 2020.

Cependant, **le chiffre d'affaires a baissé de 2,9% pour s'établir à 36,29 milliards FCFA**. Cette régression est principalement due à la baisse des volumes transportés au niveau des principaux produits qui impactent la formation du chiffre d'affaires de la SITARAIL, notamment le sésame (-69%), le manganèse (-11%) et le trafic conteneur (-9%).

Les charges d'exploitation enregistrent également une baisse de 2,53 milliards FCFA, pour s'établir à 38,62 milliards FCFA, en raison de la baisse des postes autres charges (-52%) et services extérieurs (-5%).

Le résultat d'exploitation qui en découle, est bénéficiaire de 130 millions FCFA en 2021, contre un déficit de 467 millions FCFA en 2020.

Après prise en compte du résultat financier déficitaire de 331 millions FCA, et de l'impôt sur le résultat de 129 millions, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 330 millions FCFA**, contre un déficit de 1,05 milliard FCFA en 2020.

Au titre des impôts dus à l'État, la SITARAIL enregistre un montant de 1,24 milliard FCFA en hausse de 27% par rapport à 2020. Cette variation est essentiellement la conséquence d'un redressement fiscal de 354 millions FCFA dont la SITARAIL a fait l'objet en décembre 2021 à la suite du contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Par ailleurs, le stock de la dette au 31 décembre 2021 se chiffre à 13,53 milliards FCFA, dont 10,4 milliards FCFA d'arriérés et 3,1 milliards FCFA d'encours. Ces arriérés concernent la période post 2014 et devraient être apurés avec la mise en œuvre de la nouvelle convention.

En perspective, la SITARAIL envisage de poursuivre son plan d'actions afin d'améliorer le Système de Management de la Qualité et de la Sécurité des opérations ferroviaires et de profiter des opportunités liées à la reprise des activités post COVID.

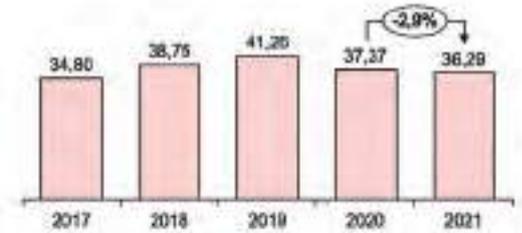
FAITS MARQUANTS

- Arrêt du trafic de voyageurs depuis le 21 mars 2021, en raison de la COVID 19 ;
- Mise en œuvre d'un plan d'actions de surveillance renforcée des infrastructures ferroviaires pour prévenir les incidents liés à la pluviométrie et à l'occupation anarchique des emprises ;
- Redressement et hausse du trafic d'hydrocarbures de 19% ;
- Extension au chemin de fer du système interconnecté de gestion de marchandises en transit depuis le 1^{er} juillet 2021 au corridor Cote d'Ivoire, Burkina-Faso, Niger ;
- Poursuite de la modernisation des ateliers et des opérations associées.

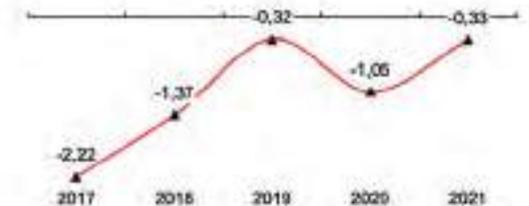
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------|-------|
| SOFIB | 66,99 |
| ETAT DU BURKINA | 15,00 |
| PAA | 7,50 |
| SIFP | 7,50 |
| FCP (PERSONNEL) | 3,00 |

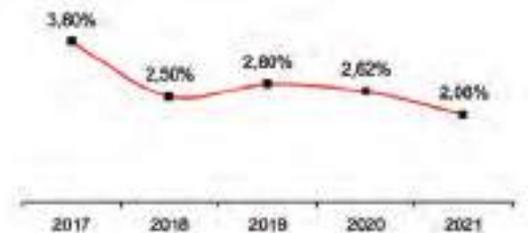
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // TRANSPORT // OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 02 décembre 1997
Capital social 18,37 milliards FCFA
Capitaux propres 78,47 milliards FCFA (+3%)
Participation publique 25,18% (dont 6,53% d'actionariat indirect)
CA 17,04 milliards FCFA (+26%)
Résultat Net 7,22 milliards FCFA (+35%)

Subv. d'équilibre 11,48 milliards FCFA (-14%)
Dividendes État 611 millions FCFA
PDG PARADIS Charles
Adm. MEER COULIBALI Bê
Adm. MBPE BAMBA Seydou
Effectif 200

Société à participation financière publique minoritaire, la **Société Concessionnaire du Pont Riviera-Marcory (SOCOPRIM)** a pour objet, la conception, la construction et l'exploitation du pont à péage reliant les communes de Riviera et de Marcory.

L'exploitation du pont Henri Konan Bédié (HKB) a été marquée en **2021 par une hausse de 23,5% du trafic**, passant de 70 621 véhicules /jour en 2020 à 113 303 véhicules /jour, en raison des travaux sur les autres ponts de la ville d'Abidjan.

Cette hausse du trafic journalier a favorisé une croissance de l'activité commerciale avec une progression de **26% du chiffre d'affaires**, passant de **13,49 milliards FCFA en 2020 à 17,04 milliards FCFA en 2021**. Nonobstant la baisse de la subvention d'exploitation de 14% (11,480 milliards FCFA versés par l'État en 2021), Les produits d'exploitation, sont passé de 26,871 milliards FCFA en 2020 à 28,526 milliards FCFA en 2021.

Le résultat d'exploitation est ressorti bénéficiaire de 15,44 milliards FCFA, contre un bénéfice de 13,28 milliards FCFA en 2020, en raison d'une bonne politique de maîtrise des charges d'exploitation en baisse de 509 millions FCFA. Quant au résultat financier, il est déficitaire de 10,09 milliards FCFA, contre un déficit de 9,86 milliards FCFA en 2020.

En somme, la **SOCOPRIM a enregistré un résultat net bénéficiaire de 7,21 milliards FCFA en 2021**, contre un bénéfice de 5,36 milliards FCFA en 2020.

S'agissant des emprunts, ils s'élèvent à un montant de 88,40 milliards FCFA, en baisse de 7% par rapport à fin décembre 2020.

Par ailleurs, les impôts dus par la société à l'État ont baissé de 12% pour s'établir à 62 millions FCFA en 2021

En perspective, face à la volonté du Groupe BOUYGUES de céder ses parts, l'État de Côte d'Ivoire a manifesté son intention de racheter lesdites parts. Les consultations et les travaux sont en cours afin de finaliser ce processus. Par ailleurs, pour répondre aux défis de la croissance démographique, la SOCOPRIM envisage de développer un outil de financement permettant la construction du pont ABATTA-KOUMASSI.

FAITS MARQUANTS

- Augmentation de 23,5 % du trafic en raison des travaux sur les autres ponts d'Abidjan ;
- Hausse de 18% du remboursement des emprunts, soit un montant de 8,92 milliards FCFA par rapport à 2020, en raison de la nette appréciation du dollar US ;
- Distribution des dividendes d'un montant de 3,28 milliards FCFA, contre 1,167 milliard FCFA en 2020.

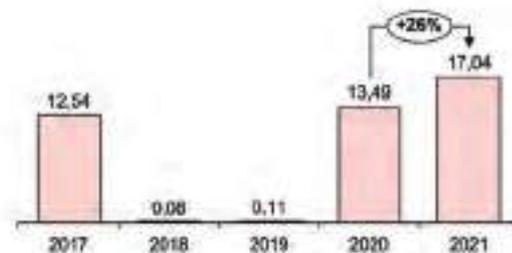
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|--------------------|-------|
| PAIFD | 26,02 |
| AFC | 26,02 |
| ÉTAT COTE D'IVOIRE | 18,65 |
| BYTP | 17,04 |
| BNI | 6,53 |
| TOTAL CI. | 3,78 |
| SETAO | 1,96 |

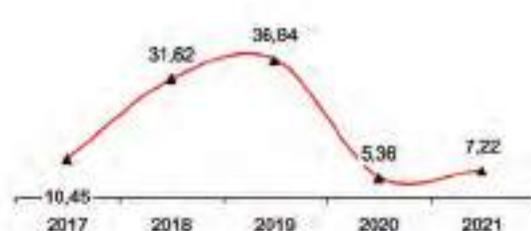
TRAFIC JOURNALIER (en nombre de véhicule/jour)



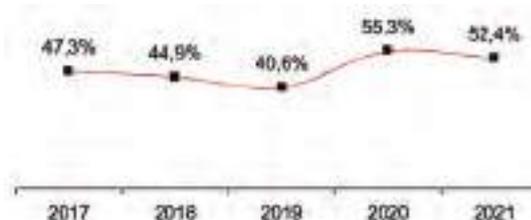
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // TRANSPORT // OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 16 avril 1997
Capital social 1,4 milliard FCFA
Capitaux propres 19,9 milliards FCFA (+18%)
Participation publique 100%
CA 8,05 milliards FCFA (+158%)
Résultat Net 138 millions FCFA (+2,1 milliards FCFA)

Subv. D'exploitation 4,2 milliards FCFA (+147%)
Subv. D'Invest 2,45 milliards FCFA (+250%)
PCA GBAKAYORO Abel Djohoré
DG MOULOT Jean-Louis
Adm. MBPE SALL Adama
Adm. Min. des Transports DIOP M'Baye
Effectif 525

Issue de la restructuration de l'ANAM, la **SODEXAM** est une société d'État créée par le décret n°97-228 du 16 avril 1997, sur recommandation de la Banque Mondiale. Elle a pour missions, d'une part, la mise en œuvre de la réglementation relative à la météorologie et à l'aviation civile et, d'autre part, la représentation de l'État pour le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de la convention de concession de l'Aéroport d'Abidjan. Son domaine opérationnel consiste au développement des aéroports, de l'aéronautique et de la météorologie.

Le budget 2021 a été exécuté dans un contexte de reprise progressive des activités, à la suite de l'allègement des mesures de restrictions sanitaires, liées à la pandémie de la COVID-19.

Sur le plan aéroportuaire et aéronautique, **le trafic dans son ensemble a connu une tendance haussière**. En effet, à l'aéroport d'Abidjan, le trafic a augmenté de 40,8% pour les mouvements aériens, 76,2% pour les passagers et 7% pour le fret. A l'intérieur du pays, les mouvements aériens et le trafic passagers ont connu respectivement une croissance de 45,86% et 73,79%, tandis que le fret a baissé de 45,51%.

Sur le plan météorologique, la transmission des messages a connu une légère hausse de 0,55% pour les Synops et de 3,12% pour les Metars, par rapport à 2020.

En conséquence, au niveau commercial, **le chiffre d'affaires s'est établi à 8,04 milliards FCFA, en hausse de 158%** par rapport à 2020. De même, la subvention d'exploitation dont la SODEXAM a bénéficié sur l'exercice 2021 affiche une hausse de 2,5 milliards FCFA par rapport à 2020 pour s'établir à 4,2 milliards FCFA. Plus généralement, les produits d'exploitation se sont établis à 14,32 milliards FCFA, en hausse de 101% par rapport à 2020.

Quant aux charges d'exploitation, elles connaissent un accroissement de 11%, se fixant à 13,92 milliards FCFA en lien avec la hausse du niveau d'activités.

Le résultat d'exploitation dégagé est bénéficiaire de 403,5 millions FCFA, contre une perte de 5,4 milliards FCFA en 2020.

Ainsi, prenant en compte le résultat financier déficitaire de 250,9 millions FCFA, **la société a réalisé un résultat net bénéficiaire de 138 millions FCFA**, contre un déficit de 1,96 milliard FCFA en 2020.

Les recettes d'impôts sont en hausse de 6% par rapport à l'exercice précédent et se chiffrent à 155,71 millions FCFA, dont 115 millions FCFA d'impôts et taxes et 40 millions FCFA d'impôts sur le résultat.

En perspective, la SODEXAM envisage la poursuite des travaux de l'aéroport de Kong et de démarrer la construction de nouveaux aéroports à l'intérieur du pays, notamment dans les villes de Sassandra, Bondoukou et Bouna.

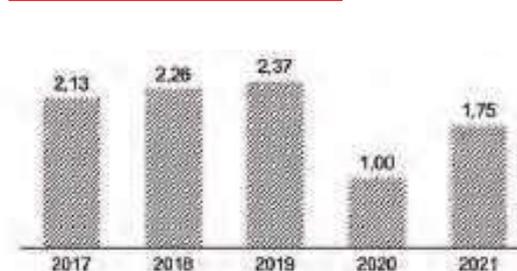
FAITS MARQUANTS

- Levée de fonds d'un montant de 5 milliards FCFA pour la réhabilitation des aéroports de l'intérieur ;
- Maintien de la certification QMS-METEO sur la météo aéronautique obtenue en juin 2020 ;
- Mise en place d'une procédure d'apurement des dettes et de recouvrement des créances de la SODEXAM ;
- Finalisation de la phase conceptuelle du projet centre médical régional ;
- Démarrage des travaux de construction de l'Aéroport de Kong.

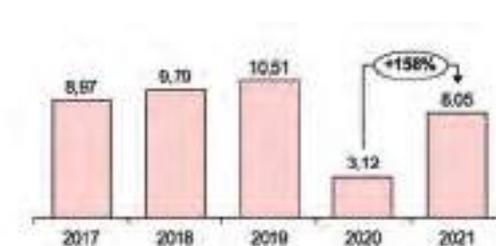
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|--------------------|--------|
| ETAT COTE D'IVOIRE | 100,00 |

ÉVOLUTION DU TRAFIC PASSAGER (en Millions)



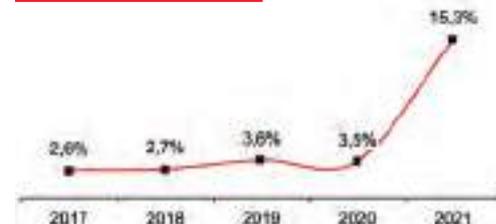
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // TRANSPORT // OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 16 décembre 1960
Capital social 3 milliards FCFA
Capitaux propres 132 milliards FCFA (+17%)
Participation publique 60,17% (dont 0,07% d'actionnariat indirect)
CA 46,26 milliards FCFA (+22%)
Résultat Net 6,5 milliards FCFA (+ 32%)
Subv. D'exploitation 26,92 milliards FCFA (-28%)

PCA YOUSSEF Sylla
DG MEÏTE Bouaké
Adm. Min des Transports TOURE Abdoulaye et Mme COULIBALY Affissata Diabaté
Adm. MBPE OYENIYE Fatayu et DIABA Assoukpou
Filiales SOTRA Industries (100%) ; Institut SOTRA (100%) ; SOTRA Tourisme (100%)

Conformément à la Convention de concession, la **Société des Transports Abidjanais (SOTRA)** a pour mission l'exploitation, dans les meilleures conditions de confort, de sécurité et de régularité, d'un service de transport de personnes sur route et sur lagune dans les limites de la ville d'Abidjan et des villes de l'intérieur du pays.

En 2021, la SOTRA compte 1 228 autobus, soit une augmentation de 275 véhicules par rapport à 2020. Dans cette dynamique, le nombre de passagers transportés a connu une hausse de 9% s'établissant à 260 millions de passagers.

A cet effet, la situation financière de la société fait ressortir **une hausse de 22% du chiffre d'affaires pour atteindre 46,26 milliards en 2021**. Les produits d'exploitation qui en découlent se sont établis à 99,5 milliards FCFA en 2021 contre 98 milliards FCFA en 2020. Quant aux charges d'exploitation, elles ont connu une baisse de 370 millions FCFA, pour se fixer à 92,1 milliards FCFA en 2021.

Ainsi, le résultat d'exploitation ressort bénéficiaire de 7,4 milliards FCFA, soit une augmentation de 1,84 milliard FCFA par rapport à 2020.

En ce qui concerne le résultat financier, il est ressorti déficitaire de 2,14 milliards FCFA tandis que le résultat HAO est ressorti bénéficiaire de 1,24 milliard FCFA du fait de la comptabilisation de la valeur des pièces de rechange reçues dans le cadre des mesures d'accompagnement liées à l'acquisition des autobus neufs.

En définitive, la **SOTRA enregistre un résultat net bénéficiaire de 6,49 milliards FCFA en 2021**, contre un bénéfice de 4,91 milliards FCFA en 2020.

Par ailleurs, les impôts dus à l'État s'élèvent à 1,15 milliard FCFA, contre 5,7 milliards FCFA en 2020.

S'agissant du niveau d'endettement de la société, il est en hausse de 62% en 2021 pour se fixer à 21,03 milliards FCFA. Cette hausse est imputable aux prêts contractés par la société, d'un montant cumulé de 13,5 milliards FCFA auprès de la BNI, destiné à la restructuration de la dette fournisseurs.

En perspective, la SOTRA entend poursuivre la mise en œuvre du nouveau plan stratégique 2021-2025 au travers de trois (3) leviers ; (i) la restructuration des filiales par la relance de leurs activités avec des partenariats techniques, (ii) l'extension du réseau dans le Grand Abidjan et (iii) l'ouverture de réseaux de transport urbain dans les villes de Yamoussoukro, San-Pedro et Korhogo.

FAITS MARQUANTS

- Réception de deux cent quatre-vingt-neuf (289) autobus neufs ;
- 6 200 agents au 31/12/2021, avec un ratio H/V moyen de 5,05 sur l'année ;
- 260 millions de passagers transportés contre 238 millions en 2020, soit une hausse de 9,24% ;
- Augmentation du prix du carburant à la pompe ;
- Installation de bornes d'informations voyageurs ;
- Déploiement de la SOTRA à Bouaké.

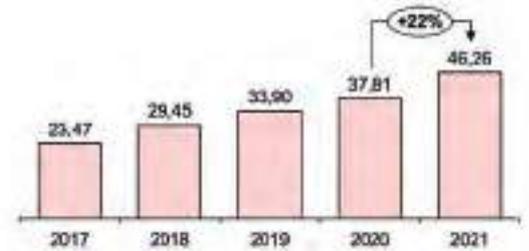
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 60,10 |
| IVECO FRANCE | 39,80 |
| DISTRICT D'ABIDJAN | 0,07 |
| AUTRES AACTIONNAIRES | 0,03 |

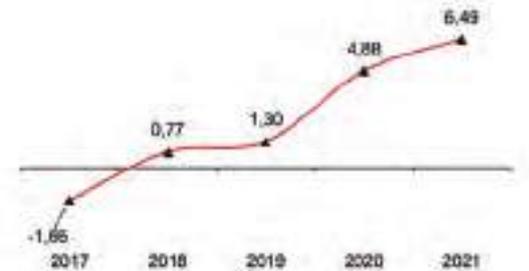
ÉVOLUTION DU TRAFIC PASSAGER SELON LE PARC DE VÉHICULE EN LIGNE



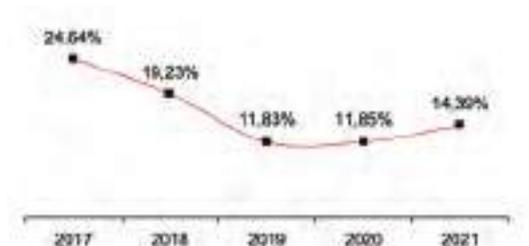
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)



TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES

BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES



Au cours de l'exercice 2021, le LBTP a dégagé un résultat net bénéficiaire de 5,76 milliards FCFA, en hausse de 176% par rapport à 2020, favorisé par l'accroissement de son chiffre d'affaires de 56,66 %.

UN SECTEUR EN CROISSANCE, EN LIEN AVEC LES AMBITIONS DE DÉVELOPPEMENT DU PAYS ET LA REPRISSE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE À LA SUITE DU COVID-19.

Le secteur BTP s'affiche comme l'un des plus dynamiques de la Côte d'Ivoire, avec une croissance observée de l'ordre de 26% entre 2012 et 2020.

En 2021, le secteur «BTP et autres infrastructures» du portefeuille de l'État a repris sa relance économique et opérationnelle en la faveur du recul de la pandémie de COVID 19. Il convient de rappeler que le secteur «BTP et Autres Infrastructures» comprend deux (2) sous-secteurs : le sous-secteur BTP et celui des Infrastructures industrielles et commerciales.

Concernant le sous-secteur BTP - composé du Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP), de la Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI), de l'Agence de Gestion Foncière (AGEF¹) et de la Société Nationale Ivoirienne de Travaux (SONITRA¹), son chiffre d'affaires cumulé s'est accru de 13,7%, passant de 29,96 milliards FCFA en 2020 à 34,05 milliards FCFA en 2021.

Cette performance est en rapport avec le chiffre d'affaires du LBTP qui est passé de 13,18 milliards FCFA en 2020 à 20,654 milliards FCFA en 2021, et celui de la SICOGI qui a connu une hausse de 61,36%, s'établissant à 10,5 milliards FCFA.

Cependant, le chiffre d'affaires de l'AGEF a connu une baisse de 96%, s'établissant à 196 millions FCFA, en raison des problèmes de gouvernance et de gestion l'ayant conduit en quasi-cessation d'activités.

Par ailleurs, le résultat net cumulé du sous-secteur BTP est déficitaire de 470,7 millions FCFA, contre un déficit de 1,33 milliard FCFA en 2020, soit une augmentation de 855,63 millions FCFA, nonobstant un déficit de 4,07 milliards FCFA réalisé par la SICOGI, en lien avec la prise en compte des pertes et provisions sur les gestions antérieures, pour un montant global de 4,59 milliards FCFA. Ainsi, à l'exception du LBTP qui a réalisé un résultat bénéficiaire de 5,76 milliards FCFA en 2021, l'AGEF et la SONITRA ont été déficitaires respectivement de 802,4 millions FCFA et 3,72 millions FCFA.

S'agissant du sous-secteur infrastructures industrielles et commerciales – constitué du Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles (FODI1), de la Société de Gestion du Grand Marché de Treichville (SGMT) et de la Société d'Exploitation du Marché de Gros de Bouaké (SEMGB1) il a vu son chiffre d'affaires cumulé augmenter de 15,5%, pour se fixer à 1,8 milliards FCFA.

Plus spécifiquement, en ce qui concerne la SGMT, l'on note une amélioration du taux de recouvrement en 2021 (67,9% en 2021 contre 58,82% en 2020), pour des recettes collectées de 497 millions FCFA en 2021 et 418 millions FCFA en 2020. Toutefois, les produits d'exploitation ont connu une diminution de 144 millions FCFA, consécutive à une baisse de 192 millions FCFA des reprises de provisions.

Pour ce qui est du FODI, les redevances industrielles collectées par la société sont en hausse de 16% par rapport à 2020 et s'établissent à 15,51 milliards FCFA. Ainsi, 95% de ces redevances ont été affectées au financement des travaux, à la purge des droits coutumiers et au remboursement de la dette du FODI ; 4% affecté au financement du budget de fonctionnement de la société et 1%, pour le renforcement des capacités.

Au niveau de la SEMGB, eu égard aux investissements réalisés (Construction de dix (10) nouveaux magasins de 150 m²), l'on enregistre l'accroissement des activités commerciales, avec un chiffre d'affaires qui s'est accru de 38,97% par rapport à 2020 en s'établissant à 434 millions FCFA.

Le résultat net cumulé du sous-secteur infrastructures industrielles et commerciales est bénéficiaire de 222,36 millions FCFA, contre un bénéfice de 294,68 millions FCFA en 2020, soit un recul de 24,5%, principalement lié à l'impact de la baisse des reprises de provisions, constatée au niveau de la SGMT.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 6 mai 1999
Capital social 400 millions FCFA
Capitaux propres 1,23 milliard FCFA (-39%)
Participation publique 60,97% (dont 25,07% d'actionariat indirect)
CA 196 millions FCFA (-96%)
Résultat Net -802 millions FCFA (+78%)

Subv. d'investissement 80 millions FCFA
PCA DANHO Pierre Nandjui, puis remplacé par Ibrahima BAKAYOKO
DG COULIBALY Lamine, puis remplacé par Mme ANIKPO Mélei
Adm. Ministère de la Construction
DIABATE Kaladjji
Adm. MBPE TRAORE Seydou

L'Agence de Gestion Foncière (AGEF) est une société à participation financière publique majoritaire ayant pour mission principale : (i) la constitution de réserves foncières pour son propre compte et celui de l'État, (ii) la vente des terrains aménagés, sécurisés et viabilisés, (iii) la vente de parcelles brutes, et (iv) l'ingénierie foncière. Elle assure également la gestion des activités de l'ex SETU, portant essentiellement sur la production d'Arrêtés de Concession Définitive (ACD), le recouvrement des créances détenues sur les réservataires des lots et le règlement des litiges et contentieux.

En 2021, les problèmes de gouvernance et de gestion ont conduit l'AGEF en quasi-cessation d'activités, avec pour corollaire, une crise de confiance entre l'entreprise et ses partenaires.

Sur le plan opérationnel, les principaux projets détenus en portefeuille par l'AGEF « BLANCHON » et « PLATEAU VERT » ont connu un retard dans leur exécution, en raison des difficultés financières et des conflits liés à la lenteur des paiements des droits coutumiers.

Au niveau financier, des difficultés financières se sont principalement caractérisées par (i) des emprunts échus non remboursés et des découverts non autorisés sur différents comptes bancaires (7,26 milliards FCFA), (ii) le non-règlement d'importantes dettes, respectivement, vis-à-vis des fournisseurs (4,44 milliards FCFA), des partenaires sociaux (659 millions FCFA) et du fisc (2,15 milliards FCFA), et (iii) des arriérés de plusieurs mois de salaires.

Face à cette situation, une subvention d'équilibre de 1,002 milliard FCFA a été octroyée à l'AGEF pour la prise en compte des dépenses urgentes.

Par ailleurs, en raison de difficultés suscitées, **le chiffre d'affaires dégagé en 2021 a connu une baisse de 96%, s'établissant à 196 millions FCFA** et correspondant aux produits réalisés par l'entreprise. Quant aux charges, elles ont connu une chute de 89% pour s'établir à 999 millions FCFA.

Le résultat net est ressorti déficitaire de 802,4 millions FCFA contre un déficit de 3,72 milliards FCFA en 2020.

En perspective, la nouvelle Direction Générale envisage de repositionner l'AGEF comme l'outil crédible de production de foncier sécurisé et abordable, à travers la poursuite des efforts de mobilisation des réserves foncières et de commercialisation de parcelles brutes et aménagées.

A cet égard, elle procède à un état des lieux et entreprend diverses négociations, en vue de clarifier, d'une part, la situation des actifs fonciers en propriété de la société et pour le compte de l'État et d'autre part, d'améliorer la situation financière de l'entreprise.

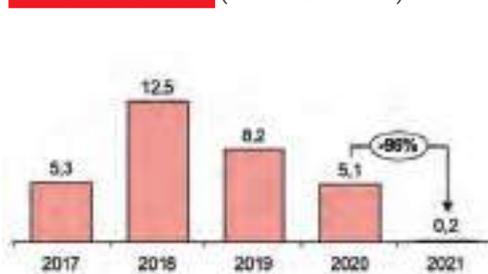
FAITS MARQUANTS

- Désignation d'un nouveau Président du Conseil d'Administration (octobre 2021) et d'une nouvelle Directrice Générale (août 2021) ;
- Lettre d'accord du Ministre du Budget, en date du 17 décembre 2021, relative à l'octroi d'une subvention d'équilibre de 1 milliard FCFA à l'AGEF.

RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 35,09 |
| SICOGI | 18,05 |
| SIPIIM | 10,03 |
| CGRAE | 7,02 |
| SATCHIAU | 5,76 |
| SCI LES ROSIERS | 5,76 |
| BATIM | 5,76 |
| HABITAT POUR TOUS | 5,76 |
| SAHAM-EX COLINA | 5,76 |
| SCI LES LAURIERS | 0,5 |
| IAU | 0,5 |

CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 22 octobre 2014
Capital social 10 millions FCFA
Capitaux propres 195,6 millions FCFA (+36%)
Participation publique 100%
CA 620,9 millions FCFA (+16%)
Résultat Net 51,4 millions FCFA (+163%)

PCA GNIZAKO Bouabré Antoine
DG BLEY Felix
Adm MCI BOMBO Mathurin
Adm. MBPE TAHI Fabrice
Effectif 20

Depuis 2014, le **Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles (FODI)** mobilise les ressources et effectue le règlement des dépenses relatives aux opérations et activités liées aux infrastructures industrielles. Les ressources permettant de financer ses activités opérationnelles et de fonctionnement sont issues des redevances d'occupation des terrains industriels et des emprunts auprès des établissements financiers.

Au terme de l'exercice 2021, les ressources relatives aux redevances d'occupation des terrains industriels collectées sont en hausse de 16% par rapport à 2020 et s'établissent à 15,51 milliards FCFA, pour un taux de recouvrement de 100%. Ces redevances ont été affectées à hauteur de 95% (14,74 milliards FCFA) au financement des Opérations (travaux, purge des droits coutumiers et remboursement de la dette du FODI), 4% (621 millions FCFA) pour le financement du budget de fonctionnement de la société et 1% (155 millions FCFA) pour le renforcement des capacités.

En ce qui concerne les ressources d'emprunt, le FODI a effectué son dernier tirage d'un montant de 1,28 milliard FCFA, portant le montant total des tirages effectués à 83,5 milliards FCFA. Le FODI a procédé à la purge des droits coutumiers à hauteur de 2,27 milliards FCFA, au financement des études, opérations, activités et travaux relatifs aux infrastructures industrielles pour un montant de 15,32 milliards FCFA et à la gestion des zones industrielles à hauteur de 378 millions FCFA, soit un montant total de 17,96 milliards FCFA. S'agissant de son fonctionnement, **le FODI a mobilisé des ressources de 621 millions FCFA**, en hausse de 16% par rapport à 2020. Aussi, les produits d'exploitation se sont-ils établis à 568 millions FCFA, contre 540 millions FCFA en 2020, en raison de la comptabilisation d'une écriture de régularisation des reprises de provision d'un montant de 53 millions FCFA.

Ces ressources ont permis à la société de faire face à ses charges de fonctionnement estimées à 543 millions FCFA, contre 569 millions FCFA en 2020. Le résultat d'exploitation dégagé par la société est bénéficiaire de 25,29 millions FCFA, contre un déficit de 28,49 millions FCFA en 2020.

Après un résultat financier bénéficiaire de 35,97 millions FCFA, **le résultat net de l'exercice 2021 ressort bénéficiaire de 51,4 millions FCFA**, contre 19,5 millions FCFA en 2020.

Par ailleurs, les impôts et taxes dus par la société sont en hausse de 30%, passant de 19,61 millions FCFA en 2020 à 25,41 millions FCFA en 2021, dont 9,86 millions FCFA d'impôts BIC. Il convient d'indiquer que dans le cadre de la mise en cohérence des structures existantes en matière de développement industriel avec la volonté du Gouvernement de faire de l'industrialisation le moteur de la croissance économique, le FODI et l'AGEDI ont été dissous en 2022 et remplacés par la Société de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles (SOGEDI).

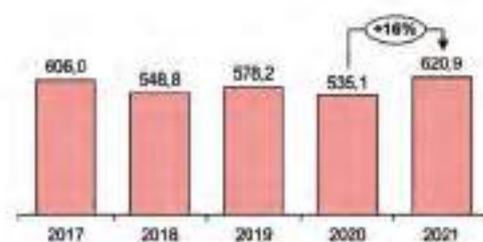
FAITS MARQUANTS

- Dernier tirage pour un montant de 1,28 milliard FCFA sur l'emprunt de 83,5 milliards FCFA obtenu en octobre 2018 ;
- Adoption du décret n°2021-926 du 22 décembre 2021 portant nomination des membres du Conseil d'Administration du FODI

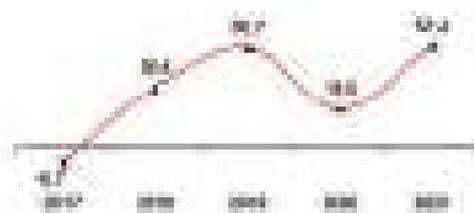
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnaires | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 35,09 |

CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 2 décembre 1978
Capital social 1 milliard FCFA
Participation publique 95,2%
Capitaux propres 15,44 milliards FCFA (+59,53%)
CA 20,65 milliards FCFA (+56,66%)
Résultat Net 5,76 milliards FCFA (+176%)

PCA BITTY Kokora Daniel
DG KOUASSI Kouassi Jean-Claude
Adm MBPE AHUELIE Manouan
Adm MEER EKPINI Gilbert (remplacé en septembre 2021 par EZOUA Stéphane)

Le **Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP)** a été créé en 1978 dans le but d'accompagner l'État et le secteur privé dans la réalisation d'infrastructures viables, de qualité et durables dans les secteurs de l'énergie et du BTP. Ainsi, ses activités demeurent orientées vers les études de sols, les études énergétiques, le contrôle des travaux et l'expertise technique dans le domaine des matériaux de construction.

En 2021, les activités du LBTP ont connu une forte progression traduite par des dépassements des objectifs commerciaux des départements « SECUREL », « Recherche et Formation » et « Contrôle Industriel et Énergétique », avec des taux de réalisation de chiffre d'affaires respectifs de 139,87%, 124,77% et 100,7%. Quant au Département Génie Civile (DGC), le taux de réalisation de son chiffre d'affaires s'est établi à 91,96%. Cette forte embellie s'explique par les actions combinées du marketing et des retombées de la certification du Laboratoire.

Ainsi, le chiffre d'affaires de l'entreprise est passé de 13,18 milliards FCFA en 2020 à 20,65 milliards FCFA. Ce chiffre d'affaires est constitué à 56,79% d'activités réalisées pour le compte de l'État et ses démembrements et à 43,21% d'activités réalisées pour le compte du secteur privé. Les produits d'exploitation sont également en hausse (+56%) pour se fixer à 20,66 milliards FCFA. Les charges d'exploitation ont également connu une hausse de 20% pour se situer à 12,94 milliards FCFA. Le résultat d'exploitation dégagé est bénéficiaire de 7,73 milliards FCFA, contre 2,81 milliards FCFA en 2020.

En définitive, le résultat net est bénéficiaire de 5,76 milliards FCFA, en hausse de 176% par rapport à l'exercice 2020.

Par ailleurs, les impôts dus au titre de l'exercice 2021 ont connu une hausse de 152% par rapport à l'exercice précédent et se chiffrent à 2,17 milliards FCFA, dont les impôts et taxes (276,77 millions FCFA) et l'impôt sur le résultat (1,95 milliard FCFA).

En perspective, le LBTP envisage la poursuite et l'accroissement de ses activités, eu égard aux investissements publics prévus au PND 2021-2025 qui augurent de bonnes perspectives.

FAITS MARQUANTS

- Investissement sur fonds propres à hauteur de 5,45 milliards FCFA ;
- Augmentation du volume des activités commerciales, avec un chiffre d'affaires qui atteint, pour une première fois, la barre de 20 milliards FCFA ;
- Décret n°2021-352 du 7 juillet 2021 portant institution d'un agrément pour l'exercice des activités de laboratoires, d'études et d'essai géotechnique ;
- Taux de réalisation de 90% des indicateurs du contrat de performance signé avec l'État sur la période 2019-2021.

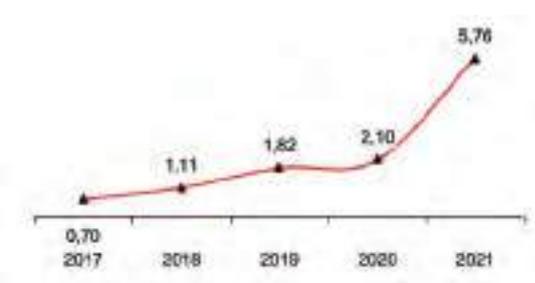
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|--------------------|-------|
| ETAT-COTE D'IVOIRE | 95,20 |
| SIPE | 2,00 |
| CEBTP | 1,00 |
| CETE-APAVE | 1,00 |
| ORIGNY-SERVICE | 0,50 |
| PERSONNEL LBTP | 0,30 |

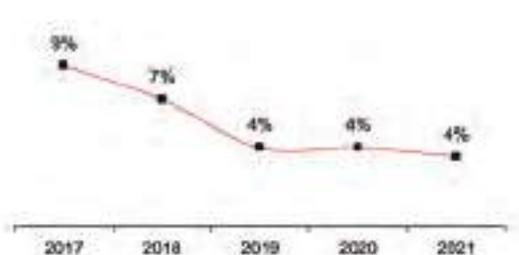
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





SEMGB

MARCHÉ DE GROS DE BOUAKÉ



DONNÉES
PROVISOIRES

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES // GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 02 octobre 1997
Capital social 700 millions FCFA (+600 millions FCFA)
Participation publique 81% (dont XX% Capitaux propres 666 millions FCFA (+4,3%)
CA 434 millions FCFA (+38,97%)
Résultat Net 27 millions FCFA (-19,49%)

PCA OUATTARA Souleymane
DG SAGANO MOHAMED
Adm MBPE AHUELIE Manouan
Adm MCI Col. KOUASSI Haccandy

La **Société d'Exploitation du Marché de Gros de Bouaké (SEMGB)**, créée en 1997, est une société à participation financière publique minoritaire qui a pour rôle de servir de plateforme logistique et de commercialisation des produits vivriers et agroalimentaires en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

L'année 2021 a été marquée par une amélioration des activités commerciales, avec un **chiffre d'affaires qui s'est accru de 38,97%**, s'établissant à **434 millions FCFA** contre 312 millions FCFA en 2020. Ce chiffre d'affaires est constitué des redevances de location de magasins qui se chiffrent à 282,8 millions FCFA et des produits accessoires de 151,54 millions FCFA (locations temporaires d'espaces et de magasins). Ainsi, les produits d'exploitation, se sont fixés à 451 millions FCFA, contre 372 millions FCFA en 2020, soit une augmentation de 78 millions FCFA.

Quant aux charges d'exploitation, elles ont connu une augmentation de 40,87%, pour se fixer à 583 millions FCFA en 2021. Cette hausse est consécutive à l'augmentation de certaines charges, notamment les lignes «publicité, publication et relations publiques», «émunération d'intermédiaires et conseil» et «dons et mécénat», qui progressent respectivement de 8,1 millions FCFA, 48,72 millions FCFA et 24,71 millions CFA.

Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 132,79 millions FCFA, contre un déficit de 41,96 millions FCFA obtenu en 2020.

Prenant en compte le résultat financier déficitaire de 12,40 millions FCFA et le résultat HAO bénéficiaire de 172,77 millions FCFA, **le résultat net est ressorti bénéficiaire de 27,58 millions FCFA**, contre un bénéfice de 34,25 millions FCFA en 2020.

En perspective, la SEMGB envisage d'effectuer de nouveaux investissements en vue d'accroître son développement, notamment en acquérant des ponts-basculés neufs dotés de technologies numériques modernes.

FAITS MARQUANTS

- Construction de dix (10) nouveaux magasins de 150 m² ;
- Signature d'une Convention entre le Comité National de Lutte contre la Vie Chère (CNLVC) et la SEMGB ;
- Appel à Manifestation d'intérêt (AMI) pour le recrutement des entreprises de construction du pont bascule et des aires de séchage.

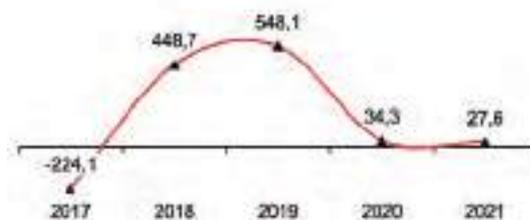
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-------------------|-------|
| CCI | 51,00 |
| COMMUNE DE BOUAKE | 20,00 |
| ETAT DE CI | 10,00 |
| AUTRES | 5,00 |

CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 2003
Capital social 250 millions FCFA
Capitaux propres -3,04 milliards FCFA
Participation publique 100% (actionnariat indirect)
CA 745 millions FCFA (+4,87%)
Résultat Net 143 millions FCFA
PCA Traoré Brahim

Directeur Général KOFFI KOUASSI André
Adm SICO Traoré Brahim et Mme AHOUA Carlton
Adm MBPE Cissé Aboubakari
Effectif 33 (+7%)

Créée en 2003 par la Mairie de Treichville et la SICO, la **Société de Gestion du Grand Marché de Treichville (SGMT)** est une société à participation financière publique majoritaire dont les principales missions sont l'exploitation et l'entretien du nouveau marché de Treichville. Ce marché est né d'une convention « Build Own Operate and Transfer (BOOT) » entre la Mairie de Treichville et la SICO qui prend fin en 2021. Dans le cadre de l'examen des possibilités ou non de proroger la Convention, les deux (2) parties sont convenues de mettre en place un Comité technique.

L'exercice 2021 de la SGM a enregistré une hausse de 0,8% des produits de loyers et de 30,8% des produits accessoires, s'établissant respectivement à 618 millions FCFA et 127,3 millions FCFA, soit un **chiffre d'affaires cumulé de 745,3 millions FCFA**, en hausse de 4,9% par rapport à 2020.

Toutefois les produits d'exploitation ont baissé de 144 millions FCFA, se fixant ainsi à 1,21 milliard FCFA, consécutive à une baisse de 192 millions FCFA des reprises de provision. Quant aux charges d'exploitation de la société, elles ont connu une augmentation de 24 millions FCFA, passant de 1,11 milliard FCFA en 2020 à 1,13 milliard FCFA. Le résultat d'exploitation qui en résulte est bénéficiaire de 77 millions FCFA, contre 245 millions FCFA en 2020. Après la prise en compte du résultat financier déficitaire de 0,6 million FCFA, du résultat HAO de 70,4 millions FCFA et de l'impôt sur le résultat de 3,7 millions FCFA, le résultat net dégagé est bénéficiaire de 143 millions FCFA, contre 240,9 millions FCFA en 2020.

Par ailleurs, les impôts dus sur l'exercice 2021 ont connu une hausse de 1% par rapport à l'exercice 2020 et se chiffrent à 23 millions FCFA, dont les impôts et taxes (19,3 millions FCFA) et l'impôt sur le résultat (3,7 millions FCFA). En raison des résultats déficitaires enregistrés lors des exercices antérieurs, les capitaux propres de la SGM se trouvent fortement dégradés, se fixant à un montant négatif de 3 milliards FCFA. Cette situation constitue une menace pour la continuité de l'exploitation de la société, au regard des dispositions des articles 664 à 665 de l'Acte Uniforme de l'OHADA. Il faut noter, par ailleurs, le taux d'endettement important de la société (107,55%), essentiellement constitué du solde des dettes SICO (1,12 milliard FCFA) et BNI (1,523 milliard FCFA) contractées dans le cadre de la construction du Marché.

En perspective, la SGM envisage (i) la révision de la Convention de concession, (ii) l'augmentation du capital social par les deux (2) actionnaires, (iii) l'augmentation de l'assiette de recouvrement des clients, en portant le taux d'occupation à plus de 90% et (iv) le renforcement du recouvrement des loyers tant au niveau des emplacements exploités que non exploités.

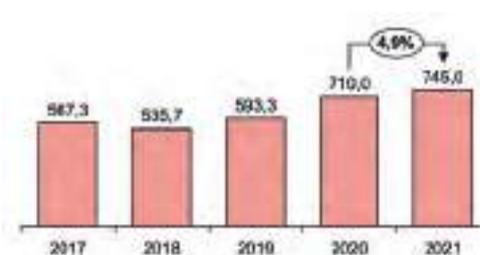
FAITS MARQUANTS

- Décision de mise en place d'un comité technique relatif à la révision de la concession, lors d'une rencontre tenue en décembre 2021 avec la Mairie de Treichville ;
- Amélioration du taux de recouvrement en 2021 (497 826 769 FCFA de recettes collectées, correspondant à un taux de recouvrement de 66,79% contre 58,82% en 2020 pour des recettes de 418 070 419 FCFA) ;
- Départ d'incendie maîtrisé en décembre 2021, grâce aux pompiers civils et sapeurs-pompiers militaires.

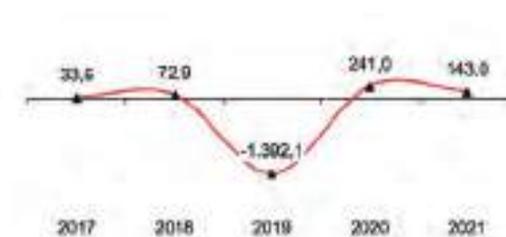
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-----------------------|-------|
| ANAH | 90,00 |
| MAIRIE DE TREICHVILLE | 10,00 |

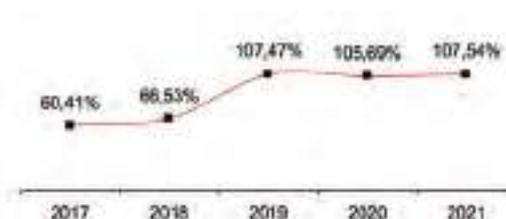
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions FCFA)



RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 22 mars 1962
Capital social 4,57 milliards FCFA
Capitaux propres 10,85 milliards FCFA (-27,31%)
Participation publique 84,18% (dont 0,53% d'actionariat indirect)
CA 10,55 milliards FCFA (+61,35%)
Résultat Net -4,08 milliards FCFA (-525,65%)

PCA DANHO Pierre Nandjui
DG TRAORE Brahim
Adm. MBPE CISSE Makhète
Adm. MCLU DIABATE Kaladji et KOALLA Célestin
Filiales SGMT (90%), AGEF (18%)

La **Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI)** est une société à participation financière publique majoritaire, détenue à 84,18% par l'État et ses démembrés. Elle a pour mission essentielle la promotion immobilière, l'aménagement foncier, la maîtrise d'ouvrage déléguée et l'intermédiation immobilière.

L'exercice 2021 a été marqué le licenciement de plusieurs cadres pour fautes lourdes de gestion ayant conduit à la forte régression du résultat de l'entreprise, contrairement aux deux (2) derniers exercices qui se sont soldés par des résultats positifs.

Sur le plan technique, nonobstant des remises de clés observées sur les programmes CONCORDE 3, CCDE2, ADO, AZITO 1 et JULES FERRY (393 logements), la quasi-totalité des programmes de l'entreprise a été à l'arrêt pour des raisons d'engagements non tenues par les prestataires.

Au niveau commercial, le **chiffre d'affaires de l'exercice a connu une hausse de 61,36%**, passant à 10,5 milliards FCFA en 2021, en raison de la comptabilisation d'une régularisation d'un montant de 1,895 milliard CFA à la suite d'un inventaire et de la hausse de la vente des produits fabriqués de 2,244 milliards FCFA. Cependant, les produits d'exploitation ont connu une baisse 33,24%, pour se fixer à 9,356 milliards FCFA, contre 14,01 milliards FCFA en 2020, consécutive au déstockage d'un montant de 3,621 milliards FCFA.

Les charges d'exploitation se sont établies à 13,086 milliards FCFA, contre 12,64 milliards FCFA en 2020, en raison de la prise en compte des pertes et provisions sur les gestions antérieures, pour un montant global de 4,59 milliards FCFA.

Le résultat d'exploitation ainsi dégagé est déficitaire de 3,729 milliards FCFA, contre un bénéfice de 1,3 milliard FCFA en 2020.

En définitive, après la prise en compte du résultat financier déficitaire de 238,52 millions FCFA et de l'impôt sur le résultat de 35 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 4,076 milliards FCFA**, contre un bénéfice de 957,76 millions FCFA en 2020, soit une baisse de 5,034 milliards FCFA.

En ce qui concerne les impôts dus au titre de l'exercice 2021, ils s'établissent à 262 millions FCFA, contre 327 millions FCFA en 2020 et se composent des impôts et taxes (227 millions FCFA) et de l'impôt sur le résultat (35 millions FCFA).

En perspective, avec la transformation de la SICOGI en ANAH, un positionnement total de l'entreprise dans le dispositif institutionnel de l'État et dans la stratégie nationale de production de l'habitat aux populations à revenu faible, s'avère nécessaire. Pour ce faire, il s'agira, entre autres, de faire bénéficier le personnel de l'entreprise de formations qualifiantes et de procéder à la réorganisation du service juridique.

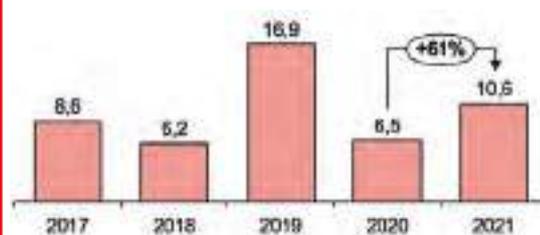
FAITS MARQUANTS

- La nomination d'un nouveau Directeur Général, le 6 août 2021 en remplacement de Monsieur SERIFOU Ya-couba qui assurait l'intérim ;
- La nomination du nouveau Président du Conseil d'Administration, Monsieur NANDJUI Danho Pierre le 14 octobre 2021 ;
- La transformation de la SICOGI en société d'État, dénommée Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), par décret n°2021-864 du 15 décembre 2021

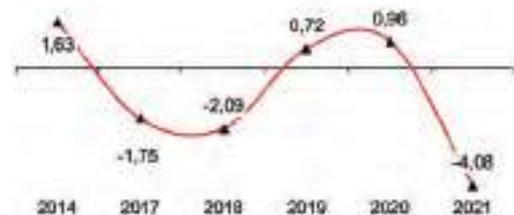
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionariat | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 83,65 |
| DISTRICT D'ABIDJAN | 0,53 |
| CNPS | 11,78 |
| CDC PARTICIPATION | 2,98 |
| CHAMBRE DE COMMERCE | 0,20 |
| DIVERS ACTIONNAIRES | 0,85 |

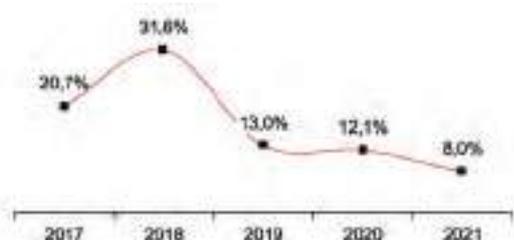
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1963
Capital social 2,3 milliards FCFA
Capitaux propres -478 millions FCFA (-150%)
Besoin en recapitalisation 1,63 milliards FCFA
Besoin en recapitalisation (État) 895,4 millions FCFA
Participation publique 55%

CA 2,66 milliards FCFA (-48%)
Résultat Net -1,35 milliards FCFA (-109%)
PCA GOMIS Jean-Baptiste
Directeur Général KOLTUNOFF DANIEL
Adm Min. Equip. Et entr. Routier COULIBALY Fabrice Béchir remplacé plus tard par SAMY Mehr
Adm MBPE COULIBALY Drissa

Créée en 1963 à l'issue d'un partenariat entre l'État ivoirien et la société Solel Boneh International (SBI), la **Société Nationale Ivoirienne de Travaux (SONITRA)** est une société à participation financière publique majoritaire orientée essentiellement vers les études et la construction de bâtiments et de routes, ainsi que la réalisation de tous les travaux relatifs au génie civil.

L'activité commerciale de la société est marquée par le non-démarrage de certains projets à forte valeur, prévus pour 2021, notamment, les travaux de voiries et réseaux divers (VRD) de la cité Callisto sise à Grand-Bassam et la réparation de surface de la route Guiglo-Bolequin. Ainsi, **le chiffre d'affaires de la SONITRA a baissé de 48% en 2021 et s'est établi à 2,66 milliards FCFA.**

Les charges d'exploitation de la société, ont également suivi la même tendance, avec une baisse de 32%, passant à 3,9 milliards FCFA en 2021.

Ainsi, le résultat d'exploitation dégagé est déficitaire de 1,24 milliard FCFA, contre un déficit de 587 millions FCFA en 2020.

Après la prise en compte du résultat financier déficitaire de 101 millions FCFA, **le résultat net ressort déficitaire de 1,35 milliard FCFA**, contre un déficit de 648 millions FCFA en 2020.

Ce déficit a rendu les capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social et conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA, la société est exposée à une liquidation judiciaire précoce.

En ce qui concerne les recettes d'impôts, elles s'établissent à 98,81 millions FCFA (dont 83,39 millions FCFA d'impôts et taxes et 15,43 millions FCFA d'impôts BIC) en 2021.

En perspective, la SONITRA envisage (i) la poursuite des travaux de construction de 444 logements économiques et de standing à Grand Bassam, pour le compte du BNETD, (ii) la reprise des travaux de Voiries et Réseaux Divers (VRD) à Grand Bassam, (iii) la poursuite des travaux de bitumage des voiries dans les villes de Duékoué et Guiglo et (iv) le démarrage des travaux de réparation de surface de la route Guiglo-Bolequin.

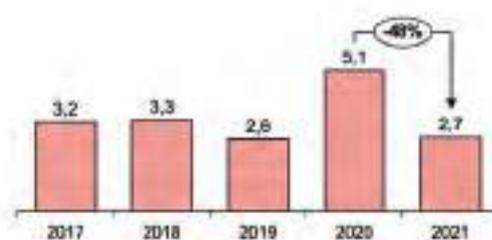
FAITS MARQUANTS

- Dégradation des capitaux propres de la société ;
- Poursuite des négociations relatives au litige opposant la SONITRA à son actionnaire privé SBI Holdings AG ;
- Nomination de Monsieur SAMY Mehry, en qualité d'Administrateur, représentant le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier.

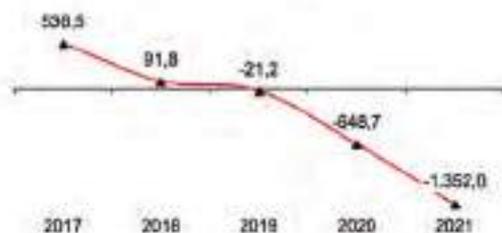
RÉPARTITION DU CAPITAL

| Actionnariat | (%) |
|-----------------------|-------|
| ETAT DE COTE D'IVOIRE | 55,00 |
| SBI INTER HOLDING | 45,00 |

CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)

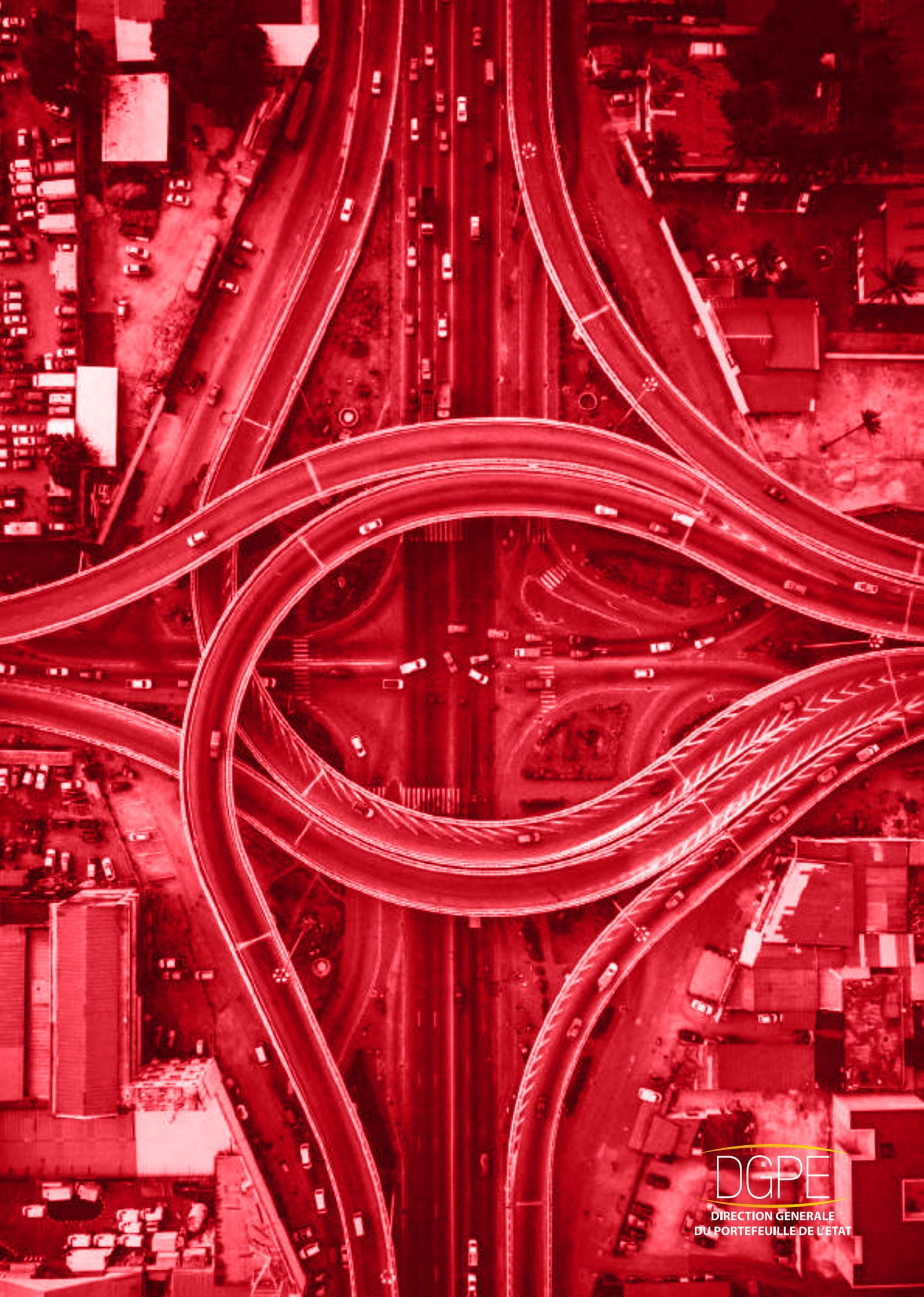


RÉSULTAT NET (en Millions FCFA)



ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES (en Milliards FCFA)







8

ANNEXES

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIÉTÉ DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT AU TITRE DE L'EXERCICE 2021

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIÉTÉ DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT AU TITRE DE L'EXERCICE 2022

CHIFFRE D'AFFAIRES, RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS EN FONCTION DU SECTEUR D'ACTIVITÉS

CHIFFRE D'AFFAIRES, RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS EN FONCTION DU SEGMENT

SOCIÉTÉS AYANT UN RÉSULTAT NET BÉNÉFICIAIRE EN 2021

SOCIÉTÉS AYANT UN RÉSULTAT NET NUL EN 2021

SOCIÉTÉS AYANT UN RÉSULTAT NET DÉFICITAIRE EN 2021

SOCIÉTÉS AYANT BÉNÉFICIE DE SUBVENTIONS (SUBVENTION-ÉTAT) EN 2021

SOCIÉTÉS AYANT DISTRIBUÉ DES DIVIDENDES À L'ÉTAT EN 2021

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

RÉPARTITION DU RÉSULTAT NET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SEGMENT

RÉPARTITION DU RÉSULTAT NET PAR SEGMENT

** Les données 2021 de ces sociétés sont des données provisoires

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

| SOCIÉTÉS | DÉSIGNATION | CAPITAL | PART ÉTAT | PARTICIPATION PUBLIQUE | CAPITAL PUBLIC |
|----------------------|--|------------------|--------------|---------------------------|-------------------|
| 1 AGEROUTE | Agence de Gestion des Routes | 3 300,0 | 100% | 100% | 300,0 |
| 2 AIGF | Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radio électriques | 14 675,0 | 100% | 100% | 14 675,0 |
| 3 ANSUT | Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC | 86 078,1 | 100% | 100% | 86 078,1 |
| 4 BNETD | Bureau National d'Études Techniques et de Développement | 2 000,0 | 100% | 100% | 2 000,0 |
| 5 BPCI | Banque Populaire de Côte d'Ivoire | 53 000,0 | 100% | 100% | 53 000,0 |
| 6 CI-ENERGIES | Energies de Côte d'Ivoire | 20 000,0 | 100% | 100% | 20 000,0 |
| 7 FER | Fonds d'Entretien Routier | 300,0 | 100% | 100% | 300,0 |
| 8 FODI | Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles | 10,0 | 100% | 100% | 10,0 |
| 9 I2T | Société Ivoirienne de Technologie Tropicale | 250,0 | 100% | 100% | 250,0 |
| 10 INS-SODE | Institut National de la Statistique | 2 000,0 | 100% | 100% | 2 000,0 |
| 11 ONAD | Office National de l'Assainissement et du Drainage | 1 000,0 | 100% | 100% | 1 000,0 |
| 12 ONEP | Office National de l'Eau Potable | 150,0 | 100% | 100% | 150,0 |
| 13 PAA | Port Autonome d'Abidjan | 100 000,0 | 100% | 100% | 100 000,0 |
| 14 PASP | Port Autonome de San-Pedro | 2 897,5 | 100% | 100% | 2 897,5 |
| 15 PCI | Poste de Côte d'Ivoire | 12 664,0 | 100% | 100% | 12 664,0 |
| 16 PETROCI HOLDING | Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire | 33 104,1 | 100% | 100% | 33 104,1 |
| 17 RTI | Radio Diffusion Télévision Ivoirienne | 6 000,0 | 100% | 100% | 6 000,0 |
| 18 SIDT | Société Ivoirienne de Télédiffusion | 4 574,7 | 100% | 100% | 4 574,7 |
| 19 SIPF | Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire | 3 000,0 | 100% | 100% | 3 000,0 |
| 20 SNDI | Société Nationale de Développement Informatique | 1 130,1 | 100% | 100% | 1 130,1 |
| 21 SNPECI | Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire | 821,2 | 100% | 100% | 821,2 |
| 22 SODEFOR | Société de Développement des Forêts | 50,0 | 100% | 100% | 50,0 |
| 23 SODEMI | Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire | 600,0 | 100% | 100% | 600,0 |
| 24 SODEXAM | Société d'Expl. et de Dév. Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique | 1 414,7 | 100% | 100% | 1 414,7 |
| 25 SPDC | Société des Palaces de Cocody | 7 140,2 | 100% | 100% | 7 140,2 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 353 159,7 | | | 353 159,7 |



SOCIÉTÉ À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MAJORITAIRE

| SOCIÉTÉS | DÉSIGNATION | CAPITAL | PART ÉTAT | PARTICIPATION PUBLIQUE | CAPITAL PUBLIC |
|----------------------|---|------------------|-----------|------------------------|------------------|
| 1 ADCI | Agence pour le Dév. de la Compétitivité des Ind. de Côte d'Ivoire | 50,0 | 40,0% | 60,0% | 30,0 |
| 2 AGEF | Agence de Gestion Foncière | 400,0 | 35,9% | 61,0% | 243,9 |
| 3 AIR CI | Air Côte d'Ivoire | 130 000,0 | 57,5% | 57,5% | 74 802,0 |
| 4 ANADER | Agence Nationale d'Appui au Développement Rural | 500,0 | 35,0% | 59,0% | 295,0 |
| 5 BHCI | Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire | 53 176,0 | 86,8% | 94,9% | 50 442,8 |
| 6 BNI | Banque Nationale d'Investissement | 25 359,0 | 80,8% | 100,0% | 25 359,0 |
| 7 CI-ENGINEERING | Côte d'Ivoire Engineering | 5 864,0 | 93,6% | 93,6% | 5 488,7 |
| 8 CML | Compagnie Minière du Littoral | 600,0 | 10,0% | 61,0% | 366,0 |
| 9 CNRA | Centre National de Recherche Agronomique | 500,0 | 40,0% | 56,0% | 280,0 |
| 10 EDIPRESSE | EDIPRESSE SARL | 25,0 | 0,0% | 65,0% | 16,3 |
| 11 GUCE CI | * | 10,0 | 70,0% | 70,0% | 7,0 |
| 12 INIE | Institut Ivoirien de l'Entreprise | 120,0 | 62,5% | 62,5% | 75,0 |
| 13 LBTP | Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics | 1 000,0 | 95,2% | 95,2% | 952,0 |
| 14 LONACI-SEM | Loterie Nationale de Côte d'Ivoire | 400,0 | 80,0% | 95,0% | 380,0 |
| 15 SEMGB | Marché de Gros de Bouaké | 700,0 | 10,0% | 81,0% | 567,0 |
| 16 SGMT | Société de Gestion du Grand Marché de Treichville | 250,0 | 0,0% | 100,0% | 250,0 |
| 17 SICOI | Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière | 6 777,4 | 83,7% | 84,2% | 5 705,2 |
| 18 SODERTOUR-LACS | Société de Développement Touristique de la Région des Lacs | 10 000,0 | 90,0% | 100,0% | 10 000,0 |
| 19 SONITRA | Société Nationale Ivoirienne de Travaux | 2 272,5 | 55,0% | 55,0% | 1 249,9 |
| 20 SOTRA | Société des Transports Abidjanais | 17 038,0 | 60,1% | 60,2% | 10 251,7 |
| 21 VERSUS BANK | Versus Bank | 10 000,0 | 52,9% | 100,0% | 10 000,0 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 265 041,9 | | | 196 761,5 |

SOCIÉTÉ À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MINORITAIRE CONTROLÉES PAR L'ÉTAT

| SOCIÉTÉS | DÉSIGNATION | CAPITAL | PART ÉTAT | PARTICIPATION PUBLIQUE | CAPITAL PUBLIC |
|----------------------|---|-----------------|-----------|------------------------|-----------------|
| 1 GESTOCI | Société de Gestion des Stocks Pétroliers | 240,0 | 0,0% | 12,5% | 30,0 |
| 2 OIC | Office Ivoirien des Chargeurs | 500,0 | 15,0% | 20,0% | 100,0 |
| 3 SIR | Société Ivoirienne de Raffinage | 39 000,0 | 1,5% | 47,3% | 18 439,2 |
| 4 SIVAC | Société Ivoirienne d'Abattage et de charcuterie | 38,0 | 31,6% | 31,6% | 12,0 |
| 5 VITIB SA | Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie | 2 176,4 | 8,3% | 27,6% | 601,1 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 41 954,4 | | | 19 182,3 |



SOCIÉTÉ À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MINORITAIRE

| SOCIÉTÉS | DÉSIGNATION | CAPITAL | PART ÉTAT | PARTICIPATION PUBLIQUE | CAPITAL PUBLIC |
|----------------------|---|------------------|-----------|------------------------|-----------------|
| 1 AERIA | Aéroport International Abidjan | 1 418,0 | 10,0% | 14,5% | 205,6 |
| 2 AGBAOU | Agbaou Gold Operations SA | 100,0 | 10,0% | 15,0% | 15,0 |
| 3 AGOLD BONIKRO | Lihir Gold Limited | 400,0 | 10,0% | 10,0% | 40,0 |
| 4 BM | Bondoukou Manganèse | 1 010,0 | 10,0% | 10,0% | 101,0 |
| 5 BRVM | Bourse Régionale des Valeurs Mobilières | 3 055,6 | 1,8% | 1,8% | 55,0 |
| 6 CIDT | Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles | 7 200,0 | 10,0% | 10,0% | 720,0 |
| 7 CIE | Compagnie Ivoirienne Electricité | 14 000,0 | 15,0% | 15,0% | 2 100,0 |
| 8 CIPREL | Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité | 29 200,0 | 14,7% | 14,7% | 4 292,4 |
| 9 CMB | Compagnie Minière du Bafing | 100,0 | 10,0% | 15,0% | 15,0 |
| 10 DCBR | Dépositaire Centrale Banque de règlement | 1 545,7 | 1,8% | 1,8% | 27,8 |
| 11 FOREMI | Société de Forage Minier | 100,0 | 0,0% | 49,0% | 49,0 |
| 12 HIRE GOLD MINE | Newcrest Hiré Côte d'Ivoire | 600,0 | 10,0% | 10,0% | 60,0 |
| 13 IPS (WA) | Industrial Promotion Services (West Africa) | 1 000,0 | 15,0% | 15,0% | 150,0 |
| 14 IVOIRE MANGANÈSE | Ivoire Manganèse | 610,0 | 10,0% | 10,0% | 61,0 |
| 15 LEB | Lagune Exploitation Bongouanou | 2 010,0 | 10,0% | 10,0% | 201,0 |
| 16 ORANGE CI | Orange Côte d'Ivoire | 6 026,2 | 15,0% | 15,0% | 903,9 |
| 17 PMCI | Perseus Mining Côte d'Ivoire | 100,0 | 10,0% | 10,0% | 10,0 |
| 18 PMY | Perseus Mining Yaouré | 606,0 | 10,0% | 10,0% | 60,6 |
| 19 QUIPUX-AFRIQUE | Quipux-Afrique | 1 000,0 | 0,0% | 35,0% | 350,0 |
| 20 SIB | Société Ivoirienne de Banque | 10 000,0 | 5,0% | 5,0% | 500,0 |
| 21 SIFAL | Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiant | 560,0 | 0,0% | 32,1% | 179,8 |
| 22 SITARAIL | Société International de Transport Africain par RAIL | 5 000,0 | 0,0% | 15,0% | 750,0 |
| 23 SM SA | Shiloh Manganèse S.A | 600,0 | 10,0% | 10,0% | 60,0 |
| 24 SMD | Société des Mines de DAAPLEU | 600,0 | 10,0% | 15,0% | 90,0 |
| 25 SMF | Société des Mines de Floleu | 600,0 | 10,0% | 10,0% | 60,0 |
| 26 SMI | Société des Mines d'Ity | 600,0 | 10,0% | 15,0% | 90,0 |
| 27 SOCOPRIM | Société Concessionnaire du Pont Riviera - Marcory | 18 366,9 | 18,7% | 25,2% | 4 624,8 |
| 28 SODECI | Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire | 4 500,0 | 3,2% | 3,2% | 146,1 |
| 29 TONGON SA | Société des Mines de Tongon SA | 10,0 | 10,0% | 10,0% | 1,0 |
| 30 TRCI | Tropical Rubber Côte d'Ivoire | 2 000,0 | 20,0% | 20,0% | 400,0 |
| 31 VECI | VIVO ENERGY-CI | 3 150,0 | 0,0% | 5,0% | 157,5 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 116 068,4 | | | 16 476,5 |

TOTAL (PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT)

| SOCIÉTÉS | DÉSIGNATION | CAPITAL | PART ÉTAT | PART. PUBLIQUE | CAPITAL PUBLIC |
|--------------|-------------|------------------|-----------|----------------|------------------|
| TOTAL | | 776 224,4 | | | 585 580,0 |



SOCIÉTÉ D'ÉTAT

| SOCIÉTÉS | DÉSIGNATION | CAPITAL | PART ÉTAT | PARTICIPATION PUBLIQUE |
|----------------------|--|-------------------|--------------|------------------------|
| 1 AGEROUTE | Agence de Gestion des Routes | 300,00 | 100,00% | 100,00% |
| 2 AIGF | Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radio électriques | 500,00 | 100,00% | 100,00% |
| 3 ANSUT | Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC | 500,00 | 100,00% | 100,00% |
| 4 BNED | Bureau National d'Études Techniques et de Développement | 2 000,00 | 100,00% | 100,00% |
| 5 BPCI | Caisse Nationale des Caisses d'Épargne | 53000,00 | 100,00% | 100,00% |
| 6 CI-ENERGIES | Energies de Côte d'Ivoire | 20 000,00 | 100,00% | 100,00% |
| 7 FER | Fonds d'Entretien Routier | 300,00 | 100,00% | 100,00% |
| 8 I2T | Société Ivoirienne de Technologie Tropicale | 250,00 | 100,00% | 100,00% |
| 9 INS-SODE | Institut National de la Statistique | 2000,00 | 100,00% | 100,00% |
| 10 ONAD | Office National de l'Assainissement et du Drainage | 1 000,00 | 100,00% | 100,00% |
| 11 ONEP | Office National de l'Eau Potable | 150,00 | 100,00% | 100,00% |
| 12 PAA | Port Autonome d'Abidjan | 100 000,00 | 100,00% | 100,00% |
| 13 PASP | Port Autonome de San-Pedro | 2897,50 | 100,00% | 100,00% |
| 14 PCI | Poste de Côte d'Ivoire | 12 664,00 | 100,00% | 100,00% |
| 15 PETROCI HOLDING | Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire | 33104,10 | 100,00% | 100,00% |
| 16 RTI | Radio Diffusion Télévision Ivoirienne | 6 000,00 | 100,00% | 100,00% |
| 17 SIFP | Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire | 3000,00 | 100,00% | 100,00% |
| 18 IDT | Société Ivoirienne de Télédiffusion | 4 574,70 | 100,00% | 100,00% |
| 19 SNDI | Société Nationale de Développement Informatique | 1130,10 | 100,00% | 100,00% |
| 20 SNPECI | Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire | 821,20 | 100,00% | 100,00% |
| 21 SODEFOR | Société de Développement des Forêts | 50,00 | 100,00% | 100,00% |
| 22 SODEMI | Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire | 600,00 | 100,00% | 100,00% |
| 23 SODEXAM | Société d'Expl. et de Dév. Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique | 1414,70 | 100,00% | 100,00% |
| 24* ANAH** | Agence Nationale de l'Habitat | 6 777,40 | 100,00% | 100,00% |
| 25* SOGEDI** | Société de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles | 10,00 | 100,00% | 100,00% |
| 26* SONAPIE** | Société Nationale de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat | 50,00 | 100,00% | 100,00% |
| 27* SGPME* | Société de garantie des crédits des petites et moyennes entreprises | 10000,00 | 100,00% | 100,00% |
| 28* CI-PME* | Côte d'Ivoire PME | 500,00 | 100,00% | 100,00% |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 263 593,70 | | 263 593,70 |

*Création non entièrement achevée à la date d'élaboration du présent document. Sociétés non intégrées au périmètre de la performance financière du portefeuille

+ Les sociétés SPDC, SODERTOUR-LACS et l'établissement public SOGEPIE ont été dissoutes pour créer la SONAPIE. De même, la société FODI et l'établissement public AGEDI ont été dissoutes pour créer la SOGEDI, et la SICOGI a été transformée en ANAH.

La liste des entreprises publiques a fait l'objet d'un arrêté (Arrêté N° 0378 MBPE/DGPE du 17 juin 2022 portant liste des entreprises publiques.

SOCIÉTÉ À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MAJORITAIRE

| SOCIÉTÉS | DÉSIGNATION | CAPITAL | PART ÉTAT | PARTICIPATION PUBLIQUE |
|----------------------|---|-------------------|-------------------|---------------------------|
| 1 ADCI | Agence pour le Dév. de la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire | 50,00 | 40,00% | 60,00% |
| 2 AGEF | Agence de Gestion Foncière | 400,00 | 35,90% | 60,97% |
| 3 AIR CÔTE D'IVOIRE | Air Côte d'Ivoire | 130 000,00 | 57,50% | 57,50% |
| 4 ANADER | Agence Nationale d'Appui au Développement Rural | 500,00 | 35,00% | 59,00% |
| 5 BHCI | Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire | 53 176,00 | 86,76% | 92,86% |
| 6 BNI | Banque Nationale d'Investissement | 25 359,00 | 80,84% | 100,00% |
| 7 CI- ENGINEERING | Côte d'Ivoire Engineering | 5 864,00 | 93,60% | 93,60% |
| 8 CML | Compagnie Minière du Littoral | 600,00 | 10,00% | 61,00% |
| 9 CNRA | Centre de Recherche Agronomique | 500,00 | 40,00% | 56,00% |
| 10 EDIPRESSE ** | EDIPRESSE SARL | 25,00 | 0,00% | 65,00% |
| 11 INIE | Institut Ivoirien de l'Entreprise | 120,00 | 62,50% | 62,50% |
| 12 LBTP | Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics | 1 000,00 | 95,20% | 95,20% |
| 13 LONACI-SEM | Loterie Nationale de Côte d'Ivoire | 400,00 | 80,00% | 95,00% |
| 14 SEMGB | Marché de Gros de Bouaké | 700,00 | 10,00% | 81,00% |
| 15 SGMT | Société de Gestion du Grand Marché de Treichville | 250,00 | 0,00% | 100,00% |
| 16 GUCE-CI | Guichet unique de commerce extérieur-Côte d'Ivoire | 10,00 | 70,00% | 70,00% |
| 17 SONITRA | Société Nationale Ivoirienne de Travaux | 2 272,50 | 55,00% | 55,00% |
| 18 SOTRA | Société des Transports Abidjanais | 17 038,00 | 60,10% | 60,17% |
| 19 VERSUS BANK | Versus Bank | 10 000,00 | 52,89% | 100,00% |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 248 264,50 | 165 675,73 | 179 940,71 |

** Société mise sous tutelle de SNPECI. Sera retirée du périmètre de la performance financière du portefeuille pour l'exercice à venir

SOCIÉTÉ À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MINORITAIRE CONTROLÉES PAR L'ÉTAT

| SOCIÉTÉS | DÉSIGNATION | CAPITAL | PART ÉTAT | PARTICIPATION PUBLIQUE |
|----------------------|---|------------------|---------------|---------------------------|
| 1 GESTOCI | Société de Gestion des Stocks Pétroliers | 240,00 | 0,00% | 12,50% |
| 2 OIC | Office Ivoirien des Chargeurs | 500,00 | 15,00% | 20,00% |
| 3 SIR | Société Ivoirienne de Raffinage | 39 000,00 | 1,54% | 47,28% |
| 4 SIVAC | Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie | 38,00 | 31,58% | 31,58% |
| 5 VITIB | Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie | 2 176,40 | 8,30% | 27,62% |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 41 954,40 | 868,24 | 19 182,32 |



SOCIÉTÉ À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MINORITAIRE

| SOCIÉTÉS | DÉSIGNATION | CAPITAL (MILLIONS FCFA) | PART ÉTAT | PARTICIPATION PUBLIQUE |
|----------------------|---|----------------------------|------------------|---------------------------|
| 1 AERIA | Aéroport International Abidjan | 1418,00 | 10,00% | 14,50% |
| 2 AGO SA | AGBAOU GOLD OPERATIONS SA | 100,00 | 15,00% | 15,00% |
| 3 AGOLD BONIKRO | Bonikro Gold Mine – BGM | 400,00 | 10,00% | 10,00% |
| 4 AGOLD HIRE | Hiré Gold Mining | 600,00 | 10,00% | 10,00% |
| 5 BM | Bondoukou Manganèse | 1 010,00 | 10,00% | 10,00% |
| 6 BRVM | Bourse Régionale des Valeurs Mobilières | 3040,90 | 1,80% | 1,80% |
| 7 CIDT | Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles | 7 200,00 | 10,00% | 10,00% |
| 8 CIE | Compagnie Ivoirienne Electricité | 14000,00 | 15,00% | 15,00% |
| 9 CIPREL | Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité | 29 200,00 | 14,70% | 14,70% |
| 10 CMB | Compagnie Minière du Bafing | 100,00 | 15,00% | 15,00% |
| 11 FOREMI | Société de Forage Minier | 100,00 | 0,00% | 49,00% |
| 12 DCBR | Dépositaire Centrale Banque de règlement | 1540,40 | 1,80% | 1,80% |
| 13 IPS (WA) | Industrial Promotion Services (West Africa) | 1 000,00 | 15,00% | 15,00% |
| 14 IM SA | Ivoire Manganèse | 610,00 | 10,00% | 10,00% |
| 15 LEB | Lagune Exploitation Bongouanou | 2 010,00 | 10,00% | 10,00% |
| 16 OIC | Office Ivoirien des Chargeurs | 500,00 | 20,00% | 20,00% |
| 17 ORANGE CI | Orange Côte d'Ivoire | 6 026,20 | 15,00% | 15,00% |
| 18 PMY | Perseus Mining Yaouré | 606,00 | 10,00% | 10,00% |
| 19 PMCI | Perseus Mining Côte d'Ivoire | 100,00 | 10,00% | 10,00% |
| 20 SIB | Société Ivoirienne de Banque | 10000,00 | 5,00% | 5,00% |
| 21 SIFAL | Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiant | 560,00 | 32,10% | 32,10% |
| 22 SITARAIL | Société International de Transport Africain par RAIL | 5000,00 | 0,00% | 15,00% |
| 23 SM SA | Shiloh Manganèse SA | 50,00 | 10,00% | 10,00% |
| 24 SMD | Société des Mines de DAAPLEU | 600,00 | 15,00% | 15,00% |
| 25 SMI | Société des Mines d'Ity | 600,00 | 15,00% | 15,00% |
| 26 SOCOPRIM | Société Concessionnaire du Pont Rivière - Marcory | 18366,90 | 18,65% | 25,18% |
| 27 SODECI | Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire | 4 500,00 | 3,25% | 3,25% |
| 28 TONGON SA | Société des Mines de Tongon SA | 10,00 | 10,00% | 10,00% |
| 29 TRCI | Tropical Rubber Côte d'Ivoire | 2 000,00 | 20,00% | 20,00% |
| 30 VECI | VIVO ENERGY-CI | 3150,00 | 5,00% | 5,00% |
| 31 SMF | Société des Mines de Floleu | 600,00 | 10,00% | 10,00% |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 114 998,40 | 14 109,13 | 16 171,30 |

AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|---------------|----------------|---------------|--------------|--------------|----------------|
| 1 ANADER ** | 7 935 | 8 075 | 1,76% | 3 188 | -3 372 | -205,76% |
| 2 CIDT | 53 880 | 72 330 | 34,24% | 1 431 | 5 211 | 264,24% |
| 3 CI-ENGINEERING ** | 365 | 732 | 100,57% | 3 | -166 | -5816,00% |
| 4 CNRA | 6 683 | 7 770 | 16,26% | 1 399 | -1 408 | -200,63% |
| 5 I2T | 93 | 473 | 409,51% | -205 | 341 | 265,96% |
| 6 IPS (WA) | 2 565 | 2 816 | 9,79% | 4 862 | 2 582 | -46,90% |
| 7 SIVAC | 127 | 134 | 5,65% | -109 | 126 | 214,96% |
| 8 SODEFOR ** | 5 269 | 8 516 | 61,63% | -131 | 1 090 | 934,33% |
| 9 TRCI | 2 114 | 4 514 | 113,48% | -1 506 | 1 609 | 206,82% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 79 646 | 105 359 | 33,31% | 8 932 | 6 012 | -32,69% |

AUTRES SERVICES

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|----------------|----------------|---------------|---------------|--------------|----------------|
| 1 ADCI | 7 | 31 | 321,39% | -55 | -37 | 32,33% |
| 2 BNEDT | 42 076 | 36 097 | -14,21% | 26 762 | 4 221 | -84,23% |
| 3 INIE | 0 | 114 | | 9 | 11 | 28,42% |
| 4 INS-SODE | 2 966 | 3 939 | 32,82% | -521 | -161 | 69,16% |
| 5 LONACI-SEM | 285 024 | 371 399 | 30,30% | 2 751 | 3 721 | 35,26% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 330 073 | 411 581 | 24,69% | 28 947 | 7 756 | -73,21% |

BATIMENTS ET INFRASTRUCTURES

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|---------------|
| 1 AGEF ** | 5 138 | 197 | -96,17% | -3 722 | -802 | 78,44% |
| 2 FODI ** | 535 | 621 | 16,03% | 20 | 51 | 163,54% |
| 3 LBTP | 13 183 | 20 653 | 56,66% | 2 086 | 5 761 | 176,13% |
| 4 SEMGB ** | 313 | 434 | 38,97% | 34 | 28 | -19,49% |
| 5 SGM T | 711 | 745 | 4,87% | 241 | 143 | -40,49% |
| 6 SICO GI | 6 536 | 10 546 | 61,36% | 958 | -4 077 | -525,65% |
| 7 SONITRA ** | 5 107 | 2 659 | -47,94% | -649 | -1 352 | -108,48% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 31 523 | 35 856 | 13,75% | -1 032 | -248 | 75,93% |

EAU ET ASSAINISSEMENT

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 1 ONAD | 937 | 1 090 | 16,31% | 0 | 7 | - |
| 2 ONEP | 8 268 | 8 254 | -0,17% | 101 | 238 | 135,28% |
| 3 SODECI | 127 480 | 135 514 | 6,30% | 4 307 | 4 352 | 1,04% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 136 685 | 144 857 | 5,98% | 4 409 | 4 597 | 4,27% |



ÉLECTRICITÉ

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|----------------|----------------|--------------|---------------|---------------|----------------|
| 1 CIE | 722 628 | 231 783 | -67,92% | 16 170 | 9 757 | -39,66% |
| 2 CI-ENERGIES | 53 086 | 44 194 | -16,75% | 4 467 | 1 834 | -58,94% |
| 3 CIPREL | 61 764 | 52 825 | -14,47% | 28 977 | 27 593 | -4,77% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 790 289 | 837 478 | 5,97% | 49 613 | 39 185 | -21,02% |

FINANCE

| SOCIÉTÉS | CA/PNB 2020 | CA/PNB 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|----------------|----------------|--------------|---------------|---------------|---------------|
| 1 BHCI | 6 619 | 3 857 | -41,73% | -10 535 | -13 530 | -28,43% |
| 2 BNI | 51 971 | 57 849 | 11,31% | 17 396 | 35 583 | 104,55% |
| 3 BPCI | 6 873 | 9 987 | 45,31% | 1 685 | -9 071 | -638,34% |
| 4 BRVM | 4 064 | 5 171 | 27,23% | 865 | 1 183 | 36,66% |
| 5 DCBR | 3 113 | 4 560 | 46,50% | 959 | 1 586 | 65,45% |
| 6 SIB | 74 467 | 76 532 | 2,77% | 30 261 | 34 031 | 12,46% |
| 7 VERSUS BANK | 10 046 | 12 047 | 19,92% | 3 111 | 3 511 | 12,86% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 157 153 | 170 003 | 8,18% | 43 742 | 53 293 | 21,83% |

HYDROCARBURES

| SOCIÉTÉ | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|------------------|------------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| 1 GESTOCI | 17 974 | 22 027 | 22,55% | 267 | 761 | -48,43% |
| 2 PETROCI HOLDING** | 253 407 | 332 808 | 31,33% | 9 538 | 8 302 | 163,32% |
| 3 SIFAL | 17 484 | 29 073 | 66,28% | 151 | 156 | -3,21% |
| 4 SIR | 848 065 | 1 378 581 | 62,56% | 43 330 | 24 673 | 194,09% |
| 5 VECI | 313 564 | 366 644 | 16,93% | -4 788 | 2 360 | -187,61% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1 450 495 | 2 129 132 | 46,79% | 48 497 | 36 251 | -25,25% |

MÉDIA

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|---------------|---------------|--------------|---------------|---------------|-----------------|
| 1 EDIPRESSE | 2 218 | 1 458 | -34,28% | -976 | -698 | 28,49% |
| 2 RTI** | 7 803 | 8 748 | 12,11% | -956 | -1 830 | -91,45% |
| 3 IDT | 3 482 | 4 622 | 32,74% | 525 | 10 | -98,10% |
| 4 SNPECI | 4 496 | 4 685 | 4,21% | 58 | -559 | -1064,55% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 17 999 | 19 513 | 8,41% | -1 349 | -3 077 | -128,09% |

TOURISME ET HOTELLERIE

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|
| 1 SODERTOUR-LACS | 2 642 | 4 953 | 87,46% | -2 319 | 201 | 108,67% |
| 2 SPDC | 8 187 | 14 404 | 75,93% | -8 111 | -3 074 | 62,10% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 10 830 | 19 357 | 78,74% | -10 430 | -2 873 | 72,46% |

MINES*

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|
| 1 AGBAOU | 105 041 | 108 382 | 3,18% | 14 290 | 13 941 | -2,44% |
| 2 AGOLD BONIKRO | 17 081 | 24 933 | 45,97% | -22 596 | -3 512 | 84,46% |
| 3 BM** | 34 916 | 16 332 | -53,23% | 484 | -695 | -243,58% |
| 4 CMB | 25 591 | 40 451 | 58,07% | -1 510 | -3 430 | -127,19% |
| 5 CML | 26 033 | 23 845 | -8,41% | 1 569 | 3 062 | 95,12% |
| 6 FOREMI | 5 040 | 6 910 | 37,10% | -544 | -767 | -41,03% |
| 7 HIRE GOLD MINE | 91 955 | 58 635 | -36,24% | 35 848 | 6 609 | -81,56% |
| 8 IVOIRE MANGANÈSE | 711 | 851 | 19,68% | -180 | -164 | 9,00% |
| 9 LEB** | 726 | 0 | -100,00% | -2 302 | -1 471 | 36,09% |
| 10 PMCI | 93 612 | 83 427 | -10,88% | 37 459 | 19 103 | -49,00% |
| 11 PMY | 0 | 185 943 | | -48 | 71 519 | 150364,21% |
| 12 SM SA | 20 128 | 10 827 | -46,21% | 137 | -1 590 | -1262,47% |
| 13 SMD | 60 450 | 92 644 | 53,26% | 22 271 | 59 060 | 165,19% |
| 14 SMF | 0 | 1 716 | | 0 | -4 760 | |
| 15 SMI | 193 876 | 228 318 | 17,77% | 49 218 | 36 763 | -25,31% |
| 16 SODEMI | 66 | 186 | 181,94% | 20 553 | 3 646 | -82,26% |
| 17 TONGON SA | 290 029 | 204 959 | -29,33% | 90 789 | 48 388 | -46,70% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 523 328 | 523 328 | 28,43% | 207 273 | 245 246 | 18,32% |

TECHNOLOGIE, TELECOM & POSTE

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|----------------|----------------|--------------|---------------|----------------|---------------|
| 1 AIGF | 9 512 | 9 214 | -3,13% | 276 | 193 | -29,96% |
| 2 ANSUT** | 26 678 | 29 033 | 8,83% | -7 377 | 3 047 | 141,30% |
| 3 GUCE CI** | 34 214 | 23 034 | -32,68% | 1 840 | 444 | -75,89% |
| 4 ORANGE CI | 518 813 | 558 697 | 7,69% | 79 087 | 104 279 | 31,85% |
| 5 PCI** | 5 410 | 5 685 | 5,07% | -3 114 | -4 704 | -51,02% |
| 6 QUIPUX-AFRIQUE | 10 538 | 12 736 | 20,86% | 271 | 253 | -6,63% |
| 7 SNDI** | 5 357 | 6 369 | 18,89% | 270 | 329 | 21,82% |
| 8 VITIB SA** | 1 426 | 1 759 | 23,33% | 237 | 615 | 160,09% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 611 948 | 646 526 | 5,65% | 71 489 | 104 456 | 46,11% |

TRANSPORT

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|----------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| 1 AERIA | 14 192 | 22 757 | 60,35% | -1 578 | 2 077 | 231,64% |
| 2 AGEROUTE | 8 256 | 11 542 | 39,79% | 523 | 1 041 | 99,04% |
| 3 AIR CI | 47 636 | 78 578 | 64,95% | -26 797 | -9 010 | 66,38% |
| 4 FER | 17 841 | 22 353 | 25,29% | 0 | 0 | |
| 5 OIC | 4 762 | 5 314 | 11,60% | 191 | 395 | 107,27% |
| 6 PAA | 90 516 | 118 878 | 31,33% | 9 247 | 26 926 | 191,18% |
| 7 PASP | 8 719 | 10 651 | 22,15% | 725 | 1 491 | 105,81% |
| 8 SIPF | 1 293 | 1 387 | 7,24% | 63 | 73 | 16,19% |
| 9 SITARAIL | 37 378 | 36 296 | -2,89% | -1 047 | -330 | 68,52% |
| 10 SOCOPRIM | 13 489 | 17 045 | 26,36% | 5 365 | 7 216 | 34,50% |
| 11 SODEXAM | 3 117 | 8 047 | 158,20% | -1 965 | 138 | 107,03% |
| 12 SOTRA | 37 813 | 46 264 | 22,35% | 4 877 | 6 495 | 33,19% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 285 014 | 379 112 | 33,02% | -10 396 | 36 513 | 451,22% |

TOTAL (PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT)

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|------------------|------------------|---------------|----------------|----------------|---------------|
| TOTAL GÉNÉRAL | 4 913 483 | 5 478 459 | 11,50% | 477 861 | 527 566 | 10,40% |



CHAMPIONS NATIONAUX

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|------------------|------------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| 1 AIR CI | 47 636 | 78 578 | 64,95% | -26 797 | -9 010 | 66,38% |
| 2 BNETD | 42 076 | 36 097 | -14,21% | 26 762 | 4 221 | -84,23% |
| 3 BNI | 51 971 | 57 849 | 11,31% | 17 396 | 35 583 | 104,55% |
| 4 LBTP | 13 183 | 20 653 | 56,66% | 2 086 | 5 761 | 176,13% |
| 5 PETROCI HOLDING | 253 407 | 332 808 | 31,33% | 9 538 | 8 302 | -12,96% |
| 6 SICOI | 6 536 | 10 546 | 61,36% | 958 | -4 077 | -525,65% |
| 7 SIR | 848 065 | 1 378 581 | 62,56% | 43 330 | 24 673 | -43,06% |
| 8 SNDI** | 5 357 | 6 369 | 18,89% | 270 | 329 | 21,82% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1 268 232 | 1 921 481 | 51,51% | 73 544 | 65 782 | -10,55% |

GESTION PATRIMONIALE*

| SOCIÉTÉS | CA 2019 | CA 2020 | VAR CA. (%) | RN 2019 | RN 2020 | VAR RN. (%) |
|----------------------|------------------|------------------|---------------|----------------|----------------|--------------|
| 1 ADCI | 7 | 31 | 321,39% | -55 | -37 | 32,33% |
| 2 AGBAOU | 105 041 | 108 382 | 3,18% | 14 290 | 13 941 | -2,44% |
| 3 AGOLD BONIKRO | 17 081 | 24 933 | 45,97% | -22 596 | -3 512 | 84,46% |
| 4 BHCI | 6 619 | 3 857 | -41,73% | -10 535 | -13 530 | -28,43% |
| 5 BM** | 34 916 | 16 332 | -53,23% | 484 | -695 | -243,58% |
| 6 BRVM | 4 064 | 5 171 | 27,23% | 865 | 1 183 | 36,66% |
| 7 CIDT | 53 880 | 72 330 | 34,24% | 1 431 | 5 211 | 264,24% |
| 8 CI-ENGINEERING** | 365 | 732 | 100,57% | 3 | -166 | -5816,00% |
| 9 CIPREL | 61 764 | 52 825 | -14,47% | 28 977 | 27 593 | -4,77% |
| 10 CMB | 25 591 | 40 451 | 58,07% | -1 510 | -3 430 | -127,19% |
| 11 CML | 26 033 | 23 845 | -8,41% | 1 569 | 3 062 | 95,12% |
| 12 DCBR | 3 113 | 4 560 | 46,50% | 959 | 1 586 | 65,45% |
| 13 EDIPRESSE | 2 218 | 1 458 | -34,28% | -976 | -698 | 28,49% |
| 14 FOREMI | 5 040 | 6 910 | 37,10% | -544 | -767 | -41,03% |
| 15 GESTOCI | 17 974 | 22 027 | 22,55% | 267 | 761 | 185,54% |
| 16 GUCE CI** | 34 214 | 23 034 | -32,68% | 1 840 | 444 | -75,89% |
| 17 HIRE GOLD MINE | 91 955 | 58 635 | -36,24% | 35 848 | 6 609 | -81,56% |
| 18 IPS (WA) | 2 565 | 2 816 | 9,79% | 4 862 | 2 582 | -46,90% |
| 19 IVOIRE MANGANÈSE | 711 | 851 | 19,68% | -180 | -164 | 9,00% |
| 20 LEB** | 726 | - | -100,00% | -2 302 | -1 471 | 36,09% |
| 21 MGB | 313 | 434 | 38,97% | 34 | 28 | -19,49% |
| 22 OIC | 4 762 | 5 314 | 11,60% | 191 | 395 | 107,27% |
| 23 PMCI | 93 612 | 83 427 | -10,88% | 37 459 | 19 103 | -49,00% |
| 24 PMY | - | 185 943 | | -48 | 71 519 | 150364,21% |
| 25 QUIPUX-AFRIQUE | 10 538 | 12 736 | 20,86% | 271 | 253 | -6,63% |
| 26 SGMT | 711 | 745 | 4,87% | 241 | 143 | -40,49% |
| 27 SIB | 74 467 | 76 532 | 2,77% | 30 261 | 34 031 | 12,46% |
| 28 SIFAL | 17 484 | 29 073 | 66,28% | 151 | 156 | 3,60% |
| 29 SIVAC | 127 | 134 | 5,65% | -109 | 126 | 214,96% |
| 30 SM SA | 20 128 | 10 827 | -46,21% | 137 | -1 590 | -1262,47% |
| 31 SMD | 60 450 | 92 644 | 53,26% | 22 271 | 59 060 | 165,19% |
| 32 SMF | - | 1 716 | | - | -4 760 | #DIV/0! |
| 33 SMI | 193 876 | 228 318 | 17,77% | 49 218 | 36 763 | -25,31% |
| 34 SODERTOUR-LACS | 2 642 | 4 953 | 87,46% | -2 319 | 201 | 108,67% |
| 35 SONITRA** | 5 107 | 2 659 | -47,94% | -649 | -1 352 | -108,48% |
| 36 SPDC | 8 187 | 14 404 | 75,93% | -8 111 | -3 074 | 62,10% |
| 37 TONGON SA | 290 029 | 204 959 | -29,33% | 90 789 | 48 388 | -46,70% |
| 38 TRCI | 2 114 | 4 514 | 113,48% | -1 506 | 1 609 | 206,82% |
| 39 VECI | 313 564 | 366 644 | 16,93% | -4 788 | 2 360 | 149,28% |
| 40 VERSUS BANK | 10 046 | 12 047 | 19,92% | 3 111 | 3 511 | 12,86% |
| 41 BPCI | 6 873 | 9 987 | 45,31% | 1 685 | -9 071 | -638,34% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1 608 909 | 1 817 192 | 12,95% | 270 985 | 296 299 | 9,34% |

OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 1 AGEF** | 5 138 | 197 | -96,17% | -3 722 | -802 | 78,44% |
| 2 PCI** | 5 410 | 5 685 | 5,07% | -3 114 | -4 704 | -51,02% |
| 3 RTI** | 7 803 | 8 748 | 12,11% | -956 | -1 830 | -91,45% |
| 4 IDT | 3 482 | 4 622 | 32,74% | 525 | 10 | -98,10% |
| 5 SNPECI | 4 496 | 4 685 | 4,21% | 58 | -559 | -1064,55% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 26 329 | 23 936 | -9,09% | -7 209 | -7 885 | -9,37% |

OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| 1 AERIA | 14 192 | 22 757 | 60,35% | -1 578 | 2 077 | 231,64% |
| 2 CIE | 722 628 | 231 783 | -67,92% | 16 170 | 9 757 | -39,66% |
| 3 LONACI-SEM | 285 024 | 371 399 | 30,30% | 2 751 | 3 721 | 35,26% |
| 4 ORANGE CI | 518 813 | 558 697 | 7,69% | 79 087 | 104 279 | 31,85% |
| 5 PAA | 90 516 | 118 878 | 31,33% | 9 247 | 26 926 | 191,18% |
| 6 PASP | 8 719 | 10 651 | 22,15% | 725 | 1 491 | 105,81% |
| 7 SITARAIL | 37 378 | 36 296 | -2,89% | -1 047 | -330 | 68,52% |
| 8 SOCOPRIM | 13 489 | 17 045 | 26,36% | 5 365 | 7 216 | 34,50% |
| 9 SODECI | 127 480 | 135 514 | 6,30% | 4 307 | 4 352 | 1,04% |
| 10 SODEXAM | 3 117 | 8 047 | 158,20% | -1 965 | 138 | 107,03% |
| 11 SOTRA | 37 813 | 46 264 | 22,35% | 4 877 | 6 495 | 33,19% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1 859 169 | 1 557 331 | -16,24% | 117 939 | 166 122 | 40,85% |

STRUCTURES NON COMMERCIALES

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|----------------|----------------|--------------|---------------|--------------|----------------|
| 1 AGEROUTE | 8 256 | 11 542 | 39,79% | 4523 | 1 041 | 99,04% |
| 2 AIGF | 9 512 | 9 214 | -3,13% | 276 | 193 | -29,96% |
| 3 ANADER** | 7 935 | 8 075 | 1,76% | 3 188 | -3 372 | -205,76% |
| 4 ANSUT** | 26 678 | 29 033 | 8,83% | -7 377 | 3 047 | 141,30% |
| 5 CI-ENERGIES | 53 086 | 44 194 | -16,75% | 4 467 | 1 834 | -58,94% |
| 6 CNRA | 6 683 | 7 770 | 16,26% | 1 399 | -1 408 | -200,63% |
| 7 FER | 17 841 | 22 353 | 25,29% | 0 | 0 | NA |
| 8 FODI** | 535 | 621 | 16,03% | 20 | 51 | 163,54% |
| 9 I2T | 93 | 473 | 409,51% | -205 | 341 | 265,96% |
| 10 INIE | 0 | 114 | | 9 | 11 | 28,42% |
| 11 INS-SODE | 2 966 | 3 939 | 32,82% | -521 | -161 | 69,16% |
| 12 ONAD | 937 | 1 090 | 16,31% | 0 | 7 | |
| 13 ONEP | 8 268 | 8 254 | -0,17% | 101 | 238 | 135,28% |
| 14 SIPIF | 1 293 | 1 387 | 7,24% | 63 | 73 | 16,19% |
| 15 SODEFOR** | 5 269 | 8 516 | 61,63% | -131 | 1 090 | 934,33% |
| 16 SODEMI | 66 | 186 | 181,94% | 20 553 | 3 646 | -82,26% |
| 17 VITIB SA | 1 426 | 1 759 | 23,33% | 237 | 615 | 160,09% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 150 844 | 158 519 | 5,09% | 22 602 | 7 247 | -67,93% |

TOTAL (PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT)

| SOCIÉTÉS | CA 2020 | CA 2021 | VAR CA. (%) | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN. (%) |
|----------------------|----------------------|------------------|---------------|----------------|----------------|---------------|
| TOTAL GÉNÉRAL | 4 913 483 991 | 5 478 459 | 11,50% | 477 861 | 527 566 | 10,40% |



| SOCIÉTÉS | RN2020 | RN2021 | VARN | VARN% |
|-----------------------|----------------|----------------|---------------|--------------|
| 1 ORANGE CI | 79 087 | 104 279 | 25 191 | 31,85% |
| 2 PMY | -48 | 71 519 | 71 566 | 150364,21% |
| 3 SMD | 22 271 | 59 060 | 36 789 | 165,19% |
| 4 TONGON SA | 90 789 | 48 388 | -42 401 | -46,70% |
| 5 SMI | 49 218 | 36 763 | -12 455 | -25,31% |
| 6 BNI | 17 396 | 35 583 | 18 187 | 104,55% |
| 7 SIB | 30 261 | 34 031 | 3 770 | 12,46% |
| 8 CIPREL | 28 977 | 27 593 | -1 384 | -4,77% |
| 9 PAA | 9 247 | 26 926 | 17 678 | 191,18% |
| 10 SIR | 43 330 | 24 673 | -18 657 | -43,06% |
| 11 PMCI | 37 459 | 19 103 | -18 356 | -49,00% |
| 12 AGBAOU | 14 290 | 13 941 | -349 | -2,44% |
| 13 CIE | 16 170 | 9 757 | -6 413 | -39,66% |
| 14 PETROCI HOLDING ** | 9 538 | 8 302 | -1 236 | -12,96% |
| 15 SOCOPRIM | 5 365 | 7 216 | 1 851 | 34,50% |
| 16 HIRE GOLD MINE | 35 848 | 6 609 | -29 239 | -81,56% |
| 17 SOTRA | 4 877 | 6 495 | 1 618 | 33,19% |
| 18 LBTP | 2 086 | 5 761 | 3 675 | 176,13% |
| 19 CIDT | 1 431 | 5 211 | 3 781 | 264,24% |
| 20 SODECI | 4 307 | 4 352 | 45 | 1,04% |
| 21 BNETD | 26 762 | 4 221 | -22 541 | -84,23% |
| 22 LONACI-SEM | 2 751 | 3 721 | 970 | 35,26% |
| 23 SODEMI | 20 553 | 3 646 | -16 908 | -82,26% |
| 24 VERSUS BANK | 3 111 | 3 511 | 400 | 12,86% |
| 25 CML | 1 569 | 3 062 | 1 493 | 95,12% |
| 26 ANSUT** | -7 377 | 3 047 | 10 424 | 141,30% |
| 27 IPS (WA) | 4 862 | 2 582 | -2 280 | -46,90% |
| 28 VECI | -4 788 | 2 360 | 7 148 | 149,28% |
| 29 AERIA | -1 578 | 2 077 | 3 655 | 231,64% |
| 30 CI-ENERGIES | 4 467 | 1 834 | -2 633 | -58,94% |
| 31 TRCI | -1 506 | 1 609 | 3 115 | 206,82% |
| 32 DCBR | 959 | 1 586 | 627 | 65,45% |
| 33 PASP | 725 | 1 491 | 767 | 105,81% |
| 34 BRVM | 865 | 1 183 | 317 | 36,66% |
| 35 SODEFOR** | -131 | 1 090 | 1 221 | 934,33% |
| 36 AGEROUTE | 523 | 1 041 | 518 | 99,04% |
| 37 GESTOCI | 267 | 761 | 494 | 185,54% |
| 38 VITIB SA** | 237 | 615 | 379 | 160,09% |
| 39 GUCE CI** | 1 840 | 444 | -1 397 | -75,89% |
| 40 OIC | 191 | 395 | 204 | 107,27% |
| 41 I2T | -205 | 341 | 546 | 265,96% |
| 42 SNDI** | 270 | 329 | 59 | 21,82% |
| 43 QUIPUX-AFRIQUE | 271 | 253 | -18 | -6,63% |
| 44 ONEP | 101 | 238 | 137 | 135,28% |
| 45 SODERTOUR-LACS | -2 319 | 201 | 2 520 | 108,67% |
| 46 AIGF | 276 | 193 | -83 | -29,96% |
| 47 SIFAL | 151 | 156 | 5 | 3,60% |
| 48 SGMT | 241 | 143 | -98 | -40,49% |
| 49 SODEXAM | -1 965 | 138 | 2 103 | 107,03% |
| 50 SIVAC | -109 | 126 | 235 | 214,96% |
| 51 SIPF | 63 | 73 | 10 | 16,19% |
| 52 FODI** | 20 | 51 | 32 | 163,54% |
| 53 SEMGB** | 34 | 28 | -7 | -19,49% |
| 54 INIE | 9 | 11 | 3 | 28,42% |
| 55 IDT | 525 | 10 | -515 | -98,10% |
| 56 ONAD | 0 | 7 | 7 | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 553 563 | 598 136 | 44 573 | 8,05% |

06

SOCIÉTÉ AYANT UN RÉSULTAT
NET NUL EN 2021

| SOCIÉTÉS | RN 2020 | RN 2021 | VAR RN |
|----------|---------|---------|--------|
| 1 FER | 0 | 0 | 0 |

07

SOCIÉTÉ AYANT UN RÉSULTAT NET DÉFICITAIRE
EN 2021

| SOCIÉTÉS | RN2020 | RN2021 | VA RN | VA RN% |
|----------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|
| 1 BHCI | -10 535 | -13 530 | -2 995 | -28,43% |
| 2 BPCI | 1 685 | -9 071 | -10 756 | -638,34% |
| 3 AIR CI | -26 797 | -9 010 | 17 787 | 66,38% |
| 4 SMF | 0 | -4 760 | -4 760 | NA |
| 5 PCI** | -3 114 | -4 704 | -1 589 | -51,02% |
| 6 SICOGI | 958 | -4 077 | -5 034 | -525,65% |
| 7 AGOLD BONIKRO | -22 596 | -3 512 | 19 084 | 84,46% |
| 8 CMB | -1 510 | -3 430 | -1 920 | -127,19% |
| 9 ANADER** | 3 188 | -3 372 | -6 560 | -205,76% |
| 10 SPDC | -8 111 | -3 074 | 5 037 | 62,10% |
| 11 RTI** | -956 | -1 830 | -874 | -91,45% |
| 12 SM SA | 137 | -1 590 | -1 726 | -1262,47% |
| 13 LEB** | -2 302 | -1 471 | 831 | 36,09% |
| 14 CNRA | 1 399 | -1 408 | -2 807 | -200,63% |
| 15 SONITRA** | -649 | -1 352 | -704 | -108,48% |
| 16 AGEF** | -3 722 | -802 | 2 920 | 78,44% |
| 17 FOREMI | -544 | -767 | -223 | -41,03% |
| 18 EDIPRESSE | -976 | -698 | 278 | 28,49% |
| 19 BM** | 484 | -695 | -1 180 | -243,58% |
| 20 SNPECI | 58 | -559 | -617 | -1064,55% |
| 21 SITARAIL | -1 047 | -330 | 717 | 68,52% |
| 22 CI-ENGINEERING** | 3 | -166 | -169 | -5816,00% |
| 23 IVOIRE MANGANÈSE | -180 | -164 | 16 | 9,00% |
| 24 INS-SODE | -521 | -161 | 360 | 69,16% |
| 25 ADCI | -55 | -37 | 18 | 32,33% |
| TOTAL GÉNÉRAL | -75 702 | -70 569 | 5 133 | 6,78% |



| SECTEUR | SE 2020 | SE 2021 | SI 2020 | SI 2021 | ST 2020 | ST 2021 |
|---------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | 15 412 | 16 943 | 460 | - | 15 871 | 16 943 |
| ANADER | 8 840 | 9 300 | 460 | - | 9 300 | 9 300 |
| CNRA | 4 500 | 5 650 | - | - | 4 500 | 5 650 |
| I2T | 1 141 | 1 148 | - | - | 1 141 | 1 148 |
| SIVAC | 286 | 318 | - | - | 286 | 318 |
| SODEFOR | 204 | 120 | - | - | 204 | 120 |
| CI-ENGINEERING | 440 | 407 | - | - | 440 | 407 |
| AUTRES SERVICES | 5 278 | 5 633 | 6 837 | 552 | 12 115 | 6 185 |
| ADCI | 150 | 346 | 8 | 22 | 158 | 368 |
| BNETD | 1 428 | 1 628 | - | - | 1 428 | 1 628 |
| INIE | 734 | 1 234 | 429 | 530 | 1 163 | 1 764 |
| INS-SODE | 2 966 | 2 425 | 6 400 | - | 9 366 | 2 425 |
| BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES | 1 652 | - | 140 | 81 | 1 792 | 81 |
| AGEF | - | - | 140 | 81 | 140 | 81 |
| SICOGI | 1 652 | - | - | - | 1 652 | - |
| EAU ET ASSAINISSEMENT | 302 | 406 | - | 1 496 | 302 | 1 902 |
| ONEP | 302 | 406 | - | 1 496 | 302 | 1 902 |
| MÉDIA | 3 910 | 2 492 | 18 552 | 4 103 | 22 462 | 6 595 |
| RTI | 805 | 364 | 150 | 1 751 | 955 | 2 115 |
| IDT | 2 951 | 1 938 | 18 402 | 2 000 | 21 353 | 3 938 |
| SNPECI | 154 | 190 | - | 352 | 154 | 542 |
| TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE | 1 980 | 2 700 | 280 | 226 | 2 260 | 2 926 |
| PCI | 1 700 | 2 200 | 280 | 226 | 1 980 | 2 426 |
| VITIB SA | 280 | 500 | - | - | 280 | 500 |
| TOURISME ET HOTELLERIE | 682 | 1 919 | 80 | 104 | 762 | 2 023 |
| SODERTOUR-LACS | 532 | 1 522 | 80 | 104 | 612 | 1 626 |
| SPDC | 150 | 397 | - | - | 150 | 397 |
| TRANSPORTS | 37 702 | 44 546 | 700 | 36 144 | 38 402 | 80 691 |
| AIR CI | 2 000 | 1 945 | - | - | 2 000 | 1 945 |
| SIPF | 23 | - | - | 495 | 23 | 495 |
| SOCOPRIM | 13 380 | 11 480 | - | - | 13 380 | 11 480 |
| SODEXAM | 1 700 | 4 200 | 700 | 2 450 | 2 400 | 6 650 |
| SOTRA | 20 600 | 26 922 | - | 33 199 | 20 600 | 60 121 |
| TOTAL | 66 918 | 74 639 | 27 049 | 42 705 | 93 967 | 117 345 |

* SE : Subvention d'Exploitation ; ** SI : Subvention d'Investissement ; *** ST : Subvention Totale

| SOCIÉTÉS | PFP | RÉSULTAT NET 2020 | DIV. NET D'IVRM 2020 | RÉSULTAT NET 2021 | DIV. NET D'IVRM 2021 |
|-----------------|---------|-------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| PETROCI HOLDING | 100,00% | 9 538 | 6 000 | 8 302 | |
| ORANGE CI | 15,00% | 79 087 | 9 268 | 104 279 | 15 881 |
| TONGON SA | 10,00% | 90 789 | 5 363 | 48 388 | 5 495 |
| LONACI-SEM | 95,00% | 2 751 | 1 360 | 3 721 | 1 700 |
| SMD | 15,00% | 22 271 | 568 | 59 060 | 1 506 |
| CIPREL | 14,70% | 28 977 | 4 538 | 27 593 | 1 504 |
| CIE | 15,00% | 16 170 | 1 402 | 9 757 | 1 287 |
| SIB | 5,00% | 30 261 | 900 | 34 031 | 1 013 |
| GUCE CI | 70,00% | 1 840 | 1 012 | 444 | 1 012 |
| SMI | 15,00% | 49 218 | 850 | 36 763 | 937 |
| AGBAOU | 15,00% | 14 290 | - | 13 941 | 592 |
| SOCOPRIM | 25,20% | 5 365 | 612 | 7 216 | 515 |
| SODEMI | 100,00% | 20 553 | 500 | 3 646 | 340 |
| PMCI | 10,00% | 37 459 | 680 | 19 103 | 272 |
| IPS (WA) | 15,00% | 4 862 | 646 | 2 582 | 266 |
| CML | 61,00% | 1 569 | 102 | 3 062 | 170 |
| HIRE GOLD MINE | | 35 848 | - | 6 609 | 140 |
| SODECI | 3,25% | 4 307 | 99 | 4 352 | 126 |
| AERIA | | -1 578 | - | 2 077 | 43 |
| DCBR | 1,80% | 959 | 14 | 1 586 | 18 |
| BRVM | 1,80% | 865 | 14 | 1 183 | 17 |
| SM SA | 10,00% | 137 | - | -1 590 | - |
| TOTAL | | 455 538 | 33 928 | 396 104 | 32 834 |

10 RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

| SECTEUR | CA 2020 | RATIO 2020*(%) | CA 2021 | RATIO 2020*(%) | VAR. CA | VAR. CA% |
|-------------------------------|------------------|----------------|------------------|----------------|----------------|---------------|
| AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | 79 030 | 1,61% | 105 359 | 1,92% | 26 328 | 33,31% |
| AUTRES SERVICES | 330 073 | 6,72% | 411 581 | 7,51% | 81 508 | 24,69% |
| BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES | 31 523 | 0,64% | 35 856 | 0,65% | 4 333 | 13,75% |
| EAU ET ASSAINISSEMENT | 136 685 | 2,78% | 144 857 | 2,64% | 8 173 | 5,98% |
| ELECTRICITÉ | 837 478 | 17,04% | 328 802 | 6,00% | -508 677 | -60,74% |
| FINANCE | 157 153 | 3,20% | 170 003 | 3,10% | 12 850 | 8,18% |
| HYDROCARBURES | 1 450 495 | 29,52% | 2 129 132 | 38,86% | 678 637 | 46,79% |
| MÉDIA | 17 999 | 0,37% | 19 513 | 0,36% | 1 514 | 8,41% |
| MINES | 965 255 | 19,65% | 1 088 360 | 19,87% | 123 105 | 12,75% |
| TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE | 611 948 | 12,45% | 646 526 | 11,80% | 34 578 | 5,65% |
| TOURISME ET HOTELLERIE | 10 830 | 0,22% | 19 357 | 0,35% | 8 527 | 78,74% |
| TRANSPORTS | 285 014 | 5,80% | 379 112 | 6,92% | 94 099 | 33,02% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 4 913 483 | 100,00% | 5 478 459 | 100,00% | 564 975 | 11,50% |

* Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille



11 RÉPARTITION DU RÉSULTAT NET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

| SECTEUR | RES. NETS 2020 | RATIO 2020* | RES. NETS 2021 | RATIO 2021* | VAR. CA 20/21 | VAR. CA% 20/21 |
|-------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|
| AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | 8 932 | 1,87% | 6 012 | 1,14% | -2 920 | -32,69% |
| AUTRES SERVICES | 28 947 | 6,06% | 7 756 | 1,47% | -21 190 | -73,21% |
| BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES | -1 032 | -0,22% | -248 | -0,05% | 784 | |
| EAU ET ASSAINISSEMENT | 4 409 | 0,92% | 4 597 | 0,87% | 188 | 4,27% |
| ELECTRICITÉ | 49 613 | 10,38% | 39 185 | 7,43% | -10 429 | -21,02% |
| FINANCE | 43 742 | 9,15% | 53 293 | 10,10% | 9 551 | 21,83% |
| HYDROCARBURES | 48 497 | 10,15% | 36 251 | 6,87% | -12 246 | -25,25% |
| MÉDIA | -1 349 | -0,28% | -3 077 | -0,58% | -1 728 | |
| MINES | 245 439 | 51,36% | 245 702 | 46,57% | 263 | 0,11% |
| TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE | 71 489 | 14,96% | 104 456 | 19,80% | 32 967 | 46,11% |
| TOURISME ET HOTELLERIE | -10 430 | -2,18% | -2 873 | -0,54% | 7 557 | |
| TRANSPORTS | -10 396 | -2,18% | 36 513 | 6,92% | 46 910 | -451,22% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 477 861 | 100,00% | 527 566 | 100,00% | 49 706 | 10,40% |

* Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

12 RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SEGMENT

| SEGMENT | CA 2020 | RATIO 2020*(%) | CA 2021 | RATIO 2020*(%) | VAR. CA | VAR. CA% |
|---|------------------|----------------|------------------|----------------|-----------------|----------------|
| CHAMPIONS NATIONAUX | 1 921 481 | 35,07% | 1 268 232 | 25,81% | -653 249 | -34,00% |
| GESTION PATRIMONIALE | 1 817 192 | 33,17% | 1 608 909 | 32,74% | -208 283 | -11,46% |
| OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC | 23 936 | 0,44% | 26 329 | 0,54% | 2 393 | 10,00% |
| OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC | 1 557 331 | 28,43% | 1 859 169 | 37,84% | 301 839 | 19,38% |
| STRUCTURES NON COMMERCIALES | 158 519 | 2,89% | 150 844 | 3,07% | -7 675 | -4,84% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 5 478 459 | 100,00% | 4 913 483 | 100,00% | -564 975 | -10,31% |

* Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

13 RÉPARTITION DU RÉSULTAT NET PAR SEGMENT

| SEGMENT | RES. NETS 2020 | RATIO 2020*(%) | RES. NETS 2021 | RATIO 2021*(%) | VAR. CA 20/21 | VAR. CA% 20/21 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|
| CHAMPIONS NATIONAUX | 73 544 | 15,39% | 65 782 | 12,47% | -7 762 | --10,55% |
| GESTION PATRIMONIALE | 270 985 | 56,71% | 296 299 | 56,16% | 25 314 | 9,34% |
| OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC | -7 209 | -1,51% | -7 885 | -1,49% | -676 | -9,37% |
| OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC | 117 939 | 24,68% | 166 122 | 31,49% | 48 183 | 40,85% |
| STRUCTURES NON COMMERCIALES | 22 602 | 4,73% | 7 247 | 1,37% | -15 355 | -67,93% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 477 861 | 100,00% | 527 566 | 100,00% | 49 706 | 10,40% |

* Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

A series of horizontal dotted lines for writing notes, starting from the top of the page and ending just above the footer.





**DIRECTION GÉNÉRALE DU
PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT**

1^{er} Etage, Immeuble Le III,
Boulevard Roume
Plateau, Abidjan - Côte d'Ivoire

 **+ 225 27 20 22 32 34**

Retrouvez l'ensemble
de notre actualité sur
www.dgpe.gouv.ci